



Class

92

C3827

Book

General Theological Seminary Library

CHELSEA SQUARE, NEW YORK

• FIGURES DU PASSÉ •

Le Comte d'Artois
Charles X

*Le Prince, l'Emigré,
Le Roi.*

PAR
J. LUCAS-DUBRETON



LIBRAIRIE HACHETTE

• 79 • Boulevard S^t GERMAIN • PARIS •



LE COMTE D'ARTOIS
CHARLES X

• FIGURES DU PASSÉ •

ONT PARU OU PARAÎTRONT DANS CETTE COLLECTION

*Les volumes publiés sont marqués d'un astérisque**

MIRABEAU *

par Louis Barthou,
de l'Académie Française.

La Duchesse DE CHEVREUSE *

par Louis Batifol.

Le Cardinal DE RETZ *

par Louis Batifol.

Le Duc DE MORNAY *

par Marcel Boulenger.

DUMOURIEZ *

par Arthur Chuquet,
Membre de l'Institut.

GAMBETTA *

par Paul Deschanel,
de l'Académie Française.

M^{gr}. DUPANLOUP *

par Émile Faguet,
de l'Académie Française.

LAUZUN *

par le Duc de La Force
de l'Académie Française.

Monsieur DE CHARENTE *

par G. Lenôtre.

VERGNIAUD *

par E. Lintilhac.

Le Comte D'ARTOIS,
CHARLES X *

par J. Lucas-Dubreton.

DANTON *

par Louis Madelin.

Le Prince DE LIGNE *

par Mlle Marthe Oulié.

MADAME DE MAINTENON *

par Mme Saint-René Taillandier.

La Princesse DES URSINS *

par Mme Saint-René Taillandier.

Monsieur VINCENT (DE PAUL).

par André Bellessort.

CHATEAUBRIAND

par Henry Béranger.

TALLEYRAND

par Jules Cambon,
de l'Académie Française.

Madame DE STAËL

par Ed. Herriot.

La Duchesse DE CHOISEUL

par André Lichtenberger.

NECKER

par Raoul Péret.

Madame ROLAND

par Mme Marcelle Tinayre.



Peinture de L. M. Vanloo, Versailles.

Charles X

• FIGURES DU PASSÉ •

Le Comte d'Artois
Charles X

*Le Prince, l'Emigré,
Le Roi.*

PAR
J. LUCAS-DUBRETON



LIBRAIRIE HACHETTE
• 79 • Boulevard St GERMAIN • PARIS •

L'édition originale a été
tirée sur papier Alfa.

92
C3827

84306

ALABAMA COAST GUARD
YRABILI
YRUY WEN

Tous droits de traduction, de reproduction
et d'adaptation réservés pour tous pays.
Copyright by Librairie Hachette, 1927.

A MONSIEUR ANDRÉ BELLESSORT
EN TÉMOIGNAGE DE RESPECTUEUSE AMITIÉ

LE COMTE D'ARTOIS CHARLES X

CHAPITRE PREMIER

« ARTOIS, NOTRE ESPÉRANCE »

L'INSOUCIANTE JEUNESSE DE GALAOR || SON MARIAGE || DIVERTISSEMENTS PRINCIERS || ARTOIS COMPROMET LA REINE || IMPOPULARITÉ NAISSANTE || LE COUP DE FOUDRE || DON JUAN ET ROLAND FURIEUX



DEPUIS le 27 avril 1774, le roi traînait; et, comme son malaise semblait empirer, on le ramena de Trianon à Versailles. Les médecins n'osaient se prononcer quand, le 30 avril, au moment où un gentilhomme approchait du lit une bougie sans prendre les précautions ordinaires, on aperçut sur le visage du malade des taches rouges. Les médecins n'eurent plus de doute : Louis XV avait la petite vérole.

La nouvelle communiquée à la famille royale, on éloigna aussitôt les petits-fils du roi : le dauphin, le comte de Provence et le comte d'Artois ainsi que leurs femmes. Mais la plupart des courtisans refusaient de s'inquiéter : c'était, à leur sens, l'affaire de neuf jours et d'un peu de patience. Certains, il est vrai, ne partageaient pas cet optimisme; et comme M. de la Rochefoucauld-Liancourt disait au médecin Bordeu : « Écoutez ces Messieurs qui sont charmés parce que le roi a la petite vérole. » — « Sandis! répliqua Bordeu, c'est apparemment qu'ils héritent de lui. La petite vérole à soixante-quatre ans, avec le corps du roi, c'est une terrible maladie! »

Quelques jours après, Louis XV était à toute extrémité;

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

près de la fenêtre de sa chambre brûlait un flambeau qui devait être éteint quand il rendrait le dernier soupir ; et devant cette fenêtre les courtisans attendaient la fin du règne. Le 10 mai enfin, vers deux heures de la nuit, ils entrevirent un valet qui, tout courant, souffla le flambeau et s'enfuit.... Alors ce fut vers les salons du dauphin, du nouveau roi, une ruée formidable qui remplit le palais d'un bruit pareil à celui d'un mur qui s'écroule.

Le cadavre restait abandonné, infectant la chambre déserte ; la terreur de la contagion était devenue telle que les gardes avaient quitté leur poste. A l'aube, pourtant, la porte s'ouvrit. Un jeune homme entra ; un instant, il regarda le mort tuméfié, défiguré, hideux ; puis, indifférent à l'odeur immonde, il tomba à genoux auprès du lit....

Ce fidèle, qui, seul peut-être à cette heure, priait avec une ferveur sincère pour l'âme du défunt, était le plus jeune des petits-fils de Louis XV, le comte d'Artois.

Charles-Philippe était né en 1757, et son grand-père lui avait donné le titre de comte d'Artois afin de témoigner aux Amiénois, compatriotes du régicide Damiens, qu'il ne leur tenait pas rigueur. L'enfant aurait pu recevoir une éducation toute morale et pieuse : son père, le Grand Dauphin, passait pour le plus honnête homme de la cour ; austère, scrupuleux, très préoccupé de ses devoirs religieux, il prenait presque figure de saint dans le milieu léger et sceptique de Versailles. Chaque jour, régulièrement, il faisait répéter leurs leçons à ses fils, les exerçait à l'humilité et volontiers il leur eût inculqué « le don des larmes. » Mais en 1764, sa santé s'altéra ; se promenant dans les jardins à l'automne, il regarda les bosquets dépouillés et dit avec presentiment : « Déjà la chute des feuilles ! » puis il ajouta aussitôt : « Mais on voit mieux le ciel. » Après sa mort en 1765, sa femme Marie-Josèphe de Saxe, fort lourde et bien intentionnée, essaya de continuer son œuvre ; elle apprit même le latin pour cela, mais elle survécut moins de deux ans à son mari ; et Charles-Philippe ne connut plus désormais que la tutelle des gouverneurs et des précepteurs.

Des mains de Mme de Marsan, personne d'aspect imposant qui avait une manière à elle de dire : « Il y a nécessité de donner le fouet à Monseigneur, » il passa aux mains des hommes. Le

« ARTOIS, NOTRE ESPÉRANCE »

Grand Dauphin, dont la dévotion n'entamait pas la largeur d'esprit, aurait désiré confier Charles-Philippe au marquis de Mirabeau, le père de l'orateur, alors dans la plénitude de sa célébrité d'économiste; mais Mirabeau n'accepta point les limites qu'on entendait assigner à ses fonctions : il exigea un pouvoir absolu : *Aut Cæsar, aut nihil*, tout ou rien. Le projet n'eut pas de suite.

Que fût devenu sous la direction d'un écrivain de cette qualité, autoritaire et novateur tout ensemble, le futur Charles X? L'imagination, sur ce sujet, peut se donner carrière; mais le fait est qu'après le refus de Mirabeau, on nomma le duc de La Vauguyon gouverneur du comte d'Artois.

Ancien militaire ayant gagné ses grades au feu, homme de conscience et de devoir, La Vauguyon n'avait qu'une capacité médiocre, une intelligence étroite et sommaire. Devenu successivement gouverneur des quatre princes, petits-fils de Louis XV, il avait classé chacun d'eux, une fois pour toutes, dans une catégorie morale. Le duc de Bourgogne (qui mourut à moins de dix ans), c'était le fin; le duc de Berry (Louis XVI) le faible; le comte de Provence (le futur Louis XVIII) le faux; le comte d'Artois, c'était le franc. « Mes quatre F, » disait La Vauguyon.

Ce qui frappait, en effet, chez le jeune comte d'Artois, c'était une désinvolture aimable, des saillies heureuses, une irréflexion qui savait être plaisante, une sorte de générosité spontanée; toutes qualités dont son aîné le comte de Provence, plus grave et silencieux, semblait totalement dépourvu.

Les chroniqueurs ont recueilli certains traits de sa jeunesse, — enjolivés sans doute, ainsi qu'il convient lorsqu'il s'agit de personnes royales, — mais qui, tels quels, lui font honneur. Un jour qu'il regardait avec attention l'homme qui frottait son appartement à Versailles, l'idée lui vint qu'un pareil travail devait être bien payé. Délibérément il posa la question. Le frotteur lui répondit qu'il devait se déclarer satisfait de son salaire mais qu'avec une femme et cinq enfants la vie restait bien difficile. Aussitôt Artois vida sa bourse, donna tout l'argent qu'on lui remettait chaque mois pour ses menus plaisirs. Le soir, il y avait loterie à la cour, et comme ses frères s'étonnaient qu'il n'achetât aucun billet — lui qu'on savait passionné pour le jeu — il répondit gravement : « Vous n'avez pas comme moi une femme et cinq enfants à nourrir. »

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

A ces élans du cœur se mêlaient une audace espiègle, une inclination à tourner toute chose en gaîté. A onze ans il paria avec ses frères qu'il paraîtrait devant son grand-père, la tête couverte, sans que celui-ci le trouvât mauvais. Allant résolument au-devant de Louis XV, le chapeau sur la tête : « Grand-papa, dit-il, n'est-il pas vrai que ce chapeau me va bien? Mes frères soutiennent le contraire et me plaisantent; comment Votre Majesté me trouve-t-elle? — Fort bien, très bien, mon fils. — Sire, ayez la bonté de le leur dire, car ils ne me croiront pas. » On se répétait avec ravissement ces gamineries; et, encensé, fêté comme le benjamin de la famille royale, Artois prenait de l'assurance.

Il ne travaillait guère, et, à la différence de son frère de Provence, ne marquait aucun penchant pour les lettres. La Vauguyon était trop débonnaire pour le contraindre, trop prudent pour oser lui déplaire; et, somme toute, l'éducation d'Artois fut aussi déplorable que puisse l'être une éducation de prince. Nous avons sur ce point un témoin irrécusable : Louis XVI, plus tard, s'est plaint de la façon dont ses frères et lui avaient été élevés; il en gardait une antipathie pour La Vauguyon qui touchait à la haine, et il citait à l'appui de ce sentiment des exemples « de basse courtoisannerie » dont le duc s'était rendu coupable.

Ainsi Artois grandissait sans mûrir; il accumulait impunément sottises sur sottises, n'ayant curiosité de rien et se contentant d'être paresseux, étourdi et aimable. Le moyen en effet d'en vouloir à ce jeune homme, d'une taille élevée, élégante, le teint frais et animé, vif et gracieux dans ses gestes, bien pris dans son habit brodé et pailleté que barrait le large cordon moiré de l'ordre du Saint-Esprit? Il avait une façon incomparable de saluer en soulevant son petit chapeau triangulaire galonné d'or sur les bords. Cela séduisait les dames qui disaient : « Il est fait à peindre! C'est le vrai prince français! »

Et, en effet, son allure contrastait heureusement avec la bonhomie gauche de Louis XVI et la pesanteur du comte de Provence déjà « gros comme un tonneau. » On lui savait gré de n'être pas « affligé de cet excès de graisse dont Marie-Josèphe de Saxe avait épaissi le sang des Bourbons; » et quoique sa lèvre inférieure fût trop forte, qu'il eût d'ordinaire la bouche ouverte, ce qui nuisait à l'agrément de son expression, on le déclarait

« ARTOIS, NOTRE ESPÉRANCE »

parfait en tout point. Il réalisait aux yeux de la cour le type accompli du paladin des romans de chevalerie, intrépide, magnanime, amoureux : « Galaor » fut son nom.

Il lui manquait pourtant une qualité essentielle : celle du guerrier. Mais l'éducation militaire n'était point en honneur chez les Bourbons ; on ne disait pas aux enfants royaux : « Qui quitte l'épée, quitte le sceptre, » et l'on ne songeait qu'à faire d'eux de bons cavaliers.

Par nature, Artois se sentait entraîné vers la carrière des armes ; dès qu'ils s'en aperçurent, ses maîtres s'efforcèrent de le détourner de cette voie. A quinze ans, son grand-père l'avait nommé colonel-général des Suisses, mais cela ne signifiait pas qu'il dût enseigner la manœuvre aux jeunes gens, ses subordonnés ; et ceux-ci furent désappointés lorsque Artois, venant visiter l'École militaire, apparut en habit de soie vert pomme brodé en or et argent mélangés, avec la grecque et les cheveux bien poudrés, une bourse noire derrière la tête, et sous le bras un chapeau à plumets blancs. Sans doute ils lui trouvèrent fort bon air, mais quelles traces plus profondes leur colonel aurait laissées dans leur esprit, s'il s'était présenté en uniforme et à cheval ! Artois essayait cependant de prendre son commandement au sérieux et suivait avec passion les exercices, quand un matin le ministre Maurepas lui tint à peu près ce langage : « Vous avez donc bien de l'attrait pour ces manœuvres, Monseigneur ? Cela ne convient pas à un prince. Tenez, amusez-vous à autre chose : faites des dettes et nous les paierons. »

Telle était l'officieuse défiance en haut lieu qu'elle condamnait les frères du roi aux frivolités, aux bouquets de fleurs, et organisait leur nullité par la multiplicité des plaisirs. « La tutelle dans laquelle on les tenait, dit un moraliste du moment, ne leur laissait guère de route libre que celle qui les menait au vice. » Artois, avec sa légèreté d'esprit, son impuissance à fixer son attention sur un objet sérieux, ou même à soutenir la plus simple discussion, — défauts qu'on avait soigneusement cultivés chez lui, — n'était que trop prêt à accepter la facile existence que Maurepas lui proposait. Il n'avait ni la finesse de sens, ni la constance de propos de son aîné le comte de Provence qui, renfermé dans son bureau, cachait son ambition sous un masque de littérature, et attendait son heure. Artois-Galaor n'avait

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

point de ces arrière-pensées et, dûment désarmé par les soins du ministre, il commença sa vie joyeuse.

Délivré de son gouverneur, qui pourtant ne l'entravait guère, parvenu à l'indépendance absolue, il se passa sans compter toutes ses fantaisies, mit à appliquer les préceptes de Maurepas une passion inlassable, et l'on admira « l'essor fougueux » avec lequel il se livrait au plaisir. « La nature, dit un de ses familiers, a tout fait pour lui, et l'éducation rien par bonheur. Il est venu dans la société entièrement brut et dénué des notions les plus simples. » Tel quel, il plaisait. Sa sœur, Mme Élisabeth, avait pour lui un goût particulier, lui prodiguait de sages conseils qu'il ne suivait pas; mais elle ne songeait point à s'en formaliser. Il était le favori de la cour entière, l'enfant gâté dont les mots, les gestes provoquent l'admiration; et ce qui, de tout autre, eût paru grossier ou indécent devenait, de sa part, délicat et charmant.

Le soir, quand la musique jouait à l'Orangerie, Artois s'arrêtait devant la statue de Louis XIV qui se dressait toute blanche dans une niche de verdure, et, se découvrant, il s'écriait : « Bonjour, grand-papa ! » Cela semblait du dernier galant, et l'on s'extasiait sur cette gentillesse, ce délicieux irrespect pour le grand Roi. Le jeune prince avait des grâces d'état.

Mais, si la politique exigeait que les frères du roi ignorassent le métier des armes, elle leur faisait en revanche un devoir de se marier. Le comte de Provence ayant épousé Marie-Joséphine de Savoie, fille du roi de Sardaigne, on ne se mit pas en frais d'imagination pour pourvoir Artois qui venait d'atteindre seize ans : la sœur de Marie-Joséphine, la princesse Marie-Thérèse lui fut réservée. Le mariage se fit « comme par ressort » et fut célébré le 16 novembre 1773 dans la chapelle de Versailles.

Marie-Thérèse avait presque deux ans de plus que son mari. Toute petite, bien faite, « avenante de figure et fraîche comme une rose », avec malheureusement un nez qui n'en finissait pas, elle était douée, à défaut d'autres qualités, d'une douceur, d'une ingénuité, de je ne sais quoi de « sans défense » qui la rendaient sympathique,

A son arrivée en France, elle se trouva tout à fait désespérée, et tandis que la foule ne demandait qu'à l'acclamer, elle se renfonçait en honteuse dans l'intérieur de son carrosse; on lui

« ARTOIS, NOTRE ESPÉRANCE »

fit comprendre qu'elle devait régaler le peuple d'au moins un signe de tête et elle obéit.

A la cour de Versailles, si différente de celle de Turin, son embarras s'accrut. Quand, au moment de son lever, il lui fallait s'habiller devant une nombreuse assistance, elle se dissimulait « comme un sylphe » derrière les rideaux; et sa belle-sœur, la dauphine Marie-Antoinette, touchée de la timidité de cette petite princesse dépaysée, la prit sous sa protection. Elles se promenaient toutes deux amicalement dans les jardins, se donnant le bras, vêtues pareillement de robes de percale blanche et coiffées de grands chapeaux de paille sur lesquels flottait un voile de mousseline; leur entente paraissait parfaite.

Mais après la mort de Louis XV, qu'Artois pleura sincèrement car il aimait ce grand-père qui lui faisait toujours bon visage et auquel il ressemblait d'ailleurs par certains traits de nature, les difficultés commencèrent.

Marie-Antoinette, devenue reine, n'avait point d'enfant; la comtesse de Provence, non plus. Seule la comtesse d'Artois semblait destinée à assurer la succession royale. En 1775, elle accoucha d'un fils qui prit le titre de duc d'Angoulême; et ce fut un événement à la cour, dans le peuple : on composait des chansons en l'honneur du précieux rejeton des Bourbons, on les chantait dans les rues; et la petite princesse italienne se haussait peu à peu dans l'opinion. Trois ans après, elle avait un second fils auquel on donna le nom de duc de Berry; et Marie-Antoinette avait grand'peine à dissimuler son dépit et ses larmes. « Hélas! écrivait-elle à sa mère, on me devance ici comme à Naples.... Je suis dans la main de Dieu et je m'étourdis le plus que je peux. J'en ai besoin, car ce n'est pas être reine de France que de n'avoir pas les honneurs d'un dauphin. » Sans qu'elle se l'avouât peut-être, elle éprouvait de l'éloignement pour sa trop heureuse belle-sœur; et cependant le sort de celle-ci n'était guère enviable.

Artois n'avait jamais eu de goût pour sa femme, et l'on disait couramment à Versailles : « Nous ne devons la précieuse existence de Mgr le duc d'Angoulême et de Mgr le duc de Berry qu'à des devoirs politiquement remplis. » D'autre part, Marie-Thérèse de Savoie n'était ni assez jolie, ni assez avertie, pour retenir un prince habitué aux adulations : elle n'avait point l'étoffe

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

d'une héroïne capable d'enchaîner Galaor. Abîmée par ses grossesses, elle fut vite négligée et insensiblement abandonnée; elle essaya quelque temps de résister, plaida sa cause, la pauvre femme, mais il lui fallut se rendre, et son délaissement devint presque officiel.

Les courtisans suivirent l'exemple de leur maître. On savait toujours gré à la comtesse d'Artois d'avoir eu deux fils, mais il fut entendu qu'elle était parfaitement nulle, et que, dans un palais où tous les vœux s'adressaient à une princesse charmante, c'est-à-dire à la reine, « il n'était pas permis à une femme d'être sans grâce et sans esprit. » Désormais, Marie-Thérèse vécut retirée dans une petite maison de Saint-Cloud et se montra rarement à Versailles. Sa sœur, la comtesse de Provence, n'eut pas plus de chance : abandonnée elle aussi, on la voyait jouant à la fermière avec sa femme de chambre dans sa maison de Montreuil. Lamentable destinée que celle de ces deux princesses qui, transplantées en France, connaissent un instant les pompes de Versailles, — dont l'une même savoure une manière de gloire — et qui retombent dans l'isolement sur une terre étrangère.

Artois, cependant, avait terminé ses écoles et était passé maître dans l'art de diversifier ses plaisirs. Que sa qualité de « père » eût fait de lui un personnage de premier plan, cela semblait lui importer fort peu, et il ne tirait de cette situation aucune gloriole, aucun avantage. Ce n'était ni modestie, ni dissimulation, mais indifférence de sa part : en politique il ne raffina point. Quant à ses fils, il s'était déchargé du soin de leur éducation sur un très honnête homme, mais trop candide et de médiocre talent, le duc de Sérent, qui les élevait au château de Beauregard, situé dans les bois du côté de Marly. Les deux jeunes princes, au dire de ceux qui les connaissaient, ne paraissaient pas « présenter de grands moyens, » et M. de Sérent ne se préoccupait guère de développer leur esprit; ils auraient été destinés à régner en Chine qu'on ne les eût pas traités autrement. Plus tard, le duc d'Angoulême dira, dans un de ces accès de brusquerie soudaine qui le caractérisaient : « Nous avons été élevés comme des cochons. »

Le comte d'Artois occupait à Versailles tout le premier étage de l'aile gauche du château qui donne sur l'Orangerie;

« ARTOIS, NOTRE ESPÉRANCE »

ses appartements, quoique vastes, « ne l'étaient pas tant que plusieurs cabinets ne tirassent leur jour de la galerie appelée galerie des princes, et ne fussent très obscurs. » Aussi l'y voyait-on rarement avant la nuit ; chez lui, point de bibliothèque où se retirer comme chez le comte de Provence ; il n'avait qu'une légère teinture de latin, aucune curiosité littéraire ; la culture classique était pour lui dépourvue d'attraits et les citations n'émaillaient point ses propos. — Le soir, en revanche, ses appartements resplendissaient de lumière : il donnait des soupers somptueux qu'il présidait, « revêtu d'un habit superbissime brodé de perles et de diamants, » et où la plus grande liberté était admise ; on en jasait au dehors, et la chronique scandaleuse assure que les convives étaient obligés de sortir souvent « pour évacuer leur estomac. » Après le souper, le jeu commençait, un jeu d'enfer, puis suivait un petit bal entre intimes qui ne finissait d'ordinaire que vers cinq heures du matin.

Son train de maison était exactement royal : une nuée d'officiers et de valets, des équipages, des écuries magnifiques ; et comme les modes anglaises avaient envahi la France, le prince faisait courir dans la plaine des Sablons. Il apportait à cela une véritable passion, pariait avec fureur ; et quand son cheval favori qu'il avait appelé « le Roi Pépin » gagnait la course, il témoignait une joie que les hommes sages déclaraient pitoyable.

Le voyage qu'il fit en province, au cours de l'année 1779, fut une occasion de « dépense affreuse », et les étrangers remarquèrent qu'il lui fallait cent chevaux par poste, tandis que l'Empereur d'Autriche Joseph II, alors en France, se contentait de trente-six. On descendait même à de plus minces détails, et l'on s'offusquait en apprenant qu'Artois avait, avant son départ, commandé trois cent soixante-cinq paires de souliers et trois cent soixante-cinq paires de boucles, afin d'en pouvoir changer chaque jour !

Pourtant il restait sympathique aux humbles comme aux grands. Les premiers le trouvaient débonnaire, et, en effet, il les traitait bien, leur assurait qu'il était trop ami de l'indépendance pour les en priver. « Personne à mon coucher, disait-il à ses gens, retirez-vous. Demain à neuf heures du matin. » De son côté, Joseph II, qui pourtant ne prisait guère ces petites fêtes de Versailles où l'on se fût cru dans un tripot, l'avait pris en affection et lui donnait de bons avis : « Vous avez des grâces, de l'esprit, et de

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

la figure; avec tant de qualités brillantes il vous faudrait peu de travail pour en acquérir de plus solides. »

Artois souriait, pirouettait sur les talons et allait retrouver ses amis. Ceux-ci étaient des hommes de finesse, mais point du tout des moralistes. Besenval, sous les dehors d'un bon et brave Suisse qui parlait avec enthousiasme de son pays, cachait une astuce exquise; il était de belle taille, de figure plaisante; ses cheveux grisonnants — il avait la cinquantaine — lui « faisaient obtenir cette confiance que l'âge mûr inspire aux femmes »; et par la liberté de ses manières, il sut plaire à Artois. On disait de lui qu'il était impossible d'avoir plus d'amabilité et moins de mœurs.

Mêmes caractéristiques chez M. de Vaudreuil. Ce créole, qui avait conservé la tradition de la conversation française et se trouvait à la tête d'une grande fortune, donnait le ton à la cour de Galaor. Il avait toutes les qualités d'un courtisan accompli : spirituel, lettré, amateur d'art, jouant à ravir la comédie et rival de l'acteur Molé sur les théâtres de société, — à Petit-Bourg chez la duchesse de Bourbon, à Bagnolet chez le duc d'Orléans, — il était l'amant en titre de la favorite de la reine, la délicieuse Mme de Polignac « à la figure céleste et aux traits angéliques. » C'était lui qui, avec l'aide de M. d'Adhémar, du prince d'Hénin et d'autres « habiles gens en trigauderie de cour, » menait le branle et dirigeait cette petite société dont l'amusement était la principale sinon l'unique occupation. Il avait parfois, il est vrai, des brusques sautes d'humeur, des accès de despotisme maladif qu'expliquaient « ses langueurs et ses crachements de sang. » Mais Artois ne l'en aimait pas moins, et pour marquer sa faveur, il lui fit cadeau du château de Gennevilliers où Vaudreuil donna des fêtes splendides, des repas de financier mais d'un goût toujours exquis. On l'appelait l'enchanteur.

Tous ces beaux seigneurs avaient trop de prudence et de souplesse pour conseiller ou critiquer leur maître, même par apologue; et seul le bailli de Crussol était regardé comme un franc serviteur. Attaché au comte d'Artois depuis la formation de sa maison, « ce brave et loyal gentilhomme, » incapable de complaisance, avait voué à son prince une affection désintéressée; et les lettres qu'il lui écrivait étaient, nous dit-on, « tout à son honneur. » Mais pouvait-il, seul contre tous, s'opposer au courant?

« ARTOIS, NOTRE ESPÉRANCE »

L'histoire de Galaor à cette époque est inscrite non seulement dans la chronique de Versailles mais dans celle des théâtres et des petites-maisons. Il montrait dans ses choix un étonnant éclectisme et, des dames de la cour aux actrices et aux filles, la liste de ses conquêtes est si longue que seul le Leporello de ce nouveau don Juan pourrait les nommer toutes. Il faut se contenter de présenter de profil celles qui surent retenir quelque temps ce prince dont l'instabilité était proverbiale.

A la cour — et pour ne recenser que les liaisons quasi officielles — après une dame d'honneur de la duchesse de Chartres et Mme de Canillac, sa plus retentissante conquête fut celle de la duchesse de Guiche, fille de Mme de Polignac, « la Guichette » comme on l'appelait; il eut, dit-on, les prémices de cette charmante personne, mariée lorsqu'elle était à peine nubile et dont la beauté triomphait à Versailles.

Victoires distinguées. Il ne dédaignait pas les plus modestes. L'actrice Lange, la figurante Michelot qu'il couvrit de diamants, la demoiselle Arnoux qui sur la scène lui souriait familièrement afin que nul n'en ignorât, Flore la blonde, Isabeau la mulâtresse forment pour ainsi dire le prolétariat de son harem. A un degré au-dessus, il faut citer une anglaise, lady Barrymore; mais deux femmes surtout eurent l'art de l'attacher dans sa jeunesse, et par leur habileté s'imposèrent à lui.

La Duthé, longtemps « espalier d'Opéra, » c'est-à-dire choriste, sous le nom de Rosalie, avait été assez honorée de la confiance du duc d'Orléans pour déniaiser son fils, le futur Philippe-Égalité. Cela la posa; du duc de Durfort elle passa au comte d'Artois qui usa envers elle de la plus grande magnificence : 80 000 francs de bijoux, un hôtel au coin de la rue de la Chaussée-d'Antin et de la rue Saint-Lazare, un carrosse attelé de six chevaux dans lequel la demoiselle paraissait à Longchamp. Elle ne pouvait former un vœu que celui-ci ne fût aussitôt exaucé par un « sylphe, » et le sylphe — mot que l'occultisme avait mis à la mode, — c'était Artois. La famille royale s'étonnait de ce goût vivace qui précipita l'abandon de la comtesse d'Artois; et le futur Louis XVIII résumait la situation par ce mauvais calembour : « Mon frère a éprouvé une indigestion de gâteau de Savoie, et c'est pour s'en guérir qu'il a pris Duthé. »

Mlle Contat était d'une qualité plus rare que l'ex-Rosalie. Hommes et femmes s'accordent à exalter son charme; et le

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

vieux Pasquier, écrivant ses Mémoires, retrouve en en parlant ses ardeurs de jeunesse : « Elle joignait aux grâces de sa personne, à son admirable talent, un des esprits les plus brillants. Pour ce qui s'appelle le trait, les saillies imprévues, je n'ai connu que Mme de Staël qui pût rivaliser avec elle. » Mme d'Oberkirch n'est pas moins enthousiaste : après une représentation à la Comédie-Française, elle écrit : « Elle me semble adorable, tous les hommes en sont fous. C'est une délicieuse personne, je comprends les passions qu'elle inspire. » Artois pensa qu'il se devait d'avoir pour maîtresse une actrice tant vantée, mais il y trouva quelque peine. Mlle Contat était une rusée qui lui répondit qu'elle craignait son inconstance : « Si Monseigneur ne se sent qu'un goût passager, je le supplie de porter ses vues ailleurs. » Il insista, elle maintint qu'elle ne pouvait consentir à son désir, « si ce n'était pour vivre avec elle. » Artois tâcha de s'en tirer par un bon mot, disant « qu'il ne savait pas vivre. » Éconduit, il revint, vraiment amoureux cette fois, jura à la demoiselle une passion durable ; elle se laissa fléchir. Mais, comme le lendemain un valet lui apportait un rouleau de 150 louis, elle le rejeta avec hauteur, affirmant qu'elle avait des amants qui la mettaient dans le cas de se passer d'un tel cadeau.

Galaor n'était point accoutumé à de pareils gestes : il s'obstina. Sans cesse, et sous les plus pauvres prétextes, il quittait Versailles pour aller retrouver la cruelle, et l'on s'amusa beaucoup de ses fugues subites. Une nuit du vendredi saint, alléguant un fort mal de tête, il s'excusa de ne pouvoir souper avec Louis XVI et partit en carrosse pour Paris. Mais, à la barrière des Bonshommes, il entendit le canon des Invalides. « Qu'est-ce donc ? demanda-t-il à un employé. — Monsieur, c'est le canon qui annonce par ordre du roi l'entrée de son Altesse Royale Monseigneur le comte d'Artois à Paris. — Eh ! mon Dieu ! je suis découvert ! Le tour est sanglant mais il est joli. Tournez bride, à Versailles ! » Et quand il arriva, Louis XVI l'accueillit avec un large sourire : « Ah ! dit-il, le mal de tête est fini. Je suis un bon médecin. »

Ce fut une liaison cahotée, chacun prenant ses avantages. Mlle Contat avait toujours besoin d'argent, et Artois lésinait ; elle laissait traîner sur sa cheminée les assignations de ses créanciers, les cachait ostensiblement devant son amant qui exigeait de « voir ces papiers ; » elle se défendait en vraie comédienne,

« ARTOIS, NOTRE ESPÉRANCE »

cédait. Artois emportait les assignations, disant qu'il se chargeait de la dette et envoyait le lendemain « un arrêt de surséance » : un délai pour payer, mais point d'argent. Là-dessus on se brouillait, mais, lors d'une fête à Brunoy, Mlle Contat faisait une chute sur le théâtre; le premier Artois courait la secourir, sa passion se réveillait et il lui en coûtait 500 louis. Il eut un enfant de cette fantasque et avisée courtisane, la plus intelligente sans doute de ses maîtresses, et finit, dit-on, par rompre avec elle un jour qu'il la surprit en conversation criminelle avec un de ses valets de pied.

Mais il n'était pas homme à se désoler. L'Opéra, le Palais-Royal, le Colisée, et plus bas encore le cabaret du père Duchesne à la Courtille, lui offraient d'inépuisables ressources. Avec le fils du duc d'Orléans et le duc de Bourbon, fils du prince de Condé — son rival souvent préféré, — il allait « faire des gausses » et se réjouir dans la compagnie la moins choisie. En 1776, on parla beaucoup « d'un pique-nique » qu'il avait organisé par souscription, et où devaient paraître les plus célèbres courtisanes; chaque convive était taxé à cinq louis; mais le projet s'ébruita, un ordre du roi arrêta tout, même le souper qui fut distribué aux pauvres; et les chroniqueurs célébrèrent l'histoire de ce fameux repas dit « des chevaliers de Cinq-Louis. »

Mieux valaient décidément les débauches moins publiques, et pour cela Artois n'avait que l'embarras du choix : il possédait une propriété à Maisons, un petit hôtel rue d'Artois, un vide-bouteille à Bel-Air au bout de la rue de Reuilly; enfin il avait Bagatelle.

La famille royale devant faire un voyage à Fontainebleau, Artois paria 100 000 francs avec la reine qu'à son retour il lui donnerait une fête dans un petit château du bois de Boulogne qui n'était point commencé mais qui serait achevé durant son absence. Ces enfantillages coûteux ravissaient Marie-Antoinette et le pari fut tenu. Huit cents ouvriers travaillèrent jour et nuit, et « le palais des fées » s'éleva comme par enchantement. Quand la reine revint, elle aperçut d'abord un petit bois taillis fort inculte et entouré d'une simple claie, mais rendu plus agreste par des rochers et des « sites » habilement combinés; puis, suivant une route tortueuse, elle arriva au château que précédait une entrée circulaire décorée de statues symboliques : le Silence,

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

le Mystère, la Folie et plus loin un « Hercule dans ses plus brillants attributs, » qui semblaient partager l'empire du lieu. Sur le fronton se lisait cette devise : « *Parva, sed apta.* » Petite, mais à ma taille.

Au rez-de-chaussée, ce que la reine admira surtout ce fut le boudoir, son lit de roses, « ses peintures voluptueuses dues à nos maîtres modernes, Greuze, Fragonard, » et sa vue ménagée avec tout l'art possible. Marie-Antoinette apercevait de là un petit jardin à l'anglaise parfaitement dessiné, planté de fleurs, de plantes et d'arbustes étrangers qui fournissaient de quoi s'exercer aux botanistes, puis une rivière, — non de celles dont la spirituelle Mlle Arnould disait : « Cela ressemble à une rivière comme deux gouttes d'eau » — mais une véritable rivière alimentée par une pompe à feu, enjambée par des ponts et bordée de gloriettes et de chaumières. Au delà s'étendaient un parc entretenu avec une richesse exquise, des tapis de verdure descendant vers la Seine et le pont de Neuilly qui paraissait avoir été construit là pour l'agrément de la perspective.

Du boudoir, par un escalier en acajou fort étroit mais d'une hardiesse rare, la reine monta dans la chambre à coucher du prince. Là, Pallas régnait. Très peu guerrier dans l'ordinaire de la vie, Artois avait tenu à se donner l'illusion de la guerre : cette chambre avait la forme d'une tente dont les plis retombaient du plafond aux parois ; les pilastres figuraient des faisceaux d'armes surmontés d'un casque ; les jambages de la cheminée, deux canons sur leur culasse ; les chenets, des bombes, boulets et grenades superposés. Seuls les bras mêmes de la cheminée dénonçaient l'une des sincères passions du maître et étaient en forme de cors de chasse. — Le château contenait, en outre, d'autres pièces d'un caractère plus spécial, semblait-il : notamment un entresol orné de fresques et de hauts-reliefs dignes de Pompeï, mais sans doute la reine ne les visita point.

Bagatelle devint la résidence favorite de Galaor. Il en faisait les honneurs avec sa grâce accoutumée, y donnait des collations galantes où l'on servait « les plus beaux fruits de primeur, » et des concerts magnifiques. Point de gêneurs : les communs prudemment avaient été construits hors de l'enceinte, et rien ne venait troubler les mystères du château. Delille, le « Virgile du moment, » le seul homme de lettres qu'Artois ait protégé

« ARTOIS, NOTRE ESPÉRANCE »

(il le fit chanoine de Moissac et lui donna dans la suite l'abbaye de Saint-Séverin) célébra Bagatelle dans le poème des *Jardins* :

Et toi, d'un prince aimable, ô l'asile fidèle,
Dont le nom trop modeste est indigne de toi...

Et cet éloge d'un poète illustre revêtit le palais des fées d'une grâce bucolique. Était-ce pourtant son véritable caractère? S'il faut en croire les contemporains, il régnait là un ton peu délicat, une gaîté assez grosse; et Vadé, le poète poissard pouvait, à plus juste titre que Virgile, passer pour le génie du lieu. Le fait est que, de maison de campagne, Bagatelle tomba au rang de petite-maison; et dans la bourgeoisie parisienne, déjà frondeuse, on l'appela « la Caprée du comte d'Artois. »

Ainsi Galaor prolongeait sa jeunesse plus que de raison. Ce qui jadis avait une teinte de gentillesse étourdie, ce qu'on regardait comme les caprices d'un jeune homme lâché en liberté, devenait moins plaisant avec l'âge. Sans frein d'aucune sorte, il perdait le sens de la mesure, blessait inutilement les gens, et ceux qui n'étaient point ses obligés avaient moins d'inclination à lui pardonner ses écarts. Il ne se contentait pas de s'affranchir des obligations de cour, ou, s'il assistait aux cérémonies, de se tenir de façon indécente : avec Louis XVI, il se montrait nettement intolérable. Le temps n'était plus où les trois frères scandalisaient Joseph II leur hôte en courant après souper dans les salons, en se bousculant sur des sofas. La bonne amitié avait disparu avec l'avènement de l'aîné, qu'Artois affectait de traiter sans respect : « il passait devant lui vingt fois, le poussait, lui marchait sur les pieds et lui coupait la parole. »

Les règlements, les lois écrites n'existaient point à ses yeux, et il fallait que ses fantaisies fussent satisfaites coûte que coûte. Un jour qu'il exigeait des décorations pour quatre de ses gardes du corps, on lui opposa une ordonnance; il s'esclaffa : « Ne savez-vous pas que les ordonnances ne sont faites que pour les sots? » Ses dettes, et notamment ses dettes de jeu, s'accumulaient : en une soirée, à Marly, il perdit 3 000 louis, et lorsqu'on lui fit connaître le mécontentement de Louis XVI, — qui, lui, déplorait son malheur quand il avait perdu un écu de six livres — il dit avec désinvolture : « Y aura-t-il des lettres de cachet pour moi? Que peut me faire le roi? » A quoi un courtisan,

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

homme solennel, répondit : « Le roi peut vous pardonner. — Je n'en demande pas davantage. » Et Artois s'esquiva.

De quoi d'ailleurs se plaignait-on? N'avait-il pas été prié de s'amuser sans se préoccuper de la dépense? Il obéissait, avec la conscience de n'être pas le seul à vivre du trésor royal, mais au lieu de tendre la main comme les autres, il tendait son chapeau. « Le comte d'Artois, avouera plus tard le ministre Calonne, m'a plus coûté en fait de menus plaisirs que la reine; ils n'ont pas été à moins de 17 à 18 millions. »

Vainement le roi essayait de ramener son cadet à une espèce de sagesse. Après minuit, il surgissait dans le salon où l'on jouait et râflait les enjeux qu'il faisait distribuer aux pauvres; ou bien il lisait en public une lettre égarée par Artois et adressée à quelque danseuse, pour donner un échantillon de l'esprit de son frère quand il écrivait à des filles. Parfois même sa mauvaise humeur éclatait : rencontrant un jour, sur la route de Marly, Galaor vêtu à l'anglaise, en frac, spencer et chapeau rond, il le fit venir à sa portière et lui dit avec indignation : « Ce n'est donc pas assez pour vous d'être Français. Allez-vous en! » Mais il avait un fonds de faiblesse, une impuissance d'autorité qui annulaient ses efforts; après une réprimande, il payait ce qu'on voulait, abandonnait à son frère des terres, voire des châteaux pour qu'il s'acquittât.

Avec un peu de lucidité, Artois aurait pu s'apercevoir que son crédit diminuait à la cour. L'existence qu'il menait, les gens dont il recherchait le commerce, sa frivolité, son absolutisme dans le divertissement, tout cela finissait par lui donner de mauvaises manières, une attitude qui éloignait la sympathie. Dans les réunions où l'on improvisait des vers, et en présence des dames, il trouvait toujours, lui qui n'était pas grand poète, le biais d'inventer une idée bien sale après un vers bien délicat. Une autre fois, il dressait une liste des femmes de la cour, où celles-ci étaient rangées suivant leur degré de beauté : dans la catégorie des jolies, deux seules figuraient; mais beaucoup dans celle des abominables. Cela se colportait, et l'on commençait à critiquer le prince avec quelque sévérité. « Un naturel aimable, disait-on, mais sans pénétration ni jugement sain. Sa tête est un vaisseau vide qui ne peut recevoir ni retenir rien; heureusement son cœur vaut mieux que sa tête. » Qu'il n'eût que les

« ARTOIS, NOTRE ESPÉRANCE »

goûts et les travers des jeunes hommes de son temps, cela n'arrangeait rien : il produisait ces goûts et ces travers « sur un théâtre assez élevé pour les rendre visibles à la foule. » Là était le danger.

Un incident survenu en 1778 aurait dû le faire réfléchir. Le mardi-gras de cette année, au bal masqué de l'Opéra, Artois donnait le bras à Mme de Canillac, lorsqu'il reconnut la duchesse de Bourbon. Celle-ci détestait cordialement Mme de Canillac qui avait été sa dame d'atours et aussi la maîtresse de son mari ; on échangea quelques propos aigres-doux ; Artois, la tête un peu chaude de vin, feignit de prendre la duchesse pour une de ces créatures qui se rencontrent à l'Opéra et se lâcha en propos outrageants. « Il n'y a que M. d'Artois ou un polisson qui puisse me parler ainsi ! » s'écria la duchesse, et, saisissant avec violence le masque du comte, elle l'arracha. Furieux, Artois empoigna à son tour le masque de la duchesse, le lui écrasa sur le visage, et, profitant de sa surprise, se perdit dans la foule.

Le soir même, au lieu de taire le scandale, il s'en vanta dans le salon des Polignac. De son côté, la duchesse de Bourbon déclara en public qu'Artois était le plus insolent des hommes et qu'elle avait pensé appeler la garde pour le faire arrêter. Enfin, le prince de Condé, beau-père de la duchesse, demanda que le roi intervînt. Louis XVI répondit avec ennui : « Que la reine arrange cela ! — Mais, Sire, le prince de Condé entend que ce soit Votre Majesté. — Eh bien ! ce sera donc moi. » Les intéressés durent se réconcilier par ordre, le roi n'admettant aucune discussion, mais Artois eut la maladresse de parler sur un ton badin de « leur procès » à la duchesse, qui le prit fort mal et exigea une réparation. Le duc de Bourbon se trouvait ainsi dans une situation fâcheuse : ancien compagnon de plaisir d'Artois, l'honneur lui commandait de provoquer son ami ; son père, le prince de Condé, l'y poussait : « Faites votre devoir, lui disait-il, et ne craignez rien pour la suite de l'affaire ; je réponds de tout. » Et il ordonnait de préparer des relais sur la route de Bruxelles, pour le cas où son fils aurait tué son adversaire.

Celui-ci ne se doutait de rien. Ayant fait la paix, il croyait être quitte et vivait comme devant. Le duc de Bourbon avait beau se promener avec ostentation sur le chemin de Bagatelle, jamais Artois ne l'y rencontrait et l'on commençait à

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

mettre en doute le courage de Monseigneur. Enfin Vaudreuil et Besenval, s'étant concertés, estimèrent qu'un duel était nécessaire; mais Crussol, auquel le roi avait confié la garde de son frère, objecta que, s'il arrivait quelque chose à Monseigneur, il y allait de sa tête; sur quoi il fut décidé que le duel n'aurait lieu que pour la forme.

Artois, prévenu, tomba de son haut mais ne fit point d'opposition; il dirigea ses promenades en carrosse du côté du bois de Boulogne, et tout se passa comme cela se doit entre gentils-hommes. Ayant rencontré Bourbon à la porte dite des Princes, Artois descendit au-devant de lui : « Monsieur, le public prétend que nous nous cherchons, » et Bourbon se découvrant : « Monsieur, je suis ici pour recevoir vos ordres. » Artois retourna vers son carrosse, y prit une épée; et les deux adversaires entrèrent sous bois. Déjà ils se mettaient en garde, quand le duc de Bourbon fit remarquer à Artois que le soleil lui donnait dans les yeux. « Vous avez raison, il n'y a point encore de feuilles aux arbres, cela est insupportable. Nous n'aurons d'ombre qu'au mur et il n'y a pas mal loin d'ici; mais n'importe! allons. » Et, leur épée sous le bras, ils s'en furent en causant, suivis de leurs témoins. Arrivé au mur, Bourbon demanda à enlever son habit, Artois l'imita et ils se mirent à ferrailler.... Artois s'énervait; à un moment son épée passa sous le bras du duc, et Crussol s'écria : « En voilà quatre fois plus qu'il n'en faut pour le fond de la querelle! — Ce n'est pas à moi à avoir un avis, dit Artois, c'est à M. le duc de Bourbon à dire ce qu'il veut. Je suis à ses ordres. — Monsieur, répondit Bourbon en baissant la pointe de son épée, je suis pénétré de reconnaissance de vos bontés et je n'oublierai jamais l'honneur que vous m'avez fait. » Artois ouvrit les bras, Bourbon s'y précipita et tout fut dit.

Mais le public ne se contenta point de cette parade. Bien que la duchesse de Bourbon fût connue pour une personne fantasque, adonnée au « mesmérisme » et engouée des rêveries du philosophe Saint-Martin, la majorité se déclara pour elle : on racontait qu'elle avait demandé réparation au roi moins comme princesse que comme femme et citoyenne; et ce propos non seulement satisfaisait les ennemis de la famille royale, mais flattait la bourgeoisie, le tiers-état qui commençait à prendre conscience de lui-même. On le vit bien, lorsque après le duel Artois se montra à la comédie en compagnie de la reine : ils

« ARTOIS, NOTRE ESPÉRANCE »

furent tous deux accueillis avec une froideur marquée, la duchesse de Bourbon et son mari acclamés avec enthousiasme.

Si Galaor s'était compromis seul par ses inconséquences, il n'y aurait eu que demi-mal; mais il compromettait la reine, et cela était grave.

Les débuts de leurs relations avaient été médiocres; par faiblesse plus que par politique, Artois était entré dans la cabale montée contre Marie-Antoinette et il avait l'imprudence de dire : « qu'il devait désirer pour son intérêt que la reine n'eût pas d'enfant, et que, si elle devenait veuve, ce qu'elle aurait de mieux à faire serait de s'en retourner à Vienne. » Mais cette mésentente ne dura point. Artois n'avait pas d'antipathie persistante; sa belle-sœur était jeune, charmante, passionnée pour le plaisir; cela suffisait à faire naître l'amitié, et Galaor entraîna Marie-Antoinette dans son sillage.

Il l'accompagnait à l'Opéra travestie en amazone ou simplement en domino, la conduisait à Paris en « diable, » c'est-à-dire dans un cabriolet léger, ou bien aux courses; et si parfois il s'attardait à souper dans l'une de ses petites-maisons en joyeuse compagnie, les médisants assuraient que la reine ne le quittait pas.

A Versailles, on jouait maintenant un jeu si énorme qu'Artois et sa belle-sœur étaient obligés « d'admettre dans leur société intime tous les gens tarés de l'Europe pour trouver à faire leur partie. » Les soirs d'été, après le jeu, ils allaient sur la terrasse de l'Orangerie où les bandes de musique des gardes françaises ou suisses se faisaient entendre et, sans suite, à peine déguisés, ils se mêlaient à la foule, coudoyaient le peuple. D'autres fois, ils organisaient « un colin-maillard raffiné, où tous les acteurs sont affublés d'un grand drap blanc, sauf le patient que chacun vient toucher successivement avec une serviette et qui reste exposé aux plaisanteries jusqu'à ce qu'il ait nommé l'agresseur. » Mais leur divertissement le plus cher était les *descampativos* : dans un bosquet illuminé, un roi élu par la troupe joyeuse trône sur la fougère, forme des couples, les marie et dit : « Descampativos! » On fuit alors, deux à deux, dans le parc avec défense aux couples qui se rencontreraient de se regarder, de se parler, de se suivre, et de rentrer avant deux heures....

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

Marie-Antoinette se plaisait fort à ces espiègeries, mais sa réputation en souffrait. On dénonçait maintenant dans les gazettes les orgies, « les nocturnales » de Versailles; et ceux qui voulaient du bien à la jeune reine s'inquiétaient : « Elle fait des dettes, sollicite des procès, s'affuble de plumes et de pompons et se moque de tout. » L'impératrice Marie-Thérèse, renseignée par ses agents, rappelait sa fille au sentiment de ses devoirs et la mettait en garde contre de fâcheux entraînements. Marie-Antoinette se défendait de son mieux, regrettait que « sa chère maman jugeât de ses promenades au bois de Boulogne par les papiers publics, » puis, reconnaissant la justesse de ces observations, elle arrêtait Artois dès qu'il commençait ses polissonneries et allait même jusqu'à écrire dans un moment de clairvoyance : « Si j'avais un mari à choisir entre les trois frères, je préférerais encore celui que le ciel m'a donné. »

Mais Artois était bien aimable; elle lui savait gré de sa franchise, de sa sincère affection qui s'opposaient si heureusement à la jalousie de la comtesse d'Artois, à l'hostilité de Mesdames tantes, à la duplicité du comte de Provence. Et puis il avait une fertilité d'invention pour le plaisir, un fonds inépuisable de gaieté, je ne sais quel tour à la Henri IV qui rendaient bien difficile qu'on lui résistât. Malgré elle, la reine gardait une prédilection marquée pour « son mauvais génie. »

La confiance entre eux était absolue. Quand Artois apprit que Marie-Antoinette était enceinte, il ne marqua aucun dépit; et comme sa belle-sœur lui disait : « Votre neveu me donne de furieux coups dans le ventre, » il riposta, assure-t-on, avec beaucoup de gentillesse et de vivacité : « Et moi, il me repousse furieusement. » En avril 1779, la confiance devint dévouement : la reine ayant la rougeole, Artois se séquestra avec elle et la suivit dans sa convalescence à Trianon.

C'était leur lieu de réunion préféré. Artois avait hérité du goût de Louis XV, qui, enfant, disait : « Mon oncle me fait aller à Saint-Cloud, à Vincennes. D'où vient qu'il ne me mène pas à Trianon? » Marie-Antoinette, elle, adorait cet endroit embelli par sa fantaisie, ces délicieuses inutilités que Mme de Pompadour avait mises à la mode; là elle satisfaisait ses goûts dominants, ceux de la haute société du temps : les plaisirs champêtres, la comédie.

« ARTOIS, NOTRE ESPÉRANCE »

Les parterres aménagés avec un art parfait par le jardinier Richard, les bosquets d'arbres exotiques,

« Nourrissons transplantés des bouts de l'univers, »

que célébrait le chevalier Bertin, la laiterie, le Belvédère, le Temple de l'Amour, tout cela permettait de varier les amusements; et Marie-Antoinette redevenait l'enfantine princesse qui, jadis, se laissait choir de son âne en criant : « Prévenez Mme de Noailles! Elle vous fera voir comment il convient de relever une dauphine qui tombe d'un âne. » Artois, dans cette atmosphère de fêtes galantes, déployait tous ses talents : pour distraire sa belle-sœur il fit venir à Trianon la troupe de Nicolet, qui exhibait alors le danseur Pol, dit « le Petit Diable de Hollande. » Celui-ci exécutait à ravir « le saut du ruban sur la corde et sur le tremplin, le saut du lion et des rondades de sauts périlleux en avant et en arrière. » Artois se piqua au jeu. Chaque matin il disparaissait et l'on se perdait en conjectures sur l'objet de sa retraite, quand il apparut un jour, un balancier à la main, voltigeant sur la corde raide avec une grâce suprême.

Mais les succès de danseur de corde ne lui suffisaient pas, et à partir de 1780 le théâtre devint sa principale occupation. Sous Louis XV, il avait déjà joué la comédie mais en cachette, car il craignait la censure du roi et celle de Mesdames tantes; maintenant il n'en allait plus de même : Louis XVI ne faisait aucune objection à ce que la reine se transformât en actrice; il voyait là un antidote contre le jeu; et la saison théâtrale de Trianon s'ouvrit. Au répertoire, *Rose et Colas*, *le Devin du village*, ou encore *la Gageure imprévue*, *le Roi et le Fermier* de Sedaine, parfois même des pièces d'un goût plus plat comme *Isabelle et Gertrude*. C'était un plaisir délicat d'entendre la reine de France commencer ainsi une tirade : « Nous nous plaignons, nous autres domestiques... », de la voir broder des manchettes pour ce fourbe de Lafleur, le laquais que personnfait Artois; aussi, bien qu'elle montrât peu de dispositions pour l'art dramatique, la comblait-on d'éloges.

Quant à Galaor, il était dans son élément; le rôle de Colin lui convenait à merveille et il ne se sentait un peu gêné que lorsqu'il avait un couplet à chanter : « Il serait, écrivait au prince de Ligne un des spectateurs de Trianon, un Colin aussi parfait

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

qu'il est joli, si la voix était toujours l'organe de l'âme; car vous savez bien que l'âme du jeune comte n'est pas fausse. » Malgré cette insuffisance, Artois, avec l'aide de Vaudreuil, comédien de race, mettait en scène et dirigeait la troupe. Il y avait quelque peine, surtout avec les dames : un jour, la comtesse de Provence s'étant refusée à jouer, Marie-Antoinette lui dit sèchement : « Dès que moi, reine de France, je joue la comédie, vous ne devriez avoir aucun scrupule. — Si je ne suis pas reine, je suis du bois dont on les fait ! » Marie-Antoinette piquée riposta que la maison de Savoie était bien au-dessous de la maison d'Autriche qui ne le cédait pas à la maison de Bourbon; et la discussion tournait à la querelle, quand Artois s'entremet : « Je craignais, madame, dit-il à la reine, de me mêler à la conversation vous croyant fâchée, mais pour le coup je vois bien que vous plaisantez. » Et tout rentra dans l'ordre.

Bien que la mode fût alors aux pièces villageoises qui exaltaient les vertus des grands, la fidélité et la malice des humbles, la troupe princière se lassa un jour des paysanneries; et Artois, d'accord avec sa belle-sœur, forma le projet de jouer à Trianon *le Mariage de Figaro*. Entreprise difficile à la réussite de laquelle il apporta une opiniâtreté qui ne lui était pas coutumière; grâce à sa protection, Beaumarchais put faire répéter sa pièce sur le théâtre des Menus-Plaisirs, c'est-à-dire sur le théâtre même du roi; et déjà Artois montait en voiture pour assister à la première représentation donnée à Paris, quand il apprit que Louis XVI l'avait interdite. Il tint bon : *le Mariage de Figaro* fut joué chez Vaudreuil à Gennevilliers en 1783; et trois cents personnes, fleur de la cour, vinrent applaudir cette comédie qui ridiculisait l'ancien régime et démonétisait l'aristocratie. Deux ans après, la pièce avait les honneurs de Trianon; Vaudreuil jouait Almaviva, Artois Figaro, et la reine Rosine; ainsi la monarchie, dans sa plus haute expression, s'amusait de sa chute prochaine.

Ceci se passait peu après l'affaire du collier qui avait porté un si rude coup à Marie-Antoinette; mais celle-ci, comme Artois, ne semblait pas se rendre compte de l'hostilité de l'opinion à son égard. Pourtant la plus innocente nouvelle fournissait alors matière à la critique et au dénigrement; le goût des princes pour le théâtre donnait lieu à de pénibles commentaires; on comparait Trianon au théâtre de la Guimard qui, dans son hôtel

« ARTOIS, NOTRE ESPÉRANCE »

de la Chaussée-d'Antin, faisait jouer des scènes licencieuses; et les rhéteurs, hérauts de la révolution, proclamaient que les tréteaux de la foire étaient transportés dans les palais royaux

Au dehors, maintenant, la foule huait les maîtresses d'Artois quand elles se montraient en somptueux équipage; et Galaor, un jour qu'il passait dans sa voiture au siège élevé que conduisait un cocher de taille colossale, vit tomber sur ses genoux un papier où s'étaient des vers fort élogieux pour la stature du cocher et fort insultants pour l'honneur du prince.

Les gazetiers de scandales devenaient moralistes, accusaient le frère du roi de mettre le trésor au pillage avec la complicité de la reine, d'abandonner les serviteurs coupables seulement d'obéissance à ses caprices — n'avait-il pas laissé poursuivre au criminel M. de Sainte-Foix, surintendant de ses finances? — de combler enfin de ses faveurs des débauchés comme Vaudreuil.

Quel titre, en effet, Artois pouvait-il avoir à l'estime publique? Il ne s'était jamais dépensé pour le bien du pays, et de cette nullité, de cette non-valeur au point de vue national il n'était aucunement responsable. La paix se trouvait conclue presque avant sa naissance, et Louis XVI l'empêcha de passer en Amérique au moment de la guerre d'Indépendance. En 1782 seulement, Gibraltar étant assiégée par les Français et les Espagnols, il obtint de partir avec le duc de Bourbon. Allait-il revenir avec une auréole de gloire? On l'espérait, on l'affirma même plus tard à la cour, mais en réalité ce voyage de Gibraltar fut une fête sans résultat. Artois s'y conduisit bravement, dit-on, se montra sur la ligne de feu plus souvent qu'il n'était nécessaire pour une personne de son rang; mais il donna surtout une haute idée de la cuisine française aux Espagnols que ses festins rendaient malades. « Ce que c'est, disait-il, que de vivre d'oignons crus : un coulis d'écrevisses devient un poison mortel. » Le siège dut être levé, et Artois revint sans ces lauriers « qu'il devait cueillir mais qui croissaient à la pointe d'un rocher trop escarpé. » On le chansonna, et lui-même ne prit point au sérieux cette campagne avortée : « De la gloire! répondait-il à un flatteur, ce n'est point là de la gloire et j'en fais bon marché. De toutes mes batteries, celle qui a fait le plus de mal dans le siège est ma batterie de cuisine. »

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

Cependant, délaissée dans sa petite maison de Saint-Cloud, la comtesse d'Artois cherchait des consolations; et, s'il faut en croire les médisants, elle en trouva une sous les espèces d'un gentilhomme ordinaire, nommé Desgranges. Fils d'un maître de poste, « d'une force herculéenne et d'une beauté fabuleuse, » ce Desgranges avait sauvé la comtesse, un jour que les chevaux de son carrosse s'emportaient sur le pont de Sèvres. Elle lui en eut de la reconnaissance, il lui plut, et cette sympathie ne fut pas, paraît-il, sans quelque conséquence. La comtesse affolée sollicita les bons offices de sa belle-sœur, la pria d'intercéder auprès de son mari; et la reine, assez gênée, commença à raconter la chose à son beau-frère avec force circonlocutions. Quand il eut compris, Artois qui avait son chapeau à la main, le jeta à terre, mit ses deux poings sur les hanches pour rire plus à l'aise, en s'écriant : « Ah! le pauvre homme! le pauvre homme! que je le plains! Il est assez puni. » Et il pardonna de grand cœur en répétant : « Ah! le pauvre homme! »

Lorsqu'il affichait ce cynisme, ce parfait scepticisme en amour, Artois n'était pas sincère : pour la première fois peut-être de sa vie il éprouvait un sentiment profond. Il venait d'assister à la présentation à la cour d'une protégée de la reine, la comtesse de Polastron.

Les cheveux cendrés et poudrés, les yeux d'un bleu pâle, de belles dents, la taille souple et élégante, cette jeune femme avait un air de timidité et de candeur qui lui était particulier. Bien que « mise à peindre » — la reine avait tenu à l'habiller elle-même — et stylée par Vestris, le maître du beau maintien, elle demeura interdite et gauche devant tous ces seigneurs qui la dévisageaient. Artois, séduit par sa physionomie touchante et comme désarmée, par sa façon de pencher légèrement la tête sur l'épaule qui donnait à son attitude je ne sais quelle grâce languissante, prit pitié de son désarroi et lui adressa quelques paroles de sympathie. Lorsqu'elle lui répondit « d'une voix chantante et très douce qui révélait une âme romanesque, craintive et retirée, » il fut conquis : pour un viveur habitué aux femmes éveillées et libres d'allure, cette sensibilité, ce repliement sur soi-même avaient un attrait inconnu.

Louise d'Esparbès, fille d'un maréchal des camps et armées du roi, avait, au sortir de l'abbaye de Panthémont, rue de Grenelle, où étaient élevées les jeunes filles de la haute aristo-

« ARTOIS, NOTRE ESPÉRANCE »

cratie, épousé un officier, le comte de Polastron, dont la seule distraction, en dehors de son métier, était de râcler du violon : l'épée et l'archet formaient le tout de sa vie. Après la naissance d'un garçon, le ménage se sépara, et la comtesse s'en vint loger à Versailles chez sa parente la duchesse de Polignac. C'est là qu'Artois prit peu à peu la douce habitude de la voir ; elle avait sept ans de moins que lui, et, en sa présence, il s'étonnait du trouble qu'il ressentait, reculait devant l'idée d'aller au fait sans préambule ni périphrases comme il en avait coutume : « Vous m'imposez, madame, lui disait-il ; et je ne me sens plus le même lorsque je suis auprès de vous. » Chaque jour ses assiduités s'accroissaient, si bien que la reine dit à la comtesse : « Prenez garde, Louise ! » et celle-ci, avertie du danger, essaya de le fuir en quittant Versailles pour Paris. Mais Artois l'y poursuivit ; le soir, en compagnie de Crussol, il partait en catimini, laissait son carrosse à Saint-Cloud, montait dans un cabriolet où il trouvait tout ce qu'il fallait pour se déguiser : perruque, cravate brodée, redingote, chapeau à trois cornes, et faisait son entrée à l'Opéra où il savait *la* rencontrer. Elle revint à Versailles, tomba malade ; il ne quittait guère son chevet et lui faisait « querelle d'amitié » quand elle répugnait à prendre une potion.

La cour ne reconnaissait plus l'Artois des anciens jours : finis les soupers joyeux à Bagatelle, les nuits de débauche à Bel-Air, les soirées passées autour d'une table de pharaon. Galaor se rangeait, soupirait, se désespérait, rôdant sans cesse autour de l'entresol où logeait la comtesse. Il ne voulait plus briller devant son auditoire princier, ni jouer la comédie qu'elle n'y eût un rôle. De son côté, « la bonne Louise, » comme on l'appelait, se laissait doucement aller au sentiment : elle ne pouvait qu'être émue par cette extraordinaire constance et s'en expliquait, avec une espèce de sincérité, dans une lettre adressée à Mme de Lage, son amie : « Je passe si peu de jours sans *le* voir qu'il est impossible que l'habitude ne nous donne pas une sorte de familiarité que l'on prendrait volontiers de sa part pour autre chose. J'avoue que je le trouve fort aimable, que j'ai vraiment de l'amitié pour lui : comment passer sa vie avec lui sans lui accorder ce sentiment ? Mais je serais au désespoir, s'il avait lui-même, pour moi, autre chose que de l'amitié. » Artois pourtant ne dissimulait pas ; au moment où la comtesse faisait de nouveaux emménagements, il lui envoyait des cadeaux d'une

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

magnificence indiscrète : « Cela passe 2 000 louis, écrivait-elle. C'est trop pour un prince et je n'ai pas manqué de le lui dire. On va sûrement encore faire des histoires, car il vient souper ce soir. »

On faisait des histoires, en effet, mais en toute sympathie; les femmes souhaitaient la chute de la charmante Louise, qui, mal mariée comme elle était, ne pouvait raisonnablement résister à un prince qu'elle trouvait aimable, à ce prince que La Fontaine semblait avoir deviné et décrit dans *Joconde* :

Prince aussi beau que le jour,
Et tel que des beautés qui régnaient à la cour
La moitié lui portait envie,
L'autre moitié brûlait pour lui d'amour....

Elle se rendit après une résistance presque héroïque, et la lettre suivante adressée par Artois en octobre 1785 à Mme de Lage résonne comme un cri de victoire : « Je puis vous confier une partie de mon bonheur. Ah! Madame! qu'il est pur, qu'il est ravissant! Grands dieux! il est si vrai que dans l'univers entier je n'existe que pour elle seule.... Les sentiments qu'elle m'a fait connaître ont épuré, relevé mon âme; et jugez tout ce que je lui dois, si elle m'a mis en état de faire son bonheur : je ne puis rien dire de plus fort! »

Cette idylle fut un bienfait pour Artois : elle lui ramena les cœurs. On oublia ses incartades, ses paroles blessantes; et son roman d'amour que l'on prit en faveur lui fit reconquérir d'un coup sa popularité. « Artois, notre espérance, » tel fut le thème sur lequel s'exerça l'admiration de la cour.

La révolution commençait à poindre : détresse financière, mécontentement et fronde de la bourgeoisie, misère du peuple. « Si l'on ne se dépêche de tirer l'épée, disait le chevalier de Durfort, la France se battra à coups de poing. » Artois avait moins de don d'expression mais il ne pensait pas autrement : dans sa nouvelle vie, dans son rayonnement d'amant heureux, il rêvait maintenant de nobles entreprises, manifestait une haine profonde pour les idées des réformateurs et prônait l'efficacité d'« une guerre de terre et de mer qui ferait diversion aux embarras financiers et politiques. » Cette formule enthousiasmait son entourage, les femmes surtout. « Ah! s'écriaient celles-ci, une belle et bonne guerre serait tellement notre salut! Adieu

« ARTOIS, NOTRE ESPÉRANCE »

les États! Adieu le tiers!... Nous ne parlerions plus que de combats et de gloire. » Elles ne songeaient plus à appliquer à leur prince ces vers du *Devin du Village*, qu'il avait chantés naguère :

Quand on sait aimer et plaire
A-t-on besoin d'autre bien?...

Artois était réservé à de plus grands desseins, et de don Juan se métamorphosait en Roland Furieux.



CHAPITRE II

LE SOUTIEN DE LA MONARCHIE

ARTOIS CHAMPION DE L'ABSOLUTISME || SA FUITE DONNE LE SIGNAL DE L'ÉMIGRATION || LA VIE A TURIN : DÉSILLUSIONS || COBLENCE : LES PRINCES CONTRE LE ROI || VALMY : L'EFFONDREMENT ET LA RETRAITE || LA TRAPPE DE HAM



JUSQU'ALORS le comte d'Artois n'avait joué aucun rôle politique; il se contentait d'être, comme il le disait lui-même, « un bon faraud » et laissait volontiers à son frère le comte de Provence cette allure de guetteur attentif, d'homme de composition entre la royauté et le tiers-état qui donnait au futur Louis XVIII une figure à part.

[Mais lorsque, dominé par une passion vraie, il se fût fixé et eût réformé sa vie, toute chose changea d'aspect : chevalier, il voulut faire honneur à sa dame, glorifier son amour par d'étonnantes prouesses; et, déployant son drapeau, il s'élança dans l'arène avec une fougue d'impatience et de jeunesse qui témoigne peut-être de son courage mais non de son discernement.

La position qu'il prit fut parfaitement nette : défenseur non seulement de la monarchie mais de l'absolutisme, il n'eut en recommandation que les mesures rétrogrades : le passé, et rien que le passé, aucune concession aux idées nouvelles. Cela était simple, sommaire et ne souffrait point d'objection. Ce programme tout d'un bloc et facilement accessible aux esprits, Artois l'exposait devant chacun délibérément, sans détours ni précautions oratoires; c'est ainsi qu' « avec cette franchise qui convenait si bien à un homme de son rang, » il manifesta en plein Parlement son indignation des empiètements du tiers et des attentats contre l'autorité royale; que, dans une réunion des

LE SOUTIEN DE LA MONARCHIE

pairs, il soutint des propositions dans le genre de celle-ci : « Les dépenses du roi ne peuvent être réglées sur ses recettes, mais ses recettes sur ses dépenses, » paroles qui, au moment où il les prononçait, étaient au moins inopportunes.

Mais il ne se souciait pas de cela ; comme l'a observé finement Arnault, ses préjugés de jeunesse « se réveillèrent avec toute la violence du fanatisme, dès qu'ils y furent provoqués par des intérêts politiques. » Ce fanatisme-là se montrait en toute occasion : à l'assemblée des notables, où le bureau présidé par Artois était surnommé « le bureau des francs », par opposition à celui que dirigeait avec prudence et cautèle le comte de Provence et qu'on appelait « le comité des sages » ; — dans les mémoires adressés au roi, qui dénonçaient les dangers des prétentions du tiers, conseillaient de restreindre les pouvoirs de celui-ci et soutenaient les privilèges de la noblesse.

Cette attitude tranchante, cet absolutisme radical, effrayaient le roi et mécontentaient la reine. Louis XVI ne voulait entendre parler ni d'un coup d'État, ni d'un grand acte de pouvoir : « Je crois prudent, disait-il, de céder à l'orage et de tout attendre du temps. » Et, quand son frère lui remit son mémoire contre le tiers-état, il le tança rudement : « Vous êtes le dernier homme de France qui deviez signer ce beau mémoire. Lorsque j'ai payé vos dettes, et cela plusieurs fois, est-ce avec l'argent de la noblesse ou celui du tiers-état ? » Quant à Marie-Antoinette, elle ne reconnaissait plus son compagnon d'autrefois, le Figaro de Trianon si dévoué et prompt à satisfaire ses caprices ; Artois s'entourait maintenant des nobles les plus influents, du haut clergé, de ceux qui tenaient le plus fortement par tradition et par intérêt à l'ancien régime ; et sa belle-sœur voyait en lui un ambitieux travaillant à se créer un parti, en dehors du roi et peut-être contre le roi. S'avisa-t-elle alors qu'Artois, par sa légèreté et ses inconséquences, l'avait irrémédiablement compromise ? L'accusa-t-elle dans son for intérieur de duplicité et de machiavélisme ? Le fait est que leur amitié ne survécut pas à cette épreuve et qu'à la froideur succéda l'hostilité.

Lorsque Marie-Antoinette craignait que son beau-frère ne devînt chef de parti, elle se trompait. Artois, lui, s'illusionnait. Sans doute les nobles venaient tour à tour l'entretenir de la position fâcheuse où se trouvaient la monarchie et le roi, ils lui prodiguaient les conseils et l'encourageaient à se montrer intran-

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

sigeant : plus que jamais Artois était leur espérance. Mais de quoi disposait ce nouveau venu dans la politique? Sans argent — il était harcelé par ses créanciers — sans autorité, sans expérience ou militaire ou administrative, il croyait faire impression en clamant ses convictions, en promettant la belle et bonne guerre et en brandissant son épée. Ses amis, devenus avec le temps des partisans et reconnus pour tels, se dépensaient en propos violents et créaient autour de leur maître une agitation factice. Vaine parade. Le résultat le plus clair de tout ce bruit, c'était l'impopularité.

Dans la rue, les femmes en haillons ne prononçaient le nom d'Artois qu'avec colère : « Vive le roi! disaient-elles sur son passage, en dépit de vous, Monseigneur, et de vos opinions. » C'était presque de la politesse; mais peu à peu le ton changea. Lorsque Artois vint à la Cour des Aides pour faire enregistrer les édits qui établissaient de nouveaux impôts, la foule le siffla, l'injuria; et le fidèle Crussol, capitaine des gardes, dut commander : « Haut les armes! » pour dégager son prince que le peuple serrait de près.

Cet acharnement étonnait les gens les plus avertis, et Mirabeau tâchait d'en découvrir la raison : « L'état pléthorique du roi, disait-il, et celui de Monsieur (le comte de Provence) qui peut abrégér leurs jours, réduit la question au dauphin qui n'est qu'un enfant. » Le dauphin disparaissant, Artois devenait l'héritier du trône. Mais ce n'était là qu'une partie de la vérité. En fait, les rancunes anciennes remontaient à la surface; le peuple en voulait au séduisant Galaor de sa vie passée, de ses joyusetés, de sa libre fantaisie d'aristocrate qui avait dégénéré en scandales publics; il se rappelait le duel avec le duc de Bourbon, l'insulte faite à « la princesse-citoyenne », les petits soupers voluptueux dont l'avaient entretenu les gazettes, toutes choses en somme éphémères et sans grande portée, mais qui, avec le temps et le goût des griefs, se transformaient en actes d'accusation. L'impopularité d'Artois venait de loin.

Certains cependant, et même en dehors de la cour, comptaient sur lui pour arrêter le mouvement de réforme. Le 24 juin 1789, après la séance du jeu de Paume, Talleyrand, alors évêque, et prophète à sa manière, demanda une audience à Louis XVI qui le renvoya au comte d'Artois : « Monseigneur, dit Talleyrand, il reste un moyen de sauver la monarchie, un moyen extrême,

LE SOUTIEN DE LA MONARCHIE

mais il n'y a que celui-là. — Quel est-il? — Il faut faire arrêter dix personnes (et il nommait ses amis), transporter les États-Généraux à Compiègne ou à Orléans. — Et vous croyez qu'en frappant ce coup on sauvera le trône? — J'en répons.... On vient de violer le droit du roi de dissoudre l'Assemblée, et on a déclaré que la France a vécu quatorze siècles sans constitution et qu'on va lui en donner une. La monarchie est perdue si ce fait subsiste quarante-huit heures. »

L'occasion était belle pour Artois de parler en chef, de se montrer homme de résolution. Quelle fut sa réponse à Talleyrand, quels conseils donna-t-il au roi après lui avoir rapporté cette conversation? On l'ignore; en revanche un fait est certain : Louis XVI refusant de prendre aucune mesure décisive, Talleyrand dit : « Vous voulez vous perdre, moi je veux me sauver »; et, suivant le torrent, il passa au tiers-état. Pour Artois, la conclusion fut différente.

Le 14 juillet 1789, à Versailles, il inspecte les régiments de Nassau et de Bouillon « avec cette grâce qui lui est naturelle et qui plaît tant aux troupes. » Il paraît plein de confiance; mais, dans la nuit, la situation se modifie du tout au tout. Nuit tragique : le duc de La Rochefoucauld-Liancourt, grand maître de la garde-robe, entre précipitamment dans la chambre royale, comme sa charge lui en donne le droit, éveille Louis XVI et lui apprend les événements de la capitale. « C'est une grande révolte, » dit le roi. — « Non, Sire, c'est une grande révolution! » et le duc raconte l'exaltation du peuple, la défection des troupes.... A ce moment, Artois, que son frère vient de faire appeler, paraît. « Monseigneur, lui dit aussitôt La Rochefoucauld-Liancourt, votre tête est mise à prix, j'ai vu l'affiche de cette terrible proscription! » La famille royale réunie en conseil discute la question de savoir si Artois doit partir ou non. Est-ce politique? Ce départ est-il commandé par le souci de la sécurité du roi, du prince lui-même? Les nouvelles qui arrivent, les témoignages recueillis ne laissent guère de doute : c'est Artois que le peuple poursuit de sa haine, c'est lui dont il accuse la néfaste influence sur Louis XVI. — Celui-ci ordonne formellement à son frère de s'éloigner.

Dans la nuit du 16 au 17 juillet, Artois vêtu d'un habit de soie grise dont le jabot de dentelles cache les revers, sort du

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

palais de Versailles suivi de Vaudreuil et du prince d'Hénin; une voiture le conduit à la porte du Dragon où des chevaux de selle l'attendent. Il est muni d'un passeport signé de La Fayette. Arrivé à Chantilly, il trouve une berline du prince de Condé qui l'emmène avec ses compagnons à la poste prochaine d'où il gagne Valenciennes; là il faut attendre le duc d'Angoulême et le duc de Berry qui, sous la garde de M. de Sérent, doivent rejoindre leur père. A peine ses enfants sont-ils parvenus à l'hôtel du gouvernement qu'Artois songe à repartir, mais dans quelle direction? Le comte Esterhazy, gouverneur de Valenciennes, opine pour l'Espagne; Artois hésite, s'énervé et non sans cause : dans sa hâte il a oublié de prendre de l'argent. Heureusement son valet de chambre nommé Leroux, parti le 17 au matin de Versailles, lui apporte un rouleau de deux cents louis que lui a remis le roi. Artois décide alors de passer en Belgique, séjour d'attente; et, sous le nom de prince de Chimay, il franchit la frontière à Quiévrain, escorté de 200 cavaliers. Le 19 juillet il entre à Bruxelles où il retrouve le prince de Condé, le duc de Bourbon et son fils le duc d'Enghien qui ont jugé prudent de mettre du champ entre la révolution et eux.

Ainsi à trente-deux ans, et le premier de la famille royale, Artois quittait sa patrie; le prince de Condé, le seul soldat de tous les Bourbons vivants, l'imitait. Événement immense, dont les conséquences sont incalculables : ayant échoué dans sa tentative de réaction, rejeté par l'opinion, fuyant devant la haine publique, Artois enseignait à la noblesse le chemin de l'exil et donnait le signal de l'émigration.

A Bruxelles, lorsque l'atmosphère de panique s'est dissipée, Artois redevient optimiste et a tendance à croire que la révolution n'est qu'un accident, une secousse un peu forte mais passagère : « Nous rentrerons dans trois mois, » dit-il. Aussi, quand le séjour de Bruxelles lui est refusé, il ne se désole point et prend le parti de se fixer à Turin, chez son beau-père le roi de Sardaigne.

Voyage d'agrément : après avoir visité Aix-la-Chapelle et son église, Cologne « une grande villasse triste à mourir, » les touristes princiers s'extasient sur la beauté enchanteresse des bords du Rhin. A Bonn, Artois est traité magnifiquement, mais c'est en Suisse que l'attend la plus grande joie : il y retrouve Mme de Polastron qui, avec les Polignac, a réussi non sans peine à quitter la France; et, voulant se donner un peu de bon

LE SOUTIEN DE LA MONARCHIE

temps après toutes ces traverses, il loue à deux kilomètres de Berne un joli château où il loge quinze jours; promenades, excursions; quel apaisement devant ces montagnes, en compagnie d'une personne uniquement aimée!

Le 31 août seulement, il se résout à repartir, et, pour ne point longer de trop près les frontières de France, choisit la route du Tyrol. Après un arrêt à Milan, où il se montre au théâtre et « choque les dames par son peu de prévenance » — les étrangères ne s'imaginaient point un Artois enchaîné par l'amour — il arrive enfin le 15 septembre à Turin.

Lorsque le roi de Sardaigne apprit la venue prochaine de son gendre et des quatre-vingt-deux personnes de sa suite, sa satisfaction fut mince : il redoutait l'invasion de cette noblesse versaillaise toute sceptique et railleuse, et il essaya de se tirer d'embarras en exigeant l'assentiment de Louis XVI à ce séjour; mais l'expédient ne réussit pas, il fallut se résigner et faire bonne figure. L'entrevue fut cordiale en apparence. « Ah! mon père! — Ah! mon fils! » On s'embrassa et les voyageurs s'installèrent.

Le roi avait loué, pour leur usage, une fort belle maison à la Vénérerie près de Turin. Au fond du jardin où l'on s'assemblait après dîner, une porte conduisait chez le prince de Condé, en sorte que l'on était en famille; un air pur, une vue admirable sur des prairies riantes, des bois, et plus loin sur les montagnes et les glaciers, tout contribuait à rendre cette demeure agréable. A la tombée du jour, les princes et leur suite se promenaient au Valentin ou à la Citadelle, puis ils se rendaient au théâtre Carignan. Spectacle d'étiquette : à l'entrée d'Artois, les trompettes de l'orchestre sonnaient, et l'Opéra commençait; il n'était pas indigne de Versailles : de grands mouvements de bataille comme *le Couronnement d'Uladislas roi de Hongrie*, des ballets champêtres comme *les Chasseurs et la Fermière*; mais ce qui stupéfiait les Français, c'était la rigidité, l'immobilité de leurs hôtes; les dames de service étaient rangées au fond de la loge royale et ne bougeaient pas plus que des figures de tapisserie; à de certains moments pourtant elles se levaient et servaient, avec des gestes d'automates, des sucreries dont les princesses de la cour faisaient une telle consommation qu'elles avaient les dents toutes gâtées.

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

A la fin de septembre 1789, la comtesse d'Artois, partie deux mois auparavant de Versailles, avait fait son apparition à Turin; elle était heureuse d'échapper à la solitude, au danger, de retrouver son père, ses enfants, son pays; et Artois lui marqua, dit-on, beaucoup d'égards. Mais, en octobre, l'arrivée de Mme de Polastron compliqua la situation. Ce qui était accepté, reconnu en France devenait scandaleux en Italie; les amis du prince avaient beau dire : « L'amour excuse tout, soyons indulgents pour cette faiblesse qui fut toujours celle des plus grands cœurs et de nos meilleurs rois, Charles VII, François I^{er}, Henri IV; » ils pouvaient aller jusqu'à soutenir que « si le cœur de Louis XVI eût été sensible à l'amour, sa couronne serait intacte; » les sujets du roi de Sardaigne ne comprenaient pas un tel langage, et la présence de Mme de Polastron finit par produire un effet si désastreux qu'Artois dut se résigner à laisser partir sa maîtresse pour Rome.

Cependant, la stagnation sur une terre étrangère, les nouvelles de Paris que l'on attendait avec une sorte de terreur, transformaient peu à peu l'esprit des émigrés. Au sentiment de la sécurité retrouvée qui instinctivement avait dominé jusqu'alors, ils joignaient maintenant le désir de la vengeance et aussi une sévérité absolument injuste à l'égard de Louis XVI. Quand ils apprirent les journées d'octobre, le retour de la famille royale de Versailles à Paris sous la menace populaire, ils ne se contentèrent point de maudire les révolutionnaires mais accusèrent sans ambages la faiblesse du roi. Déjà Artois, avec l'assurance d'un homme qui ne craint plus rien, avait écrit à son frère pour lui donner des leçons d'énergie, et Louis XVI lui avait répondu : « Vous parlez de courage, de résistance aux factieux, de volonté! Mon frère, vous n'êtes pas roi. Tous les Français sont mes enfants. Cessez de m'accuser. » Mais ces raisons se heurtaient à l'intransigeance d'Artois, intransigeance qui se confirmait chaque jour dans l'exil : le grand rôle que Galaor n'avait pu jouer en France, il s'appropriait maintenant à le jouer hors de France.

Vaudréuil installé à Rome où, en compagnie des Polignac, il faisait « sa principale et douce affaire » de veiller sur Louise de Polastron, ne cessait de répéter à son maître : « Votre existence est la sauvegarde de la monarchie; vous êtes le sauveur du roi; le massacre de la famille royale ne serait qu'un crime inutile, puisque ses droits revivraient en vous! » Artois ne demandait

LE SOUTIEN DE LA MONARCHIE

qu'à être convaincu de cette vérité qui le haussait à ses propres yeux et, d'accord avec Condé, il créa un comité chargé de s'occuper des affaires de France et de centraliser les dépêches. Là s'élabora le programme de l'émigration : opérer la contre-révolution avec l'aide, non seulement des Français restés fidèles, mais des puissances étrangères; organiser une ligue européenne contre les ennemis de la monarchie.

Artois et ses familiers, émigrés volontaires, avaient-ils véritablement vocation pour prendre une pareille initiative? Ils commirent, a-t-on dit, une erreur et non une faute; en tout cas, c'était une étrange doctrine que celle « qui posait en principe que, quand un chef d'empire est en danger, celui qui le quitte le premier et se sauve le plus loin atteint le plus haut degré de la pureté et de la fidélité d'un sujet loyal. »

Le programme établi, comment l'appliquer? Là les difficultés apparaissaient. Artois connaissait mal l'Europe, et quand il pressentit l'Autriche, il en reçut une réponse « affreuse, repoussante, insultante même. » Condé, bon soldat, se complaisait en projets extravagants et conseillait tout simplement de marcher sur Paris à la tête des gardes nationaux. Mgr de Conzié, évêque d'Arras, « forte tête qui en imposait par son audace et des airs de grenadier » ne pouvait passer pour une tête politique; Vaudreuil, éloigné, s'opposait de tout son pouvoir à l'idée d'une intervention européenne et, avec un vrai sens de divination, écrivait en novembre 1789 : « Je suis épouvanté des dangers que courraient le roi et la famille royale si les puissances étrangères, à votre instigation, se mêlaient de nos affaires intérieures.... Votre conscience ne peut être en sûreté qu'autant que vous vous entendrez avec le roi et la reine. »

Artois, désespéré, ne savait auquel entendre; il croyait agir en écrivant au roi de Suède Gustave III, le seul monarque qui l'eût écouté favorablement, de belles lettres brûlantes du désir de la gloire, dans lesquelles il s'excusait de ne pouvoir se rendre en Suède, car « reçu, traité comme un fils dans la cour du roi de Sardaigne, c'était là qu'il devait fixer son séjour jusqu'au moment où il lui serait permis de rentrer dignement dans sa patrie. » Mais, pour assurer cette digne rentrée, il fallait de l'argent; or Artois, s'il était défrayé de tout par son beau-père à Moncalieri, sa résidence d'été, supportait à Turin de lourdes dépenses et ne disposait que de 6 000 livres par semaine, le

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

reste de ses revenus étant affecté au paiement de ses dettes. Il mit ses bijoux en gage, essaya d'emprunter à Gênes, en Turquie, sollicita l'Espagne; mais le roi de Sardaigne lui laissa peu d'illusions : « Mon frère d'Espagne n'a pas le sou. » On dut vivre au jour le jour, sans espoir de subventionner de sitôt la grande entreprise libératrice, et, en attendant, le comité de Turin allait à la dérive.

Ces insuccès répétés énervaient Artois. Dégoûté, déprimé, il fit venir de Rome Mme de Polastron dont l'absence lui pesait fort; et malgré les sages avis de Vaudreuil il l'établit dans une maison, près de lui. Mais on jasa de nouveau et il dut refaire le sacrifice de se séparer d'elle. « Votre intérêt, lui écrivait Vaudreuil, le sien, celui de la chose publique, tout vous en fait une loi. » Et Artois retomba dans une sorte d'isolement. Il était impatient de tenter quelque entreprise — laquelle? il ne le savait pas exactement, — blâmait toutes les résolutions de la cour, et son animosité contre la famille royale s'accroissait. Il trouvait les lettres de Louis XVI d'une faiblesse impardonnable, s'irritait contre le baron de Breteuil, l'agent du roi, qui affectait d'ignorer le comité de Turin, et il estimait odieux que Marie-Antoinette osât lui demander pour le repos de la France de renoncer à toute idée de contre-révolution. A l'égard du comte de Provence qui, lors de l'affaire Favras, avait cru devoir se justifier devant la Commune de Paris d'une accusation de complot, il gardait moins de mesure encore, voyait dans sa démarche une basse flatterie, l'indice d'une couardise honteuse, et concluait : « Il s'est avili. »

Pas un instant Artois ne se doutait que cette attitude de redresseur de torts, d'absolutiste quand même, était dans sa situation vraiment trop aisée à prendre; et de bonne foi, avec une innocence qui stupéfie, il s'emportait contre ceux qui parlaient de pactiser, de prêter serment à la Constitution qu'on venait d'imposer au roi : « Labourer la terre, gagner mon pain à la sueur de mon front, périr enfin fût-ce de misère, voilà ce que je préférerais toujours à un accommodement quelconque. Je n'en veux, je n'en écouterai même aucun. » Tout homme, même fidèle (Bouillé par exemple), qui considérait une réaction comme impossible en France, passait à ses yeux pour suspect; et Marie-Antoinette avait raison, lorsqu'elle observait avec tristesse : « L'extravagance de Turin est à son comble. »

LE SOUTIEN DE LA MONARCHIE

A la fin d'octobre 1790 arriva M. de Calonne, et ce fut pis encore. « Il était difficile d'être plus aimable, meilleur enfant, plus léger et plus menteur » que cet ancien ministre ; les malheurs de son pays ne l'avait pas mûri, et « avec prodigieusement d'esprit et de capacités, il ne faisait jamais que des fautes et des sottises. » Généreux d'ailleurs et pouvant l'être (il avait épousé l'une des veuves les plus riches de France), il déposa sa fortune aux pieds d'Artois, et, du coup, devint le chef incontesté du comité de Turin.

Il avait son idée : inviter les nobles restés en France à émigrer, se constituer ainsi une cour et une armée, en un mot créer un petit royaume français hors des frontières. Cette politique, diamétralement opposée à celle que suivaient Louis XVI et Marie-Antoinette, eut du succès : l'émigration devint à la mode, et ce fut un beau jour que celui où une centaine de gentilshommes, la plupart auvergnats, apparurent à Turin. On les choya, on les fêta comme les pionniers de la contre-révolution. Artois était plein d'ardeur : on venait de lui annoncer que le Midi, le Rouergue, le Vivarais, Lyon même songeaient à se soulever contre la tyrannie des factieux ; il se voyait déjà à la tête d'une armée et écrivait à Louise de Polastron : « Je pars pour la gloire ou la mort, je vais où mon sort m'entraîne ! »

A Rome, la bonne Louise tremblait pour son héros ; elle était sans ambition ni pour le présent ni pour l'avenir, aimait simplement, sans gloriole : le sentiment chez elle recouvrait tout. Artois ne se surveillait guère en lui écrivant ; il se lamentait, décrivait sa souffrance, et mêlait des morceaux de bravoure à ses effusions amoureuses. En vain le Mentor Vaudreuil le morigénait : « Si vos lettres sont aussi déchirantes, vous la ferez succomber à l'impression qu'elle en éprouve. Toutes ces expressions sont trop fortes pour une femme tendre et délicate.... On est perdu quand on monte son style à ce ton.... Tenez votre âme à deux mains en lui écrivant. » Mais tenir son âme à deux mains n'était point dans les habitudes d'Artois, qui repartait sur le mode martial.

Il fallut en rabattre. — Les mœurs des émigrés répugnaient décidément à l'aristocratie de Turin accoutumée au « sigisbéisme, » et qui ne concevait la galanterie que comme une servitude idéale ; la pétulance française dérangerait ces habitudes réglées, et le roi de Sardaigne disait : « Nos gens vont en être

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

détraqués; quant à cette ligue dont mon gendre est fou, il peut bien l'organiser s'il veut, mais hors d'ici. » Ce monarque prudent voyait avec ennui ces rassemblements d'étrangers, bavards et désœuvrés, qui remplissaient sa capitale, jadis si majestueusement endormie, de bruit et de discussions; il redoutait que cela n'échauffât les esprits à Turin, ne fit sensation en France et n'entraînât des représailles. Aussi, bien que paisible de tempérament, commença-t-il à marquer quelque mauvaise humeur à ses hôtes. Auparavant, lorsqu'il parcourait à pied la foire de Moncalieri — foire pitoyable aux yeux des Français — il comblait de cadeaux ses petits-fils Angoulême et Berry qui revenaient chargés de montres, chaînes d'or, étuis et bijoux; maintenant il les trouvait encombrants et critiquait leur éducation : « Les flatteurs, disait-il avec bon sens, ne cessent de dire à leurs oreilles que l'État appartient au roi et à sa famille. Ce n'est pas vrai. C'est le roi qui appartient à l'État. »

Les grands ne dissimulant plus leur antipathie, le peuple suivit. Depuis longtemps, les émigrés étaient devenus les maîtres de la rue; ils parlaient haut, se montraient insolents, provocants; et si l'on toléra leurs façons tant qu'ils payèrent, il n'en fut plus de même quand les fonds se mirent à baisser. Les Piémontais alors récriminèrent; et comme le nombre des étrangers augmentait chaque jour, la situation se compliqua : les Français ne savaient où se loger, se ruinaient, et l'on vit la duchesse de Villeroi vivre aux dépens de sa femme de chambre. En même temps, la propagande révolutionnaire agissait par des pamphlets tels que *Judas Iscariote ou le comte d'Artois en France* ou *Le comte d'Artois, roi de Botani-Bai à tous les fuyards, traîtres et proscrits de la France*; et en mars 1791, un incident mit le feu aux poudres. Lors du mariage d'un vieil émigré avec une jeune veuve, la population vint donner un charivari aux époux; les émigrés prirent mal la plaisanterie et les habitants tombèrent sur eux à coups de bâton en criant : « Les aristocrates à la lanterne! à bas la cocarde blanche! »

Parmi les émigrés mêmes la désunion apparaissait. Artois et son conseil n'avaient aucune discrétion, livraient à la rue tous les secrets de leurs délibérations, et l'on ne se gênait point pour critiquer leur politique. Les uns, soldats à la manière de Condé, voulaient qu'on envahît immédiatement la France et qu'on marchât sur Lyon; d'autres préconisaient un voyage

LE SOUTIEN DE LA MONARCHIE

d'Artois dans les principales capitales d'Europe ; mais la découverte du complot royaliste de Lyon anéantit les projets d'invasion. Alors ce furent des reproches, des querelles : dans le salon même d'Artois, le marquis de Lantivy était insulté par le jeune du Chaffaut, se battait avec celui-ci et était ramené avec une balle dans la poitrine. Le même jour, autre duel (décembre 1790). L'effet produit à la cour, dans le peuple, était déplorable : comment, disait-on, « ces étourdis à cocarde blanche » qui n'arrivent pas à maintenir la concorde entre eux, pourraient-ils jamais mener à bien une entreprise quelconque ? C'était l'avis de Vaudreuil qui, resté lucide grâce à son éloignement, écrivait : « Tout est vague, tout est un peu jactance, tout sent un peu trop le roman, l'aventure, la chevalerie.... »

Calonne lui-même s'en rendit compte : du rêve il fallait passer au positif. Sur son conseil, Artois demanda une entrevue à l'Empereur d'Autriche Léopold et partit, au mois de janvier 1791, pour Venise. Il n'y trouva point l'Empereur qui, obéissant aux suggestions de Marie-Antoinette, lui persuada de se tenir tranquille ; mais une bien aimable rencontre adoucit l'amertume de cet échec. Louise de Polastron se trouvait à Carpenedo, près de Venise, dans une maison de campagne ; là, l'isolement, la paix. Artois n'y résista point : sous prétexte d'attendre des nouvelles de l'Empereur, il prolongea son séjour, et ses fidèles déploraient sa faiblesse : « L'Europe, disaient-ils, a les yeux sur notre prince qui perd en ce moment le fruit de sa bonne conduite pendant quinze mois.... Le brave et galant Renaud aurait besoin de la visite du chevalier Dunois pour l'arracher d'entre les bras d'Armide. »

En mars 1791 seulement, le galant Renaud se décidait à regagner Turin. Heureusement c'était le carnaval, et comme il gardait un fonds de jeunesse, il sut se divertir ; on lui offrit un bal magnifique « servi par cinquante valets, illuminé de quatre cents bougies éclairant quinze pièces, » et où une bourgeoise du pays dansa des « Montferrines » à la même place pendant vingt-deux heures. Mais le carnaval terminé, il fallut repartir : l'Empereur d'Autriche consentait enfin à rencontrer Artois. Celui-ci se rendit en hâte à Mantoue, mais là Léopold lui déclara que l'Europe en était réduite à rester immobile tant que le roi de France serait prisonnier, et lui conseilla de retourner tout bonnement chez son beau-père. Artois protesta : il savait bien que la vie à Turin

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

devenait impossible et, au surplus, un rôle effacé ne lui convenait pas. Il se rapprocherait des frontières de France, s'établirait à Coblençe où le prince de Condé devait le précéder.

Cette entrevue sans résultat, loin de l'abattre, le fit rebondir. Renforcé de courage, il commença une tournée de propagande auprès des petits princes allemands, et répondit à ceux qui lui représentaient qu'en agissant ainsi il désobéissait formellement aux ordres de Louis XVI : « Qu'est-ce que le roi dans ce moment-ci ? Il n'est de roi que moi ! » Plus que jamais, il se jugeait marqué par le destin pour soutenir, sauver la monarchie.

Le 17 juin 1791 il arrive à Coblençe avec une suite de soixante personnes. L'électeur de Trèves, l'excellent Clément-Wenceslas a envoyé son yacht au-devant de lui, et Artois fait son entrée, salué par une salve de cent coups de canon : honneurs royaux dont il a perdu l'habitude et qui ne lui sont que plus sensibles. Deux jours après, Mme de Polastron le rejoint, apportant avec elle sa fortune, le produit de la vente de ses diamants, qu'elle consacre à la gloire de son prince. A la fin du mois enfin, il apprend que la famille royale et en même temps qu'elle le comte de Provence sont parvenus à s'échapper de Paris. Tout est joie, amour, espérance ; les dissentiments s'oublient, les beaux jours vont revenir.

Mais seul le comte de Provence, Monsieur comme on l'appelle, fait son apparition à Coblençe en compagnie de son fidèle d'Avaray. La famille royale a été reconnue, arrêtée à Varennes. Rude désillusion pour Artois qui, malgré ses mauvais propos et ses désobéissances, ressent un chagrin sincère. Mais il faut parer au plus pressé : Louis XVI réduit à l'impuissance par les révolutionnaires, c'est à ses frères qu'il appartient de prendre la direction des affaires, d'organiser à Coblençe l'armée de la contre-révolution, celle qui sauvera la royauté, même en dépit du roi !

Alors, sous l'influence d'Artois, se produit à Coblençe le même phénomène qu'à Turin : l'émigration de pacifique devient agressive ; ce n'est plus un voyage de sûreté qu'on accomplit en franchissant la frontière, mais un pèlerinage d'honneur. Jusqu'alors on sortait de France comme « d'une maison prête à crouler, » en emportant de quoi subsister pendant trois mois, ce qui semblait plus que suffisant. Maintenant on s'en va pour

LE SOUTIEN DE LA MONARCHIE

servir sous le drapeau royal à l'étranger ; la formule : « Au revoir ! à Coblence ! » devient à la mode ; on se quitte sur ce mot-là avec un sourire presque triomphant, et les femmes envoient des quenouilles à ceux qui hésitent avant de s'expatrier. Les officiers de l'ancienne armée « privés du monopole de leur grade, dépouillés des privilèges de leur naissance » émigrent en masse, les plus pauvres à l'armée de Condé, les plus riches à la cour d'Artois ; on leur promet le maintien de leur solde, on les félicite de venir défendre le trône et l'autel.... Et Louis XVI, peu à peu abandonné de tous ses serviteurs, écrit à Artois : « Je souffre trop de votre absence pour ne pas gémir de cet exil qui me laisse à la merci de mes ennemis. »

Coblence devient ville française. En juin 1791, le nombre des émigrés dépassait à peine la soixantaine ; deux mois après, ils sont plus de 800, et, à partir d'octobre, il en arrive journellement une fournée de 60 à 80. Le calme germanique, la paisible torpeur de la petite ville étagée au confluent du Rhin et de la Moselle ont disparu ; partout des Français, on ne voit et surtout on n'entend qu'eux : au café des Trois-Couronnes, sur la place Verte, sous les ombrages de la place Saint-Clément qui s'étend devant le palais de l'électeur. Le dimanche, à l'église de Saint-Jean-Baptiste, on se croirait dans une paroisse de Paris.

Artois domine véritablement cette société légère, confiante et capricieuse, qui s'attache à lui comme à sa propre image : les vieux gentilshommes lui trouvent « le regard de Louis XV, l'air de leur roi » et reprennent courage rien qu'en le voyant ; au moins, ce prince-là ne balance pas entre plusieurs systèmes ainsi que Monsieur ; il dit sa pensée sans détours et l'on sait à quoi s'en tenir avec lui : « fusiller tous les monarchiens, ceux qui conseillent à Louis XVI de pactiser avec la révolution ; pendre aux arbres des boulevards quelques centaines de factieux ; fouetter leurs femmes et leurs filles en place publique, et tout rentrera bientôt dans l'ordre. » Cela vraiment est franc, et net, et radical. A l'égard de Louis XVI, même franchise. Artois n'a-t-il pas écrit à Gustave III de Suède qu'il n'obéirait aux ordres du roi que le jour où celui-ci, rétabli sur le trône par la vraie constitution de l'État et puissant par elle, pourrait régner d'après les antiques lois du royaume ?

La popularité d'autrefois, la gloire de Versailles renaissent. Artois a une cour, plusieurs résidences. En été, c'est le château

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

de Schönbornlust, près de Coblenze, que l'électeur a mis à sa disposition et à celle de son frère; Artois loge au second étage avec ses ministres Calonne et le maréchal de Broglie; mais l'appartement est petit et le prince ne l'aime guère. Le dimanche, il est vrai, il peut recevoir dignement les émigrés dans la ville même, au palais de l'électeur où, après dîner jusqu'à neuf heures, il y a cour. En hiver, l'hôtel du Leyen-Hof, loué au prince de Leiningen, devient le lieu de rendez-vous, mais l'hôtel devenu insuffisant, Artois y ajoute la Deutsche Haus, maison de l'ordre teutonique.

Son train de maison est énorme pour un exilé. Trois cents gardes en habit rouge et bleu de roi; le « guet » des gardes monté sur des chevaux à courte queue et vêtu d'un charmant uniforme vert à parements cramoisis; des pages, cent couverts par jour, et cinq jours la semaine grand dîner : telle apparaît la magnificence d'Artois quand il est en représentation.

Mais l'endroit où il se complaît, où ses familiers sont certains de le retrouver, c'est la maison Grant où, moyennant 50 louis par mois, il a établi Mme de Polastron.

De dix heures du matin à minuit, Artois ne quitte guère l'appartement de sa maîtresse; il y travaille avec Calonne et surtout y mène bonne vie. On voit là « des petits paquets de femmes et d'agréables » : la pâle Louise — « Luzy » comme on la surnomme, — la La Vallière du nouveau Louis XIV; la toute fine Mme de Lage, la toute ronde Mme de Poulpry; le baron de Roll, flatteur à l'accent tudesque, les joyeux frères d'Escars, l'aîné toujours souriant « avec sa coiffure d'un goût mousseux, son visage effilé et superbement goguenard, » le vicomte de Mirabeau, frère de l'orateur, l'évêque Conzié, sans compter l'inévitable Vaudreuil. Tout ce monde ne songe qu'à s'amuser : en été, on organise des parties de campagne, les dames s'asseoient sur les pelouses, enlèvent leur chapeau et le jettent à côté d'elles. Artois, passant derrière Mme de Lage, lui retire son peigne et l'assemblée se récrie sur la beauté de la chevelure de la charmante émigrée; c'est presque Trianon! Au retour, la tendre « Luzy », qui n'est point des parties fatigantes, reçoit son monde avec son sourire un peu las; et, après le goûter, les uns se mettent à jouer « un jeu insultant pour la pauvre et respectable noblesse qui en est témoin, » cependant que les autres s'exhibent sur le balcon qui fait face à la résidence.

LE SOUTIEN DE LA MONARCHIE

Le soir Calonne, fatigué en apparence de ses travaux, s'étend avec nonchalance sur un canapé entre Mme de Lage et Mme de Poulpry, et pérore indéfiniment, divulgant les secrets, décorquant les intrigues : tout va bien à son sens, le mécontentement a gagné toutes les classes en France, les ressorts du gouvernement sont brisés, et les deux tiers de la monarchie appellent les princes au secours du roi. Pour lui, il a des intelligences partout, se fait fort d'obtenir la reddition des places-frontières : il ne s'agit en somme que de réduire une minorité turbulente. Chacun applaudit, voue à l'exécration les agents de Louis XVI « ce troupeau de boucs dont Breteuil est le plus puant ; » on s'échauffe en prévoyant l'avenir et l'on honnit ceux qui essaient de parler raison, de soutenir qu'il faut renoncer aux anciens abus pour affirmer l'autorité royale. — Curieuse déformation que celle de cette société qui, confinée, tournant pour ainsi dire sur elle-même, perd aux portes mêmes de la France le sens de la patrie, « qui espère par système, est incrédule par calcul, et fuit l'inquiétude par principe. »

Sur quoi cependant reposait l'espoir des émigrés ? Au mois d'août 1791, Artois était parti pour Vienne où l'Empereur d'Autriche et le roi de Prusse devaient se réunir ; l'Empereur le reçut bien, l'invita à dîner, le conduisit au théâtre, mais dès qu'Artois essaya de l'amener à préciser ses intentions, il se déroba. Quelque temps après, à Pilnitz, l'Autriche et la Prusse déclaraient officiellement qu'elles interviendraient dans les affaires de France au cas où cette intervention serait résolue par toutes les puissances d'Europe ; cela ne les engageait guère, et bien qu'un ambassadeur des puissances signataires eût dit : « Voilà une cochonnerie qu'il faudra soutenir, » il était clair que la déclaration avec ses « alors, au cas où, » ne signifiait pas grand-chose et rendait l'intervention fort problématique.

Artois et son entourage y virent au contraire un succès éclatant et lancèrent aussitôt un manifeste qui semblait retentir des tonnerres de Jéhovah. L'Europe entraît en lice, les factieux allaient recevoir leur châtiment ! — Le retour à Coblençe fut triomphal : Monsieur alla au-devant de son frère jusqu'au pont-volant et l'embrassa tendrement, tandis que la foule acclamait Artois et le comparait à Henri IV. « Je serai plus heureux que lui, » s'écria le prince ; il agissait pour lui et i'ai eu le bonheur de

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

travailler pour le roi ! » Le vertige s'empare des têtes : sans se douter que le bruit d'une conspiration des émigrés avec l'étranger peut être fatale à Louis XVI, Artois prépare la guerre à sa manière. Il fixe les détails de l'uniforme de la nouvelle armée : habit bleu, veste rouge, culotte jaune, boutons de cuivre à fleurs de lis. Il fait réformer d'un coup 85 gendarmes qu'il trouve d'une taille trop peu avantageuse et regrette en revanche de ne pouvoir accepter dans sa garde les fils d'un négociant d'Arras en disant : « Quel dommage que de si beaux hommes soient des gens de rien ! » Un autre jour, il accepta les propositions d'un aventurier polonais qui s'offre à lever un corps de 6 000 Illyriens et Albanais.

En même temps, l'opinion est soigneusement échauffée : on annonce que deux millions de soldats s'avancent au secours des émigrés, et s'il se rencontre des sceptiques, on leur répond en confidence que ces troupes ne marchent que la nuit pour mieux surprendre les démocrates. D'autres ne font point tant de mystère et se contentent à moins de frais : avec un mouchoir blanc, la botte du prince de Condé et six francs de corde pour pendre les meneurs de la révolution, la victoire est assurée ! Les bureaux travaillent nuit et jour, vendent à l'avance titres et privilèges, partagent les dignités du royaume « comme les chevaliers qui entouraient Pompée à la veille de Pharsale. » La prodigalité est inouïe : les gentilshommes jettent par les fenêtres au peuple les reliefs de leur festin, ne calculent plus avec l'hôtelier, le marchand, et se contentent de poser sur la table des rouleaux d'or en disant : « Etes-vous satisfaits ? » Puis la troupe joyeuse se répand dans les rues, chantant le refrain en vogue :

Sur ce que d'Artois ordonna,
Force gibets on prépara.
Fouettez par ci, pendez par là
Ces avocats, ces rénégats,
Ces scélérats du haut en bas....

Coblence semble vraiment « la Capoue des Français. »

Artois est aux anges : le mouvement d'émigration qu'il a provoqué réussit à ce point qu'il n'est plus permis de rester en France, même avec les intentions les plus pures. Les journalistes saluent en lui le prince, « qui, à peine échappé à la séduction des plaisirs, déploie tout à coup les talents et la maturité

LE SOUTIEN DE LA MONARCHIE

de l'homme d'État.» Et, comme Artois demande à l'abbé Maury, arrivé depuis peu à Coblençe : « Me trouvez-vous changé? » l'abbé répond en s'inclinant : « Je vous trouve grandi, Monseigneur. »

De tels propos déplaisaient fort à Monsieur et au prince de Condé. Le premier vivait assez à l'écart, ayant sa cour, sa police à lui et ne se livrant guère; on le rencontrait surtout chez sa favorite, la comtesse de Balbi, personne fort avisée et peu indulgente, qui réunissait dans son salon les beaux esprits de Coblençe. La conduite d'Artois ne convenait pas du tout à Monsieur qui se défiait de la jeunesse, des élans irréfléchis de son frère et voyait avec peine sa popularité grandissante : « Il n'y a pas à délibérer, disait-il, le comte d'Artois est pur et je ne le suis pas. » Mais il avait trop de prudence pour s'opposer nettement à l'opinion générale et suivait en apparence son cadet, tout en s'efforçant de maintenir son prestige d'aîné.

Quant à Condé, qui vivait à Worms avec sa vieille maîtresse la princesse de Monaco, il n'aimait guère Artois, guerrier en dentelles qui n'avait pas fait ses preuves et prétendait diriger une campagne. Chez lui, point d'importants ni d'insolents de cour; le règlement et la discipline y étaient en honneur; et comme le prince s'occupait activement des vivres, du logement, il était estimé par ses troupes composées en majeure partie de la petite noblesse provinciale, que le grand train de Coblençe avait effrayée, des officiers pauvres qui de la cour étaient passés au camp, se croyant déshonorés, disaient-ils, s'ils servaient « sous les ordres d'un crapuleux comme le comte d'Artois. » Monsieur avait pour Condé des ménagements, s'efforçait « non seulement de ne pas le mécontenter, mais de le contenter; » Artois le jalousait et enviait sa réputation militaire.

L'émigration se trouvait donc divisée en trois partis qui s'opposaient et dont les chefs étaient Monsieur, Artois et Condé. La rivalité de ceux-ci se compliquait de la rivalité des favoris et des favorites : Jaucourt, ministre de Monsieur, était détesté du parti Artois qui le traitait d'espion aux gages de Paris; Mme de Balbi se moquait des airs languissants et des pâmoisons de Mme de Polastron; celle-ci à son tour critiquait « tout l'étalage » de la favorite de Monsieur. Les intrigues, les cabales surnoises, la petite guerre feutrée, tout ce qui faisait le fonds de la vie de cour à Versailles [reparaissait à Coblençe, et ceux qui avaient gardé un reste de sagesse se

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

désolaient : « Il faudrait cependant avoir un lit avant de tirer la couverture à soi. Point de paix tant qu'il restera un cotillon! »

Sur un point cependant les émigrés sont d'accord : ils comptent le roi pour rien. Quand Louis XVI, sous la pression de l'Assemblée, ordonne à ses frères de revenir auprès de lui, ceux-ci lui répondent avec ensemble : « Nous ne vous obéirons pas, car vous n'êtes point libre. » Que le désordre s'accroisse en France, ils n'y voient que des avantages : plus le mal sera grand, plus le remède sera prompt et facile, « sans les jacobins, point de salut! » Et Calonne exprime assez exactement l'opinion des émigrés lorsqu'il dit : « Il n'y a que les princes dans l'état actuel des choses qui puissent sauver le roi de la séduction qui l'obsède, des perfidies qui le trahissent, et de sa propre faiblesse. » Ainsi, en refusant de s'associer à la politique de Louis XVI qui voudrait laisser à la guerre prochaine le caractère d'une guerre de puissance à puissance, en se préparant à combattre ostensiblement sous les drapeaux de l'étranger, Artois et Monsieur poussent insensiblement leur frère vers l'échafaud.

Jusqu'alors, l'ardeur des émigrés avait été soutenue, encouragée par la sympathie de l'électeur Clément-Wenceslas et des petits souverains laïques et ecclésiastiques du vieil Empire d'Allemagne, dont les cours « miniatures de l'absolutisme et du bon plaisir » exhalaient un parfum tout féodal. Mais à la longue la sympathie s'atténua ; l'électeur se lassa de payer les fantaisies coûteuses de ses hôtes ; et ceux-ci, qui n'avaient point coutume de compter, se trouvèrent un jour en face du déficit. Grave problème : l'armée n'était plus payée ; les soldats faisaient l'exercice avec des bâtons au lieu de fusils, avaient à peine de quoi se nourrir, et comme ils ne voyaient pas « le petit-fils d'Henri IV se mettre à leur tête, » la démoralisation s'insinuait peu à peu dans leurs rangs. Le chef d'une compagnie bretonne, M. de Kermadec, présentant ses hommes à Artois, lui disait pour toute harangue : « Du pain, des armes et le chemin de Paris! »

Artois, pas plus que Calonne, n'était un financier ; il eut recours aux fidèles, dont certains comme Mme de Champcenetz se dépouillèrent pour la bonne cause, mais les besoins étaient immenses et il fallut se résoudre à fabriquer de faux assignats. Cependant le mécontentement grandissait. Charette, le futur héros de Vendée, quittait Coblençe, dégoûté de la jactance des

LE SOUTIEN DE LA MONARCHIE

émigrés et de leurs hâbleries; à l'armée de Condé on entendait des propos dans le genre de celui-ci : « Nous allons remettre les princes sur leur trône, mais qu'ils s'y tiennent bien, car je ne *rémigre* pas ! » et ceux qui naguère avaient encensé le négociateur de Pilnitz commençaient à déchanter : il parle toujours, disaient-ils, n'écoute jamais, est sûr de tout ; la responsabilité du « néant des opérations » lui incombe, ainsi qu'à la comtesse magicienne — ainsi désignaient-ils la tendre Luzy — qui possède l'art d'asservir à ses fantaisies ce prince faible et irascible. Où allait-on ? Nul ne le savait positivement, et un agent français résumait ainsi la situation : « Tout est couvert du voile de la nullité la plus absolue. On marche au jour la journée, sans méthode et sans plan ; on se repose sur des chimères. »

Ces rumeurs ne troublaient point Artois dont l'optimisme restait déconcertant. Un jour qu'il recevait M. de Maleyssie chargé de soulever la Provence, il lui dit : « Ce qu'il y a d'heureux, c'est qu'Arles est parfaitement approvisionnée en vivres et en munitions, et pourra résister longtemps. » M. de Maleyssie qui venait demander de l'argent, resta un moment stupéfait puis exposa que des secours immédiats étaient nécessaires. « C'est bien singulier, reprit Artois, je croyais tout le contraire. Voyez M. de Calonne. »

En mars 1792, lorsqu'il apprit la déclaration de guerre de la France à l'Autriche, il fut transporté d'enthousiasme. Enfin ! Il se figurait déjà à la tête des armées coalisées, bousculant les hordes révolutionnaires, rétablissant la monarchie ; et, autour de lui, on discutait les noms des futurs ministres. — C'était aller vite en besogne : les alliés, prussiens et autrichiens, qui ne se souciaient pas de laisser combattre les émigrés, ni même de les mettre en avant, les divisèrent en trois corps, dont l'un, celui des princes, fort de 12 000 hommes, fut attaché à l'armée prussienne commandée par le duc de Brunswick. On les réduisait ainsi à n'être « qu'une poignée de baïonnettes au milieu des baïonnettes de l'Europe ; » et aussitôt les difficultés commencèrent.

Brunswick, sentant qu'on le regardait comme un pauvre diable de prince allemand indigne de commander la fleur de l'aristocratie française. — « L'armée prussienne ? avait dit Artois, nous n'en avons pas besoin » — détestait cordialement les princes. En leur présence, et bien qu'il leur rendit compliment pour compliment, « son teint s'allumait et ses regards étincelaient comme

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

ceux d'un tigre. » Il affectait de considérer la campagne qui allait s'ouvrir comme une simple promenade militaire où l'on n'aurait aucun obstacle à surmonter, facilité regrettable d'ailleurs, « car les Français avaient besoin d'une leçon telle qu'elle ne pût jamais s'effacer de leur mémoire ; » la coopération des émigrés aux opérations était donc à ses yeux absolument inutile : un fardeau dont il se serait volontiers déchargé.

Le 29 juin 1792, l'évêque de Saint-Omer, premier aumônier du comte d'Artois, bénit dans la plaine du Thal les étendards de l'armée émigrée, et, le 12 juillet suivant, celle-ci se mit en marche. — C'était un singulier spectacle : des compagnies composées principalement d'officiers, une foule d'aides de camp entourant les princes, des troupes de valets en costume vert, sabre au côté, et précédées d'une fanfare de cors de chasse ; puis une longue file de fourgons à bagages, dont deux surtout, plus hauts que les autres et de forme bizarre, contenaient « la fabrique d'assignats ; » enfin, au bout de la colonne, une quantité de carrosses aux portières desquels se montraient les dames qui avaient obtenu de suivre l'armée. On eût dit une immense foire en déplacement. A l'étape, on déjeunait en plein air avec les dames, les voitures encombraient la prairie ; et les Allemands de Brunswick dont le train était modeste, presque misérable, tournaient en ridicule ou prenaient en pitié cette cohue de nobles partant pour la guerre avec leurs richesses et leurs amazones.

Avant d'arriver à Verdun, la pluie se mit à tomber, et sur la chaussée d'Étain l'armée avançait avec peine dans la boue, ayant à sa tête Artois et ses deux fils qui venaient de le rejoindre. La mésentente avec les Prussiens était complète : ceux-ci rendaient les émigrés responsables de l'hostilité de la population ; et Brunswick reprocha vivement au prince de Condé de l'avoir trompé en se portant garant des bonnes intentions des habitants ; Condé répliqua d'un ton cassant et le duc le mit aux arrêts pendant vingt-quatre heures. L'indignation fut à son comble ; un officier français ayant eu la maladresse de dire que Brunswick était dans son droit, Artois le gifla.

Ce n'étaient plus les guerriers joyeux et chamarrés qui avaient quitté Coblenze au bruit des fanfares, mais une lamentable troupe d'êtres exténués, tendant le dos sous la pluie torrentielle et bronchant sur les chemins défoncés. Il ne s'agissait plus pour eux de se battre ; décidément tenus à l'écart, ils n'assistèrent que

LE SOUTIEN DE LA MONARCHIE

de loin à la bataille de Valmy. Le 29 septembre, après l'étape de Somme-Tourbe, Artois lui-même ne dissimulait plus sa tristesse quand il reçut l'ordre de retraite. C'était l'effondrement.

Il fallut licencier l'armée, mais comme le dit Chateaubriand, témoin oculaire : « Quand on licencie une armée, elle retourne dans ses foyers; les soldats de l'armée des princes avaient-ils des foyers? » On vit ces malheureux traîner sur les routes d'Allemagne, vendant pour subsister leurs chevaux à des juifs et traités en vagabonds par les paysans. On vit des dames en falbalas conduisant « des ânes chargés de leurs effets » ou poussant des brouettes remplies de leurs hardes. Tout ce monde accusait de trahison Brunswick, l'agent des ennemis de la France; mais à quoi bon récriminer?

Emporté dans la déroute générale, Artois échoue à Arlon et, abandonné par son aide de camp, mange à la table d'hôte d'une auberge, comme un voyageur quelconque; là, Mme de Polastron éperdue, éplorée le retrouve, et cette sensiblerie au milieu des calamités est jugée « indécente. » Le couple prend la route d'Allemagne; à son arrivée à Maestricht, Artois est appréhendé par des recors et enfermé à la prison pour dettes; il ne fait qu'en rire, se libère; mais, à Aix-la-Chapelle, nouvelle aventure : ses équipages sont saisis sur réquisition d'un certain Michel Horn pour une dette de 1 100 francs et de la femme Bateliva Scherds pour une dette de 3 000. Il se libère encore, repart, atteint Dusseldorf, y souffle un peu et recommence « ses visites d'habitude; » le 28 décembre 1792 enfin, désolé d'avoir dû se séparer de son amie, il arrive au milieu d'une tempête de neige à Ham en Westphalie, où Monsieur l'a précédé.

Lorsqu'il faisait le bilan de l'année, Artois n'avait pas lieu de se réjouir. « Il faudrait, écrivait-il à Vaudreuil, la plume de Jérémie pour donner une idée de la position où nous nous trouvons. » L'Autriche sans doute a avancé 87 000 francs, mais cet argent a dû être employé à payer le boulanger et le boucher, à secourir les plus malheureux. La Prusse n'envoie pas les 100 000 francs qu'elle avait promis, et « tout se disloque, » tout meurt exactement de faim. « Si je ne tenais à la vie, ajoute Artois, par un lien qui me devient chaque jour plus cher, plus précieux et plus nécessaire, je ne sais pas de quoi je serais capable. » Son découragement est tel qu'il songe à abandonner

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

la partie, à rentrer dans l'obscurité et la retraite avec son amie : « Sans vouloir trop philosopher, je trouve la vie si courte qu'on est par trop dupe de perdre quelques instants de bonheur. »

Mais la nouvelle de l'exécution de Louis XVI vint modifier ses sentiments; non qu'il eût des remords, qu'il se demandât si, dans cette tragédie, sa responsabilité n'était pas engagée; cette pensée ne semble pas avoir effleuré un instant son esprit; mais le crime des terroristes le révolta et il s'apprêta à la vengeance.

Monsieur, devenu régent pendant la minorité du jeune Louis XVII prisonnier au Temple, nomma son frère lieutenant-général du royaume, et c'est en cette qualité qu'au mois de février 1793 Artois se rendit en Russie auprès de l'impératrice Catherine II. On comptait sur lui, sur sa grâce jeune, « sa recommandation corporelle, » pour séduire la vieille souveraine et obtenir d'elle, outre des secours, une armée. L'accueil qu'il reçut à Saint-Pétersbourg fut des plus chaleureux : logé aux frais de la cour dans la maison Levachow à la Grande Morskoë, salué comme un nouvel Henri IV, comme le libérateur futur de la monarchie, il sut plaire à Catherine et à Zouboff « le grand vizir de vingt-quatre ans, alors favori de l'impératrice de soixante ans. »

« Je me crois ici chez une fée, écrivait-il. Je sais qu'elle est contente de moi; j'excite son amour-propre, j'aime sa gloire, enfin j'emploie tous les moyens qui sont en moi, et de bonne foi je crois au succès. » Il se surveillait, en effet, pour ne paraître ni présomptueux ni frivole; et Catherine subjuguée le faisait profiter de son expérience de femme politique qui s'est formée elle-même et a de ses propres mains façonné sa puissance : « Vous êtes un des plus grands princes de l'Europe, lui disait-elle, mais il faut l'oublier quelque temps et être un bon et valeureux partisan.... Allez en Bretagne sans rien attendre des négociations. N'emmenez qu'un petit nombre d'hommes sages et prudents, mais entreprenants et résolus. » Comme gages de sa confiance elle remit à son protégé, outre une lettre pour le roi d'Angleterre qui se chargerait du débarquement en France, une belle et bonne épée de bataille portant, enchâssé dans le pommeau, un gros diamant valant 40 000 francs et sur la lame de laquelle étaient gravés ces mots : « Avec Dieu pour le roi. » — « Je ne vous la donnerais pas, ajouta-t-elle, si je n'étais persuadée que vous périrez plutôt que de différer de vous en servir. »

Se jeter en France, soulever l'Ouest, c'est le grand parti!

LE SOUTIEN DE LA MONARCHIE

Artois l'adopte avec une ferveur sincère : « Nos affaires marchent et marchent très bien, s'écrie-t-il. Enfin, enfin je sens que je marche au bonheur ! » Il ne doute pas de son succès en Angleterre, débarque le 16 mai 1793 à Hull dans le comté d'York ; mais là tout change de face. L'ambassadeur de Russie ne le prend pas au sérieux, ne voit en lui qu'un avantageux qui se croit homme de décision et grand général, alors qu'il est gouverné par des étourdis et incapable de commander un bataillon. Le ministère anglais, de son côté, alléguant les dettes contractées par le prince à Londres — dettes qui le rendent passible de la prison — et le mauvais effet que produirait son séjour en Grande-Bretagne, le prie tout net de s'en aller.

Terrible chute. En juin 1793, Artois est de retour en Westphalie, essayant de faire bonne contenance, « portant le nez plus haut que jamais et défiant l'univers de l'abattre ; » mais, en vérité, il est touché. Durant onze mois, il restera confiné à Ham, dans une petite maison de bois, une sorte de Trappe, mais agrémentée du séjour de Mme de Polastron. Il écouterait les rodомontades de son entourage qui lui montre la Vendée soulevée par un certain M. de Gaston et lui répète : « Il y a en France huit royalistes pour un anarchiste. C'est à vous seul qu'est réservé l'honneur de sauver la royauté. » Il parlera de monter à cheval, de se séparer, quoi qu'il lui en coûte, de sa maîtresse : « sacrifice nécessaire à sa gloire. » Il s'attendrira sur la mort de Marie-Antoinette, « cette trop malheureuse femme » qui eut bien des torts envers lui, mais qu'il a tant aimée et qui fut si aimable. Il s'écriera en apprenant la fin de sa sœur, la toute dévouée Mme Élisabeth : « Les monstres ! les tigres ! Dieu permettra-t-il que je puisse les étrangler ! » Les Vendéens recevront de lui l'assurance qu'il brûle de se mettre à leur tête, de sortir du fourreau l'épée donnée par Catherine II.... Tout cela n'est que littérature, velléités : en fait, il s'enterre dans les boues de Westphalie, laissant passer les occasions d'agir, n'osant tirer profit des mouvements de Lyon, de Toulon, et dissipant « avec sa cour puante » les sommes qui lui viennent de Russie.

Cette nullité volontaire, cette attitude de Pâris désarmé le font sévèrement juger par ceux de ses amis qui ne sont pas dupes de ses manifestations oratoires. « Il s'est tant bercé, il m'a tant bercé d'illusions, dit Vaudreuil déçu, que j'ai perdu une partie de ma confiance. Lyon, la Vendée, Toulon ou la tombe, voilà

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

ce qui lui convient ; tout le reste ne vaut rien. Il a eu un moment brillant, héroïque qu'on lui a envié, et on a posé l'éteignoir sur cette flamme naissante.... Il faudrait qu'il volât de ses propres ailes, mais on a mis de la glue sur ces ailes trop longtemps. »

Tandis que Monsieur, tout podagre qu'il est, part pour l'Italie d'où il essaiera de gagner Toulon, Artois roucoule dans sa Trappe « avec la femme adorable qui plus que jamais fait le bonheur de sa vie, » et tâche de se persuader qu'à Ham il est « au poste d'attente pour arriver promptement à celui de l'autorité et du danger. » Mais l'Angleterre, désireuse avant tout d'affaiblir la France et de s'établir dans ses colonies — ce à quoi elle ne manque point — ne paraît pas pressée de mettre Artois en avant. Pourtant on sait à Ham qu'un débarquement sur les côtes de Bretagne se prépare.

Tout à coup, en août 1794, Artois reçoit avis de se rendre au quartier-général du duc d'York où on lui donnera le moyen de passer à Londres. Joyeux, ayant reconquis la foi, le courage, il part sous le nom de comte de Ponthieu ; mais, à peine arrivé à Rotterdam, il est prévenu que son voyage en Angleterre est ajourné. Relégué à l'arrière de l'armée, harcelant de réclamations le quartier-général, faisant proclamer à Londres « qu'il est connu de l'univers que lui Artois est appelé par le vœu de ses compatriotes pour combattre à leur tête, » il erre de place en place, inutile, importun. Quand les Anglais abandonnent la Hollande, il n'obtient pas de les suivre, revient à la charge avec une ténacité remarquable, nouvelle même chez lui ; mais on le paie de bonnes paroles : il ne s'agit que de débarquer en Bretagne des provisions, des munitions, et « l'on n'a pas cru devoir l'exposer à se joindre à une expédition incertaine. »

Alors la vie de nomade recommence, une vie de nomade famélique car, certains jours, Artois « se trouve sans avoir de quoi manger exactement. » Il semble que l'Angleterre prenne plaisir à humilier ce prince français, à l'avilir sous sa main. En juillet 1795 seulement, elle le laisse s'embarquer à Cuxhaven sur le vaisseau l'*Asia* ; et quand, le 7 août suivant, Artois arrive à Portsmouth, c'est pour y apprendre l'écrasement des royalistes dans la presqu'île de Quiberon.



CHAPITRE III

L'ÉPOPÉE MANQUÉE

QUIBERON || LA CROISIÈRE DU JASON || ARTOIS RENONCE A DÉBAR-
QUER || HOLY-ROOD || LOUIS XVIII ET MONSIEUR || LA COUR DE
LONDRES || MORT DE MADAME DE POLASTRON ET DE LA COMTESSE
D'ARTOIS



DEPUIS la mort au Temple du pauvre enfant rachitique qu'on disait être Louis XVII, le comte de Provence avait pris le titre de roi de France, et le comte d'Artois celui de Monsieur (juin 1795). D'un commun accord, les deux frères s'étaient partagé la direction des affaires et avaient tracé les limites de leur action : le roi, alors réfugié à Vérone, s'occuperait du Midi — de Lyon à Toulon, des Alpes aux Pyrénées; Monsieur qui allait résider en Angleterre devait agir sur les provinces de l'Ouest, la Vendée et la Bretagne : le désastre de Quiberon le touchait donc directement.

Une armée de Français débarquée en France par une flotte étrangère, commandée on ne sait exactement par qui, car les deux chefs, Puisaye et Hervilly, se jalourent et ont reçu des instructions contradictoires; une masse de paysans accourus de l'intérieur avec leurs femmes, leurs enfants, leurs troupeaux, leurs prêtres portant les vases sacrés, — tout cela pressé par les soldats de Hoche, refoulé, enserré dans l'étroite presqu'île de Quiberon; une tribu errante prise comme dans une ratière, jetée à la mer, s'accrochant aux rochers, dispersée, massacrée; des chefs qui tombent sous les balles, se noient ou s'enfuient : rarement vit-on catastrophe plus complète (juillet 1795).

Parmi les émigrés la consternation fut générale; tous ou presque tous avaient des parents dans l'armée qui venait d'être

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

détruite; les femmes engagèrent leurs robes de cérémonie chez les usuriers pour acheter des vêtements de deuil et confectionnèrent elles-mêmes des chapeaux de crêpe, pendant que les hommes recueillaient avec désespoir les détails de la défaite. Mais parmi les humbles, l'effet fut tout autre : la colère domina.

[L'année précédente, un émissaire du comte d'Artois, M. de Tinténac, avait traversé la Loire de nuit, à la nage, et apporté au camp de Charette, général des insurgés, un message de son maître; celui-ci annonçait sa venue, et la nouvelle suscita l'enthousiasme. On cria : Vive le roi! car c'était la première fois que, depuis le commencement de l'insurrection, les princes témoignaient de l'intérêt à leurs fidèles Vendéens. Mais il fallait se presser, et, pour préciser la situation, Charette avertit Tinténac : « Dites à Son Altesse que sa présence ici était nécessaire il y a huit mois, mais qu'elle est indispensable aujourd'hui. » On convint d'un point de débarquement, et, peu de temps après, le marquis de Rivière vint confirmer l'arrivée prochaine du prince en Bretagne.

La confiance était complète et tout faisait présager une grande, une heureuse entreprise : l'autorité d'un frère de Louis XVI mettait fin aux rivalités qui divisaient les chefs, Charette, Stofflet, Sapinaud; la Bretagne, le Maine, la Normandie s'unissaient sous l'égide du drapeau blanc, et la Vendée fière de combattre sans le concours des forces étrangères, de vider, comme disait Charette, « la question de Français à Français, » s'appêtait à s'élancer au-devant des Bourbons.

Après Quiberon ces espoirs tombèrent à plat. Artois alors arrivait en Angleterre, mais, presque unanimement, il fut rendu responsable de l'échec : « Où est donc ce prince que l'on nous avait promis? » disaient les vaincus; et leur amertume, leur colère n'étaient point injustifiées; il fallait se rendre à l'évidence : « Les Bourbons avaient manqué. »

Une revanche immédiate était indispensable, non seulement pour rendre courage aux royalistes mais pour faire cesser la discorde renaissante entre les généraux; Artois s'en rendit compte. D'ailleurs sa probité, son honneur étaient engagés : il avait tant palabré, tant publié cet appel, cette « *chiamata* » de Vendée qu'il ne pouvait plus, en conscience, se dérober : de la littérature il devait passer à l'action et donner de sa personne. « Il faut du courage jusqu'au bout, » dit-il au comte de Damas.

L'ÉPOPÉE MANQUÉE

— « Au bout, Monseigneur, nous n'y sommes pas. — Je t'en réponds, » répliqua Monsieur.

Avec une ardeur véritable, et malgré les conseils de prudence que lui prodiguait son entourage, il sollicita de l'Angleterre le commandement d'une seconde expédition. Le cabinet britannique hésita, puis se décida à jouer encore cette carte contre la Révolution : 4 000 hommes environ dont un millier de Français seraient débarqués sur les côtes de Bretagne et donneraient la main aux soldats de Charette. — Le 15 août 1795, Artois, accompagné de son fils le duc d'Angoulême, passa en revue le corps expéditionnaire qui lui fut présenté par le général anglais Cathcart ; il savait plaire en de telles occasions, et lorsqu'il s'écria : « Messieurs, Sa Majesté Britannique veut bien permettre que vous vous embarquiez avec moi pour suivre le chemin de l'honneur, » les vingt-cinq escadrons — cheveau-légers, hussards de Choiseul, de Rohan, uhlands britanniques, — répondirent, le sabre levé : « Vive le Roi ! Vive Monsieur ! »

Dix jours après, la flotte composée de 60 voiles cinglait de Portsmouth vers l'île d'Houat. Sur la frégate le *Jason* qui transportait Artois, l'allégresse était grande : le prince saluait « le plus beau moment de sa vie, » celui où il allait se montrer aux fidèles sujets qui avaient si vaillamment combattu pour son auguste maison, et il écrivait à Charette : « Me voici enfin près de vous, Monsieur, et si le ciel le permet, notre réunion va combler nos désirs mutuels. » Les nouvelles de France étaient encourageantes : « Pour assurer le succès, il ne fallait que quelques jours de la présence de Monsieur ; cela ranimerait le courage au point de lui procurer bientôt des armées aussi formidables que nombreuses. » Et puis, Charette disposait déjà de 25 000 hommes !

Où campait cette armée ? On ne le savait pas exactement, mais, sans insister sur ce détail, on imaginait la côte balayée de la Loire jusqu'à Saint-Gilles. Certains, il est vrai, voyant le désordre qui régnait dans le corps expéditionnaire, objectaient que l'enthousiasme ne suffit pas toujours, qu'un chef compétent, un plan d'ensemble, une liaison constante avec la Vendée ne seraient pas à dédaigner : « Militairement parlant, osait dire le comte de Damas, nous sommes tous des enfants. Il manque un homme de confiance auprès de Monsieur. » Mais ces esprits chagrins n'étaient pas écoutés ; et la généralité des émigrés, ceux mêmes qui, comme le duc d'Enghien, s'intitulaient « vision-

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

naires en laid » croyaient toucher au dénouement : « Toute la France a les yeux fixés sur la Vendée. Il est constant, tant parmi les honnêtes gens que parmi les chauds sans-culottes, que la Vendée sera le tombeau de la Révolution. »

Bien qu'inexpérimenté et privé de tout renseignement, Artois ne pouvait ignorer une chose : la nécessité d'agir vite. C'était le langage que tenait Charette depuis plus d'un an. Pourtant la flotte, le *Jason* en tête, ne se pressait point ; retenue d'abord par le mauvais temps avant d'arriver à l'île d'Houat, elle perdit plusieurs jours devant Quiberon où les souvenirs du désastre étaient encore visibles, puis dans la baie de Sucinio et devant le Croisic. Un mois après son départ de Portsmouth, le 25 septembre, elle arrivait dans la baie de Bourgneuf et rasait l'île de Noirmoutier de si près que les chants républicains répondaient de la terre aux airs royalistes joués sur les vaisseaux. L'île fut sommée de se rendre, mais surtout pour la forme ; et, le commandant de la garnison ayant répondu avec une grandiloquence toute romaine, le général Doyle chef du détachement anglais, qui s'était mis d'accord avec l'amiral Warren, jugea inutile d'insister. Le 2 octobre suivant, Artois débarquait à l'île d'Yeu.

Pendant que se poursuivait cette croisière paisible et comme de plaisance, la situation empirait en Vendée : Hoche, commandant l'armée de l'Ouest depuis la fin d'août, « foudroyait » l'armée royaliste de Charette le 25 septembre à Saint-Cyr et assurait la Convention que quiconque dorénavant oserait débarquer « ne tarderait pas à s'en repentir. » — « Nous avons 20 000 hommes des meilleures troupes, ajoutait un de ses lieutenants, c'est plus qu'il n'en faut pour couper les oreilles à Artois ! »

Celui-ci ignorait tout des événements et voyait l'avenir facile ; son armée n'était qu'à 29 kilomètres de la côte, de Charette ; la Convention agonisait ; quelle occasion plus propice ? Encore un effort, et la réunion s'opérait. « Je vous demande, écrivait-il à Charette le 5 octobre 1795, je vous ordonne même de me marquer un point quelconque sur la côte depuis Bourgneux jusqu'à la pointe de l'Aiguillon, où vous puissiez porter à jour nommé un corps de quelques centaines de chevaux ; je m'y trouverai sans faute. » Puis, prévoyant le reproche de lenteur qu'on pouvait lui adresser, il ajoutait : « Tous les retards que j'éprouve m'affectent, mais ils n'affaibliront point ma constance ni la solidité de ma résolution. »

L'ÉPOPÉE MANQUÉE

A l'île d'Yeu, la vie s'était organisée. Monsieur logeait à Port-Breton, dans la maison Cadou, où l'on montre encore « le salon de Charles X, » pendant que les Anglais campaient sur la partie plus élevée de l'île. Les premiers jours se passèrent bien : on espérait, on attendait les nouvelles ; mais à la longue, on s'énerva. Le mauvais temps vint ; les soldats mal vêtus, mal nourris tombèrent malades, et les officiers obligés de faire le service de leurs hommes commencèrent à trouver la vie pénible. Si le marquis de Rivière tâchait, au péril de sa vie, de rejoindre l'armée des insurgés, la plupart des émigrés restaient sur place, se plaignaient et déclaraient vouloir retourner en Angleterre. La démoralisation grandissait.

Monsieur, lui, ne savait que penser ; d'après les rapports reçus, « on ne voyait que des troupes républicaines sur les côtes, » et Charette ne répondait pas. Pouvait-on, dans ces conditions, tenter de débarquer ? « Les flots porteraient-ils aussi heureusement la fortune d'un Bourbon que celle de César ? » Les quelques gentilshommes qu'animait l'esprit d'aventure, ceux qui, comme l'impératrice Catherine, aimaient les grandes résolutions, conseillaient d'agir coûte que coûte : « On perd la partie, disaient-ils, quand on la quitte. » Mais l'entourage du prince se montrait d'une prudence extrême : le temps était affreux ; allait-on, de gaîté de cœur, lancer une personne royale, l'héritier du trône, au milieu des tempêtes ? Et, en admettant que Monsieur abordât sain et sauf, parviendrait-il à rejoindre, dans le bocage infesté de républicains, ce chef de chouans qui ne donnait plus signe de vie, ce Charette fantôme qui ne répondait point aux ordres de son maître ? Artois écoutait, et, cahoté entre ces avis divers, tergiversait.

Charette cependant était persuadé que Monsieur débarquerait près de l'île de Ré. Il rassembla son armée qui, malgré la récente défaite, s'accroissait sans cesse de nobles, de paysans attirés par l'annonce de la venue du prince. L'exaltation était grande parmi ces braves gens qui se félicitaient, s'attendrissaient en entendant les musettes jouer l'air de Vive Henri IV. Les amazones vendéennes caracolaient fièrement auprès des chefs royalistes : enfin elles allaient pouvoir saluer le frère du roi !

Tout à coup on annonça qu'une barque venait d'atterrir près de Saint-Jean-de-Mont : Charette et les siens se précipitèrent : « C'est lui ! c'est lui ! », mais ils ne virent qu'un homme

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

vêtu en paysan. L'homme se nomma : le comte de Goyon, aide de camp de Monsieur. Il apportait à Charette, outre une lettre de son maître, un sabre magnifique sur lequel se lisait cette devise : Je ne cède jamais. — « Mais le prince? — Le prince ne viendra pas. »

Charette sursauta. Des mots, un sabre! Avait-il besoin de cela? Ce qu'il voulait, c'était Monsieur, en chair et en os; et dans un élan de colère soldatesque il cria : « Dites à votre prince qu'il est entouré de lâches et de j... f...! » puis, se reprenant et sous une forme plus diplomatique : « Dites au prince qu'il m'envoie l'arrêt de ma mort. Il m'ôte tout moyen de le servir. Vous me voyez aujourd'hui avec 15 000 hommes; demain je n'en pourrais rassembler 300. Je n'ai plus qu'à me cacher ou à périr les armes à la main. Je périrai. » Ainsi et minutieusement le héros vendéen prophétisait sa fin.

Monsieur s'était rendu aux avis de ceux qui, comme le baron de Roll, manifestaient leur fidélité par des conseils pusillanimes. Les Anglais, lui disait-on pour achever de le convaincre, ne se soucient point de perdre leurs soldats dans une aventure incertaine; le temps reste mauvais, la rade d'Yeu est sans abri, les vaisseaux sont mouillés sur un fond de roc qui à chaque instant coupe les câbles; à demeurer plus longtemps sur cette île balayée par le vent, on risque de se faire prendre. Et puis, que ferait Monsieur en Vendée? Est-il de sa dignité d'aller « chouanner? » — La cause fut entendue. Artois tant bien que mal expliqua dans une lettre à Charette les motifs de son départ : impossibilité de conserver un poste dangereux, efforts infructueux pour recevoir des nouvelles.... Le 18 novembre 1795, six semaines après le débarquement dans l'île, le *Jason* et la flotte anglaise levaient l'ancre et retournaient en Angleterre.

Cet avortement, cette renonciation stupéfièrent la France, l'Europe. Les chefs vendéens ne cachèrent pas leur dégoût : « J'irais servir la république, disait l'un des plus ardents, Mercier la Vendée, plutôt que de me mettre sous les ordres d'hommes tels que ceux qui viennent de nous abandonner si lâchement. » D'autres estimaient que, si le prince ne pouvait débarquer à la tête d'une armée, il devait tout au moins tenter la chance comme un particulier, « comme un héroïque particulier; » et l'impératrice Catherine découvrait avec tristesse que son protégé n'avait

L'ÉPOPÉE MANQUÉE

que l'extérieur d'un brave, qu'il était incapable d'un propos suivi : « S'il fait le mort, disait-elle, il restera mort. C'est une résignation totale. Quels sont les misérables qui le conseillent ? Qui ne s'aide pas lui-même, personne ne peut l'aider. O mon Dieu ! Que cela est vilain ! » La raillerie s'en mêlait ; et, faisant allusion à la croisière fantastique du *Jason*, le ministre de France à Hambourg demandait : « Où trouver ce voyageur infatigable ? » Quant à Louis XVIII, il fut atterré : le débarquement en Vendée lui paraissait tellement certain qu'il avait le 18 septembre écrit à Monsieur pour le féliciter, le charger de confirmer en son nom tous les officiers dans leur grade et de maintenir Stofflet et Sapinaud dans la subordination vis-à-vis de Charette. Il s'agissait bien de cela maintenant !

Les courtisans se mettaient en frais d'ingéniosité pour pallier l'effet désastreux du départ de leur maître : « Son Altesse a mis le pied sur le seuil du Temple de la Gloire, et toujours de funestes circonstances l'en ont repoussé. Il était condamné à cacher ses vertus. » D'autres accusaient « la pernicieuse influence qui paralysait son beau caractère » — c'était Louise de Polastron, — et le duc d'Enghien, qui estimait qu'un prince est toujours à sa place au milieu des coups de feu, écrivait à son père : « Si j'avais une maîtresse pareille, je l'aurais bientôt campée là ! »

Charette, dit-on, n'y mit point tant de façons et écrivit à Louis XVIII : « Sire, la lâcheté de votre frère a tout perdu. » L'authenticité de cette lettre n'est appuyée que par un seul témoignage, celui du comte de Vauban qui n'avait pour Artois aucune sympathie ; il paraît donc difficile d'en faire état. Mais, en somme, la question n'est que de forme, et l'attitude de Charette lorsqu'il reçut le comte de Goyon ne laisse aucun doute sur ses sentiments. Monsieur pouvait devenir, du jour au lendemain, le héros d'une épopée : il refusa l'occasion offerte, et, circonvenu par les siens qui lui représentaient « son sacrifice comme inutile, » il préféra la retraite. Était-ce vraiment par crainte de « chouanner ? » Henri IV, lui, disait « faire le carabin » et ne dédaignait pas cette guerre-là ; Monsieur avait-il le droit d'être plus difficile que ce grand ancêtre dont il se réclamait sans cesse ?

« Si j'avais été à la place du prince, a dit Napoléon, j'aurais traversé la mer sur une coquille de noix. » Lorsqu'on a devant les yeux la Convention expirante, la décomposition du régime

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

révolutionnaire; lorsqu'on songe aux longs efforts des Vendéens, à leur fidélité, ce geste apparaît si naturel, attendu, de la part d'une personne royale que l'on a essayé de soutenir qu'Artois l'avait accompli.

Le 12 octobre 1795, dix jours après le débarquement de Monsieur à l'île d'Yeu, un bateau français capturait un cutter anglais contenant six hommes : cinq d'entre eux se dirent domestiques du comte d'Artois; le sixième, que les prisonniers traitaient avec beaucoup d'égard, déclara se nommer Ferdinand Christin. Celui-ci, interné à Rochefort, trouva moyen de s'évader le 5 novembre. N'était-ce pas Artois lui-même? Le bruit en courut, bien que les domestiques eussent affirmé qu'ils avaient laissé leur maître dans l'île; et plus tard certains royalistes tinrent pour une vérité acquise que Monsieur sous un faux nom avait tenté de rejoindre Charette. — Pure légende : le pseudo-Christin s'appelait en réalité le marquis de Chabannes, et toute controverse sur ce point est devenue vaine. Une fois de plus, les Bourbons avaient manqué; et Vaudreuil, dans un de ces moments de dépression qui lui étaient coutumiers, soupirait : « Tout ce qui regarde la France est illusoire, elle est finie pour nous, et nous n'y trouverons que le spectre ensanglanté de notre ancienne patrie. »

Artois n'avait pas osé descendre en Vendée; il eut quelque peine à débarquer en Angleterre. Au mois d'août précédent, il avait déjà dû, étant poursuivi pour dettes, demeurer quelque temps en rade de Portsmouth; cette fois, ses créanciers prévenus l'attendaient sur la côte avec leurs assignations; et, dans l'impossibilité de gagner Londres où il eût été infailliblement arrêté, il fut obligé bon gré mal gré de rester sur le *Jason* en rade de Spithead. Ces misères ne l'inquiétaient guère : il était trop grand seigneur pour cela; bien mieux, l'annonce de soulèvements royalistes dans le Gard, le Vivarais et le Doubs lui avait rendu son optimisme : « Ainsi va le monde, écrivait-il au prince de Condé le 22 décembre 1795. Il y a quelques mois nous pensions que toutes les espérances étaient à l'Ouest de la France. Aujourd'hui c'est la partie du Midi et de l'Est qui présente les chances les plus favorables. »

Pas un mot de Charette, des Vendéens; pas un regret d'avoir abandonné ces fidèles. De tout autre un tel détachement aurait

L'ÉPOPÉE MANQUÉE

de quoi étonner; mais l'un des hommes qui a le mieux connu, compris Artois, M. de Besenval, nous a dénoncé l'indolence de son maître, indolence qu'il portait « jusque dans la manière de rendre un service ou de faire une démarche. » Au début, beaucoup de vivacité, d'ardeur, puis l'élan s'amortissait, il fallait ensuite le pousser si l'on voulait qu'il parvînt au but. Ainsi de la Vendée : longtemps il avait mis en elle toutes ses espérances, puis, le résultat se faisant attendre, la lassitude était venue, et il portait ailleurs ses regards.

Pourtant, à de certains moments, il éprouvait le besoin de justifier son départ de l'île d'Yeu et s'enveloppait alors d'une sorte de mystère diplomatique : « Si je n'avais été retenu que par des motifs ordinaires, écrivait-il à Cadoudal, je serais depuis longtemps au seul poste que j'aie ambitionné depuis trois ans. Ma conservation personnelle n'est rien pour moi. » Cette phrase sybilline signifie-t-elle que le gouvernement anglais, voyant disparaître toute chance de réussite et renonçant à exposer ses hommes, ordonna l'évacuation de l'île, et qu'Artois ne put qu'obéir? C'est possible, et la conduite du prince trouverait là une manière de justification.

Monsieur ne pouvait rester indéfiniment bloqué sur le *Jason* et cherchait en Angleterre un asile privilégié où il fût à l'abri des poursuites de ses créanciers. Une nuit, il se fit jeter à la côte près de Leith et, grâce à la complicité du cabinet britannique, fut enlevé secrètement jusqu'aux environs d'Edimbourg, à Holy-Rood.

Dans le faubourg de Canongate, le quartier le plus pauvre et le plus malsain d'Edimbourg, un château en partie ruiné; quatre grosses tours flanquant un quadrilatère et dominant la ville; des créneaux, des meurtrières, tout l'appareil moyen-âgeux que Walter Scott saura ressusciter : tel apparaît Holy-Rood. Ce haut lieu, tout chargé d'histoire, est le plus romantique du monde : souvenirs des rois d'Écosse dont les effigies s'alignent dans la grande galerie, ombres de Marie Stuart décapitée, de Rizzio assassiné, rien ne manque pour exciter l'imagination. C'est une citadelle et aussi une prison, le témoignage de tragédies dynastiques et d'une royauté disparue.

Artois eut-il le sentiment de tout cela, comprit-il qu'un tel refuge était fait à sa taille? En tout cas, il n'en laissa rien voir; le château, le parc qui l'entoure lui fournissaient un asile invio-

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

lable : c'était l'essentiel. Dans ce faubourg d'une capitale déchue, il trouvait enfin

Cette hospitalité mélancolique et sombre
Qu'on reçoit et qu'on rend de Stuarts à Bourbons....

Holy-Rood étant en partie inhabitable, Monsieur ne pouvait espérer garder tout son monde avec lui. Il s'installa au premier étage de l'aile principale qui était meublé de vieux sièges d'acajou recouverts d'indienne, et dit avec son affabilité ordinaire : « Je ne suis pas chez moi, je ne puis y loger mes amis, mais je leur demande de ne pas s'établir loin de moi. » La petite colonie française prit donc ses quartiers en face du château; on revoyait là des figures connues : la marquise de Lage toujours fine, Mme de Poulpry plus ronde que jamais, l'évêque Conzié et ses airs de grenadier, le baron de Roll et sa lourdeur tudesque, le brave marquis de Rivière, le comte de Damas; on revoyait aussi Vaudreuil, mais un Vaudreuil bien changé depuis la mort de Mme de Polignac; après avoir pleuré deux ans son amie, ce vieil homme s'était épris d'une jeune parente qu'il avait épousée, et il essayait de recommencer une idylle. Quant à Louise de Polastron, abandonnée de son Mentor, elle habitait maintenant, avec Mme de Guiche, une maison modeste aux portes de la cité.

C'était une vie provinciale un peu compliquée du fait que le seigneur ne pouvait sortir que le dimanche, jour où l'argent perd ses droits en Angleterre et où les créanciers ne peuvent rien contre leurs débiteurs. On n'osait accepter les invitations des Écossais, car il était séant, dans les conditions où l'on se trouvait, de « faire retraite; » mais il y avait thé chaque soir au château, et dîner deux ou trois par semaine. « Luzy » faisait les honneurs car elle ne quittait guère Monsieur; leur liaison était officielle et l'existence de M. de Polastron n'y apportait aucune gêne : on avait toujours une mission à confier à ce brave officier qui s'en allait râcler du violon dans quelque ville lointaine.

Peu à peu le rythme de Coblenz reparaissait, mais à un degré plus bas. On faisait de la musique; la bonne Louise toujours un peu dolente et la spirituelle Mme de Lage échangeaient leurs souvenirs de jeunesse, se rappelaient le temps où, au couvent de Panthémont, elles couraient ensemble « avec leur uniforme,

L'ÉPOPÉE MANQUÉE

leur baigneuse et leurs gros sabots garnis de dentelles, » cependant que Monsieur jouait au whist avec ses partners ordinaires. Le dimanche seulement, jour de liberté, le maître de maison quittait ses hôtes, et montant dans l'unique voiture dont il disposât, allait du matin au soir rendre visite à l'aristocratie écossaise.

Le moindre événement dans cette petite cour poussiéreuse faisait sensation : quand Vaudreuil partait pour Londres, chacun s'accrochait à lui, le chargeait de menues emplettes, car l'on n'était point riche à Holy-Rood. Monsieur touchait 500 livres par mois du gouvernement anglais, ses fils 300 ; pensions modestes si l'on songe à leurs charges. Vaudreuil, autrefois riche, connaissait avec sa jeune femme des heures si dures qu'il ne dédaignait pas « les deux plats » qu'Artois lui faisait envoyer parfois pour corser son dîner. La marquise de Lage n'était pas mieux partagée, mais elle refusait les secours que Louise de Polastron lui offrait : « Il est juste, répondait-elle à son amie, que Monsieur se prive de tout pour donner du pain aux émigrés, mais non pour faire vivre quelques-uns plus à l'aise quand ils ont le nécessaire. Il ne faut pas qu'on puisse dire : tant de bons militaires qui se sont sacrifiés pour lui meurent de faim, et il dépense pour sa société intime. » Mais tout le monde n'avait point autant de délicatesse que la charmante marquise, et la cassette du prince était pour l'ordinaire à sec.

Aussi la cour d'Holy-Rood prenait-elle des habitudes de simplicité. On recherchait les divertissements peu coûteux, et l'un des jours fastes de cette période d'exil fut celui où Vaudreuil fit à Monsieur la surprise d'une comédie : cela se passait dans la chambre du duc de Berry ; on forma un théâtre avec des paravents et les rideaux des croisées ; on convoqua comme spectateurs les valets et servantes du château, et Monsieur se divertit de bon cœur en écoutant *la Comédie du Sourd* et *le Proverbe du Veuf* joués à ravir par la comtesse de Vaudreuil, et déplorablement par la duchesse de Gontaut. — De politique il semblait qu'on s'occupât fort peu. Stofflet avait été fusillé en février 1796, Charette à la fin de mars ; mais cela, tout au moins en apparence, ne faisait pas impression et l'optimisme quand même régnait : « Je ne vois pas en noir, disait Artois, et mes esprits sont assez relevés sans que je puisse m'en rendre une raison bien positive. » Il était, en dépit de tout, persuadé qu'il retrouverait le bonheur en France, « dans l'ancienne France, » et répétait avec une belle

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

confiance aux émigrés qui venaient le saluer : « Nous y retournerons ! » ou, sous une forme moins compromettante : « J'espère que le ciel secondera nos vœux et nos efforts. »

Parfois, cependant, il jugeait utile d'étayer ses paroles sur l'avis d'hommes compétents, et Mallet du Pan consulté lui répondait qu'avant toute chose on devait être au fait de l'état de l'opinion en France : « Il faut écouter l'intérieur si l'on veut entreprendre quelque chose de solide. Ce n'est pas à nous à diriger l'intérieur, c'est lui qui doit nous diriger. » Mais ces paroles de sagesse restaient sans écho à Holy-Rood.

Certains finirent par prendre en dégoût cette vie maussade et oisive. Le comte de Damas partit pour l'Allemagne, et parmi ceux qui restèrent la mésentente apparut. Il se forma de petits clans qui se cherchèrent de petites querelles, et l'esprit de commérage sévit : on médissait de « Luzy » dont la tendresse et les craintes nuisaient à la réputation de Monsieur, on colportait à son sujet des anecdotes tant soit peu gauloises, ce qui désolait la pauvre femme. Artois lui-même n'était pas épargné : on opposait à sa conduite celle du duc de Bourbon qui, de Londres où il habitait, allait, disait-on, se jeter en France et accomplir le grand geste devant lequel Artois avait reculé ; les partisans de celui-ci répliquaient que le duc de Bourbon ne quitterait jamais l'Angleterre, retenu qu'il était par les charmes de la jeune comtesse de Vaudreuil. Intrigues, jalousie, dénigrement, toutes les misères d'une cour inoccupée se développaient ; et les mieux élevés perdaient le sens de la mesure : l'abbé de Montesquiou accusait le comte de Sérent d'agir auprès du cabinet britannique pour faire rejeter les demandes d'Artois ; et, après une altercation vive, Sérent écœuré abandonnait Holy-Rood ; il devait périr peu après en Bretagne, dans les marais de Dol.

Ainsi Monsieur voyait son entourage s'éparpiller peu à peu. Plus attaché que jamais à Mme de Polastron et ayant pris « des habitudes », il gardait une sérénité étonnante. Pouvait-il cependant ignorer que son échec de l'île d'Yeu l'avait, sinon déconsidéré, tout au moins diminué aux yeux des royalistes, et que la direction du parti était passée de ses mains dans celles de son frère ?

Louis XVIII commençait alors cette longue randonnée à travers l'Europe qui devait durer près de vingt ans : accueilli sans grâce par les souverains étrangers, chassé, se remettant

L'ÉPOPÉE MANQUÉE

en route sans savoir où le lendemain il poserait sa tête, il restait, malgré ces déboires et ces humiliations, d'une dignité imperturbable et se perfectionnait dans l'exil. Sa finesse de sens avait peu à peu raison de ses préjugés et donnait à ses actes une sorte de sagesse et de continuité; il ménageait les gens, tenait compte des circonstances et comptait sur le bienfait du temps : toutes qualités dont Monsieur était dépourvu.

Cependant, l'entente paraissait parfaite entre les deux frères. L'aîné ne tint pas rigueur au cadet de son expédition manquée; Artois, de son côté, lorsqu'il apprit la tentative d'assassinat dont le roi avait failli être victime à Dillingen en Allemagne, lui écrivit une lettre fort tendre : « Ah! mon frère, mon cher frère! Conservez-moi l'ami qui m'est le plus cher, le plus précieux.... Mais, grand Dieu! Combien ne me reste-t-il pas encore de tourment et que je hais le devoir qui m'empêche de voler auprès de vous, de me rassurer par mes propres yeux et de partager tous vos maux.... Adieu, mon bien cher frère. Le plus dévoué de vos sujets se met à vos pieds et le plus tendre des frères se jette dans vos bras. »

Ces effusions de cœur devaient devenir de plus en plus rares, les différences de caractère, d'humeur, s'accroître avec les années. Artois, resté aux portes de la France, hébergé par l'Angleterre, prétendait être seul bon juge des décisions à prendre et tenait à Louis XVIII le même langage qu'il avait tenu jadis à Louis XVI : « Vous n'êtes point à portée de savoir ce qui se passe. Rapportez-vous-en à moi. » Cette assurance, ce ton de supériorité déplaisaient fort au roi qui, tout éloigné qu'il était, suivait de très près les événements et n'entendait pas laisser à son frère l'honneur de restaurer la monarchie. De là, entre Monsieur et lui, des dissentiments qui côtoient la rupture et un échange de lettres fort curieuses où s'affirment d'une part la susceptibilité d'Artois et sa violence irréfléchie, d'autre part la longanimité du roi et sa prudence exempte d'illusions.

L'origine du différend est d'ordinaire une question de prérogatives : là-dessus, Artois admet mal la discussion, car dans les affaires de l'Ouest il s'estime le maître. Le voici qui, sans consulter le roi, distribue des grâces, des grades, des décorations. Louis XVIII le trouve mauvais, d'autant plus que ces faveurs sont souvent impolitiques; il les confirme cependant mais avec un avertissement : « Au nom de Dieu, ne mettez plus le roi en

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

compromis avec votre ami! » Artois répond par une lettre fort aigre que le roi lui renvoie avec ces mots : « Je suis sûr qu'en la relisant vous serez fâché de l'avoir écrite. » Alors, par un de ces retours à la Henri IV dont on lui savait gré, Artois s'attendrit : « Je n'ai jamais regretté plus vivement de ne pas être à portée de vous sauter au col! »

Mais, l'instant d'après, il recommençait, et il s'en fallut de peu que l'affaire Puisaye brouillât à jamais les deux frères. — Puisaye était l'un des responsables du désastre de Quiberon; Artois n'avait pour lui aucune estime et disait : « Ne me parlez pas de ce Puisaye; je crois voir la tête de Robespierre. » Mais, par faiblesse et contre la volonté du roi, il le laissait exercer un commandement en Bretagne. Louis XVIII, voulant se débarrasser de ce « lâche fourbe », décida de le destituer et de le remplacer par le comte de Chalus; mais Artois avait son candidat, le prince de Rohan; et comme la Bretagne rentrait dans sa zone d'influence, il n'accepta pas la nomination faite directement par le roi : « Votre lettre, lui écrivit-il, ne contient, ni pour le fond ni pour la forme, rien de ce que j'étais en droit d'attendre de vous. Si vous étiez dans la plénitude de votre puissance ou même si vous n'aviez que de légers obstacles à vaincre, je n'hésiterais pas à vous rendre dès ce moment.... » Il n'ose achever, mais prenant texte d'une offre d'argent que vient de lui adresser son frère — des fonds envoyés par la Russie — il ajoute : « Je vous remercie pour moi et pour mes enfants. Je m'arrangerai pour m'en passer. Les partages faits par l'amitié sont doux à recevoir; la classe où vous me rangez par votre lettre ne me laisse plus la même liberté.... Je me bornerai donc à attendre maintenant le moment où, comme gentilhomme français, je pourrai acquitter ce que je dois à mon honneur et à ma gloire. »

Grands mots qui cachaient une réalité toute simple : Artois était jaloux de son frère, et il s'en expliquait au maréchal de Castries avec une espèce de sincérité : depuis la mort de Louis XVII « qui avait établi une différence marquée entre le roi et lui, » avait-il cessé de veiller, de surveiller toutes ses actions pour qu'il n'y en eût aucune qui pût laisser le plus léger prétexte de douter de ses sentiments? Ne s'était-il pas abandonné sans réserve pour servir son frère loyalement, franchement, avec le dévouement d'une vraie amitié? Il était bien mal récompensé de son abnégation.

L'ÉPOPÉE MANQUÉE

Louis XVIII, pressentant la rupture, eut la sagesse de ne pas répondre à la lettre de son frère, mais désormais il sut à quoi s'en tenir. Sa pensée secrète apparaît, sous la forme anecdotique qui lui était familière, dans ce passage d'une de ses lettres : « Lorsqu'on eut administré les cérémonies du baptême à Louis XIV, alors dauphin et âgé de quatre ans et demi, Louis XIII au lit de la mort lui demanda quel nom on lui avait donné : Je m'appelle Louis XIV, papa. — Pas encore, mon fils. » Ainsi Monsieur, en agissant librement, en prenant cavalièrement des résolutions, montrait trop qu'il se considérait déjà comme Charles X!

Les incidents se multiplient et pour les motifs les plus futiles : un agent du roi mal reçu à Londres; un agent d'Artois que Louis XVIII, alors en Russie où il est l'hôte du tsar, appelle auprès de lui. Monsieur a l'épiderme à vif, et le roi se fait conciliant, bénin, enveloppe sa volonté de formules émollientes : « Il me semble que je touche du fer rouge quand je suis obligé de vous dire des choses que je crains qui ne vous plaisent pas. » D'autres fois, pour faire entendre raison à son frère qui se dépense en propos violents contre tous ceux qui ont touché à la Révolution, il use de subterfuges, et, appliquant à la lettre le proverbe espagnol : « Je te le dis, ma fille, écoute-le, ma bru, » il fait la leçon au duc de Berry, son neveu, mais à l'adresse de Monsieur : « Il ne faut pas confondre la scélératesse et le crime avec des erreurs et des fautes.... On ne prend pas des mouches avec du vinaigre. »

Peine perdue. Artois se rendait difficilement aux conseils de son frère et secondait sans grâce ses projets. On le vit bien lorsque Louis XVIII voulut faire épouser sa nièce, Mme Royale, à l'aîné de ses neveux le duc d'Angoulême. Le roi avait fait un roman de cette union que Marie-Antoinette aurait, paraît-il, désirée et qui était en tous points conforme aux intérêts de la monarchie. Mme Royale, l'Orpheline du Temple ainsi qu'on l'appelait, était douée d'un sens politique exquis et regardait comme un devoir d'obéir à son oncle; Angoulême, qui trouvait la vie d'Holy-Rood intolérable, s'énamourait volontiers à distance, laissait dire que depuis longtemps il nourrissait une passion ardente pour sa cousine; et, quand on apprit que la cérémonie du mariage allait avoir lieu à Mitau en Courlande, ce fut parmi les émigrés une allégresse générale. Dans sa ferveur royaliste, Mme de Lage s'écriait joyeusement : « Que Mme la duchesse d'Angoulême nous

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

fasse vite un bon gros garçon et puis, tous les deux ans, un autre. Je ne me dégoûterai ni de leur bave, ni de leurs petites cochonneries, et c'est tout dire pour moi qui n'aime pas l'odeur des maillots. »

Monsieur, lui, ne partageait nullement cette joie : on le pressait d'écrire à sa bru, « d'écrire avec amitié et souvent. » Or, en dix-huit mois, il ne lui envoya qu'une lettre, et maladroite : il récriminait contre l'Autriche, soupçonnait l'Empereur de mauvais desseins et parlait de manœuvres perfides pour empêcher le mariage. Que serait-il advenu si cette lettre avait été lue par l'entourage de Mme Royale, alors en résidence à Vienne?

Lorsqu'il s'agit de constituer la maison de la duchesse d'Angoulême, de nouvelles difficultés surgirent : Monsieur voyait grand, voulait pour sa belle-fille une suite imposante et proposait au roi « des dames du clan Polignac. » Louis XVIII avec prudence essayait de le détourner d'un tel choix : « Si nous étions encore à Versailles, disait-il, nous pourrions, tout en faisant mal, risquer de certaines choses. » Mais ce temps est passé : qu'on le veuille ou non, les Polignac par leur faveur retentissante « passent pour une des causes de la Révolution ; » et puis, lorsqu'on en est réduit à vivre des subsides de la Russie ou de l'Angleterre, est-ce bien le moment d'accroître sa dépense et d'accorder des grâces de cour?

Ces minces incidents qui ponctuaient la vie des exilés avaient leur importance car ils mettaient en jeu l'exercice même de l'autorité monarchique. La familiarité entre les deux frères, le tutoiement avaient depuis longtemps disparu ; et Monsieur, immanquablement battu dans cette lutte quasi protocolaire n'ayant point comme son aîné le sens de l'appropriation aux circonstances, se renfermait dans un mutisme maussade. Quand il pouvait prendre un avantage, il ne le négligeait pas. Louis XVIII, de Varsovie où il s'était réfugié après avoir été expulsé de Mitau, voulait passer à Naples avec le duc et la duchesse d'Angoulême. Ceux-ci, sur l'ordre de Monsieur, lui déclarèrent qu'ils ne l'accompagneraient point et partiraient pour l'Angleterre. Le roi fut blessé, et, faisant allusion à la vie irrégulière de son frère, il lui écrivit : « Avez-vous songé à notre position respective, aux ressources de bonheur que vous avez et qui peut-être (pardonnez-moi cette réflexion, c'est encore plus

L'EPOPÉE MANQUÉE

votre intérêt que le mien qui me la dicte) cadreraient mal, dans ce moment où chacun de nous doit former le centre d'un petit cercle, avec le séjour de ma nièce auprès de vous? Avez-vous réfléchi que nos enfants, qui ne seraient pas tout pour vous, sont tout pour moi? Enfin, permettez-moi cette image triviale : avez-vous jamais vu sans un sentiment pénible une poule qui a élevé des petits canards? La différence est que la poule n'a point de mémoire et que je n'en ai que trop. » Le projet de départ pour l'Italie n'eut pas de suite, mais la blessure resta.

Artois rendait-il justice à l'intelligence de son frère? Sentait-il qu'il ne pouvait raisonnablement lui résister sans encourir le blâme des royalistes? En réalité, il cédaît mais de mauvaise grâce, rongeaît son frein et guettait l'occasion de prendre sa revanche, de tenter quelque entreprise à lui seul : en cas de réussite, quelle satisfaction il éprouverait à mettre le roi en présence du fait accompli! — C'est ainsi que finit par s'établir, et pendant plusieurs années, une rivalité latente, — non entre deux frères ennemis, car l'un et l'autre n'ont en vue que l'intérêt du trône, — mais entre deux clientèles opposées, une espèce de steeple-chase diplomatique où le plus ingambe n'est point sûr d'arriver le premier.

Au mois d'octobre 1797, M. de Frotté apporta à Holy-Rood un nouveau projet de débarquement. Bien que messenger secret, il fut reçu publiquement devant dix personnes et déclara la présence de Monsieur en France nécessaire : « Il n'est plus possible de temporiser.... La guerre, Monseigneur, peut seule nous sauver! » L'Ouest demandait simplement : « Un prince, de l'argent, des armes et de l'ensemble. »

Artois se montra tout disposé à préparer une nouvelle expédition, mais les familiers intervinrent, firent des objections : avait-on prévu les difficultés du voyage? On ne pouvait laisser Monsieur partir sans préparatifs minutieux; il fallait penser aux valets de chambre, cuisiniers, chirurgiens.... Tout cela n'était que prétextes, et le baron de Roll qui fut, dit-on, dans cette affaire le porte-parole de Mme de Polastron, demanda avec son accent germanique : « M. de Frotté répond-il que Monseigneur n'a aucun risque à courir? — Je réponds que nous serons 100 000 à nous faire tuer avant qu'il tombe un cheveu de sa tête. » Après délibération on jugea que ce n'était pas une sécurité suffisante;

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

l'évêque Conzié, qui craignait qu'Artois devenant chef d'armée, les militaires ne prissent la première place auprès de lui, prêcha l'abstention, et le projet fut abandonné.

Frotté, exaspéré, s'écria que « les courtisans ne méritaient point que tant de braves gens s'exposassent pour eux » et regagna la Normandie, emportant comme trophée une lettre pompeuse par laquelle Artois assurait ses partisans que la Providence seconderait leur généreuse constance.

La pusillanimité alternait avec l'audace, mais toujours sur le papier. Au royaliste Bourmont, qui insistait pour qu'on agît, car c'était à son sens une question de vie ou de mort pour la monarchie, Monsieur répondait : « Je n'autoriserai pas en ce moment (fin de 1797) une insurrection dans les provinces de l'Ouest ; je ne la provoquerai point par ma présence et je ne me rendrai pas responsable envers la postérité du sang que je ferai verser inutilement. » Mais l'année suivante, quand Pichegru, ancien président du Conseil des Cinq-Cents, et le général Willot, tous deux déportés comme royalistes, se furent échappés de Guyane et arrivèrent en Angleterre (septembre 1798), Monsieur envoya le baron de Roll féliciter l'un, présenta l'autre aux ministres anglais et ébaucha un plan d'invasion de la France. Pichegru devait entrer par la frontière de l'Est avec les Russes et occuper la Franche-Comté où Monsieur le rejoindrait, cependant que Willot derrière les Autrichiens pénétrerait dans le Dauphiné et la Provence. Il fallait un grand nom à opposer au jeune général Bonaparte, dont la renommée commençait à devenir inquiétante, et Artois était tout désigné pour prendre la tête du mouvement. En effet, il pourvoyait aux commandements dans les provinces de l'Ouest, et avec si peu de secret que Bonaparte en était exactement informé : Talleyrand annonçait en public les mutations décidées par le conseil de Monsieur.

Comme les autres, ce projet n'eut pas de suite, mais on ne se décourageait pas pour autant et l'on écoutait avec complaisance les propositions extravagantes de M. de Bésignan qui ne demandait « pour faire proclamer avec sûreté le roi à Paris » que quatre millions : un million pour l'état-major, les trois autres pour acheter la garde des deux conseils du Directoire (les Anciens et les Cinq-Cents) et payer sa solde pendant trois mois.

Louis XVIII surveillait avec inquiétude les démarches de Monsieur : l'Angleterre, il en avait le pressentiment, considérait

L'ÉPOPÉE MANQUÉE

surtout le parti royaliste comme « une machine à déchirer la France, » et il mettait son frère en garde contre ces mouvements partiels qui ne pouvaient avoir de résultat utile. « Le gouvernement britannique, écrivait-il, peut ne pas voir comme nous, et je le comprends très bien. Un soulèvement, si petit qu'il puisse être, occupera toujours une partie des forces du Directoire et ce sera autant d'ennemis de moins pour l'Angleterre. Mais nous, quoique nous ne devons pas craindre la guerre civile en grand, que je regarde comme une fièvre nécessaire pour consommer les humeurs, nous devons avoir en horreur ces bouffées éphémères qui épuisent le malade sans détruire les causes du mal. »

On ne pouvait mieux dire, mais, en juin 1799, le roi apprit par les gazettes anglaises que son frère avait quitté Edimbourg et conférait à Londres avec les ministres. Pourquoi Monsieur se cachait-il? Louis XVIII alla aux enquêtes et on lui rapporta qu'Artois, ayant confié ses pouvoirs temporairement au duc de Bourbon, négociait pour obtenir le commandement d'une armée de 20 000 Suisses qui seconderaient les troupes russes prêtes à envahir la France. La dissimulation était évidente, la négociation contraire au pacte qui réservait à Artois la connaissance exclusive des affaires de l'Ouest; pourtant le roi ne marqua aucun mécontentement et joua beau jeu : la tentative de Monsieur, disait-il, lui faisait peine et plaisir, peine par la douleur que l'éloignement de leur chef causerait aux royalistes de Vendée, plaisir parce que le gouvernement britannique prouvait sa bonne foi. Il en fut d'ailleurs de ce projet comme des précédents : l'Angleterre se déroba; et le 7 septembre 1799, on publia que « Monsieur avait eu une attaque d'hémorroïdes à Londres qui avait arrêté son départ sur le continent. »

A la longue, le roi effrayé des maladresses de son frère jugea bon de prendre ses sûretés et de le faire surveiller par son représentant à Londres, le duc d'Harcourt. Il avait raison. Monsieur avait organisé en France une agence à la tête de laquelle se trouvaient un de ses amis Hyde de Neuville et le chevalier de Coigny. Cette agence, pour entretenir le feu sacré, accueillait toutes les offres et encourageait toutes les illusions : c'était sa méthode, celle d'Artois qui, d'Angleterre, multipliait les conseils, envoyait des pouvoirs au premier venu — on en saisit jusqu'à treize signés de son nom, — et se flattait de développer la guerre civile en France. Même après le 18 brumaire, après le coup d'État

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

de Bonaparte, que, pas plus que son frère d'ailleurs, il n'avait su prévoir, il s'efforçait d'empêcher la paix, promettait son arrivée prochaine et blâmait ceux qui, à l'exemple de Bourmont, avaient consenti à un arrangement avec le tyran : « Non seulement, affirmait-il, les fidèles royalistes recevront des secours en argent, armes et munitions, mais j'espère avec l'aide de Dieu leur en porter moi-même de plus efficaces. »

A ce comité, appelé le comité anglais — car il était effectivement subventionné par l'Angleterre, — s'opposait le Conseil royal qu'avait constitué Louis XVIII à Paris. Ce Conseil-là était d'une autre portée, composé d'hommes tels que Royer-Collard qui se défiait du frère du roi « dont les indiscretions étaient célèbres dans le parti », et qui avait exigé que son nom ne fût pas révélé. Monsieur devinait cette action contraire à la sienne, mais rien de plus; car le roi gardait son mystère, et c'était un conflit inavoué entre ces deux agences travaillant en somme pour la même cause mais par des moyens différents. Comme il fallait s'y attendre, le comité anglais se signala par des manifestations au moins intempestives. Le 21 janvier 1800, jour anniversaire de la mort de Louis XVI, on vit à Paris un drap noir tendu sur la façade de la Madeleine, et au-dessous le testament du roi-martyr affiché. La police de Fouché eut tôt fait d'arrêter les auteurs de cette « pasquinade ». Ce fut la fin du comité de Monsieur.

Celui-ci, après un accord avec ses créanciers, avait quitté Holy-Rood pour Londres. Il habitait depuis le mois d'août 1799 un assez bel hôtel, 46, Backer Street (pour lequel il payait un loyer de 110 livres) et avait pour voisin le ministre Pitt. A quelque distance, dans la Thayer Street, Mme de Polastron logeait dans une maison mal orientée et froide, mais qui avait bon air avec ses trois étages et son balcon au premier. Quant à la colonie française, elle se répartit aux alentours, et le duc de Berry qui menait vie joyeuse prit ses aises dans un appartement de la rue Saint-Georges.

L'existence était plus agréable qu'à Edimbourg, moins claustrale que dans la prison écossaise; Artois qui, avec l'âge, devenait de plus en plus homme d'habitudes, se faisait conduire chaque jour à midi, par son capitaine des gardes, chez Mme de Polastron; le capitaine frappait à la porte, et lorsqu'elle était ouverte, il quittait son maître, venait le reprendre à cinq heures et demie

L'ÉPOPÉE MANQUÉE

pour le dîner, puis le ramenait à sept heures. Les devoirs de cour et de société n'étaient pourtant pas négligés, et Artois s'y conformait scrupuleusement autant par intérêt politique que par goût du succès : il dominait, nous dit-on, le prince de Galles par sa grâce et sa noblesse et se plaçait si naturellement au premier rang que l'autre n'avait l'air que de sa caricature. Sur ce point toutes les opinions concordent : « La tournure, le costume, la façon d'entrer, de sortir, tout cela chez lui était incomparable. » Et le duc de Berry, plus lourd et rudement taillé, disait en regardant son père : « Comme on est heureux pourtant d'être beau prince comme cela ! Ça fait la moitié de la besogne ! »

Monsieur savait jouer de cette supériorité de ton, d'allure, et comptait peut-être un peu trop sur l'efficacité de sa présence. Bien reçu à la cour d'Angleterre où il retrouvait un peu de l'atmosphère de Versailles, accueilli en roi et avec force compliments et ré citations de vers de *La Henriade* lorsqu'il visitait les pensions tenues par les filles d'émigrés, il se forgeait de bonne foi l'illusion de la puissance ; et personne autour de lui — sauf peut-être le marquis de Rivière et le comte François d'Escars, gens de sens rassis — n'avait assez de sagesse ou d'indépendance pour le ramener au sentiment de la situation.

Les Français qui arrivaient à Londres étaient effrayés de l'esprit qui y régnait : « L'intrigue, la morgue et l'envie, dit l'un d'eux, trouvent là le loisir de s'exercer à défaut d'occupations plus nobles. » Contrecarrer par principe les vues de Louis XVIII, qui est suspect de complaisance pour les constitutionnels, mépriser ses ordres, entraver les mesures qu'il recommande, tout absorber, tout diriger, en un mot préparer la Restauration malgré et contre le roi, telle est la règle. On rencontre dans l'hôtel de Backer-Street la société la plus disparate : « Têtes ardentes, intrigants affamés, toujours confiants dans la promesse qu'on leur fait de mouvements à l'intérieur, » agents secrets qui se méprisent, se brouillent, se raccommoient, se trompent, qui ne disent presque jamais ce qu'ils pensent et ne font presque jamais ce qu'ils disent ; espions, chevaliers d'industrie échappés de Paris, aventuriers belges, allemands, irlandais, toute une écume mêlée aux grands seigneurs ; et dans un coin, un homme que personne ne regarde, dont on dit en passant : « Ce n'est rien, c'est un paysan vendéen porteur d'une lettre de ses chefs. »

Dans ce milieu de brouillons, de rêveurs, de faméliques ou

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

d'aigrefins, les serviteurs de Louis XVIII sont mal reçus; l'évêque d'Arras, Conzié, ne se gêne pas pour dire que M. de la Trémoille est « un polisson, M. de Frotté un imposteur et un gredin. » Artois lui-même perd de sa courtoisie : « Vous écrivez quelquefois des sottises, » dit-il à M. de Montlosier. — « J'en entends bien souvent, » répond le gentilhomme; et ce n'est que trop vrai. On se repaît à Londres d'enfantillages, de racontars misérables; chacun apporte dans sa poche son projet de contre-révolution; et les nouveaux venus, même les mieux disposés comme M. de La Ferronnays, ami du duc de Berry, restent étourdis par ces bavardages. Ils repartent au plus vite, dégoûtés de cette agitation vaine, des délais, des remises qu'on oppose à leurs demandes, et déprimés par « cette effroyable tristesse qui tombe de ce ciel embrumé, qui monte de ce fleuve sale, qui s'exhale de toutes ces maisons noires et de ces rues boueuses. »

Louis XVIII, après avoir essayé inutilement de négocier avec Bonaparte, concluait : « Nous sommes à peu près réduits à suivre le cours des choses. » Monsieur ne partageait point cet avis. Déjà, il avait dépêché à Paris la duchesse de Guiche, sur le charme de laquelle il comptait pour réussir; celle-ci, munie d'un passeport de Tallien, fut sans trop de peine reçue par Joséphine à la Malmaison et transmit les propositions de Monsieur : le Premier Consul rendrait au roi sa couronne, moyennant quoi il serait nommé connétable, et on élèverait en son honneur, au Carrousel, une colonne surmontée de sa statue. Mis au courant, Bonaparte dit simplement à sa femme : « As-tu répondu que cette colonne aurait pour piédestal le cadavre du Premier Consul? » et, sur un ordre de police, la duchesse fut reconduite à la frontière.

Monsieur profondément blessé se vengea en faisant réimprimer un pamphlet contre Cromwell intitulé : « Tuer n'est pas assassiner » et en laissant paraître une vignette qui représentait Bonaparte avec un cercle noir significatif autour du cou. Se débarrasser du tyran devint la préoccupation dominante, « le coup essentiel » que l'on devait tenter sur la route de la Malmaison. Lorsqu'un émigré, arrivant de Paris, disait : « *Il* n'en a pas pour longtemps, *il* est malade et jaune à faire peur, » on l'acclamait, on buvait : « A la mort du Premier Consul! » Mais, l'accès de passion apaisé, on revenait à une vue moins brutale : Condé reçut un jour un inconnu, débarqué de Calais qui, d'un ton simple et

L'ÉPOPÉE MANQUÉE

doux, lui proposa de faire disparaître Bonaparte par le moyen le plus court; il l'éconduisit en disant : « Il n'y a que l'excès de votre zèle qui ait pu vous porter à nous faire une pareille proposition. » Artois tenait le même langage aux aventuriers, et ils étaient nombreux, qui venaient lui offrir un semblable service : « Ce ne sera jamais avec l'arme des lâches que nous combattrons nos ennemis. »

Pourtant, l'attentat de nivôse contre le Premier Consul, — la machine infernale de la rue Saint-Nicaise, — fut, sinon encouragé, tout au moins connu de Monsieur; il n'osa dire, comme Louis XVIII : « J'en anathématisé les auteurs quels qu'ils soient, » car son ami Hyde de Neuville était si compromis dans cette tentative d'assassinat qu'on l'appela un temps : « Hyde de nivôse. » Mais la responsabilité de Monsieur est bien plus nettement engagée dans l'affaire Cadoudal.

Fils d'un meunier, élevé dans un collège religieux, doué d'une bonne tête, de beaucoup d'esprit et d'une constance opiniâtre, Cadoudal avait l'art de se rendre méconnaissable; il paria un jour qu'il passerait trois fois dans Bond-Street devant La Ferronnays sans que celui-ci le reconnut, et gagna son pari. Ainsi fait, il se vantait d'attaquer Bonaparte, non traîtreusement, mais à force ouverte au milieu de sa garde et vint à Londres au printemps de 1804 pour s'entendre avec l'entourage de Monsieur. Il fut convenu que Cadoudal, les deux frères Polignac, fils de la duchesse, et le marquis de Rivière précéderaient le prince en France, que celui-ci débarquerait près de la falaise de Biville et parviendrait à Paris sous un déguisement : une fois Bonaparte enlevé, on proclamerait Louis XVIII.

Les conspirateurs ne se cachaient pas. Armand et Jules de Polignac firent leurs adieux ostensiblement à leurs amis et se chargèrent de commissions pour Paris; mais la police française, avisée par ses agents de Londres, était déjà alertée et sous la direction de Savary surveillait les côtes de Normandie. Peu après, les Polignac et Cadoudal tombaient dans ses mains, et Bonaparte sut aussitôt tirer profit de l'événement. « Vous obéissez à Monsieur qui joue un rôle indigne de son rang, dit-il un jour à Bourmont. Il est le chef des espions de l'Angleterre. » Maintenant c'était à l'assassinat qu'on en venait et il lui fallait se défendre.... En cette même année 1804, Bonaparte, pour justifier l'exécution du duc d'Enghien, soutiendra qu'elle était nécessaire « à la sûreté

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

et à l'intérêt du peuple français, lorsque le comte d'Artois entretenait de son aveu soixante assassins à Paris. »

Le complot de Cadoudal et son avortement portèrent à Monsieur et au parti royaliste le coup le plus sensible : ils lui aliénèrent la masse de la nation ; et les exilés, les uns découragés, les autres misérables, à bout de ressources et réduits aux expédients (ceux de Tottenham-court-road par exemple) songèrent à quitter l'Angleterre ; ils tâchèrent d'obtenir leur radiation de la liste des émigrés et mirent en jeu les relations qu'ils avaient pu garder « autour du tyran ; » bientôt la mode fut de rentrer comme jadis de sortir. Monsieur, sans affecter comme son frère de la bienveillance pour ceux qui s'en allaient, ne se prononçait pas ouvertement contre ces retours, mais il laissait dire que les émigrés si prompts à abandonner leur prince avaient des sentiments tièdes ou même suspects. L'évêque Conzié, lui, gardait moins de forme et avertissait sans aménité M. Gilbert de Voisins qui venait lui faire ses adieux, « que ce n'est pas d'un émigré apostat que l'on fera jamais un président à mortier. »

Mais, comme Artois, grâce à l'argent anglais, disposait des secours, des récompenses, des faveurs, une clientèle lui resta. Tandis que Louis XVIII, privé des subsides de la Russie, sollicitait quelques millions de livres et écrivait : « Je ne vous dirai qu'un mot de ma situation : elle est au comble de la détresse, » son frère continuait à vivre assez largement, et, s'il faut en croire certains contemporains, lorsque les fonds manquaient, on avait recours aux grands moyens, on échafaudait quelque nouvelle entreprise que le gouvernement britannique appuyait de ses deniers et qui parfois coûtait la vie à de pauvres diables ; mais ce n'est sans doute là qu'une calomnie inventée par le parti orléaniste, qui avait en horreur tout ce qui touchait à Monsieur.

Quelques personnes cependant et des plus avancées dans l'intimité du prince commençaient à avoir honte de cette parade inutile qui faisait le fond de la vie ; et le témoignage de la marquise de Lage sur ce point est bien significatif. Cette femme d'une intelligence remarquable voyait terriblement clair : elle dénonçait l'indolence, le manque d'énergie des émigrés de haut parage, « insoucians, répondant par un ricanement quand on essaie de les remuer, de les remonter, et de les lancer, » bons tout au plus à « se battre avec des boulettes de coton contre des boulets de canon. » Elle s'efforçait de démontrer à Monsieur qu'il lui man-

L'ÉPOPÉE MANQUÉE

quait une connaissance essentielle : celle du caractère et de l'esprit du peuple, de cette partie du peuple restée saine qui ignorait les princes ou se détachait d'eux en disant : « Ils nous ont abandonnés, ils ne sont pas militaires ! » Quel remède apportait-il à cela ? Comment luttait-il contre l'influence du « petit Corse » que ce même peuple avait reçu bouche béante pour tyran ? Sans doute il faisait preuve de bonté, de loyauté, d'abnégation ; « mais, s'écriait Mme de Lage, de tout cela, j'ai par-dessus la tête dans notre parti. J'y voudrais un peu de vigueur, d'adresse, de décision. » L'aristocratie française se montrait en cette occasion « la plus mauvaise des classes, » redoutant les risques, les coups de tête ; et, avec une franchise virile, la marquise concluait en s'adressant à Monsieur : « On ne vous sait gré de rien et on vous accuse de tout avec ce perpétuel refrain : Ils ne sont pas venus. Eh bien ! de grâce, venez ! dût la moitié de la France flamber ! »

Mais Artois n'était point d'humeur à suivre de pareils conseils ; depuis la fin de 1803 il ne quittait plus la chambre de Mme de Polastron.

« Ceux qui vivent avec les malades s'aveuglent aisément », et Louise dépérissait sans que personne s'en aperçût. Invariablement timide, effacée, recevant les gens avec le même sourire las, le même air de recueillement triste et doux, elle ne se plaignait jamais ; chaque soir, elle quittait le salon surchauffé où Monsieur venait de faire sa partie de whist et rentrait dans sa chambre froide, car, pour chose du monde, elle n'eût dérangé les soirées qui plaisaient à celui dont elle avait fait son idole. Comme on était accoutumé à son visage souffrant, à ses yeux bleus et brillants, personne ne s'inquiétait, Monsieur moins que tout autre.

Un jour pourtant il fallut se rendre à l'évidence. Mme de Gontaut effrayée fit consulter le chirurgien de Louis XVIII, le père Élisée, mais, celui-ci n'ayant pas répondu « de façon sérieuse », elle eut recours à un médecin fameux de Londres, Sir Henry Halford. Louise s'opposait à ce qu'on avertît le comte d'Artois : « Il est d'habitude, disait-elle. Rien ne lui serait plus désagréable que ce changement. » Néanmoins la visite eut lieu ; le médecin fut catégorique, et, avant de partir, déclara qu'il voulait parler « à ce Monsieur là-bas » ; c'était Artois. « La malade que je viens de voir, lui dit-il sans ménagement, est au dernier

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

degré de la consommation et je dois craindre qu'il ne soit trop tard pour l'arrêter. » Artois devint pâle comme un mort et jeta sur le médecin un regard éperdu. Sir Henry Halford précisa : il fallait que Mme de Polastron vécût dans une étable, elle crachait le sang.

On transporta la malade à la campagne, à Brampton-Grave. « J'ai eu un moment d'espoir, écrivait alors Mme de Lage, trois jours après que l'étable où on devait la soigner fut installée, mais qu'il a été court ! » Louise pourtant restait d'un stoïcisme absolu ; sentant la mort proche elle s'était, à l'exemple d'autres célèbres pécheresses, remise entre les mains d'un prêtre, de l'aumônier de Monsieur.

Jusqu'alors le comte d'Artois s'était montré d'une dévotion assez tiède, il en avait surtout les gestes ; mais comme à Holy-Rood il était obligé de faire plusieurs milles pour assister à la messe, il avait demandé aux dames de son entourage de lui procurer un aumônier qu'il rétribuerait et qui ne se mettrait pas en tête de le confesser. « J'ai votre affaire, lui répondit l'une de ces dames : un petit prêtre, fils d'un concierge de chez moi. Je ne le crois difficile dans aucun genre et il n'y aura pas à se gêner avec lui. » C'est ainsi qu'un jour se présenta à Holy-Rood un prêtre « au nez pointu, au ventre rondelet et à la face pâle » : l'abbé Latil.

Celui-ci, devenu directeur de conscience de Mme de Polastron, la persuada de se séparer de Monsieur. Le sacrifice était immense, elle l'accomplit cependant et l'abbé Latil dit au comte d'Artois : « Je supplie Monseigneur d'aller à la campagne ; il reverra encore la pauvre pénitente, elle le désire elle-même, ayant un seul mot à lui dire, une grâce à lui demander, mais ce ne sera qu'à l'article de la mort. Ne serait-ce pas une honte d'avoir moins de courage qu'une faible femme ? » L'abbé parlait en maître, Monsieur se soumit et, pour obéir aux ordres de son amie, continua de se livrer à ses exercices, à ses promenades habituelles. Sa détresse était grande, il se reprochait sans doute son imprévoyante tendresse ; et pourtant les billets qu'il adressait alors à Mme de Lage restée auprès de la malade, déconcertent par un singulier mélange de douleur et d'égoïsme. « Dites-lui, écrivait-il, que je pars, me portant bien et que, si mon cœur est souffrant, il éprouve aussi des consolations qu'il m'est doux de lui devoir.... J'ai monté à cheval pendant une heure et demie, j'ai sué, j'ai fait ma toilette

L'ÉPOPÉE MANQUÉE

et pris de bon appétit un bon petit dîner.... Je tâche de bien me pénétrer de tout ce qui fortifie notre amie et j'y réussis quelquefois, mais hélas ! mon cœur est dans un cruel étau ! »

Parmi les émigrés il n'était plus question que de l'état de Mme de Polastron, et cet événement dominait toute politique. Louis XVIII, renseigné par le duc de Castries et ne doutant plus depuis longtemps d'une issue fatale, s'efforçait avec une pitié sincère de consoler son frère : « Songez à moi comme à un cœur à vous, qui sent, qui partage toutes vos peines, qui voudrait les adoucir. » Mais le roi voltairien, sceptique, manqua dans cette occasion de finesse d'esprit : les consolations, les adoucissements, Monsieur espérait les trouver dans la foi.

Le 26 mars 1804, la malade que l'on avait ramenée dans sa maison de Londres, était à toute extrémité ; « le peu d'huile qui restait dans la pauvre lampe achevait de se consumer. » Le 27, sur l'ordre de l'abbé Latil, elle demanda pardon en public du scandale dont elle avait été la cause, puis voulut laisser un souvenir à chacun de ceux qui l'avaient entourée ; mais cette femme qui, depuis vingt ans, n'avait guère quitté un prince de sang royal, ne possédait presque rien. Lorsqu'elle fut à l'agonie, la porte du salon qui donnait sur sa chambre s'ouvrit ; Artois parut, fit un geste pour s'élancer au pied du lit. « N'approchez pas ! » cria Latil. Mme de Polastron éleva les mains au ciel : « Une grâce, Monseigneur, dit-elle, une grâce ! Soyez à Dieu, tout à Dieu. » Artois tomba à genoux en murmurant : « Je le jure. » — « Tout à Dieu, » répéta la mourante, puis sa tête retomba sur son épaule..., elle expira. Monsieur jeta un cri terrible, on ferma la porte et tout le monde se mit en prière.

Le lendemain, l'abbé Latil entendait la confession du comte d'Artois dans une chapelle de King-Street. Monsieur était un autre homme. Au désespoir qui lui faisait dire : « Je n'ai plus sur terre ni but, ni désir, ni même aucun sentiment ; *sa* mort a rompu tous les liens de mon cœur, de mon âme et de mon esprit » succédait une sorte de sérénité dans le renoncement : « Je ne changerais pas mon sort pour celui de qui que ce soit ; je préférerais mille fois mourir de regrets plutôt que de vivre avec un instant d'oubli ou de jouissance mondaine. » Et Louis XVIII, averti que son frère montrait « un peu de disposition à se tourner du côté de la dévotion, » était édifié par la lettre suivante qu'il recevait d'Angleterre : « La religion et les exemples si frappants

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

que j'ai eus sous les yeux me donnent la force de ne pas succomber, et je ne suis même pas malade malgré tout ce qui me déchire. »

Dans l'atmosphère d'intrigues et de mensonges qui empestait la petite cour de Londres, la mort exemplaire de Louise de Polastron, la douleur profonde de Monsieur jetèrent comme une lueur de sincérité, de vérité. Une si belle passion rendait presque respectable le scandale qui avait duré de si longues années, et l'on admirait ce prince, d'aspect encore jeune et beau, qui, « ayant prêté serment à l'ombre de sa maîtresse, » semblait demander pardon à Dieu du bonheur dont il avait joui.

L'année suivante mourait la femme légitime du comte d'Artois. Elle avait végété jusqu'alors à Turin, totalement abandonnée de son mari, négligée de ses parents, vivant chichement avec 40 francs par mois pour se vêtir et ne s'accordant comme luxe que du tabac d'Espagne. Elle était si oubliée que le colonel républicain Allix fut fort embarrassé, lorsqu'il la trouva en occupant Turin; il lui donna une escorte de hussards pour qu'elle pût se retirer et, après trois mois de vie errante, la mère du duc d'Angoulême et du duc de Berry échoua à Klagenfurt près de la frontière vénitienne. De là, avec sa lectrice Mlle du Ponceau et sous le nom de marquise de Maisons, elle se réfugia à Gratz où elle mourut après une longue maladie en 1805, à l'âge de quarante-neuf ans. Sa mort fut ignorée comme sa vie : existe-t-il une oraison funèbre de Marie-Thérèse de Savoie?

Cependant l'histoire se faisait, mais en dehors du parti royaliste : au Concordat et à la rentrée des évêques succédaient l'exécution du duc d'Enghien et la proclamation de l'Empire. — Quinze ans auparavant Artois avait quitté la France « pour éviter une mort inutile; » l'occasion de se poser en héros s'était offerte, il l'avait manquée; et d'indécisions en indécisions il était tombé au rôle de spectateur des événements. La fortune des Bourbons semblait à jamais détruite.



CHAPITRE IV

LE FOURRIER DU ROI

LES BOURBONS OUBLIÉS || 1814 || LE CHEMIN DE PARIS || VITROLLES
|| L'ENTRÉE DE MONSIEUR || LE GOUVERNEMENT OCCULTE || LES CENT-
JOURS : MONSIEUR A LYON, A GAND || WATERLOO || RENAISSANCE
DU PETIT-BUREAU



Au mois d'octobre 1804, Louis XVIII et Monsieur se rencontrèrent à Calmar en Suède; ils ne s'étaient point vus depuis dix ans. Le roi de France, déjà fort impotent, ne payait pas de mine avec son habit gris et son pantalon de nankin serré dans des bottes. Quant à Artois, il n'était plus ni Don Juan ni Roland Furieux; « succombant sous le poids d'une douleur immense » il semblait indifférent à tout. Durant dix-sept jours les deux frères restèrent ensemble, essayant d'oublier les ornières du chemin et préparant les termes d'une protestation contre Bonaparte; cette protestation que, pour ne pas compromettre son hôte le roi de Suède, Louis XVIII data « du sein de la Baltique, en face et sous la protection du ciel », laissait espérer aux Français l'amnistie, la conservation des grades, l'égalité devant la loi et bien d'autres choses encore.... Elle passa totalement inaperçue : l'Europe avait des préoccupations plus proches.

L'année suivante, Louis XVIII chassé de Russie par la victoire de Napoléon, pria le gouvernement britannique de lui accorder asile. C'était sa dernière ressource. Les négociations furent difficiles, car l'Angleterre ne se souciait pas de recueillir ces épaves royales qui, alors, ne lui servaient de rien; mais Monsieur mit tout en œuvre pour faire accepter la demande de son frère, et son insistance alla jusqu'à l'importunité. Voyant un soir son voisin, le ministre Pitt, sortir en voiture de chez lui, il arrêta le cocher.

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

« Monseigneur va-t-il à Windsor? demanda Pitt. — Non, mais il m'est indispensable de vous parler, » puis souriant : « Vous me fuyez, mais j'aime à croire que nous allons parfaitement nous entendre. » Une fois de plus il sut développer toutes ses grâces et ayant obtenu ce qu'il désirait, il fit arrêter la voiture et descendit seul sur le grand chemin.

Louis XVIII s'installa à Gosfield, puis à Hartwell près de Londres. Les années passèrent. Personne ne parlait plus des Bourbons, on ignorait presque qu'ils existassent encore, et les derniers émigrés qui rentraient dans leur patrie faisaient l'effet de monstres. Le roi, bien qu'entouré d'une espèce d'appareil de majesté, menait une vie de propriétaire campagnard; lorsque arrivait la saison des chasses, Monsieur, de Londres, venait le retrouver « mais ses coups de fusil n'avaient guère de retentissement dans le monde. » Pourtant il ne semblait pas avoir plus que son frère le sentiment de l'oubli profond dans lequel il était tombé; et seuls les nouveaux venus demeuraient stupéfaits de l'étroitesse, de l'immobilité d'esprit, du morne ennui qui régnaient à Hartwell ou à Londres; on les y accueillait d'ailleurs sans enthousiasme comme s'ils arrivaient de la Chine, car ils n'étaient point rompus aux coutumes anglaises. « Nous n'avons plus, disait La Ferronnays, d'autres champs de bataille que celui de nos querelles et de nos chasses, plus d'autre position à disputer que notre place à table et au jeu du roi. » Les événements se précipitaient, et Monsieur ne se rendait pas compte de ce qu'ils exigeaient de lui : ainsi que Louis XVIII, il les enregistrerait sans réagir.

Le duc de Berry, ardent et jeune, finit par avoir honte de cette inaction, de cette vie sans gloire; et bien que retenu à Londres par un vif sentiment pour une jeune anglaise Amy Brown, il résolut de « tenter quelque chose. » En 1809, deux commissaires mystérieux qui se disaient vendéens étaient passés à Hartwell et avaient incité le duc à se rendre secrètement en France. — Berry et son ami La Ferronnays acceptèrent, prirent rendez-vous; mais un domestique révéla le projet à Monsieur qui s'y opposa formellement.

C'était peut-être sage. Les deux inconnus n'avaient-ils pas été envoyés par la police, par Fouché? Ce qui le donnerait à penser, c'est que le navire qui les portait fut pris.

L'apathie de Monsieur, la nullité à laquelle il semblait consentir depuis la mort de Louise de Polastron nuisaient à sa réputation

LE FOURRIER DU ROI

et à celle de son entourage. Le mépris à l'égard des exilés devenait une élégance, et, à partir de 1812, ce fut pis : on assista à une sorte de persécution occulte contre l'émigration agonisante ; des Français étaient assassinés, d'autres le matin voyaient le mot *death* (mort) écrit sur leur porte, si bien qu'Artois finit par craindre pour sa vie, pour celle de son fils auquel il défendit désormais de sortir à pied. Était-ce là encore l'œuvre de Fouché, expert en terrorisme, et de ses policiers ? En tout cas, ce qui restait de la société émigrée acheva de se démoraliser.

Retraite de Russie, bataille de Leipzig, échec de l'armée française en Espagne ! Toutes ces nouvelles se répercutent dans la solitude d'Hartwell avec une intensité particulière. Les princes se réveillent, secouent leur torpeur : enfin le moment est venu ! Monsieur, qui depuis vingt ans a perdu la liberté de ses mouvements, car l'Angleterre fait payer son hospitalité par une sorte de servitude, demande l'autorisation de se rendre sur le continent ; mais les ministres anglais hésitent à lâcher leur prisonnier et ne lui accordent « la levée d'écrou » que sous les conditions suivantes : Artois s'engage à ne pas ébruiter son départ, à voyager sous un faux nom, enfin à quitter Londres en *stage* comme le premier venu. Triste envolée vers la patrie dont le séparent tant d'années d'exil ! Mais les Bourbons n'en sont plus à compter les humiliations.

Pendant que Louis XVIII perclus se morfond à Hartwell, que le duc d'Angoulême se dirige vers les Pyrénées où il rejoindra l'armée d'invasion de Wellington, et que le duc de Berry s'embarque pour Jersey d'où il doit gagner la Normandie, Monsieur, retenu par un accès de goutte, ne réussit à partir qu'à la fin de janvier 1814. Le 27, il aborde à Scheweningue près de La Haye et, en sa qualité de lieutenant général du royaume — titre qu'il n'a cessé de porter — il lance une proclamation aux Français : « Le rétablissement de la royauté, dit-il, ne sera pour la France que l'heureuse transition des calamités d'une guerre que perpétue la tyrannie aux bienfaits d'une paix solide. » Cette proclamation est répandue sur la frontière et l'on y ajoute pour les gens en place de petits billets ainsi libellés : « On donne toutes les assurances à N... dont on sait tout ce qu'il peut faire pour le pays. » Mais l'effet produit est mince : les Français ont perdu l'habitude de ce langage.

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

Monsieur aurait été mieux inspiré en débarquant dans l'Ouest, où son nom, malgré tout, avait laissé quelques traces dans les esprits ; s'il avait choisi l'Est, c'est qu'il espérait nouer des relations avec le quartier général des alliés et trouver un appui dans la Franche-Comté qui, travaillée depuis longtemps par les agents royalistes et les espions anglais, abritait encore d'anciens nobles, des prêtres insermentés et devait fournir un champ d'action favorable.

Le 6 février 1814, Artois est à Bâle et, pour prendre figure, essaie de constituer un embryon de cour à l'hôtel du Sauvage où il loge : besogne malaisée, car les 100 000 francs qu'il a pu emporter d'Angleterre pour lui-même et les six gentilshommes de sa suite sont à peu près épuisés. Il est plus facile de rédiger une nouvelle proclamation, et, cette fois-ci, on force le ton : « Plus de tyrans ! plus de guerre ! plus de conscription ! plus de droits réunis ! » Ce devoir de rhétorique terminé, Monsieur quitte Bâle, et par Pontarlier et Ornans, se dirige rapidement sur Vesoul, ligne de communication des alliés assez voisine de la frontière pour permettre la retraite en cas d'alerte.

Dans cette petite ville, tassée au pied d'une colline et dominée par le clocher carré de son église, l'accueil est glacial. Sans doute le maire, certains notables offrent au prince « leur cœur, car le monstre (Napoléon) ne leur a laissé que cela ; » Artois répond chaleureusement qu'il vient se placer au milieu des Français avec autant de confiance que de joie et d'amour.... Paroles de cour. Le ton véritable est donné par le général autrichien Hirsch qui demande aux voyageurs leurs passeports ; Monsieur élude la question et va gîter modestement à l'hôtel de la Madeleine où sa présence finit par être tolérée à condition qu'il ne porte ni cocarde, ni armes, ni uniforme ; on lui refuse la garde d'honneur qu'il réclame, et un sous-officier autrichien, de planton devant l'hôtel, note « les noms des entrants et des sortants. »

C'était un régime de suspect, d'interdit de séjour ; et le quartier général des souverains affectait d'ignorer ce particulier arrivé de Suisse sans en être prié. L'Empereur d'Autriche, bon homme qui ne quittait guère sa fenêtre à travers les carreaux de laquelle il regardait les passants, si bien qu'on l'appelait « l'Empereur sous verre, » n'avait aucune foi dans l'avenir des Bourbons ; et parlant au nom de son maître, le ministre Metternich écrivait : « Si un parti se déclare, si ce parti détrône Napoléon, si

LE FOURRIER DU ROI

Louis XVIII est proclamé par la grande majorité de la nation, on traitera avec lui.... J'avoue que je regarde au reste l'affaire des Bourbons comme si problématique avant qu'une bataille ne soit livrée que je crois que toute action dans un sens royaliste produirait bien un mouvement mais pas une levée en masse. » Quant au tsar Alexandre, illuminé possédé du désir d'égaliser la gloire de Napoléon et de devenir l'arbitre de l'Europe, il disait plus franchement : « Les obstacles qui séparent désormais les princes de la maison de Bourbon du trône de France me paraissent insurmontables.... Ils reviendraient aigris par le malheur. »

Cependant un petit groupe de royalistes s'était réuni à l'hôtel de la Madeleine où Monsieur tenait cercle. Il y avait là, — outre des figures connues comme le beau Jules de Polignac, l'ancien condamné du complot Cadoudal, le comte d'Escars et l'abbé Latil légué par Louise de Polastron, — de nouveaux personnages entrés tout récemment dans la faveur du prince ou qui s'étaient imposés à lui : l'aide de camp Trogoff, ex-officier au service de l'Autriche, petit homme au nez épaté, aux grosses lèvres, à la bouche sardonique, et assez cynique dans ses manières; le chevalier de La Salle, « grande masse inerte et peu loquace; » Alexis de Noailles, imposant, actif et de bon sens; enfin le franc-comtois Terrier de Monciel qui se posait en administrateur. Tout ce monde, étroitement surveillé par les Autrichiens, se démenait dans le vide, chacun donnant avec emphase son conseil. Monciel, effrayé de l'ignorance d'Artois, tâchait de lui apprendre ce qu'était la France de 1814, ses institutions, ses hommes, son organisation; d'autres, afin de répandre malgré la défense des alliés la proclamation de Monsieur, s'en servaient pour envelopper des pains de sucre dont on annonçait la vente au-dessous du cours : le sucre se vendait avec le papier et c'était un succès! Lorsqu'un inconnu se présentait à l'hôtel, on le recevait « avec des questions bonnes à Versailles mais pitoyables à Vesoul; » puis, l'inconnu parti, si Monsieur apprenait que c'était une personne d'importance, il se désolait, ordonnait qu'on courût après lui et qu'on le priât à dîner. Aucune direction, aucun plan; l'entourage même commençait à se diviser en dévots et mécréants, « aristocruches et anticruches, » comme disait le peu indulgent Custine; et le seul qui, parmi ces officieux serviteurs, n'eût pas l'air de jouer la comédie était M. de Noailles.

La situation d'Artois devenait ridicule, intenable. Quand il

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

parlait de se rendre à Châtillon où les souverains délibéraient, on lui refusait un passeport; même réponse s'il insistait pour être reçu par le tsar, et bien qu'il soutînt « qu'il y allait de la sûreté des armées alliées. » Le parti pris de l'humilier, de le considérer comme négligeable était si évident que le comte d'Escars s'écria : « Il faut employer tous les moyens pour sortir de l'espèce de nullité où nous sommes ! » Si la diplomatie ne réussissait pas, on devait recourir au coup de force. A ce moment (4 mars 1814), le comte de Rochechouart qui était en relation avec le tsar écrivit à Artois une lettre qui le décida : « Nous ne devons, disait-il, attendre de protection efficace de personne, nous devons même nous défier de tout ce qui n'est pas français. » Pourtant il lui conseillait de chercher un asile en Lorraine, à l'arrière du corps de Blücher « vieux soldat et non diplomate, comme tel ayant une façon de penser noble et loyale. »

Par Épinal et Charmes, Monsieur arrive à Nancy. Point d'incident, point d'enthousiasme; quelques femmes seulement, au fait des généalogies royales, crient : « C'est le petit-fils du roi de Pologne! Vive le roi! » Artois va loger rue de l'Évêque (actuellement rue Girardet) dans la maison Mique : un intérieur petit-bourgeois, pas de concierge, l'escalier sans éclairage; on entre librement. Et, malgré les assurances de Rochechouart, tout se passe ainsi qu'à Vesoul : Monsieur, qui n'est reçu ni au quartier-général comme représentant du roi, ni aux armées comme volontaire, continue à se donner l'illusion du pouvoir en accordant des audiences aux envoyés de son frère, au comte de Bruges par exemple, ou en distribuant avec magnificence des grades à ses familiers. Il ne sait rien de ce qui se passe à Paris, et l'état d'esprit des paysans lorrains lui inspire si peu de confiance qu'il songe à retourner en arrière.

Or, un jour, tandis qu'il reçoit au salon des sœurs de charité, on l'avertit qu'un gentilhomme arrivant du quartier-général autrichien demande à lui parler. — Taille moyenne, tête forte couronnée d'une épaisse chevelure, grand nez droit, regard net et ferme, lèvres minces, menton carré, allure énergique et froide : tel apparaît M. de Vitrolles. Il remet à Monsieur sa lettre de créance : quelques mots écrits par Mme de Durfort sur un morceau de gaze d'Italie : « J'espère que Monseigneur reconnaît cette écriture? — Si je pouvais ne pas la reconnaître, je reconnaîtrais toujours bien le cœur qui l'a dictée. » Aussitôt

la confiance règne, et Vitrolles raconte son histoire : de son autorité privée, avec son entregent de méridional, il s'est introduit auprès de Metternich, a tenté de persuader le ministre « qu'il n'y aura point de paix avec Bonaparte, point de France sans les Bourbons. » — « Mais nous la traversons cette France, a répondu Metternich, nous habitons au milieu d'elle depuis deux mois, et rien de semblable ne s'est dévoilé à nous. » Vitrolles ne se laisse pas démonter : « Le comte d'Artois serait votre plus puissant allié, si vous saviez vous en servir. » Metternich est-il convaincu? En tout cas, il est ébranlé. Sans désespérer Vitrolles essaie de toucher le tsar, court de Châtillon à Troyes, mais il est forcé de discuter et de traiter de si grands intérêts qu'il a besoin de l'autorisation, de la direction de Monsieur : c'est pourquoi il est venu à Nancy.

Artois est au comble de l'émotion; il attire Vitrolles, l'embrasse : « Non, mon ami, ce n'est pas vous qui avez fait cela, c'est la Providence qui vous a envoyé! »

Ainsi, grâce à un isolé audacieux, à un homme d'esprit et de finesse qui savait à l'occasion, « user d'un caquetage de bonne compagnie, » la situation se trouvait brusquement modifiée. Monsieur ne jurait plus que par Vitrolles, s'attendrissait disant : « Je n'ai pu fermer les yeux cette nuit, mais pour la première fois depuis vingt ans, c'est de bonheur; et c'est à vous que je le dois, mon cher ami. » L'accès de sensibilité passé, il fallait en venir aux choses pratiques; et Vitrolles était chaque jour plus étonné de la légèreté, de la « vétusté » de Monsieur.

Ce qui inquiétait avant tout le prince, c'était le maintien des formes d'ancien régime; il avouait qu'il n'avait conservé les cheveux coupés et renoncé à la poudre que sur les supplications de ses fils, et il transportait dans la politique ces préoccupations. Adopter quoi que ce fût des institutions de la Révolution ou de l'Empire lui semblait une monstruosité et, pour le moment présent, il semblait incapable d'user de ménagements, de se plier aux circonstances, de s'acquérir les hommes. Vitrolles devinait parfaitement cette faiblesse de Monsieur : faute de considérer, disait-il, les gens au point de vue des affaires, il ne les connaît que dans les rapports du monde, les accepte pour ce qu'ils sont et ne cherche pas ce qu'ils peuvent être; il croit avoir tout fait en promettant de royales récompenses : mauvaise méthode pour restaurer une monarchie.

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

Mais la fortune maintenant favorisait les Bourbons. Dans la nuit du 5 au 6 avril 1814, un courrier apporta à Nancy la nouvelle de la prise de Paris et de la déchéance de Napoléon. Monsieur fut éveillé aussitôt, et la maison Mique se remplit d'une joie exubérante : les hommes tiraient des coups de pistolet par les fenêtres, allumaient des pétards; et les dames découpaient dans du drap des cocardes blanches; le bon Basset, valet de chambre ordinaire du prince, n'en revenait pas.

Le soir, il y eut un banquet militaire que présida Artois et où se déploya toute la ferveur royaliste : les épées furent tirées, croisées et les convives jurèrent qu'ils ne s'en serviraient désormais que pour la cause des Bourbons. Mais, Monsieur parti, les conversations prirent un tour différent : de quoi demain serait-il fait? Ce gouvernement qui s'annonçait juste et paternel aurait-il assez de force, de sagesse pour satisfaire la France?

Ce souci n'était pas chimérique. Monsieur venait d'assister au Te Deum à la cathédrale, quand il reçut une lettre de Metternich qui posait comme condition au rétablissement des Bourbons la ratification de la vente des biens nationaux, le libre exercice des cultes et le maintien de tous les fonctionnaires. La déception de Monsieur fut grande, mais son optimisme reprit vite le dessus, et, la cocarde blanche au chapeau, il quitta Nancy, le jour du vendredi saint, avec Jules de Polignac et les comtes d'Escars et de Bruges; Vitrolles suivait dans une calèche avec le petit abbé Latil.

Sur le chemin de Paris, la suite du prince criait au peuple qui acclamait la paix : « Oui, mes amis, la paix et les Bourbons! » Mais ce dernier mot n'avait aucun écho : les Bourbons, qu'était-ce que ces gens-là? Pouvait-on faire la paix autrement qu'avec Bonaparte? Talleyrand, heureusement, avait dit au tsar : « La république est une impossibilité, tout le reste est une intrigue. Les Bourbons seuls sont un principe. » Et, fort de l'appui du ministre-diplomate, Artois continuait sa route, après avoir fait confectionner des habits de gardes nationaux, l'uniforme populaire, pour son aide de camp et pour lui. Mais cette précaution ne suffisait pas.

À Vitry-le-François, le prince reçut la Constitution délibérée par le Sénat, qui disposait que Louis XVIII était « appelé librement au trône. » Vitrolles, devenu le factotum, l'indispensable, fut atterré; et quand Monsieur le vit, méditant sur ce funeste

papier étalé sur ses genoux, il lui dit : « C'est donc bien mauvais? — Si mauvais que le roi n'est pas roi, et Monsieur n'est pas lieutenant-général du royaume! » En effet, le gouvernement provisoire, créé après la chute de l'Empereur, redoutait qu'il ne s'élevât une autorité rivale de la sienne, et, prévenant toute initiative, il plaçait les Bourbons dans une situation subordonnée : l'ancienne dynastie ne remontait sur le trône que par le vœu de la nation, non en vertu du droit divin de la monarchie. Ceci était bien fait pour irriter Monsieur; pur de tout contact avec la Révolution, resté intégralement homme de l'ancienne France, il ne pouvait concevoir ces distinctions, ces réserves contraires au dogme même de la royauté; mais, pour aboutir, tout moyen était bon : « Il faut aller de l'avant, dit-il à Vitrolles, la France est devant nous. Qu'avons-nous à craindre? » Tout s'arrangerait à Paris.

Le voyage d'ailleurs ne donnait-il pas confiance? Ce n'était plus le temps où Monsieur parcourait avec timidité la Lorraine, « plus soucieux de se soustraire aux commandants autrichiens qu'aux autorités du pays. » A Châlons, le préfet M. de Jessaint se tint, selon l'étiquette, debout derrière le fauteuil du prince et, malgré des instances réitérées, refusa de s'asseoir à table; il fallut même permettre au peuple de circuler dans la salle, ce qui rappelait « les grands couverts » des Tuileries. Mais, à Meaux, la réception fut plus froide : ni évêque, ni maire, les gens de l'auberge peu empressés; visiblement les habitants se défiaient, et Vitrolles était inquiet de voir son maître arriver sans pouvoirs, sans droits ni autorité. Il passait la nuit à attendre les courriers, et, pour pénétrer chez Monsieur, il devait traverser le lit du capitaine des gardes qui barrait la porte. Artois se réveillait avec des soubresauts convulsifs; mais quand Vitrolles parlait de le devancer à Paris, il lui répondait : « Attendez un peu. » Sa disposition « à ne pas faire, » sa terreur de porter son action dans le cours des événements s'étaient développées durant son exil et reprenaient le dessus : il comptait pour bien peu l'intervention des hommes dans la marche des affaires, s'était accoutumé à voir en toute chose la marque de la Providence, et, d'instinct, il croyait que l'action est toujours inutile, souvent dangereuse. C'est pourquoi il refusait de s'émouvoir des prétentions du Sénat, des entraînements démocratiques du tsar : Napoléon abattu, la Providence ferait le reste.

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

Lorsque enfin les alliés, regardant l'abdication de l'Empereur comme certaine, jugèrent que la présence de Monsieur à Paris était sans inconvénient, ils lui lâchèrent la bride, et la propagande royaliste se donna librement carrière. Le prince, disait-on, arrive seul, sans soldats, sans appui, il apporte la paix; quelle différence avec l'usurpateur! Aussi, quand le 11 avril on apprit que Monsieur n'était plus qu'à trois lieues de la capitale, ce fut une ruée vers Livry, vers la propriété de M. de Damas où il avait fait halte. Là se coudoyaient, dans un ensemble déconcertant, des gardes nationaux, de vieux nobles, d'anciens officiers de la guerre d'Amérique avec leurs habits à basques d'où sortait une brette, leur bicorne décoré d'une cocarde blanche, leurs culottes courtes et leurs bas chinés; certains arrivaient montés sur « des trotteurs de charrettes qu'un charlatan n'aurait pas attelés à sa voiture pour vendre son vulnérable. » Artois souriant, bien disant, distribuait des morceaux de ruban blanc que chacun accrochait à sa boutonnière.

Le lendemain, 12 avril, devait avoir lieu l'entrée dans Paris. On eut quelque peine à la préparer, car « la grande machine à magnificence de l'Empereur était démontée » : plus un cheval dans les écuries. Heureusement le secrétaire Beugnot se souvint d'un ancien écuyer de Mme Elisabeth, M. de Vernon, et eut la bonne fortune de retrouver ce vieux serviteur qui amena de son manège un superbe cheval blanc, vraie bête de parade et digne d'un roi.

Il faisait un soleil radieux, un soleil de printemps « qui ne distribuait qu'une chaleur douce aux germes encore tendres. » A onze heures, Monsieur en uniforme de la garde nationale monte à cheval; malgré ses cinquante-sept ans, il a gardé la souplesse et l'élégance de ses jeunes années et l'on admire son allure. Le cortège se met en marche sans beaucoup d'ordre, car l'étiquette est à peu près absente.

A la barrière de Bondy, les maréchaux de l'Empire, Ney, Marmont, Moncey qui portent encore la cocarde tricolore se présentent pour saluer le prince; ils semblent gênés, « remuent les lèvres, on ne sait si c'est assentiment ou protestation; » mais le visage de Ney ne laisse pas de doute : ses traits sont contractés, « des rayons de colère semblent sortir de ses yeux, et l'on dirait qu'il retient à peine sa main sur la garde de son épée. » Pourtant, d'un ton saccadé, il prononce au nom de ses

LE FOURRIER DU ROI

compagnons quelques phrases apprises par cœur et qu'il a mal retenues; Monsieur répond gravement, rappelant leur gloire passée aux anciens fidèles de Napoléon; puis, pêle-mêle, ceux-ci se joignent en cortège. Leurs figures sombres et contraintes éveillent l'idée de « rois vaincus suivant le char du triomphateur romain. »

Les alliés avaient eu la délicatesse de consigner leurs troupes dans les casernes, et l'escorte de Monsieur était presque entièrement composée de gardes nationaux qui défilaient sur un front de trente hommes; çà et là cependant on remarquait des officiers étrangers, russes, prussiens ou autrichiens. — Après la barrière, dans les faubourgs Saint-Martin et Saint-Denis, la réception n'a rien de chaleureux : de rares maisons, la plupart misérables; une population disséminée qui a souffert des luttes récentes et ne sent rien de plus. Mais, à partir des boulevards, la foule augmente et la scène change. Les maisons pavoisées, drapées, fleuries « regorgent par les fenêtres, les portes et les toits; » des jeunes gens, des enfants s'accrochent aux grilles, aux balcons, aux moindres saillies d'architecture; le bruit des tambours, les vivats répétés par la garde nationale, la grâce souriante de Monsieur, l'espoir d'une paix définitive, tout cela déchaîne l'enthousiasme. « Les mouchoirs, les robes déchirées deviennent drapeaux; » la jeune comtesse de Périgord, hissée sur la croupe d'un cheval de cosaque, brandit un oriflamme blanc; d'autres chantent des hymnes en l'honneur des Bourbons; « tout est blanc, tout est paix, espérance, gloire! » Et, dans un brouhaha d'apothéose, le prince passe....

Spectacle étonnant. « La misère qui se prolonge uniforme et soutenue, disait alors une émigrée Mme de Chastenay, fait l'effet de ces nuages gris qui décolorent tous les objets et attristent toutes les pensées. » Ainsi des Bourbons : ils n'étaient pas plus connus que des souverains de la Chine, et l'admiration que suscitait le tsar Alexandre pouvait leur porter ombrage. Pourtant, et en un seul instant, l'étincelle jaillit. On venait avec un sentiment, et tout à coup on se trouvait, en présence de cet élan populaire, « ivre de sentiments; » on ne pensait plus aux princes étrangers, on leur savait peut-être gré de ne pas se montrer, et, en même temps, on découvrait toutes les nobles qualités de la chevalerie française qui semblaient revivre dans le comte d'Artois, si longtemps exilé, honni par la nation. Les

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

aristocrates saluaient en lui « cet éclat, ce quelque chose de fini et d'achevé que donne une grande adversité supportée avec dignité et courage. » Le peuple, plus positif, l'acclamait comme un messager de paix.

Ce fut le plus grand, le plus beau jour de Monsieur. Jamais dans l'avenir il ne montera si haut. Il se sentait « porté sur le cœur des Français, » disait à ceux qui voulaient écarter la foule : « Laissez, laissez, j'arriverai toujours trop tôt ; » à ceux qui criaient leur contentement : « Eh ! vous ne pouvez être aussi contents que moi. » Les dames de la Halle, les délégués des villes l'accablaient de harangues ; il écoutait bonnement et répondait avec une inlassable urbanité.

Il parvint avec peine à Notre-Dame. On n'avait pas eu le temps de décorer l'église et cependant la cérémonie fut imposante. Monsieur se prosterna devant l'autel. Priait-il pour son amie disparue, pour celle qui l'avait consacré à Dieu, lui demandait-il pardon du bonheur dont il jouissait présentement ? En tout cas, lorsqu'il se releva, les assistants trouvèrent à son expression « je ne sais quoi de céleste. » Puis le monde le reprit : il fallut le protéger contre les ardeurs de la foule qui se pressait autour de lui, se précipitait à ses pieds ; et Ney bougon disait à Vitrolles son voisin : « C'est à n'y rien comprendre. Voici un homme qui leur est tombé du ciel, qu'ils ne connaissaient pas hier, et déjà ils s'enflamment pour lui ! »

Lorsque Monsieur fut sorti et remonté en selle, le peuple l'empêcha d'avancer, embrassant ses bottes, l'encolure et le poitrail de son cheval. Souriant, il laissait faire et répondait à Beugnot qui s'inquiétait de sa fatigue : « Comment voulez-vous que je sois fatigué ? C'est le seul jour de bonheur que j'aie goûté depuis vingt-cinq ans. » De Notre-Dame aux Tuileries les acclamations ne faiblirent point ; les femmes surtout montraient une joie fébrile qui touchait au délire, si bien que le général anglais Wellington dit à l'une d'entre elles : « Madame, si les Français étaient entrés dans Londres, toutes les femmes d'Angleterre auraient pris le deuil. » Mais Paris ne raisonnait plus ; il ne voyait que la paix.

Enfin Monsieur arriva au bas de l'escalier des Tuileries, harassé par l'émotion, les harangues et les cérémonies, par les cinq heures qu'il venait de passer soit à pied, soit à cheval ; il était si las que les maréchaux durent le prendre sous les bras pour l'aider à

LE FOURRIER DU ROI

monter les marches et le conduire dans l'aile droite du château, voisine du pavillon de Flore.

La fête passée, il fallait la résumer, la magnifier pour la France et pour l'Europe. Au cours de la journée, Talleyrand, s'appuyant sur le cheval de Monsieur « avec la grâce nonchalante qu'autorisait la faiblesse de sa jambe », avait débité au nom du Sénat un compliment auquel le prince avait répondu d'une voix étouffée par les sanglots : « M. de Talleyrand, Messieurs, je vous remercie. Je suis trop heureux. Marchons, marchons. Je suis trop heureux.... » Cela partait d'un bon sentiment mais était pauvre d'effet ; or on devait, de toute nécessité, envoyer un article au *Moniteur*. « Faites le discours, dit Talleyrand à Beugnot dont il connaissait la facilité. Faites-le bon, convenable à la personne et au moment ; je vous promets que Monsieur l'acceptera et si bien qu'au bout de deux jours il croira l'avoir fait ; et il l'aura fait ; vous n'y serez plus pour rien. » Beugnot ayant apporté un essai assez grandiloquent : « Ce n'est pas cela, lui dit Talleyrand. Monsieur ne fait pas d'antithèses et pas la plus petite fleur de rhétorique. Soyez court, soyez simple. » Enfin Beugnot trouva la phrase suivante : « Rien n'est changé en France, si ce n'est qu'il s'y trouve un Français de plus, » et la soumit au ministre : « Pour cette fois je me rends ! dit celui-ci. C'est bien là le discours de Monsieur et je vous réponds que c'est lui qui l'a fait ; vous pouvez être tranquille à présent. »

Et, de fait, cette formule devint « le mot de Monsieur », celui qui domina son gouvernement éphémère.

Les jours qui suivirent furent d'une allégresse plus reposée, mais l'étiquette n'y apportait pas encore ses entraves. Dans la salle basse du pavillon de Flore entrain qui voulait, et Artois animé, rajeuni, embelli par le sentiment du bonheur, distribuait les sourires et les gentilleses : « Il est doux de se reposer dans le palais de ses pères, au milieu de ses compatriotes... et sur vos lauriers, Messieurs. » Ceci pour les maréchaux. « C'est à nous de vous indemniser. » Ceci pour les émigrés qui exprimaient leurs doléances.

Dans cette cour hétéroclite les surprises étaient inévitables. Un jour, la vieille Montansier, directrice de spectacles et connue par ses aventures, se glissa parmi la foule et il fallut discrètement l'éconduire. Un autre jour La Fayette — ce La Fayette qui

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

rappelait à la famille royale de si tragiques souvenirs — se présenta, revêtu de son ancien uniforme d'officier général; pris pour un loyal émigré, il fut accueilli comme tel à bras ouverts, et lorsqu'il déclina son nom, Monsieur resta stupéfait, sans mot dire. Mais une visite surtout émut Artois : celle d'une sœur cadette de Mme de Polastron; la ressemblance avec la morte était si frappante que le prince faillit s'évanouir.

Ces incidents passaient le plus souvent inaperçus, et la cordialité, la confiance dominaient : voir Monsieur aux Tuileries, savoir Napoléon encore à Fontainebleau, contempler « le gracieux héritier du trône, » dans une galerie décorée tout entière de tableaux qui représentaient les triomphes du conquérant, quelle joie inespérée! « Les figures peintes offraient des trophées de guerre, les figures vivantes offraient des trophées de paix, » et partout, dans les salons, dans les rues, on exaltait « les grandes actions » de Monsieur, on chantait ses louanges :

De Louis précurseur fidèle,
Charles se montre de nouveau
Comme l'aurore la plus belle
Avant le soleil le plus beau !

Les réceptions terminées, Artois se délassait en visitant les Tuileries. « Que voulez-vous! disait-il. Voilà comme on nous élevait. Il y a, à Paris, une foule de belles choses que je ne connais pas du tout. Croiriez-vous que j'ai entendu dire cent fois à Versailles qu'il n'y avait aucun parti à tirer des Tuileries, qu'elles étaient un composé de galetas, et voilà des appartements commodes et magnifiques! » Et, à mesure qu'il avançait de salle en salle, il goûtait plus pleinement la satisfaction d'être arrivé au port, de vivre enfin chez lui.

Mais bientôt les difficultés commencèrent. Artois, qui n'avait fait aucun apprentissage pour gouverner, tombait tout d'un coup dans une nuée d'intrigues entre bonapartistes qui avaient relevé la monarchie, jacobins qui juraient avoir sauvé la France, « généraux qui avaient gagné pour elle cent batailles, municipaux qui avaient fait une proclamation, sénateurs qui étaient prêts à tout faire, » et, pour finir, entre souverains étrangers vainqueurs et maîtres de nos destinées. Comment sortir sans dommage de cet enchevêtrement, se diriger au milieu de cette

LE FOURRIER DU ROI

poussière de partis? « Tenez-vous-en, lui conseillaient les sages, au pouvoir fortement constitué que vous a légué l'Empire. Conservez le lit de Bonaparte et couchez-y le roi! » Mais cette politique ne pouvait être acceptée des émigrés, de l'ancienne France qui, elle, voulait revivre; et Artois n'avait point la volonté assez ferme pour prendre une résolution définitive.

Cependant il fallait qu'il se décidât : le Sénat lui déférait le gouvernement provisoire en attendant que Louis XVIII, « appelé au trône des Français, eût accepté la charte constitutionnelle. » Une constitution imposée au roi! Artois ne pouvait tolérer cela; et quand Vitrolles lui annonça qu'une délégation du Sénat sollicitait d'être reçue par lui, il répondit : « Que veulent ces gens-là? Je ne veux pas les voir.... Je ne les verrai pas. » Il marchait de long en large avec précipitation, et son indignation augmentait : « Et vous, pourriez-vous me conseiller de supporter une pareille indignité. Voyons! » — Puis tout se calma. Fouché, l'ancien persécuteur des Bourbons exilés, qui menait sous main toutes les intrigues et désirait se rendre indispensable aux royalistes, donna à Monsieur une leçon de politique et lui dicta une réponse qui n'engageait à rien et réservait l'avenir.

Talleyrand porta la parole au nom du Sénat avec une parfaite mesure, Artois répliqua avec une fougue généreuse mais en s'abritant derrière son souverain légitime; et quelqu'un s'étant écrié : « C'est bien vraiment là le langage d'un fils d'Henri IV! » le prince reprit : « Oui, Messieurs, le sang d'Henri IV coule dans mes veines; je désirerais en avoir les talents, mais je suis bien sûr d'avoir son cœur et son amour des Français! » L'effet produit fut excellent.

Rentré chez lui, Artois se jeta, accablé, dans un fauteuil : il pliait sous le poids de la responsabilité qu'il venait de prendre vis-à-vis de son frère. Jusqu'alors il ne s'était guère inquiété de celui-ci : le 15 avril seulement, tandis qu'il travaillait avec Vitrolles, il s'était brusquement interrompu : « Et le roi? — Comment, le roi? — Oui, le roi. Nous sommes ici depuis trois jours et nous n'avons pas écrit. » Le rouge lui montait au visage.... Après la réception du Sénat, cette négligence devenait grave : que penserait Louis XVIII? « J'aurais voulu ne point le lier d'avance, disait Artois à Vitrolles, mais les circonstances ont été impérieuses. Il le comprendra bien. » Puis, pour se confirmer dans

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

sa propre confiance, il répéta : « Le roi comprend à merveille. Tout le monde sait qu'il a l'esprit très cultivé par l'étude de la littérature, de l'histoire, mais.... » Il se tut, et comme Vitrolles, curieux de savoir à quoi s'en tenir sur ses sentiments, le poussait, il reprit : « L'homme s'agite et Dieu le mène. Vit-on jamais des événements où le doigt de la Providence fût aussi marqué que dans ceux dont nous sommes de très simples acteurs.... Je m'en rapporte à la sagesse de mon frère comme il est de mon devoir. »

Ses scrupules vaincus, Monsieur reprit de la sérénité, c'est-à-dire qu'enivré par l'encens que lui prodiguaient ses familiers, il se laissa entraîner à une série de fautes qui devaient peser lourdement sur l'avenir de la monarchie. Sans doute il affectait de n'employer que d'anciens fonctionnaires de l'Empire, flattait les maréchaux, remplaçait M. de Sainte-Aulaire, chambellan de l'impératrice, à la préfecture de l'Aube et rendait à M. de Ségur, grand maître des cérémonies de la cour impériale, son siège au Sénat ; il manifestait en public une sorte de libéralisme, disant : « Vous nous pileriez dans un mortier, nous tous, princes de la maison de Bourbon, que vous n'en tireriez pas de quoi faire un roi absolu ! » Mais en fait son entourage, son état-major « immaculé » — où ne figurait pas un seul officier ayant servi sous la Révolution, sous Napoléon —, distribuait par douzaine la Légion d'honneur à des préfets et sous-préfets qui décoraient leurs amis et même leurs créanciers.

Les vieux généraux de l'Empire, « les vieilles moustaches, » étaient furieux en voyant le haut du pavé occupé par des gens qui n'avaient pas combattu ; les soldats imitaient leurs chefs ; et dans les bagarres, les gardes de Monsieur n'avaient pas toujours le dessus. Mais — et cela était de plus grave conséquence —, tandis que le gouvernement provisoire gardait la souveraineté et signait avec les alliés l'armistice du 23 avril, un gouvernement occulte organisait le parti royaliste de façon à faire croire que « la Restauration était l'œuvre d'un mouvement national. »

Les membres de ce gouvernement se jugeaient destinés à réagir contre les idées libérales et, invoquant le nom de Monsieur, prenaient une allure tellement belliqueuse que, si le tsar n'eût été là, « on eût vu en action tous les propos de Coblençe. » Sous le titre de commissaires extraordinaires envoyés auprès

LE FOURRIER DU ROI

de chaque division militaire, ils prétendaient diriger la France et faire accepter les intentions du nouveau pouvoir : Jules de Polignac s'en fut à Toulouse, Alexis de Noailles à Lyon et le comte de Marescot, qui avait participé à la capitulation de Baylen, partit pour Périgueux. Peu à peu, la propagande contre les bonapartistes et les jacobins se manifesta par des pamphlets qui attaquaient « les existences créées depuis vingt-cinq ans, les régicides, leurs adhérents et leurs complices. » Ceux qui se sentaient visés répondaient en accusant Artois de tentatives d'assassinat contre Napoléon; et le peuple, auquel on avait promis la suppression des droits réunis et qui ne voyait rien venir, récriminait.

Le mécontentement croissait, les haines s'envenimaient. « Notre faveur est telle auprès du public, disait alors Vitrolles, que nous pouvons faire vingt-cinq sottises par jour, mais il faut éviter d'en faire cinquante. » La limite était bien dépassée, car la cour de Monsieur se trouvait plus envahie chaque jour d'intrigants « toujours en jactance de leur loyauté et de leur dévouement à l'autel et au trône; » et les ambassadeurs étrangers pensaient que, si l'on continuait à marcher dans cette voie, ils auraient fait à grand'peine de la besogne qui ne durerait guère. Quinze jours après la rentrée de Monsieur, on s'aperçut que celui-ci était « excellent à montrer, à la condition qu'on se contentât de le montrer et qu'on ne lui laissât pas le temps de faire des fautes; » et les gens de bon sens comme le bailli de Crussol, fort dévoué à Artois cependant, se désolaient : « Faites arriver le roi ! Faites-le arriver au plus tôt ! »

En vérité, l'accès de goutte qui avait retardé Louis XVIII n'était point providentiel. Au mois de mai seulement, l'exilé d'Hartwell fit son entrée à Paris, entrée solennelle à laquelle présida la canne à pomme blanche du grand-maître des cérémonies, car « le marquis de Dreux-Brézé était rentré dans ses fonctions du même droit que le roi revenait sur son trône. » Artois, tout en lui frayant le chemin, avait bénéficié de la fraîcheur d'enthousiasme, de l'élan spontané du peuple : son frère n'en recueillit que les restes.

Mais Louis XVIII connaissait et les faits et les hommes. Il concéda à Monsieur quelques mesures propres à satisfaire les émigrés, telles que les ordonnances sur le repos obligatoire du dimanche et les cérémonies expiatoires; mais, par prudence,

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

par sagesse politique, il s'attacha loyalement à la Charte qu'il donna à ses sujets : la Déclaration de Saint-Ouen, rassurante et ménageant les intérêts fut « son mot » à lui ; et ce mot-là était d'une autre portée que celui de Monsieur, allait plus au fond des choses. « Nous devrions remercier la Providence, disait alors Beugnot, de nous avoir pétri un roi d'une pâte composée de la plus fine fleur de la farine constitutionnelle. »

Cette Charte qui accordait des droits, des libertés à « des sujets, » Artois ne pouvait concevoir que son frère l'eût octroyée : c'était à ses yeux un outrage à la pure doctrine monarchique. « On l'a voulue, disait-il à ses amis, il faut bien en essayer ; mais l'expérience sera bientôt faite, et si, au bout d'une année ou deux, on voit que cela ne marche pas rondement, on reviendra à l'ordre naturel des choses. » Il se faisait fort de redonner bientôt à la royauté sa direction traditionnelle, car, s'il concédait à son frère de l'intelligence, « une tête admirable, aussi fraîche qu'à trente ans, » il lui refusait toute faculté d'action et concluait : « Eh bien ! il pensera pour nous et nous agirons pour lui ! »

L'expression était d'une justesse toute relative : Artois et les siens agissaient, mais contre la pensée du roi. Après la rentrée de celui-ci, le gouvernement occulte n'avait point disparu, il avait seulement changé de résidence et siégeait maintenant au pavillon de Marsan ; mais de gouvernement il était tombé au rôle d'officine de police. A la tête de ce « petit bureau, » de ce « cabinet vert » comme on l'appelait, se trouvaient le franc-comtois Monciel, en faveur depuis le séjour à Vesoul, M. de La Maisonfort, autrefois membre de l'agence royale et emprisonné sous l'Empire, enfin le comte de Bruges, ancien émigré, passé à Saint-Domingue, enrichi dans les séquestres, et que son caractère sombre rendait antipathique aux autres aides de camp du prince.

Chaque soir, en grand secret, des émissaires arrivaient au pavillon de Marsan, « les mains garnies de petits morceaux de papier placés à tous les intervalles de leurs doigts comme dans les plis d'un portefeuille » : c'était le rapport de la journée. Par là se révélait « l'incorrigibilité » d'Artois ; dans l'exil il s'était persuadé que l'on ne peut gouverner sans un ministère de confidents, d'affidés qui s'occupent beaucoup plus des hommes que des choses et qui entretiennent une clientèle prête à obéir

LE FOURRIER DU ROI

au premier geste. Cet esprit de clan est aussi inséparable de sa politique que le favoritisme l'est de celle de Louis XVIII.

Mais Monsieur n'était point roi, et « le cabinet vert » s'opposait nettement à la police officielle. Beugnot chef de celle-ci essaya de s'entendre avec Monciel, qui lui répondit que sa police à lui était « un foyer de royalisme qui éclairait les Tuileries et serait étouffée au quai des Théatins; » d'ailleurs Beugnot s'entourait mal et n'employait dans ses bureaux que des agents bonapartistes! Les deux chefs ne purent se mettre d'accord, et, comme devant, les espions officieux affluèrent au pavillon de Marsan.

Artois, d'ailleurs, se croyait le maître de la situation. A la fin de 1814 il s'en alla à travers la France, chevauchant, faisant chanter des Te Deum, séduisant chacun par son affabilité et sa présence d'esprit. Reçu avec transport à Mâcon, il répondait à ceux qui le pressaient de monter en voiture afin d'arriver au moment prescrit à l'étape suivante : « Eh! je ne voyage pas pour arriver! » Ces mots-là ravissaient, et à mesure que le prince approchait du Midi, il était accueilli avec une cordialité grandissante. Les Lyonnais lui firent fête et il vanta leur fidélité; à Marseille, 4 000 tonneaux de goudron et des milliers de kilos de poudre, allumés au sommet de la montagne de Notre-Dame de la Garde, célébrèrent son entrée dans la ville et les Marseillais proclamèrent : « Ce volcan ne représente que faiblement la vivacité et l'ardeur de notre amour pour le roi, pour Votre Altesse Royale, pour tous les princes de la maison de Bourbon. »

Tout cela était de bon augure, et Artois retrouvait en province un reflet du triomphe qui l'avait accueilli lors de sa rentrée à Paris; mais « bien qu'il n'eût pas dans le cœur plus de fiel qu'une colombe, » il ne pouvait s'empêcher de montrer sa haine pour tout ce qui rappelait la Révolution. Durant son séjour à Besançon, il fit garder à vue par deux sentinelles l'évêque constitutionnel et le consigna dans son palais.

On vit bientôt ce que valait cette sympathie populaire.

Le dimanche 5 mars 1815, la nouvelle du débarquement de Napoléon au golfe Juan est connue aux Tuileries. Vitrolles court à la recherche de Monsieur; un huissier lui répond qu'il est à vêpres. « A vêpres! pense Vitrolles, en de telles circonstances! Jacques II d'Angleterre perdit son royaume pour une

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

messe; ceux-ci perdront-ils le leur pour des vêpres? » Au bout d'une demi-heure, Artois paraît suivi de sa troupe dorée; Vitrolles le suit dans son cabinet et cherche à lire dans ses yeux s'il est instruit de l'événement. « Eh bien! dit Monsieur, m'apportez-vous des nouvelles de nos voyageurs? » (La duchesse d'Angoulême était alors à Bordeaux) — « Monsieur n'a pas vu le roi depuis la messe? — Mais si, je l'ai vu.... » Puis, tout à coup; se reprenant : « A propos, et la nouvelle du débarquement, qu'en dites-vous? » Vitrolles, stupéfait de cet « à propos », endoctrine son prince, lui montre que seul il peut assurer la fidélité de l'armée. Monsieur marche de long en large, Vitrolles à ses côtés parlant, persuadant; Monsieur reste silencieux, mais à l'allure de ses pas qui se précipite à mesure que Vitrolles devient plus pressant, on devine qu'il écoute, si bien qu'à la fin tous deux, sans s'en douter, sont presque au pas de course : « Eh bien! dit Monsieur en s'arrêtant, je pense que vous avez raison et qu'il faut graisser nos bottes. — Non, Monseigneur, il faut partir sans que vos bottes soient graissées, immédiatement! » Le soir même, à minuit, Artois après avoir vu le roi partait pour Lyon.

Il y entra le 8 mars au matin et passa la garde nationale en revue : « Mes amis, il me faut seulement mille hommes de bonne volonté et je répons de la ville. » Quelques volontaires s'inscrivirent; mais, bien qu'il eût fait distribuer un écu à chaque soldat, Artois ne recueillit que de rares vivats qui détonnaient au milieu du silence. « Ces cris isolés ne me persuadent pas, lui dit le comte Roger de Damas, gouverneur de Lyon. Voyez donc, Monseigneur, la compagnie d'élite des dragons vous fait littéralement la grimace. » Le même jour, Monsieur écrivait au roi en assurant que les populations étaient généralement favorables, mais les troupes inquiètes et ébranlées : « L'attitude pacifique de Bonaparte fait tomber les bras levés. On n'attaque guère qui passe près de vous sans vous heurter.... Si Grenoble offre la résistance qu'on doit attendre, nous surmonterons les difficultés; mais si la place est occupée par l'ennemi, le succès devient incertain. »

Ce jour-là Monsieur vit clair. Grenoble se donna à Napoléon, et le 9 mars, le duc Philippe d'Orléans, fils du prince régicide Philippe-Égalité, qui avait accompagné Artois à Lyon, lui dit : « Cette affaire-ci ne saurait être longue. Il me semble qu'il ne

vous reste d'autre chose à faire que de tâcher d'emmener les troupes et de vous replier. » Cette opinion d'un parent qu'il n'aimait guère et dans lequel il soupçonnait avec raison un candidat à la couronne, choqua vivement Monsieur qui déclara qu'avant de prendre un parti il attendrait le maréchal Macdonald, en qui il avait pleine confiance. Macdonald arriva à neuf heures du soir et reçut tous les pouvoirs; mais Monsieur avait changé d'avis : il voulait maintenant évacuer la ville. « Vous abandonnez Lyon! — Nous n'avons ni munitions, ni canons; les troupes manifestent hautement qu'elles n'opposeront aucune résistance, et la plus grande partie de la population se prononce contre nous. »

Bien qu'on lui ait rapporté que la garde d'honneur du duc d'Orléans a jeté la cocarde blanche dans la boue, Macdonald obtient qu'« on essaie une revue » sur la place Bellecour; mais les soldats protestent : ils ne veulent pas voir le prince. Macdonald paraît seul, crie : « Vive le roi ! » Pas une voix ne répond. Monsieur décide alors de se montrer; il compte sur son charme qui si souvent lui a réussi. Le voici qui s'approche d'un vieux sapeur de dragons; il lui tend la main et le loue de son courage « dont il porte la preuve sur sa poitrine. » L'autre reste les yeux fixes, la bouche béante, immobile, impassible. Son colonel l'exhorte à crier vive le roi. « Je ne puis pas, » répond le sapeur. Les officiers interviennent, l'appellent par son nom, le flattent; l'homme de l'Empereur reste inébranlable.

Furieux de n'avoir pu obtenir même un cri, mais gardant bonne contenance, Monsieur rentre par les quais. Il y aurait encore un moyen de retarder la marche de l'envahisseur : la rupture des ponts; mais le maire, M. de Farges, s'y oppose; au cas où les ponts sauteraient, il ne pourrait répondre d'une insurrection dans la ville. De fait, le peuple massé le long du Rhône regarde passer le prince et son escorte avec une indifférence totale, sans une huée, sans une acclamation; sa préoccupation est ailleurs : il attend l'Empereur qui approche, dit-on, de la Guillotière.

Le 11 mars à cinq heures du matin, Monsieur, cédant aux supplications de Macdonald, monte en voiture et reprend la route de Paris. Le maréchal, après avoir envoyé contre-ordre aux troupes qu'on dirigeait vers Lyon, rejoint le prince en chemin, le trouve déprimé, avouant presque les fautes commises et se reprochant d'avoir négligé l'ancienne armée. Monsieur pouvait en effet

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

méditer sur la fidélité des Lyonnais qui l'avaient accueilli si chaleureusement quelques mois avant, sur le danger que présentaient cette curée des grades et des décorations, ce mépris des militaires roturiers, qui avaient signalé son gouvernement de vingt jours. Mais au cours du voyage — marqué par un seul incident à Briare, où un vieux curé n'en finit point de dire la messe, ce qui exaspéra Monsieur — cette impression d'accablement, cette manière de contrition disparurent.

Artois rentrait à Paris en fugitif, vaincu sans avoir combattu, mais il ne semblait pas s'en rendre compte. Vitrolles avait tenté d'empêcher cette réapparition sans gloire dans la capitale et conseillé d'envoyer Monsieur à la tête des corps réunis en Franche-Comté sous les ordres de Ney. — De Bordeaux où elle s'efforçait de soulever le parti royaliste, la duchesse d'Angoulême — le seul homme de la famille, dira Napoléon — écrivait dans le même sens à son beau-père : « Je ne puis pas vous cacher ni cesser de vous répéter avec quelle peine mon cœur vous voit à Paris. Pourquoi n'êtes-vous pas avec Oudinot ou Ney?... Vous êtes accablé de fatigues, de petites affaires; et cependant les importantes n'avancent pas, votre gloire en souffre.... Au nom de Dieu, quittez Paris, le roi n'a pas besoin de vous.... Votre devoir est à une armée, non au Conseil où l'on ne fait que des sottises. »

Mais Monsieur était insensible à ces leçons d'énergie. « Il manifestait, » passait en revue la garde nationale parisienne, s'enquêrait du nombre de volontaires que chaque légion pouvait fournir. Les petites affaires l'occupaient effectivement : le 15 mars dans la nuit, il rencontrait Fouché, « l'homme indispensable aux jours de crise, » dans l'hôtel de la princesse de Vaudémont. « Voilà, dit celle-ci, Votre Altesse Royale dans l'antre de la Sybille; » et, tout comme s'il était à Versailles, Artois répondit : « J'ai besoin des enfers, je viens les consulter. » Il offrit à Fouché le ministère de la police, mais l'autre qui entendait éviter d'être sous les roues du char et préférait « se placer dans les brancards » refusa : « Monseigneur, dit-il, sauvez le roi ; je me charge de sauver la monarchie. » Cela ne suffisait pas à Monsieur, qui, soupçonnant Fouché de conspirer, ordonna de l'arrêter; mais le policier n'ignorait pas l'art d'échapper à la police.

Le lendemain 16 mars, Artois manifestait encore à la séance royale où Louis XVIII déclara solennellement son dessein de mourir sur le trône plutôt que de quitter Paris. Devant les

LE FOURRIER DU ROI

Chambres assemblées, et quoique cela fût contraire à la règle, il jura, lui l'adversaire déterminé de toute constitution, « de vivre et de mourir fidèle au roi, à la Charte qui assure le bonheur des Français. » Louis XVIII l'embrassa; l'assistance s'émut, mais Artois savait bien que cela ne tirait pas à conséquence : ce n'était qu'une scène bien jouée.

Les affaires n'en allaient pas mieux. Si Vitrolles, déplorant la faiblesse qui laissait le roi et la monarchie entraînés comme un cadavre, préconisait un plan de défense, la majorité errait, irrésolue, au milieu des alarmes : prodigieuse ineptie, terreur panique, disent les contemporains qui ont gardé quelque présence d'esprit. Aux Tuileries, une foule inutile de pâles spectateurs attendait dans les salons, pendant que dans la cour on assommait, aux cris de Vive le roi! les imprudents qui osaient prononcer des paroles de mauvais augure. Blacas, le favori du roi, homme triste et plein de morgue, disait : « Le maréchal Soult trahit, mais j'ai sa démission dans ma poche. Voulez-vous la voir? » Sur quoi il tirait de son habit un pistolet d'une bonne longueur.... Les anciens fidèles de l'Empereur, sentant la situation difficile, se faisaient payer pour rester fidèles au roi, et d'autant plus cher que l'inquiétude grandissait. Sur les murs on lisait des placards ainsi rédigés : « L'Empereur prie le roi de ne plus lui envoyer de soldats. Il en a assez; » cependant que les jacobins, subitement reparus et reprenant de l'audace, ridiculisaient Monsieur en l'appelant « le cy-devant jeune homme. »

Ceux qui avaient salué avec joie le retour des Bourbons les voyaient à jamais perdus, et Mme de Staël pouvait se lamenter : « Hélas! quand je les vis, ces princes, en Angleterre, ils écoutaient la vérité. Je leur peignais l'état de la France, ce qu'elle demandait, ce qu'il était si facile de lui donner; je croyais les avoir convaincus, et, ici, pendant onze mois, je n'ai pu leur parler une seule fois. Je les voyais s'avancer vers l'abîme, et ma voix a été repoussée. »

L'expérience était faite. Le 19 mars à minuit, Louis XVIII s'enfuyait de Paris. Deux heures après, Artois et son fils le duc de Berry le suivaient avec la maison militaire, à laquelle s'était jointe une cohue de volontaires de tout âge et de tout état, de jeunes gens n'ayant jamais porté le sabre, de vieillards groupés pour leur sûreté autour de leur protecteur. Heureusement le

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

général Exelmans avait reçu de Napoléon l'ordre de presser la retraite de la maison militaire sans l'attaquer, et tout se passa de façon fort pacifique. Monsieur cependant, voyant la marche piteuse de son armée, songeait à s'embarquer à Dieppe avec les mousquetaires et les gardes du corps, lorsqu'il apprit que le roi se dirigeait vers la Belgique; il décida de l'y rejoindre par des chemins de traverse. Alors ce fut la débâcle : les voitures et l'artillerie, au lieu de suivre la chaussée jusqu'à La Bassée, s'embourbèrent; et Artois, ne gardant avec lui que trois cents hommes les mieux montés, ordonna de licencier le reste des troupes. L'opération n'eut pas lieu sans résistance; les volontaires, les gardes et cheveau-légers crièrent à la trahison : était-il humain de les abandonner au moment où les soldats de l'usurpateur s'avançaient? Mais Monsieur poursuivait son chemin; le 27 mars il était à Ypres, heureux qu'on eût pu sauver les trois caissons contenant les diamants de la couronne. Le lendemain, il retrouvait le roi à Gand.

Logé à l'hôtel des Pays-Bas sur la place d'Armes, avec sa suite et ses équipages, il groupe autour de lui les partisans des mesures violentes, fait recruter les déserteurs qui renforceront son embryon d'armée, pousse le roi à adresser un manifeste à la nation française, sollicite des avances de Wellington pour organiser des bataillons suisses ou créer des soulèvements en Poitou, Bretagne et Normandie; il annonce qu'à Paris « le Corse » est bloqué dans son palais qu'entourent un triple rang de canons et trois à quatre mille hommes, reçoit des agents secrets et des espions, écrit, s'agite, pérore le soir au whist du roi; et cette activité désordonnée effraie les représentants des alliés. Le Russe Nesselrode est d'avis que « si Monsieur pouvait se retirer dans quelque coin et ne se mêler de rien, il rendrait service... et surtout au roi ». L'anglais Stuart constate que la misérable troupe dont Monsieur fait tant de cas — six cents cavaliers, mille cinq cents fantassins — est dans un tel état de désorganisation qu'elle ne peut que nuire à la cause de Louis XVIII.

Mais Artois est resté l'homme de Turin, de Coblençe, d'Holy-Rood, de Londres. « Eh bien! nous voilà encore une fois dehors, dit-il à Beugnot, et à qui la faute? » Beugnot commence à expliquer qu'on a froissé les amours-propres et inquiété les intérêts. « Quand je vous accorderais tout cela, réplique Artois, et je trouve qu'il y a beaucoup à rabattre, vous aviez fait prévaloir votre

LE FOURRIER DU ROI

système, vous disposiez de toutes les forces du gouvernement et vous n'avez pas su nous défendre. » Il ne pense pas un seul moment à sa propre responsabilité; et dans les allées du Kauter, la promenade de la ville, ses familiers continuent à vitupérer contre la Charte. « Ces gens-ci, observe le baron Louis qui les écoute, recommencent à dire des bêtises en attendant qu'ils puissent en faire. »

Les nouvelles cependant n'étaient pas « de nature à donner de bonnes digestions. » Le 17 juin, Monsieur, parti du côté de Bruxelles, annonce que Napoléon est vainqueur aux Quatre-Bras. Aussitôt la peur s'empare des exilés qui font entreprendre des travaux pour inonder les abords de Gand.... Mais, deux jours après, un message d'Artois arrive à l'hôtel d'Hane de Steenhuyse où loge Louis XVIII : « Bonaparte est perdu. »

Après Waterloo et la chute définitive de l'Empereur, les alliés décidèrent de prendre la France en tutelle : il faut, dirent-ils, mettre ce pays dans l'impossibilité de redevenir une puissance formidable et un instrument de despotisme militaire, lui imposer un gouvernement qui donne la sécurité au dehors et soit assez fort pour se soutenir sans secours étranger. Mais lequel choisir? Si le roi revenait « avec les idées de Monsieur et de son pitoyable entourage, » une nouvelle catastrophe était à craindre. Le duc d'Orléans au contraire, qui avait pris soin de ne pas se compromettre dans les excès royalistes et qu'on n'avait point vu à Gand, semblait un candidat possible et recueillait des sympathies. Mais Louis XVIII, par un prompt retour, déjoua les intrigues qui se nouaient, « il vola son trône, » et le maintien des Bourbons ne fut plus en question.

Il n'existait aucun pouvoir constitué à Paris : la Chambre des pairs s'était séparée; trente soldats avaient suffi à dissoudre celle des députés; et sur ces ruines un homme restait : Fouché qui avait « tout prévu depuis le 20 mars. » Alors ce fut un vertige étrange : le royaliste comme le révolutionnaire, l'étranger comme le Français, se mirent d'accord pour soutenir que « sans Fouché il n'y avait plus ni de sûreté pour le roi ni de salut pour la France. » Monsieur répugna tout d'abord à suivre le mouvement, mais Crussol se jeta à ses pieds : « Fouché nous a tous préservés depuis le départ du roi, les jacobins il les tient dans sa main; et nous sommes vieux dans le fau-

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

bourg Saint-Germain, nous avons trop souffert, il nous faut du repos! »

Convaincu, Artois insista auprès du roi pour qu'il choisît un régicide comme ministre. Lorsque Louis XVIII eut accompli ce sacrifice, ce fut un curieux spectacle de voir aux Tuileries Monsieur s'approcher de « l'ancien moine coupeur-de-tête » devenu par un concours inouï de circonstances un faiseur de roi, lui serrer cordialement la main et le remercier avec effusion d'avoir préparé aux Bourbons une digne rentrée dans leur capitale.

Peu après, il est vrai, quand les élections eurent donné la majorité aux royalistes purs, aux *ultras*, Monsieur découvrit tout à coup que Fouché était un ancien terroriste, qu'il avait dressé l'échafaud de Louis XVI, bref que c'était un homme abominable, chargé de crimes; et il contribua de grand cœur à sa chute. Il se sentait alors étayé par l'opinion : à son sens la France, — quel que fût alors le mode de scrutin, — venait de se prononcer nettement en faveur du retour à l'ancien régime; et, plus que jamais, il prit figure de chef de parti: s'il avait officiellement très peu de pouvoir, il jouissait en réalité d'une influence considérable.

Le faubourg Saint-Germain, les ultras et en général tous ceux « qui entendaient être logés comme ils l'étaient avant le tremblement de terre » et refaire la maison telle quelle, ne juraient que par Monsieur et confondaient dans la même réprobation la Révolution et la Charte, la bourgeoisie et la Charte.

Tout d'abord, on reprit l'œuvre d'épuration de l'armée. Artois considérait que son frère ne serait assuré d'un règne paisible que lorsqu'il n'y aurait plus dans les cadres un seul officier ayant servi sous Bonaparte; et, dans les cas où son autorité pouvait s'exercer librement, « il n'y allait pas de main morte » : il convoquait les colonels de la garde royale, et « entre quatre yeux » leur imposait ses créatures. Il fallait bien en passer par là.

« Le petit bureau » fonctionnait à plein, remis sur un bon pied, renforcé d'anciens officiers et d'anciens employés. Pour se venger du 20 mars « on voulait des noms » comme au temps de la Convention, et « les noms pleuvaient des gouttières des Tuileries. » Le roi et son entourage étaient strictement surveillés, on dénonçait comme suspect de trahison son favori, le ministre de la police Decazes qui avait succédé à Fouché, et, quand les découvertes sensationnelles manquaient, on en inventait ou l'on se rabattait sur de plus minces nouvelles : réunions clandestines de

LE FOURRIER DU ROI

généraux bonapartistes, de « terroristes et buveurs de sang; » signalement de bijoutiers fabriquant divers objets représentant Napoléon II; dénonciation d'une fille qui, bien qu'ayant reçu des secours de la duchesse d'Angoulême, « est disposée à tenter (*sic*) aux jours de cette auguste princesse... » Tout cela était bon pour le petit bureau et les policiers amateurs gagnaient facilement leur vie.

Mais, et ceci est plus grave, Monsieur ne fit rien pour s'opposer aux représailles qui suivirent la seconde Restauration; il les favorisa presque : exécutions de La Bédoyère, de Ney, des frères Faucher, refus de grâce à Lavallette, toutes ces violences maladroites s'accomplirent de son aveu. Dans le midi, des sociétés secrètes qui portaient ses couleurs, « les verdetts », se livrèrent à tous les excès « au nom de la légitimité, de la pureté, de la fidélité, » et le duc d'Angoulême eut grand'peine à arrêter leur zèle. Dans les massacres de la Terreur blanche, la responsabilité d'Artois est indéniable.

Louis XVIII voyait le danger et croyait annuler son frère en le comblant d'honneurs, en lui accordant une maison fastueuse; mais en même temps il n'osait empêcher le ministre de l'intérieur Vaublanc de lui abandonner « dans son ardente sottise » le commandement de la garde nationale. Monsieur, par l'intermédiaire de trois inspecteurs généraux, dont l'indispensable Polignac (Vaudreuil ne jouait plus aucun rôle), eut désormais la haute main sur l'organisation de cette milice, sur la nomination de ses officiers; et le parti ultra se crut le maître de la France (ordonnance du 31 décembre 1815).

Le président du Conseil était alors le duc de Richelieu, ancien émigré mais n'ayant nullement l'esprit de l'émigration, demeuré français et le meilleur des Français par le cœur, une des plus nobles figures de ce temps, un grand caractère que Louis XVIII sut distinguer. Richelieu s'inquiétait des inconséquences du comte d'Artois et plus encore de son opposition au roi. Les rapports qu'il recevait ne laissaient point de doute sur les intentions des ultras : « Monsieur entouré de favoris et de confidents sera entraîné un jour dans une mauvaise voie, » lui écrivait le marquis de Bonnavy; et de fait, au pavillon de Marsan, on disait couramment de Louis XVIII qui s'obstinait malgré son frère à pratiquer une politique de modération : « Il faut qu'il ouvre les yeux ou qu'il les ferme. »

Richelieu, qui n'avait qu'un objet : la libération du territoire

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

occupé par les alliés en vertu des traités, déplorait cette guerre sournoise qui entravait ses efforts et perpétuait les discordes : « La mort du roi, écrivait-il, serait le signal de la plus terrible révolution... et pourtant un parti fort soutenu, fort appuyé à la cour, spéculait sur cet événement et, je le dis tout bas, en accuse la lenteur. Les insensés s'imaginent qu'alors ils rétabliront sans peine toutes les institutions que la révolution a détruites, et ils ne voient pas que la suite immédiate d'une pareille entreprise serait de faire couler en France des torrents de sang et de la livrer ensuite à l'étranger. » Cela était si évident que les alliés eux-mêmes, intéressés à la tranquillité de l'Europe, intervinrent et que l'ambassadeur de Russie fut chargé par le tsar de faire comprendre à Monsieur que « les puissances n'étaient pas là pour soutenir ses sottises et pour le faire monter un jour sur le trône avec un système de réaction aussi insensé » (avril 1816).

Le ministre Decazes, ancien secrétaire de la mère de Napoléon et rallié aux Bourbons, partageait cet avis : il avait en vain manœuvré pour se concilier Monsieur, « pour l'isoler de ses entours, » mais, demeuré décidément suspect, il comprit qu'entre la sagesse apaisante du roi qui refaisait l'union et l'intransigeance absolue de son frère, il fallait choisir. On ne pouvait sortir de cette impasse que par un coup de force, et Decazes résolument proposa la dissolution de la Chambre.

Richelieu s'y refusa d'abord : il lui répugnait de paraître céder à une pression étrangère et de sévir contre des hommes, pour la plupart ses amis, qui n'étaient coupables que de mal comprendre la fidélité au principe monarchique. Mais le roi même, qui devinait que sa couronne, son repos — à quoi il tenait particulièrement — étaient en péril, se laissa convaincre ; et, le 5 septembre 1816, avec ces formes rondes et fleuries qui lui étaient familières, il dissolvait cette Chambre trop royaliste que, moins par conviction que pour faire de l'esprit, il avait appelée « la Chambre introuvable. »

Lorsque Richelieu annonça la nouvelle à Monsieur, celui-ci s'écria : « Je cours chez le roi ! » — « Sa Majesté, répondit Richelieu, vient de se mettre au lit et des ordres ont été donnés pour que son sommeil ne fût pas troublé. »

Le lendemain, Monsieur quitta les Tuileries et partit pour la chasse : c'était sa manière de boudier.

CHAPITRE V

LE PAVILLON DE MARSAN

MONSIEUR CHEF DES ULTRAS || LUTTE CONTRE LES MINISTRES DU
ROI || LA MORT DU DUC DE BERRY ET LE TRIOMPHE DU PARTI
DE MONSIEUR || MADAME DU CAYLA || MORT DE LOUIS XVIII || LES
JOURS FÉRIÉS DU RÈGNE DE CHARLES X || LE SACRE DE REIMS



LA rupture entre les ultras et les partisans de la Charte était éclatante. Les premiers, les hommes de Monsieur, accusaient le roi de « faire de son mieux contre la monarchie et de planter les lys au désert. » L'ancien exilé d'Hartwell avait proclamé à son retour en France l'union et l'oubli; on savait maintenant ce qu'il entendait par là : union avec les bonapartistes, oubli de la Vendée qui avait toujours soutenu le roi légitime.

Pédagogue sédentaire, pédant mal détrem pé des doctrines philosophiques, jacobin couronné, roi-Voltaire, comédien drapé qui venait jeter en France une Charte anglaise, tel apparaissait Louis XVIII dans les conciliabules d'ultras; et pour accentuer sa petitesse d'esprit, on insinuait qu'il était jaloux des grâces de son frère : « Comment voulez-vous, disait une dame du faubourg Saint-Germain, que le roi pardonne à Monsieur de marcher? »

De leur côté, les royalistes modérés retrouvaient dans Artois « le héros théâtral de Coblençe, » un esprit futile que ses flatteurs décoraient du nom d'esprit à la française, un impulsif obéissant à une coterie qui prétendait faire de lui l'ambassadeur de l'absolutisme en Europe, bref « un âge mûr sans maturité, une étourderie en cheveux blancs. »

Peut-être ces dissentiments auraient-ils pu s'apaiser, s'il y avait eu entre le roi et Monsieur les liens d'une ancienne amitié,

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

s'ils avaient pu discuter sur un plan fraternel; mais ils n'étaient unis que par une communauté de souvenirs, d'infortunes, non par un sentiment véritable; et Louis XVIII essayait en vain d'obtenir un revirement dans les opinions de son cadet. Au vrai, celui-ci n'avait pas d'opinions proprement dites; il n'était guidé que par des habitudes d'esprit, des préjugés soigneusement entretenus par « les prôneurs de vétustés, les artisans d'intrigues » et cristallisés par le temps. « Sur les personnes comme sur les choses, c'étaient des religions qu'il avait au lieu d'opinions, » et, lorsqu'il rencontrait un contradicteur, il le prenait dévotement en pitié et priaït Dieu de le convertir.

Louis XVIII se rendait bien compte de cette immutabilité; les disputes qu'il avait avec son frère se terminaient d'ordinaire par la retraite de celui-ci, qui, à bout d'arguments et surtout de raisons, quittait la place. Le roi connaissait l'inanité de ces palabres; et à ceux qui lui conseillaient d'agir par voie d'autorité il répondait : « Vous en parlez à votre aise. Vous croyez qu'il est facile d'être le roi avec son frère quand, enfants, on a dormi dans le même lit! »

Lors des élections qui suivirent la dissolution de la Chambre introuvable, Monsieur attaqua ouvertement le gouvernement de Louis XVIII, prit la parole à l'assemblée des électeurs de Versailles et prodigua les louanges, les caresses aux ennemis de la Charte, ce qui fit scandale. Son entourage assurait que la nouvelle Chambre serait fille de la Convention; en fait sur deux cent soixante-deux députés élus, trois seulement étaient d'anciens conventionnels; la majorité se composait de royalistes modérés, constitutionnels et de quelques libéraux, en somme des candidats du gouvernement; et pendant quatre ans cette majorité devait se maintenir.

Les ultras, malgré tout, virent dans leur échec le triomphe de la Révolution. « En vérité, il semble que tous les principes de justice soient abolis. Bientôt les fils et les filles de ceux qui ont été assassinés devront faire amende honorable à Messieurs les bourreaux. » Ces paroles de Mme de Lage, la toujours fidèle, montrent à quel point les esprits étaient montés au pavillon de Marsan. On n'y décolérait point et la Charte y était en abomination. Monsieur défendait avec chaleur son ami Jules de Polignac qui avait refusé de prêter serment à la nouvelle constitution, « ce refus n'ayant d'autre cause que des scrupules qui prenaient

LE PAVILLON DE MARSAN

leur source dans un profond attachement à notre sainte religion. » C'était oublier une manifestation trop récente, mais d'autres parlaient plus cyniquement : « On prétend que je n'aime pas la Charte, disait un ultra, je suis au contraire à cheval sur elle ; mais je le ferai tant courir ce cheval qu'il faudra bien qu'il crève ! » User de la Charte jusqu'à ce qu'elle devînt impossible, favoriser les excès révolutionnaires, organiser le désordre, tel était en effet le programme des extrémistes de droite ; mais, en attendant que cette politique eût porté ses fruits, on accueillait avec transport ceux qui pouvaient « nettoyer les écuries d'Augias, » c'est-à-dire balayer les ministres du roi, « les élèves de Bonaparte » qu'une incroyable faiblesse avait amenés au pouvoir.

Les étrangers, aussi bien que les ministres eux-mêmes, pressentaient le danger : « Mettez la cour à la raison, disait Wellington, chassez sans pitié les courtisans de Monsieur ; que le roi ne souffre pas qu'aucun homme attaché à sa personne ou à sa couronne vote contre son ministère. » On avait bien essayé, par la dissolution, de mettre la cour à la raison, mais cela ne servait de rien : Monsieur protestait en qualité de « pair et conseiller d'État nés » contre la nouvelle loi sur les élections (1817) qu'il jugeait trop libérale ; il intervenait à Rome pour qu'on abolît le Concordat de Bonaparte et encourageait les œuvres de « régénération sociale ou religieuse, » que Louis XVIII ne favorisait point, et pour cause. Son zèle était tellement indiscret qu'un bon juge, Mme de Staël, faisant allusion à la Révolution d'Angleterre qui avait remplacé Jacques Stuart par Guillaume d'Orange, disait alors au ministre Molé : « Le roi fermera tranquillement les yeux sur son trône, mais vous ne pensez pas sûrement que son frère lui succède. Monsieur aura le sort de Jacques II. — Et quel sera notre Guillaume ? — En doutez-vous ? Le fils d'un vil scélérat sans doute, mais un prince qui convient du moins à son siècle. » Ainsi cette femme de génie, qui en cet instant fut presque prophétesse, désignait Louis-Philippe.

Richelieu, chargé d'affaires, n'avait pas assez de liberté d'esprit pour voir aussi loin. Positivement le pavillon de Marsan l'effrayait : croire qu'avec deux ou trois décrets on défait une révolution de vingt-sept ans, choisir pour retourner à l'ancien régime le moment où l'étranger occupe le pays et le met au pillage, « où la France expire à la lettre sous le poids de l'Europe qui l'écrase, » c'était à ses yeux de la folie pure ; il ne cachait point

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

son sentiment, refusait de se prêter « aux extravagances des ultras » qui s'acharnaient contre lui ; et, convaincu désormais que Monsieur ne changerait pas de conduite, il travaillait à lui ôter ses forces.

L'opinion publique semblait déjà s'en charger : l'attitude d'Artois pendant les Cent-Jours n'avait pas contribué à rehausser sa réputation ; et le temps était loin où il ne pouvait passer dans la rue sans être acclamé. Maintenant on ne le ménageait guère : « Sapristi ! disait un ouvrier en le regardant entrer à Notre-Dame, je regrette le jour où je voyais Bonaparte et Talma entrer bras-dessus, bras-dessous, au Bal sauvage ! » On faisait courir le bruit que Mlle George, la célèbre actrice, avait été distinguée par Monsieur et qu'elle avait rejeté avec mépris les avances du prince, disant qu'« elle ne voulait pas flétrir ses premières amours avec Napoléon. » Calomnie pure : Artois restait foncièrement, sincèrement fidèle à la mémoire de Louise de Polastron ; mais le peuple n'y regardait pas de si près et prenait plaisir à rabaisser l'héritier du trône, il ne lui pardonnait pas d'avoir critiqué la Charte et vanté l'ancien régime : une caricature anglaise représentant Monsieur en Laocoon, étouffé par un serpent sur lequel on lisait le mot Charte, eut le plus grand succès.

Le duc de Berry partageait l'impopularité de son père. Quoique au fond généreux et bon, n'ayant d'autres vices que ceux d'un viveur, ce gros garçon râblé, la tête engoncée dans son col, se laissait aller à des violences de langage et de gestes qui le déconsidéraient. En 1815, il s'écriait : « On va faire la chasse aux maréchaux. Il faut en tuer huit ! » Un autre jour, aux Tuileries, il arrachait ses épaulettes à un colonel de la garde qui avait eu le malheur de lui déplaire ; cela ne servait guère la cause des Bourbons. Heureusement son aîné, le duc d'Angoulême, avait plus de sagesse et passait pour très dévoué à la politique du roi. Petit, assez laid, sans tournure, affligé de mouvements nerveux, timide et les yeux baissés derrière ses lunettes, « se grattant par contenance et riant niais, » jouant au militaire et ponctuant sa marche de : « Un, deux ! un, deux ! » qui étaient véritablement pénibles, Angoulême avait un cœur honnête et loyal ; il était soumis à son père mais respectait infiniment le roi dont il admirait le prestige et l'intelligence ; pour rien au monde il ne lui eût désobéi. Ses moyens étaient peu étendus, il avait comme son

LE PAVILLON DE MARSAN

cadet une brusquerie de caprice qui le rendait parfois difficile, mais il savait résister aux entraînements de son entourage. D'habitudes austères, levé à quatre heures et demie en été, à cinq heures en hiver, allumant lui-même son feu, couché invariablement à onze heures, économe, aumônier, ne faisant jamais de dettes, fort attaché à sa femme dont il révérait l'énergie, il menait au château une vie chétive, effacée, petite-bourgeoise en somme, et se montrait rebelle aux violences de la droite.

Il affichait même son libéralisme, appelait les émigrés des « avaleurs de charrettes ferrées, » et, quand on lui parlait d'un grand seigneur, répondait : « Un grand seigneur ! Par conséquent un sot. » Ce prince, fils du chef des ultras, ne dissimulait pas son dévouement à la Charte ; et lors d'un voyage à Grenoble, il disait au ministre qui l'accompagnait : « Quoi ! parce qu'au lieu de crier : Vive le roi ! en ma présence, on criera : Vive la Charte ! vous verrez là une conspiration ? Mes oreilles sont moins délicates que les vôtres : c'est que j'aime la Charte, moi. » A son sens, la France était centre-gauche ; aussi ne lisait-il que *le Constitutionnel*, car il voyait dans les opinions de ce journal l'avenir de la monarchie. Louis XVIII lui en savait gré, et sentant qu'Angoulême était un appui, voire un complice, il l'appelait dans l'intimité : « *Esperanza.* »

Indifférent aux rumeurs de la rue, à la défection de son fils aîné, Monsieur restait ferme dans son propos, suivait sa ligne. Bien qu'ayant gagné transitoirement à sa cause Talleyrand — ce cœur pourri, cette figure de fer-blanc, comme disait jadis le maréchal Lannes —, il affectait de ne disposer d'aucun pouvoir et disait à un Vendéen qui venait lui demander ses bons offices : « Mon cher ami, il vous vaudrait mieux être protégé par le portier de M. Decazes. » Allure de vaincu ; dans la réalité il était plus que jamais le chef écouté de l'opposition, mais il s'en défendait.

Un de ses familiers lui assura un jour qu'on lui prêtait l'intention, quand il serait devenu roi, de choisir pour ministres Jules de Polignac et Mathieu de Montmorency, ultras notoires. Monsieur qui se promenait dans son cabinet s'arrêta court et partant d'un grand éclat de rire : « Oh ! parbleu ! celui-là est trop amusant.... Tu connais trop Jules pour que j'aie besoin de te dire ce que c'est. Hé bien ! Mathieu, c'est la même espèce tout juste, un peu moins hâbleur peut-être, mais pas plus de fond ni de valeur.... Ah ! bon Dieu ! quels ministres ! On me croit donc

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

extravagant? » En disant cela, il était peut-être sincère; mais dans la conduite de sa vie il ne s'écartait pas d'un pouce du chemin qu'il s'était prescrit; et Louis XVIII écrivait alors dans un instant de lassitude : « Si j'ai embrassé le système de modération, ce n'est pas par paresse ni même par goût personnel, mais par raison, mais parce que je crois que seul il peut empêcher la France de se déchirer de ses propres mains.... N'est-il pas très facile de prévoir que je descendrai tout entier au tombeau? »

Les lois proposées par Richelieu et par Decazes qui, sans être premier ministre, avait plus que tout autre l'oreille du roi, rencontraient en Monsieur un adversaire irréductible. La marche vers l'apaisement, vers l'union de deux peuples ennemis qui dans l'esprit du roi ne devaient faire qu'un seul peuple, le difficile apprentissage du régime constitutionnel que subissait pour le bien du pays un monarque élevé dans les principes de l'absolutisme et du droit divin mais mûri par l'exil et les revers, — Artois jugeait tout cela également néfaste. Et, quand il s'aperçut que son opposition restait sans effet, que les projets de loi qu'il critiquait étaient maintenus, il plaça tout d'un coup sa personne entre le roi et ses ministres.

Drame de palais. Aucun mouvement au dehors. Le peuple n'est au courant de rien. En Russie, la situation se dénouerait probablement de façon sommaire grâce à l'empressement d'un obscur serviteur. Aux Tuileries, entre gens civilisés, on se contente d'échanger des lettres, mais quelles lettres! Sous les formules lénitives et les artifices de langage on voit poindre la passion, la colère, pour ne pas dire plus.

Artois n'accepte ni la loi électorale qui institue le suffrage direct défavorable aux ultras, ni la loi sur le recrutement de l'armée préparée par Gouvion-Saint-Cyr, qui dépouille la noblesse de ses privilèges traditionnels en permettant aux sous-officiers — c'est-à-dire aux bonapartistes! — l'accès aux grades supérieurs; et dans sa lettre au roi il dénonce le danger imminent que fait courir à la monarchie la politique du ministère : « L'ordonnance du 5 septembre (1816) a brisé la digue qui mettait un frein à l'impatience des révolutionnaires; » ceux-ci envahissent places, emplois, veulent enlever ses prérogatives à la couronne et menacent le trône. Un seul remède à cela : renvoyer « ce ministère usé ». Puis, devenant subitement sentimental, Artois ajoute : « J'ai longtemps gémi en secret sur le déplorable

LE PAVILLON DE MARSAN

aveuglement dans lequel le ministère est plongé, mais le cri public s'élève trop haut pour que, placé sur les marches du trône, je puisse paraître plus longtemps indifférent. »

Cette lettre fut suivie d'une entrevue orageuse entre les deux frères. Monsieur demanda franchement le renvoi de Decazes, « sinon, dit-il, je quitterai la cour avec mes enfants. » — « Il y a des forteresses pour les princes rebelles, répondit Louis XVIII. — La Charte n'admet pas de prison d'État. » Cette riposte inattendue, cette invocation par le chef des ultras de la Charte détestée arrêterent net la digestion du roi; la goutte se porta à l'estomac et il faillit étouffer. Les pleurs succédèrent, mais Monsieur resta ferme et se retira en déclarant qu'il protesterait publiquement contre « le système. »

Louis XVIII, comprenant qu'il s'agissait d'un complot monté par le pavillon de Marsan, voulut avant tout éviter le scandale, l'appel au peuple. Impotent, passant sa vie devant sa table de travail, il para l'attaque par une longue épître qui, à distance, garde de la grandeur. Après avoir essayé d'expliquer à son frère les avantages de « la route moyenne » et rappelé ce mot d'Henri IV qui, accusé d'ingratitude par ses anciens amis et de fausseté par ses ennemis, disait : « Ils me regretteront quand je n'y serai plus, » il soutient que la dissolution de la Chambre introuvable était nécessaire pour le mettre hors de page et ramener à la raison les ultras dont le cri de ralliement : Vive le roi quand même ! insultait à la majesté royale. Puis le ton s'élève, le monarque parle : il ne changera ni de système, ni de ministère, car il est l'aîné, et comme l'a dit Nelson : « Tant que je vis, il n'y a que moi qui commande ici. » Monsieur va-t-il par dépit organiser la guerre civile ; osera-t-il cela ? « Chef de parti ! quel rôle pour vous ! Ceux qui ont pu vous familiariser avec l'idée d'une scission entre nous s'y arrêteront-ils ? ... Bien différent du méprisable frère de Louis XIII, vous repousserez avec horreur et de tels conseils et les perfides conseillers qui vous les auront donnés » (janvier 1818).

Cette lettre demeura sans effet et il fut question, assure-t-on, d'exiler Monsieur ; mais le roi s'y refusa. Il ne conservait pourtant aucune illusion et, humaniste malgré tout, il disait en confidence à Decazes qu'il fallait chercher les motifs de la conduite de son frère dans cette maladie nommée par Virgile : *regnandi tam dira cupido*, le funeste désir de régner.

Artois était-il vraiment poussé par cette ambition ? On ne

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

peut l'affirmer. Il est certain, en revanche, que les ultras ne cachaient plus leur impatience de voir la couronne passer à leur chef, et de régner par lui. « Jouissons du présent, avait dit Monsieur en 1814, je vous réponds de l'avenir. » Mais le roi s'obstinait à vivre et, qui mieux est, à gouverner. Alors, exaspérés par ce régime libéral qui les réduisait à l'impuissance, les ultras décidèrent de frapper un grand coup : il ne s'agissait de rien moins que de porter au trône le comte d'Artois sous le nom de Charles X, « sans attendre que le ciel eût disposé de Louis XVIII. »

C'était l'été de 1818 et les conspirateurs, réunis sur la terrasse des Tuileries qui longe la Seine, élaborèrent sans peine le programme de « la journée. » Les précédents ne manquaient pas : les régiments gagnés à la cause, notamment celui de La Rochejaquelein, prendraient position entre Paris et Saint-Cloud, enlèveraient les ministres à leur sortie du Conseil (qui se tenait à Saint-Cloud en été) et les conduiraient à Vincennes ; alors Monsieur se présenterait au roi et exigerait qu'il choisît d'autres ministres. C'était tout simple : le scénario d'un pronunciamiento à l'espagnole.

Cette conspiration dite « du bord de l'eau » fut facilement éventée par la police de Decazes. « Je voudrais, s'écria Louis XVIII en apprenant la nouvelle, qu'il y eût un commencement d'exécution pour avoir une occasion de frapper. Comment espèrent-ils un changement de ministère sans m'assassiner ? » Mais, une fois de plus, il tint à éviter un geste violent et, jugeant imprudent de saisir les têtes, il ne fit arrêter que les comparses qu'on relâcha après les avoir fait parler. Monsieur, cependant, jouait à l'offensé, exigeait que les voiles fussent soulevés, que l'instruction et la poursuite de la prétendue conspiration se fissent en toute rigueur : « Je suis indigné, s'écriait-il, de la fausse position dans laquelle on cherche à me placer ! » Peut-être s'exaspérait-il avec raison, mais certainement il s'exaspérait dans le vide : le ministère était bien résolu à ne pas le satisfaire et s'apprêtait, selon le mot de Richelieu, à lui « ôter ses forces. »

La police avait saisi des lettres adressées de la part de Monsieur à la garde nationale de Nîmes qui venait d'être licenciée à cause de ses excès royalistes. Ces lettres portaient aux nues la conduite de la fidèle milice et déploraient l'injuste rigueur dont elle avait été l'objet ; le ministère vit aussitôt dans cette manifestation l'occasion de retirer à Monsieur les pouvoirs dont il avait été

LE PAVILLON DE MARSAN

imprudemment investi à la fin de 1815. Une ordonnance du 30 septembre 1818 confia l'administration de la garde nationale au ministère de l'Intérieur et ne laissa à Monsieur que le titre de colonel-général, les honneurs sans l'autorité. « Cela me fait sans doute beaucoup de peine, dit le roi en signant l'ordonnance, mais je sais me faire de la peine quand il le faut. » Artois, lui, prit fort mal cette diminution. « C'est m'accuser aux yeux de la France, dit-il, je me justifierai hautement et publiquement devant elle, quelque éclat ou quelque scandale qu'il puisse en résulter ! » Vaine colère : il ne publia rien et se vengea en ne revêtant plus l'uniforme de la garde nationale.

Les ultras ne se tinrent pas pour battus. Il y avait au pavillon de Marsan, outre le diligent et astucieux Vitrolles, des gens entreprenants, travaillés du désir de « faire quelque chose, » des conseillers nocturnes comme le baron Capelle que Monsieur recevait à onze heures du soir ; dans ce milieu la maladie de la conspiration sévissait à l'état endémique. Si l'on n'avait pu obtenir du roi le renvoi de Decazes, il fallait essayer une autre méthode : par exemple faire appel à l'étranger. — Au moment où Richelieu négociait à Aix-la-Chapelle la libération du territoire, Monsieur dit à Wellington : « Si vous vous en allez, je veux m'en aller aussi. — Oh ! que non pas ! Monseigneur, répondit Wellington, vous y penserez mieux. » Or, quelques semaines plus tard, les policiers de Decazes apportèrent à leur chef une note adressée clandestinement aux chancelleries étrangères, dans laquelle la France apparaissait comme un volcan prêt à embraser l'Europe ; les moyens proposés pour arrêter la marche de la révolution étaient le renvoi de Decazes et le maintien de l'occupation par les armées alliées.

Cette note secrète, rédigée par M. de Frénilly et remaniée par Vitrolles, avait été approuvée explicitement, pour le fond et pour la forme, par Monsieur ; et sa découverte mettait les ultras en fâcheuse posture : demander pour des raisons de haute politique que l'étranger continuât à opprimer la patrie, c'était difficilement acceptable. Courageusement, Vitrolles revendiqua la responsabilité entière de la note et fut destitué de son titre de ministre d'État.

L'alternative était pénible pour Monsieur : allait-il abandonner son serviteur ? Il savait que Decazes avait déclaré : « On est assez maître du roi pour pousser dehors le comte d'Artois ; on l'enverra

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

à Rome, la patrie des rois détrônés. » Cette menace donnait à réfléchir et Monsieur prit son parti; malheureusement ce n'était pas le plus généreux. Se fiant au dévouement, à l'abnégation de Vitrolles — de ce Vitrolles qui l'avait pour ainsi dire conduit par la main à Paris en 1814 — il ne lui fit parvenir aucune parole de sympathie; sans doute lui sut-il gré de ne point publier son mécontentement et de ne plus se montrer comme autrefois au pavillon de Marsan, ce qui était d'une délicatesse parfaite. Quant à le couvrir, à réclamer sa part de responsabilité dans cette triste affaire, il ne l'osa point. C'est un des vilains moments de l'histoire du comte d'Artois, l'équivalent, moins tragique, de ce que fut l'abandon de Favras par Louis XVIII.

Mais Vitrolles, tout homme de cour qu'il était, ne se laissa pas étrangler sans résistance : « Vous savez mieux que personne, disait-il au duc de Maillé, que c'est mon obéissance aux ordres de Monsieur qui est cause de ma disgrâce. » A force d'insister, il finit par obtenir une audience de son maître, audience gênante au cours de laquelle Artois ne sut point déployer cette grâce chevaleresque, cette affabilité de bon ton qui d'ordinaire faisaient pardonner ses erreurs. Au moment où Vitrolles, prenant congé, avait la main sur le bouton de la porte, il le rappela avec toute la gaucherie d'une longue hésitation : « Après cela, mon ami, si vous avez besoin d'argent, j'espère que vous vous adresserez à moi. » — Vitrolles, blessé, revint sur ses pas : « Je donne à Monsieur ma parole d'honneur que je n'aurai jamais besoin d'argent. »

Ainsi Artois, prince d'ancien régime, persuadé que l'argent apaise tout, récompense tout, décourageait ses meilleurs serviteurs; et sa politique maladroite facilitait la tâche de ses adversaires. « Si nos chers ultras n'étaient pas si bêtes et si absurdes, écrivait le duc de Richelieu à son ami M. de Vérac, il faudrait se mettre en colère contre eux.... Ils ont toujours peur d'être trop de monde et ils ne sont occupés qu'à éclaircir leurs rangs, comme à Coblenz où on craignait d'être trop en force pour conquérir la France. » De son côté, Chateaubriand, tout dévoué à ce moment au parti de Monsieur mais épouvanté des fautes commises et des succès libéraux, vaticinait sur le mode lugubre : « C'en est fait tôt ou tard de la famille des Bourbons, disait-il à Molé. Les révolutions ne se terminent que par un changement de dynastie : tâchons seulement que cela se passe doucement. Personne même de nous ne suivra cette fois les Bourbons quand ils s'en iront. »

LE PAVILLON DE MARSAN

Cependant Decazes, devenu président du Conseil après la démission de Richelieu, gouvernait franchement contre la cour et le pavillon de Marsan; il avait une majorité certaine à la Chambre des députés, et, pour s'assurer à la Chambre des pairs une majorité semblable, il nomma « d'une seule fournée » soixante-treize nouveaux pairs. Cette audace stupéfia Monsieur qui resta « comme un homme aux yeux de qui la foudre vient d'éclater. » C'était une nouvelle ordonnance du 5 septembre, un nouveau coup d'État : « Voilà, dit-il, le commencement de l'enterrement de notre famille. » Il fallait à tout prix renverser le favori, et pour cela tout moyen était bon : un ancien agent de Decazes qui avait été congédié procura des lettres établissant que le ministre était en relation avec la famille Bonaparte. Triomphalement Monsieur les apporta à son frère, mais celui-ci, prévenu par Decazes, n'eut pas de peine à prouver que ces lettres étaient forgées de toutes pièces; et Monsieur dut s'estimer heureux qu'on n'intentât point un procès qui l'aurait sérieusement compromis.

Alors les ultras se déchaînèrent contre Decazes. Le duc de Berry, avec sa vivacité coutumière, disait tout haut devant cent personnes : « Le misérable ! il perd tout : le roi, la France, la monarchie ! Autrefois on avait du moins la chance de voir quelquefois le peuple faire justice de ces favoris ! » En Allemagne Sand venait d'assassiner Kotzebue, des soulèvements populaires éclataient en Angleterre, et le président du Conseil choisissait ce moment pour donner des gages à la révolution, pour faire voter une loi libérale sur la presse !

Ces propos rapportés à Decazes le firent réfléchir. Le duc de Berry en effet, depuis qu'il avait épousé en 1816 Marie-Caroline, fille du prince des Deux-Siciles, était devenu un personnage de premier plan : son frère aîné Angoulême n'ayant point d'enfant, il représentait « l'espoir de la légitimité », et Decazes ne pouvait négliger l'antipathie de ce prince du sang. D'autre part, les élections partielles de 1819 — la Chambre se renouvelait par cinquième tous les ans — amenèrent un nouveau contingent de libéraux avancés qui ne se souciaient nullement d'unir dans le même amour les Bourbons et la Charte. L'élection de l'un d'eux fit scandale : l'évêque Grégoire n'était point proprement un régicide mais il avait dit au cours d'un débat sous la Convention : « Les rois forment une classe d'êtres purulents qui fut toujours la lèpre du gouvernement et l'écume de l'espèce humaine. » Or cet

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

évêque révolutionnaire fut élu à Grenoble contre le candidat de Decazes et grâce à l'appui des ultras, qui pratiquaient la politique du pire et dont le mot d'ordre était : « Il vaut mieux des élections jacobines que des élections ministérielles. »

Decazes prit peur, le roi aussi. Celui-ci venait de recevoir la visite de Monsieur qui sévèrement lui avait dit : « Mon frère, vous voyez où l'on vous mène. — Oui, mon frère, et j'y pourvoirai. » D'accord avec son favori, que dans l'intimité il tutoyait et appelait son fils, Louis XVIII résolut de donner un coup de barre à droite et annonça le dépôt d'un projet de loi électorale qui entraverait les progrès du libéralisme. Le projet fut élaboré par un homme d'État éminent, M. de Serre ; il devait être déposé sur le bureau de la Chambre le 14 février 1820.

Or, dans la nuit du 13 février, une effrayante nouvelle parvint au pavillon de Marsan : un inconnu venait de poignarder le duc de Berry à la sortie de l'Opéra. Prévenu par le comte de Clermont-Lodève, Monsieur affolé, bouleversé, fit aussitôt atteler sa voiture et partit sans attendre le duc de Maillé dont le devoir était de le suivre ; le duc courut derrière la voiture, grimpa avec les valets et arriva en cet appareil à l'Opéra.

La rue est déserte ; le vestibule, l'escalier, le palier, les corridors encombrés de tout ce que Paris a de plus opulent.... Lorsque Monsieur paraît, la foule s'écarte. A travers la porte de la chambre qui sert de bureau à l'administration de l'Opéra, on entend des gémissements de douleur ; Monsieur se précipite et trouve son fils couché sur un lit de sangle qu'on a dressé en hâte, la chemise ouverte laissant voir une large blessure qui laboure le sein droit. Dès qu'il aperçoit son père, le duc s'écrie : « J'ai sans doute offensé cet homme, grâce ! grâce ! » Monsieur l'embrasse, le tranquillise, mais l'épreuve est trop forte et, accablé, il s'affaisse au pied du lit.

Toute la famille royale est là, sauf le roi : le duc d'Angoulême à genoux, sanglotant ; sa femme pleurant, le visage caché sous un grand chapeau ; la duchesse de Berry mêlant à ses lamentations des imprécations comme on sait le faire en Italie. Les médecins appliquent des ventouses et un sang épais sort de la blessure ; cela soulage un peu le prince, et le malheureux se met à récapituler ses fautes : « Pardonnez-moi, mon père, je suis un grand pécheur ! Pardonnez-moi, mon frère, les chagrins que je t'ai

LE PAVILLON DE MARSAN

causés! » A ce moment, la porte s'ouvre : c'est Decazes. Le vide se fait autour de lui, la duchesse de Berry détourne la tête, et dans les couloirs on entend des chuchotements hostiles : « Les faveurs aux ennemis du trône, la liberté de la presse, on en voit les résultats! » Seul, Monsieur surmontant sa douleur, oubliant sa rancune, fait bon accueil au ministre; dans cet instant tragique, auprès du lit de son fils mourant — de ce fils qu'il aime tendrement malgré ses écarts, car il retrouve en lui comme un reflet de sa jeunesse, du temps où il était le « bon faraud » de Versailles — il reste l'homme du monde qu'il a toujours été et, au milieu de ses larmes, il embrasse Decazes : « Allez prévenir mon frère, lui dit-il. Suppliez-le d'avoir du courage; nous sommes bien malheureux. Mais faites vos efforts pour l'empêcher de venir, sa présence apporterait la gêne de l'étiquette. »

Cependant, dans une pièce voisine, l'assassin nommé Louvel, un sellier des écuries du roi, subissait un premier interrogatoire.

... Ce fut une longue, une terrible agonie. Le chirurgien Dupuytren sonda la blessure, ce qui arracha au moribond des cris de douleur. La duchesse de Berry ne se contenait plus et ses emportements rendaient encore plus pénibles les derniers instants de son mari. Celui-ci un instant ouvrit les yeux et dit d'une voix haute : « Mon amie, ménagez-vous pour notre enfant. » Les intimes seuls étaient au courant, la nouvelle courut de bouche en bouche et le visage des fidèles s'éclaira : la monarchie renaîtrait!

Le duc de Berry était à toute extrémité. Pourtant lorsqu'il aperçut Louis XVIII qui, sur l'avis de Decazes, s'était rendu à l'Opéra, il rassembla ses forces et s'écria : « Sire, grâce, grâce pour la vie de l'homme! » puis il retomba.... Quelques minutes après, Dupuytren demandait un miroir; Louis XVIII lui tendit sa tabatière dont le verre fut placé devant les lèvres et les narines du prince : il ne fut pas terni. « Tout est-il consommé? » demanda le roi. Dupuytren fit signe que oui. Alors, appuyé sur le chirurgien, le roi podagre ferma les yeux de celui qui avait été le gaillard duc de Berry, et tout le monde tomba à genoux.

On avait réussi à éloigner la duchesse de Berry que ses dames retenaient au dehors. Tout à coup elle leur échappe, renverse Monsieur et le duc d'Angoulême qui veulent l'arrêter, roule avec eux au pied du lit, se jette sur le corps de son mari : « Il est à moi!... Je veux!... J'ordonne! » Elle s'attache au cadavre, il faut l'arracher de force. Alors, apercevant Decazes, elle se

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

précipite dans les bras de Monsieur : « Papa! papa! emmène cet homme! Il me fait horreur. Oh! mon Dieu, il empoisonnera mon enfant! » Monsieur tâche de l'apaiser; en vain; mais le roi intervient : emportée par le vicomte de la Rochefoucauld, la veuve du duc de Berry est déposée dans sa voiture qui la ramène au palais de l'Élysée.

A l'aube, Monsieur, le visage décomposé par la souffrance, quitte cette salle sinistre, empestée, — encombrée de linges rougis, de seaux, de burettes de vinaigre, de vêtements, d'écharpes et de boîtes à parfum oubliées par les dames de la cour — où il vient de voir expirer son fils.

L'instruction à laquelle procéda la Chambre des pairs transformée en Cour de justice démontra que l'assassin, un fanatique solitaire de la lignée de Ravillac et de Damiens, n'agissait pour le compte d'aucun parti et n'était l'instrument d'aucune conspiration. Mais cette conclusion ne pouvait être admise par les ultras. — Le lendemain de l'attentat, 14 février, à la tribune de la Chambre, un député, Clausel de Coussergues, demandait la mise en accusation de Decazes, coupable de complicité dans l'assassinat qui mettait la France en deuil. C'était absurde, mais telle quelle la proposition porta, et la presse fit chorus : les royalistes s'entendirent pour reconnaître que le couteau qui avait frappé le duc de Berry « était une idée libérale » et que Decazes avait armé le bras de l'assassin; ils prônèrent ensuite l'exemple de Louis XIII qui avait su se débarrasser du maréchal d'Ancre. Mais Louis XVIII refusait d'imiter son ancêtre : il était trop avisé pour ne pas voir où tendait la manœuvre : « On veut exploiter ma douleur, on veut nous séparer, mon cher fils, disait-il à Decazes. On n'en viendra pas à bout. »

Monsieur cependant recevait au pavillon de Marsan des visites de condoléances. Il pleurait dans les bras de son ancien ennemi le duc de Bourbon, le père du duc d'Enghien; et c'était un spectacle émouvant que le mutuel désespoir de ces deux hommes dont les fils avaient péri tragiquement. Mais les ultras ne laissèrent point à Artois le temps de s'abîmer dans sa douleur : pour eux la mort du duc de Berry « avait quelque chose de providentiel; elle leur était plus utile que sa vie; » et, comme le roi persistait à refuser la démission de son ministre, ils lancèrent Monsieur en avant.

LE PAVILLON DE MARSAN

Quand Decazes voulut se présenter au pavillon de Marsan, on le prévint qu'il n'en sortirait pas vivant ; il ne tint pas compte de cet avis et Monsieur le reçut fort bien. « Je suis très touché, lui dit-il, de votre attendrissement dont j'ai été témoin cette nuit. » Paroles de cour : quelques instants avant, les amis de Monsieur avaient discuté devant leur maître « les meilleurs moyens d'exécution contre Decazes ; » les uns parlaient de l'arrêter, de l'enlever ; d'autres plus ardents de le poignarder ; et les gardes du corps menaçaient de soulever les faubourgs contre lui, en montrant à la foule la chemise sanglante du duc de Berry « sa victime ». Monsieur n'accepta point ces violences, mais s'engagea à persuader le roi de renvoyer son favori.

Alors commence un siège en règle autour du fauteuil de ce vieillard de soixante-cinq ans. Les repas sont lugubres : Artois paraît, la figure bouffie, d'une pâleur extrême ; la duchesse d'Angoulême pleure en silence ; son mari, « l'Esperanza » des anciens jours, baisse la tête, muet de crainte car jusqu'à ce moment, il est resté sincèrement fidèle à la politique modérée de son oncle. Mais parfois l'attaque est directe : Monsieur assure que comme père il ne peut recevoir Decazes ; la duchesse insinue que, s'il ne s'éloigne pas, il y aura peut-être une victime de plus. Un soir, après dîner, Decazes trouve Louis XVIII, le visage violacé, les yeux injectés de sang ; bredouillant, le vieil homme montre une place près de son fauteuil : « Là, tout à l'heure, mon frère, ma nièce, tous deux à genoux, me déclarant qu'ils ne se relèveraient que lorsque je leur aurais promis de te sacrifier ! On a dû m'entendre du Carrousel, tant ma réponse a été vive et emportée. » Mais Decazes sait que l'opinion est ameutée contre lui, que les Chambres refuseront de lui accorder les lois dont il demande le vote : cet argument de politique touche le roi, qui finit par céder aux instances de Monsieur et accepte la démission de « son fils bien-aimé. »

Tandis que Louis XVIII se désole et ensevelit Decazes sous les fleurs, les ultras triomphent ; mais par qui remplacer le ministre déchu ? Le duc de Richelieu, dans les circonstances actuelles, paraît seul possible, car son nom est universellement respecté ; mais il ne veut pas entendre parler de reprendre la présidence du Conseil : fatigué, malade, se souvenant des jours qui suivirent la dissolution de la Chambre introuvable, des violences des ultras et de l'hostilité du pavillon de Marsan, il

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

est totalement dégoûté de la politique et répond à M. de Vêrac qui l'adjure « au nom de la douleur d'un père, au nom du salut de la France » : « Quand tous les rois du monde se réuniraient pour m'appeler aux affaires, je me refuserais à leur appel. »

Alors Monsieur use des grands moyens : les deux genoux en terre, il supplie le duc de protéger la famille royale, de sauver ce qui en reste du couteau des assassins. « On ne peut, dit Richelieu, gouverner pour un roi valétudinaire quand on a contre soi l'héritier de la couronne. » Alors Monsieur s'écrie : « Votre politique sera la mienne. Foi de gentilhomme, je serai votre premier soldat ! » Emu de cette détresse, songeant au danger que le crime de Louvel fait courir à la monarchie, Richelieu se laisse convaincre ; mais il sait à quelles difficultés il s'expose et confie à un ami : « Ils veulent ma mort, ils l'auront. »

L'assassinat du duc de Berry eut d'autres conséquences que la chute d'un ministre ; il détermina un changement tel qu'on n'en avait point vu depuis 1815 : les hommes de mesure et de sagesse, qui persistaient à croire possible l'union de la Charte et des Bourbons, avaient fait leur temps ; et le système de modération cher à Louis XVIII fut radicalement abandonné : il ne resta plus en présence que deux partis extrêmes, les ultras et les libéraux.

Richelieu cependant comptait sur l'appui que le comte d'Artois lui avait promis ; mais, n'étant ni ultra, ni libéral, il gouvernait dans l'instabilité, donnait des gages à la droite en faisant entrer dans le cabinet comme ministre sans portefeuille un homme de Monsieur, Villèle ; mais cela ne suffisait pas aux ultras qui exigeaient la réalisation immédiate de leur programme, le retour aux traditions de l'ancienne monarchie.

Afin d'atteindre ce but, il était utile de rehausser le prestige de leur maître, et Vitrolles entreprit de remariar Monsieur « pour donner un nouvel héritier à la famille royale ; » il désignait une princesse qu'il regardait comme un parti fort convenable : l'ancienne reine d'Etrurie, fille de Charles IV d'Espagne. C'était mal connaître Artois, toujours fidèle au serment prononcé devant le lit de mort de Mme de Polastron. Déjà, à Londres, il avait résisté au sentiment que lui avait inspiré une dame de la cour ; et cette fois, pour justifier son refus, il répondit à Vitrolles que la duchesse d'Angoulême souffrirait trop de voir une autre princesse prendre le pas sur elle. Ce projet, toutefois, parvint aux oreilles de

LE PAVILLON DE MARSAN

Louis XVIII, mais celui-ci ne s'en inquiéta guère : n'avait-il pas dit jadis à Chateaubriand, d'un air capable et goguenard : « Mon frère pourrait se remarier sans rien changer à la succession au trône, il ne ferait que des cadets. Pour moi je ne ferais que des aînés : je ne veux point déshériter le duc d'Angoulême. »

Tandis que les libéraux, vaincus dans les élections partielles, s'apprêtaient à recourir aux coups de force, le pavillon de Marsan reprenait la tradition du petit-bureau, du cabinet vert. On ne se contentait pas d'y attaquer Richelieu, on y surveillait de près la santé du roi, et quand on apprenait que celui-ci avait la goutte, les cyniques osaient dire : « Nous espérons la gangrène. » Le médecin Alibert était assiégé par les curieux, et les lavements de moutarde administrés au monarque occupaient fort les espions officieux. Ceux-ci mettaient d'ailleurs si peu de discrétion à leur besogne qu'un magistrat, Madier de Montjau, dénonça par voie de pétition à la Chambre, l'existence d'un gouvernement occulte inféodé à Monsieur et opposé au roi. Cette dénonciation découvrait brutalement et la personne du prince et l'influence qu'il exerçait ; mais l'émotion qu'elle souleva dans les rangs de la gauche n'eut point de résultat : le roi lui-même semblait converti aux idées des ultras.

Depuis le départ de Decazes, Louis XVIII souffrait de la solitude ; car, comme les rois de la tragédie classique, il ne pouvait se passer de favori, de confident. Or, un jour de réception aux Tuileries, il fut séduit par une jeune femme, spirituelle et enjouée, Mme du Cayla, fille d'un lieutenant civil au Châtelet et séparée de son mari : « Revenez me voir, » lui dit-il. Elle obéit, le roi s'accoutuma à recevoir ses visites, et peu à peu celles-ci lui devinrent indispensables. Les ultras saluèrent avec joie cette faveur grandissante, car Mme du Cayla se montrait toute dévouée au comte d'Artois ; entourée, endoctrinée par les familiers du pavillon de Marsan, elle fut bientôt « l'Esther et la Maintenon du parti dévot, » son porte-parole auprès du monarque ; grâce à son charme, elle finit par persuader à Louis XVIII que les ennemis du duc de Richelieu étaient les plus fidèles serviteurs du trône, qu'un ministère sincèrement royaliste donnerait la tranquillité à la France et, par la même occasion, à celui qui présidait à ses destinées. Le roi se laissait bercer par sa voix.

Richelieu excédé de l'hostilité de la droite, qui dans une adresse

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

injurieuse avait blâmé sa politique extérieure, résolut de s'expliquer franchement avec Monsieur; celui-ci lui avait solennellement promis son appui, tiendrait-il sa promesse? « C'est de cette parole de prince donnée par un gentilhomme, dit Richelieu, que je réclame l'accomplissement. — Ah! mon cher duc, répondit Artois d'un air dégagé, vous avez pris aussi les syllabes trop au pied de la lettre; et puis les circonstances étaient alors si difficiles! » Indigné Richelieu sortit sans mot dire, mais en poussant violemment la porte, et courut raconter au roi la conversation qu'il venait d'avoir. « Que voulez-vous? dit Louis XVIII qui connaissait bien son frère. Il a conspiré contre Louis XVI, il a conspiré contre moi, il conspirera contre lui-même. »

Mais Mme du Cayla intervint : elle devinait que le roi n'avait pour Richelieu aucun attachement véritable, et Louis XVIII finit par être si convaincu de la nécessité de renvoyer son ministre qu'il lui fit réclamer sa démission jusqu'à trois fois dans la même soirée. La place était nette, et les ultras purent enfin pousser au pouvoir et imposer au roi un ministère de royalistes purs à la tête duquel se trouvait M. de Villèle, l'homme du comte d'Artois (1822).

On raconte qu'après la chute de Richelieu, qui mourut en cette même année d'une fièvre cérébrale, Louis XVIII voyant son frère satisfait, dit : « J'ai du moins la paix du ménage. » En réalité il venait de signer inconsciemment son abdication et de passer la main aux ultras. Mais son bon sens, sa finesse d'esprit s'atténuaient avec l'âge; et depuis la naissance du duc de Bordeaux (29 septembre 1820) il était parfaitement rassuré sur l'avenir de sa dynastie. Ce fils posthume du duc de Berry, qu'on appela l'enfant du miracle, l'enfant de l'Europe, avait été accueilli avec enthousiasme; et le roi, en le montrant à la foule du balcon des Tuileries, avait connu l'ivresse des ovations populaires : pouvait-il maintenant, quelles que fussent les discussions intestines, les crises politiques, craindre l'effondrement de la monarchie?

A partir de 1822, Artois et les ultras gouvernèrent en fait par l'intermédiaire de Mme du Cayla. Chaque jour, celle-ci faisait porter le mot d'ordre de Monsieur à Villèle; le roi ne désirait plus que ce qu'elle voulait, et l'on assista à ce spectacle étrange d'un monarque constitutionnel retournant tout doucement vers une manière d'absolutisme. Déjà les ultras parlaient de repré-

LE PAVILLON DE MARSAN

contre les jacobins, d'indemnités à accorder aux émigrés; et Monsieur couvrait de sa faveur un journaliste nommé Bergasse qui avait demandé qu'on rendît leurs biens aux nobles dépouillés par la Révolution. Les anciens modérés se désolaient de cet effacement du roi, et faisant allusion à la petite taille, à l'allure chétive de Villèle, disaient avec mépris : « C'est un gouvernement de pygmées. » Mais ils ne pouvaient pas ne pas voir que les ultras dominaient la situation. « Monsieur escomptait son règne. »

Pour éprouver la solidité de son pouvoir, Mme du Cayla entreprit de réconcilier Louis XVIII avec son frère. Tâche ingrate, impossible même aux yeux de l'ancien favori du roi Blacas, qui, ayant vécu dans l'exil avec ses maîtres, savait à quoi s'en tenir sur leurs sentiments. Les termes de la réconciliation furent cependant fixés, et aussi minutieusement que ceux d'un traité : « 1^o Monsieur entrera dans le cabinet du roi. 2^o Pas un mot sur le passé. 3^o Le roi demandera à Monsieur une prise de tabac que Monsieur lui offrira, sa tabatière ouverte. 4^o On parlera de la pluie et du beau temps. 5^o Monsieur sortira après s'être approché du roi qui lui tendra la main, laquelle main sera respectueusement serrée par Monsieur. Et après on vivra comme autrefois, on se reverra. » — Tout se passa comme l'avait prévu la favorite; il y eut bien quelques difficultés de la part du pavillon de Marsan, mais des prébendes judicieusement distribuées adoucirent les opposants : « l'hameçon d'or réussit; » et il fut admis désormais que l'entente la plus parfaite régnait aux Tuileries.

Tandis que Louis XVIII signifiait leur congé aux libéraux en termes formels, Monsieur continuait à flatter Mme du Cayla et à la diriger dans la bonne voie : il se félicitait avec elle « du très bon état de santé du roi, » lui conseillait de ne pas se mettre en peine des mauvais propos que tenaient contre elle « des gens qui ne seraient que méchants s'ils n'étaient encore plus fats et inconséquents, » et de jouir sans crainte « du noble emploi qu'elle avait fait des bontés et de la confiance de son excellent frère. » Bien que strictement dévot et entièrement soumis aux avis de son aumônier Latil, Artois savait, quand cela était nécessaire, se montrer tolérant; et comme ce dernier amour du roi servait sa politique, il l'encourageait de son mieux.

Le règne de Charles X pourrait être daté de ce moment, car Louis XVIII n'est plus qu'une idole déclinante dont on a l'habi-

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

ludé mais dont on se soucie peu. L'activité de la Congrégation, association pieuse qui a pour objet de développer le champ des bonnes œuvres et de défendre la foi contre les mauvais exemples; le succès des missions de France qui multiplient les cérémonies expiatoires « au Crucifix pour les outrages qu'il a subis, et aux personnes royales immolées pendant la Révolution; » la répression des complots libéraux et militaires, ceux du général Berton à Saumur, des quatre sergents de la Rochelle; la défaite de cette entreprise de conspirations que fut, à la lettre, le carbonarisme; le vote des lois qui rendent aux tribunaux correctionnels la connaissance des délits de presse et incriminent la simple tendance; la guerre d'Espagne enfin, dont le but est de rétablir l'absolutisme au delà des Pyrénées, — tout cela appartient beaucoup plus à Monsieur et à son parti qu'au roi lui-même. En 1823, le gouvernement est revenu à la politique de 1816, à celle qui avait précédé la dissolution de la Chambre introuvable.

Ceux qui font preuve de tiédeur royaliste sont suspects, et l'on voit M. de la Rochefoucauld-Liancourt puni de son opposition fort modérée à Monsieur par « la destitution des dix-sept emplois gratuits qu'il occupait; » cet honnête homme se venge en rappelant au ministre Corbière qu'il a oublié de le destituer des fonctions de président du Comité pour la propagation de la vaccine; mais l'ironie porte peu. Il faut avant tout qu'on soit « pur, » qu'on fasse partie de la clientèle du pavillon de Marsan, car le régime du clan, inséparable de la politique de Monsieur, a repris toute sa force. Plus tard, Chateaubriand sera chassé du ministère « tel un laquais » pour n'avoir point approuvé la loi sur la conversion des rentes proposée par Villèle; et Louis XVIII, convaincu par Mme du Cayla qui s'est vantée de « jeter le chat par terre, » s'écriera : « Je ne veux plus voir cet homme; il nous a trahis comme un gueux! »

Depuis le succès de la guerre d'Espagne, qui en réalité ne fut qu'une promenade militaire un peu cahotée, les ultras sont sûrs de leur puissance : l'armée s'est réconciliée avec le drapeau blanc, les associations secrètes sur lesquelles s'appuyait le parti révolutionnaire sont brisées, les élections qui ont suivi la guerre ont amené le triomphe de la droite, l'écrasement des libéraux réduits à une quinzaine sur quatre cent trente députés; et Villèle vient de faire voter la loi qui donnera à la Chambre, non plus introuvable, mais retrouvée, la certitude de légiférer paisiblement durant sept

LE PAVILLON DE MARSAN

années (mai 1824). « L'œuvre des royalistes, écrivait un journal de la droite, n'est pas finie : elle commence. »

Cependant Louis XVIII, dont la maladie s'aggravait chaque jour, ne s'occupait plus des affaires « que pour qu'on ne l'accusât pas de les abandonner ; » mais au fond il désirait qu'on lui épargnât la nécessité de prendre des résolutions, et, lorsqu'il s'agissait de choisir un ministre, il s'en rapportait à son frère : « Je suis vieux et ne voudrais pas faire un choix sans savoir ce qui lui convient. Portez-lui la liste. » Peu à peu la déchéance venait : « C'était, au dire de la duchesse de Broglie, le moins de vie possible sans la perte totale ; » et Villèle songea à déposer un projet nommant Monsieur régent, « attendu l'état du roi. » Mais Louis XVIII se prolongeait : bien que la gangrène de ses jambes empirât sans cesse, il restait roi, ferme dans les devoirs de la royauté ; et c'était un grand spectacle que celui de cette force de volonté soutenant un corps qui commençait à se décomposer. Parfois même, Louis XVIII avait de subits éclairs, disait de ces mots qui semblent un coup de sonde dans l'avenir : « On murmure contre moi, on se plaint de mon règne ; ce sera bien autre chose sous mon successeur. On ne connaît pas mon frère, on verra!... » Plus tard, comme son médecin Portal lui assurait qu'il garderait sa lucidité jusqu'au bout, il dit à mi-voix : « Je ne voudrais pas voir dans ma chambre une procession des surplis de mon frère. »

L'agonie dura plus de trois jours, une de ces effroyables agonies royales à laquelle il a manqué un Saint-Simon, au milieu de la foule des courtisans, dans une chaleur étouffante, dans un silence coupé seulement par les gémissements du moribond. Monsieur était au chevet de son frère.... Enfin, le 16 septembre, vers quatre heures du matin, le gentilhomme qui soutenait le rideau du lit le laissa retomber et, se tournant vers le comte d'Artois : « Sire, le roi est mort. »

Quelques instants après, la porte donnant de la chambre à coucher sur le salon s'ouvrit à deux battants, et un huissier cria d'une voix retentissante : « Messieurs, le roi ! »

Charles X parut. Ce fut une ruée vers lui ; ceux mêmes qui avaient été les plus assidus auprès du roi défunt cherchaient à être vus, à obtenir un regard ; seul un vieux gentilhomme pleurait dans un coin, Charles X s'avança de son côté et lui donna la main. — Deux heures après, tandis que dans la chambre mortuaire le cadavre était abandonné et que, pour travailler plus à l'aise,

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

le tapissier chargé de placer les tentures de deuil jetait sa veste sur le lit de celui qui fut Louis XVIII, le nouveau roi partait pour Saint-Cloud.

Le lendemain, Charles X reçut à son lever les délégations des Chambres et voulut dire quelques mots sur la perte que la France venait d'éprouver, mais son émotion était telle que sa voix s'étrangla dans sa gorge. Pourtant il se remit et on l'entendit prononcer les paroles suivantes : « J'ai promis comme sujet de maintenir la Charte. Aujourd'hui que le droit de ma naissance a fait tomber le pouvoir dans mes mains, je l'emploierai tout entier à consolider pour le bonheur de mon peuple le grand acte que j'ai promis de maintenir. » Langage inattendu pour les libéraux : ceux-ci croyaient à une réaction violente, à la destruction de la Charte; et voilà que le chef des ultras proclamait son attachement à la constitution! Bien mieux, il faisait des avances aux hommes de l'opposition : lors de cette cérémonie à Saint-Cloud, il était passé devant Casimir Perier et Benjamin Constant sans les reconnaître; le duc de Duras le lui ayant fait remarquer, il revint sur ses pas et causa avec eux plus longtemps qu'avec aucun des assistants.

Cette attitude lui gagna les cœurs et, durant les jours qui suivirent, on assista à une explosion de royalisme telle qu'on n'en avait point vue depuis 1814. Les ultras saluaient le maître de leur choix, en qui « tout était vérité, cœur sincère, bonté innée, » ils se sentaient si bien d'accord avec lui! Les sceptiques observaient que « la chaleur et l'élévation de l'âme lui tenaient lieu d'esprit; » Chateaubriand, oubliant ses griefs, se ralliait, célébrait l'acquiescement universel au nouveau règne et écrivait sa brochure *Le Roi est mort, vive le Roi!* Le peuple, lui, était séduit par l'allure de Charles X; et lors des funérailles de Louis XVIII, il admira son souverain habillé de violet de la tête aux pieds, « fort beau, fort triste, et, suivant sa coutume, aisé et simple. »

Le 27 septembre 1824, le roi fit son entrée solennelle dans Paris par une pluie battante. Monté sur un magnifique cheval arabe d'une robe argentée, il se laissa mouiller de la meilleure grâce du monde, de la porte Maillot jusqu'à Notre-Dame; malgré la rafale, la foule se pressait autour de lui et l'acclamait car, depuis la fin de l'Empire, elle avait perdu l'habitude de voir un roi à cheval. Le canon tonnait, et parmi l'escorte du prince on remar-

LE PAVILLON DE MARSAN

quait des généraux portant le vieil uniforme de l'armée impériale : cela donnait au spectacle un aspect guerrier qui flattait la passion bonapartiste de la population parisienne. « Point de haliebardes entre mon peuple et moi ! » avait dit Charles X. Le mot fit fortune : les méfiances disparurent et la garde nationale accueillit le roi comme le restaurateur de la liberté. Un incident, peut-être préparé, acheva de ravir le public : faubourg Saint-Honoré on entendit une voix d'enfant crier : « Bon papa ! » ; c'était le duc de Bordeaux qui, de la fenêtre d'un entresol, regardait passer le cortège ; malgré les observations du grand maître des cérémonies, Charles X se dirigea vers la maison, dit des mots tendres à son petit-fils, salua de façon charmante les dames qui l'entouraient, et la foule cria : Vive le roi ! La pluie ne cessait pas mais l'enthousiasme se maintenait ; et quand Charles X rentra aux Tuileries, il résuma la journée par ces mots : « Ils m'ont reçu comme l'enfant de la maison. »

Ainsi le règne débutait dans une atmosphère de confiance. Jamais d'ailleurs la situation n'avait été plus favorable : la paix au dehors et au dedans, une prospérité inconnue depuis 1815 — grâce à Villèle, administrateur et financier de premier ordre, le 5 o/o était à 102 francs, — une majorité parlementaire assurée pour sept ans, les jeunes écrivains comme Hugo et Lamartine vantant les bienfaits de la monarchie.... Charles X pouvait à bon droit se croire porté par l'opinion publique et, pour ramener définitivement les libéraux, faire l'unanimité autour de son nom, il proposa au Conseil des ministres d'abolir la censure rétablie par Louis XVIII : « Dans mon opinion particulière, dit-il, je ne suis pas ennemi de la liberté de la presse ; j'aperçois de plus un moyen de popularité personnelle dans le retrait de la censure.... Mais je n'ai pas d'opinion arrêtée. » Malgré l'opposition des ultras qui voyaient là une sottise, la censure fut supprimée.

Effet immense. « Le roi veut le bien ! » s'écrièrent les libéraux désarmés, et aussitôt ils se mirent à parler de transaction, de rapprochement et découvrirent aux Bourbons des vertus ignorées. Des princes, leur disait-on, qui pourraient sous les regards les moins indulgents habiter une maison de verre, mais qui cachent leurs bienfaits ! Charles X, le meilleur des hommes ! Il a des entrailles, bien différent en cela de Louis XVIII égoïste et sec. Ces propos étaient accueillis avec complaisance, et lorsque l'oppo-

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

sition apprit que le roi avait fait entrer au Conseil des ministres le duc d'Angoulême qui passait pour libéral, elle crut véritablement qu'une ère nouvelle commençait, que « les intérêts nés de la Révolution, le nouvel état des personnes et des propriétés seraient consolidés par les institutions monarchiques. »

Ces jours fériés du règne de Charles X furent courts, et, dès l'ouverture des Chambres (décembre 1824), l'inquiétude commença à poindre. Le roi, qui n'était point orateur, lut d'une voix criarde et peu sonore un discours qui semblait « tout sucre et tout miel, » mais dans lequel il annonçait à mots couverts une loi sur l'indemnité aux émigrés en signe de joyeux avènement et une loi sur le sacrilège, c'est-à-dire sur la profanation des hosties consacrées, comme cadeau de jour de l'an.

Les libéraux ne cachèrent pas leur déception. En même temps, le roi se donnait le plaisir de ressusciter les formes et les habitudes de l'ancien régime, nommait dauphin le duc d'Angoulême et « menins » les gentilshommes de sa suite : mesures anodines sans doute mais qui choquaient les opposants prêts à se rallier : « La veine libérale, disaient-ils, à peine ouverte ne fournit guère, tandis que l'esprit émigré déborde de toute part. » Dès le mois d'avril 1825 en effet, les lois annoncées par le discours du trône étaient votées, et la défiance à l'égard de la cour s'accrut quand les journaux publièrent que le roi allait se faire sacrer à Reims.

Louis XVIII avait déjà eu cette pensée, mais son état de santé l'avait empêché de la réaliser : c'était une cérémonie exténuante que celle du sacre. Charles X, « jeune et svelte comme à trente ans » pouvait au contraire la supporter allègrement ; il avait d'ailleurs pour désirer cette consécration des raisons qui ne touchaient pas aussi profondément son frère demeuré voltairien : il voyait là la sanction mystique de la puissance royale et estimait que « le seul moyen d'imprimer à la Restauration un caractère de durée était de la mettre sous la sauvegarde de la religion. »

Les premiers mois de 1825 furent occupés par les préparatifs de ce grand acte : l'aristocratie de Paris et de province se mobilisa ; et les écuries du roi ne suffirent pas à transporter tous les services de la cour : à elle seule, la musique de la chapelle occupait quatre-vingt fiacres, ce qui faisait une assez jolie procession. Les troupes — dix mille hommes — cantonnèrent autour de Reims dans des baraques entourées, ornées de jardins, de

LE PAVILLON DE MARSAN

parterres portant, écrit en bluets, le nom des princesses, en mousse celui du roi; et l'on dut loger le corps diplomatique dans des villages à deux ou trois lieues de la ville; il y eut de la confusion, des plaintes, des quiproquos; le hasard amena bien des associations étranges entre gens qui s'abominaient, puis une espèce d'ordre finit par s'établir.

Le voyage du roi fut marqué par un accident qui aurait pu devenir tragique. A Fismes, une batterie d'artillerie dissimulée dans un vallon tire une salve de coups de canon; effrayés les chevaux de la première voiture s'emportent, et les huit chevaux du carrosse royal suivent. « Ne quitte pas le pavé et va ventre-à-terre, » crie le baron Vincent au postillon; celui-ci ne perd pas son sang-froid et, au bout de vingt minutes les chevaux essoufflés s'arrêtent d'eux-mêmes, mais trois gentilshommes sont blessés. Le lendemain, on se montrait à Reims M. de Cossé dont le visage étonnait par une curieuse couleur vert pistache et M. de Damas-Crux portant un bandeau de taffetas noir qui le rendait fort intéressant.

C'est le mois de mai. Dès six heures du matin la ville est en fête, et, sur la route de Paris, les voitures se succèdent : berlines de voyage, diligences, fiacres vétustes, équipages magnifiques. On se croirait rue Saint-Honoré aux heures d'affluence. Près de la cathédrale, la foule s'entasse, bruyante, énervée par l'attente; parfois elle s'écarte pour laisser passer des femmes en grande parure, des ministres, des ambassadeurs, quelque peu crottés par la boue, car il a plu la veille. L'envoyé de Tunis, Sidi-Mahmoud, qui arrive précédé par le nonce du pape et suivi par M. de Rothschild en uniforme rouge et épaulettes, obtient le plus grand succès; tout ce monde chamarré, décoré, se glisse et disparaît par une chatière dans la basilique.

Les fenêtres des maisons ont été louées à prix d'or. On parle d'un anglais qui a payé un simple appartement 30 000 francs et pour trois jours. Mais les Rémois chassés de leur logis moyennant finance se sont réfugiés sur les toits.

Sept heures et demie. — Un soleil éclatant, le soleil du sacre de Charles X. « Il vaut bien celui d'Austerlitz, » disent les fidèles de la monarchie. A ce moment, le grand chantre de la cathédrale frappe à la porte de l'archevêché. « Que demandez-vous? dit le grand chambellan, M. de Talleyrand. — Charles X, que Dieu nous a donné pour roi. » La porte s'ouvre; Charles X paraît vêtu d'une sorte de chemise de satin blanc, coiffé d'une toque de

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

même couleur surmontée de plumes blanches et noires; aux pieds des mules blanches : le rite exige en effet que le monarque qui va être sacré feigne d'être réveillé au milieu de son sommeil. Et le roi s'avance, escorté de six gardes de la manche portant hallebarde et en grand costume à la Henri IV.

Lorsqu'on avait demandé à Chateaubriand son avis sur ce que devait être la cérémonie, il avait répondu : « Aucune pompe, le roi à cheval, l'église nue, ornée seulement de ses vieilles voûtes et de ses vieux tombeaux; les deux Chambres présentes; le serment de fidélité à la Charte prononcé à haute voix sur l'Évangile. » Mais cette opinion romantique n'avait point prévalu. — Dans la basilique une sorte de théâtre a été inséré, si bien que les arrivants sont tentés de demander : « Où est ma loge? » et sur ce théâtre se déploie la pompe du couronnement : un spectacle dont les Français sont privés depuis longtemps.

Entouré des grands dignitaires, Charles X prête sur l'Évangile les trois serments rituels, puis on le déshabille pour la cérémonie du sacre. Le voici simplement vêtu d'une camisole de satin rouge ornée de galons d'or sur toutes les coutures et ouverte aux endroits où doivent se faire les onctions. Le grand chambellan Talleyrand lui chausse des bottines de velours violet brodées de fleurs de lis d'or, et le duc d'Angoulême lui attache ses éperons. Alors l'archevêque de Reims s'avance et ouvre le reliquaire contenant la Sainte-Ampoule.

Celle-ci contient-elle encore un peu de l'huile qui coula sur le front de Clovis? Le 6 octobre 1793, le représentant du peuple Ruhl, commissaire de la Convention, a brisé la Sainte-Ampoule sur le socle de la statue de Louis XVI, mais la piété monarchique a ses miracles : quelques fragments de la fiole, quelques gouttes du baume ont été recueillis, dit-on; ainsi la tradition magnifique pourra se renouer après les horreurs de la Révolution et l'usurpation de l'Empire.

Charles X s'agenouille; les deux cardinaux assistants défont les ouvertures de son vêtement, puis le roi s'étend sur des coussins de velours, et l'archevêque plongeant une aiguille d'or dans la Sainte-Ampoule oint le monarque sur la tête, la poitrine, entre les épaules, sur l'épaule droite, sur l'épaule gauche, au pli du bras droit et au pli du bras gauche. Charles X se relève — il voulut même, les chants ayant cessé, se relever trop tôt et dut se recoucher — et c'est une troisième métamorphose : couvert

LE PAVILLON DE MARSAN

d'une tunique, d'une dalmatique de satin violet cramoisi semée de fleurs de lis d'or, et en outre du manteau royal de velours violet doublé et bordé d'hermine, il reçoit des maréchaux Moncey, Soult, Mortier, Jourdan l'épée, le sceptre, la main de justice; puis l'archevêque lui remet la couronne. Alors les acclamations retentissent; le grand rideau qui masquait le fond de la cathédrale s'écarte, la foule envahit l'église, les cloches sonnent et l'orgue joue une marche triomphale. Au dehors, le canon répond aux décharges de mousqueterie; et sous les hautes voûtes de la basilique, des colombes lâchées par des oiseleurs volent effarouchées dans un nuage d'encens....

Malgré ses soixante-huit ans, Charles X a supporté sans faiblir ce long cérémonial. Les légitimistes admirent sa démarche toujours vive, aisée, désinvolte, et trouvent à son visage une expression sublime : ce couronnement, cette humiliation d'un roi devant le Roi des rois, ce gothique et splendide spectacle, tout cela les transporte. « Je ne crois pas, dit l'un d'eux, qu'il ait jamais pu se voir rien d'aussi beau et d'aussi auguste. C'était vraiment une alliance entre le ciel et la terre. » Le lendemain, le roi réunit les chevaliers de l'ordre du Saint-Esprit parmi lesquels se trouvait Chateaubriand; et comme, en ces jours de joie, il voulait effacer tous les mauvais souvenirs, il ôta ses gants pour donner la main au nouveau chevalier agenouillé devant lui : « Chat ganté ne prend pas de souris, » lui dit-il en souriant. Chateaubriand n'entendit point et se releva sans un mot de remerciement, « avec cette contraction de visage que donne le sentiment confus d'une scène qui prête à rire quand on en est le sujet et qu'on n'en saisit point la cause. »

Il n'était point le seul mécontent. Sans doute Charles X s'était montré accompagné des maréchaux de France, il avait consenti à remplacer le serment rituel contre les hérétiques par un serment de fidélité à la Charte; mais, malgré ces précautions, bien des gens s'offusquaient de cette résurrection de grandeurs médiévales, de formules et de gestes surannés; ils acceptaient mal cet air de supériorité de l'archevêque sur le roi, cette prééminence du pouvoir spirituel; et là où Charles X voyait un sacrement, ils découvraient une concession à Rome, un démenti aux principes de 1789 et à la souveraineté du peuple. « A quoi bon, disaient-ils, ce retour à des antiquailles? Il y a dans les vieilles cérémonies des usages pour lesquels le temps a formé prescription. Le tout

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

consiste à les discerner.' » C'est ce que Napoléon avait compris : lors de son couronnement, fort grandiose et religieux cependant, il avait su éviter « ces prostrations sur les coussins. »

Ainsi s'exprimaient ceux qui avaient perdu le sens du droit divin de la monarchie. Et leur critique put s'exercer de nouveau quand, à l'hôpital de Saint-Marcoul, Charles X toucha les écrouelles. Des campagnes, les incurables, les affligés étaient accourus; cent vingt attendaient le roi; celui-ci passa devant chacun d'eux, traça une croix sur leur front en disant : « Le roi te touche. Dieu te guérisse! » On apprit plus tard que cinq seulement de ces malheureux avaient recouvré la santé : le pouvoir mystique des mains royales s'abolissait avec le temps.

A l'étonnement qui avait dominé tout d'abord succéda la moquerie. Lamartine, Hugo, voire Mme Tastu, « enchaînés à la corvée lyrique et descriptive » purent chanter sur le mode majeur la majesté des fêtes de Reims; ce fut la satire rimée de Béranger, *le Sacre de Charles le Simple*, qui eut l'oreille de la foule; il en coûta d'ailleurs neuf mois de prison à son auteur.

Quand Charles X rentra à Paris, on put mesurer à quel point l'opinion s'était transformée à son égard depuis le jour de son avènement : les fêtes restaient les mêmes, mais se déroulaient dans un silence presque glacial. Si ce n'était point l'impopularité, cela y ressemblait fort.



CHAPITRE VI

PRÉLUDES DE LA CATASTROPHE

LE MINISTÈRE DE VILLÈLE || LA VRAIE IMAGE DE CHARLES X || SES
HABITUDES ET SES GOÛTS || LA VIE AUX TUILERIES || LES CHASSES
|| COMMENCEMENT DE LA DÉSAFFECTION || LA GARDE NATIONALE
EST DISSOUTE || CHUTE DE VILLÈLE



LE sacre de Reims marquait le retour aux solennités de l'ancien régime, aux fastes de l'antique maison de France. Les royalistes le comprenaient bien ainsi; mais la forme rétablie, ils voulaient reconquérir le fond.

Dans la Charte qu'ils appelaient « la chatte merveilleuse », ils affectaient de ne voir que l'article 14 qui permettait au roi de légiférer par ordonnance quand la sûreté de l'État était en jeu, et semblaient oublier l'article premier qui consacrait l'égalité des Français devant la loi. La vie d'autrefois se teintait pour eux de nuances idylliques : vie de cour, vie champêtre, le château et la chaumière, le bon seigneur et l'heureux manant; ils retrouvaient tout naturellement cette sensiblerie qui jadis avait été en honneur à Trianon et s'imaginaient qu'il était possible de refaire la France de Louis XVI, comme si la Révolution n'était qu'un cauchemar disparu sans laisser de traces.

Villèle, qui était resté au pouvoir après l'avènement de Charles X, entendait parler autour de lui de réformes administratives, de généralités remplaçant les départements, de refonte de la magistrature, de vénalité des offices, d'assemblées provinciales; et cela l'effrayait. Ce gentilhomme gascon qui connaissait la pratique du gouvernement et n'usait point de phrases ambitieuses, — « une grande lumière brillant à peu de frais, » disait de lui le ministre Canning — s'efforçait avant tout de maintenir la

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

prospérité du pays et, pour cela, d'éviter les mesures susceptibles d'agiter l'opinion. Le roi l'estimait et avait pleine confiance en son habileté : « Villèle saura bien trouver un parti pour sortir de cette difficulté. Villèle a fort bien jugé, et il en sait plus que ceux qui glosent. » Ces formules revenaient sans cesse dans sa bouche ; il était habitué à son ministre depuis 1822 — dans les sympathies de Charles X l'habitude jouait un grand rôle, — il l'avait vu à l'œuvre et se reposait entièrement sur lui.

Mais Villèle, qu'il le voulût ou non, était le représentant des ultras et devait réaliser leur programme sous peine d'être renversé. Or il avait la faiblesse d'aimer le pouvoir, et c'est sous son égide que furent votées des lois que souvent il désapprouvait mais qu'exigeait la droite.

S'il avait défendu la loi sur l'indemnité aux émigrés qu'il considérait comme propre à faire cesser une cause de discorde qui durait depuis 1814, il s'était montré défavorable à la loi sur le sacrilège dans les églises, disant avec beaucoup de sens : « Il ne faut pas mettre la cérémonie avant l'idée. » Mais la droite avait réclamé cette manifestation retentissante de piété ; et la loi, inapplicable (et en fait inappliquée), avait été votée en dépit des protestations des libéraux et des juristes qui n'admettaient point que le dogme fût érigé en vérité légale.

Les ultras cependant ne se déclaraient pas satisfaits et demandaient une nouvelle réforme à laquelle ils tenaient particulièrement : la reconstitution des anciens domaines nobles par le rétablissement du droit d'aînesse. Charles X, convaincu que cette mesure entraverait les progrès de la démocratie en arrêtant le morcellement des propriétés, ne s'y opposa point et Villèle suivit (mars 1826) ; mais la majorité de la Chambre des pairs, qui avait gardé une sorte de tradition libérale, rejeta le projet dans ses dispositions essentielles.

Cet échec que Paris accueillit avec joie suffisait à éclairer Villèle. Celui-ci se trouvait dans une situation difficile, car, s'il avait l'appui du roi, il se sentait menacé non seulement à gauche mais à droite. Chateaubriand, qui ne lui pardonnait pas la façon dont il avait été chassé du ministère, menait la bataille contre le gouvernement dans le *Journal des Débats* et entraînait par sa fougue de prophète une troupe de royalistes qui formaient la contre-opposition : « la pointe » comme on l'appelait. Quant à la gauche, réduite, il est vrai, à une poignée dans

PRÉLUDES DE LA CATASTROPHE

le Parlement, elle avait une grande partie de la France derrière elle; on s'en aperçut au mois de novembre 1825, lorsque mourut le général Foy, tribun de l'opposition : cent mille personnes suivirent son convoi de la rue d'Antin au Père-Lachaise, ce qui faisait dire à un libéral, M. de Barante : « Nous sommes bien plus forts que nous ne croyons. »

L'opinion était alors indisposée par l'apparente « ligue du trône et de la Congrégation, qui répandait sur le règne une teinte de mystère. » Les manifestations religieuses se succédaient, les missions redoublaient d'activité; il était question de rendre le mariage religieux obligatoire, de confier l'état civil au clergé comme sous l'ancien régime. Était-ce vraiment cela que le gouvernement désirait? Le peuple s'inquiétait et croyait les jours de 1815 revenus. Charles X ne faisait rien pour dissiper cet état d'esprit : lors du jubilé de 1826 il assista avec sa famille aux processions solennelles qui parcoururent Paris, et ne se préoccupa point des enfants qui sur son passage criaient : « Pas de jésuites! » Le 3 mai, jour de la cérémonie en l'honneur de Louis XVI, son attitude fut aussi nette : il quitta Notre-Dame précédé de l'archevêque de Paris et d'un nombreux clergé, suivi des délégations des Chambres et des Corps constitués; la place Louis XV (de la Concorde) était entourée d'estrades où avaient pris place les évêques venus de province et les curés des paroisses; au centre se dressait un autel dont le tabernacle contenait « les reliques des martyrs. » Le roi étant agenouillé, des prières furent dites devant lui, puis l'évêque bénit la première pierre du monument expiatoire que Charles X cimentait.... « Alors les salves d'artillerie éclatèrent au milieu des psaumes et des cantiques. »

Ce même jour, Villèle notait : « La population souffre de voir son roi suivant humblement les prêtres. Il y a moins d'irrégion que de jalousie et d'animosité contre le rôle que joue le clergé. » Et, en effet, le peuple se fit du monarque une idée singulière : il fut avéré qu'il était entré dans les ordres et avait été consacré évêque, « qu'il n'allait à la messe que pour le bon exemple car il la disait pour son compte dans son oratoire des Tuileries » : ne l'avait-on point vu suivre la procession du jubilé, vêtu d'un costume violet? Les simples oubliaient que le violet est, chez les rois, couleur de deuil, et désormais Charles X fut représenté dans les caricatures coiffé du chapeau de Basile ou même officiant en surplis.

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

Le roi méprisait ces pasquinades, mais d'autres les prenaient au sérieux et en tiraient de sinistres présages. Le vieux procureur-général Bellart, ancien bonapartiste devenu zélé royaliste, se fit porter, tout malade qu'il était, aux Tuileries et supplia le roi de mettre un terme aux menées de la Congrégation. Tandis qu'il traçait de l'avenir un tableau bien sombre et montrait le peuple se détachant de la monarchie, Charles X l'écoutait, la main sur les yeux, le coude appuyé sur le genou ; puis tout à coup : « Mais, Monsieur, que voulez-vous donc que je fasse ? » Bellart conseilla une politique plus libérale, moins inféodée aux sociétés religieuses, mais il ne gagna rien ; quand il fut parti, le duc de Maillé dit au roi : « Sire, réfléchissez à ce que vient de vous dire cet honnête homme ; ses fonctions, sa vie l'ont mis à même de connaître la pensée des masses. — Tais-toi, tais-toi ; mon cher Maillé. Ceci n'est pas de ta compétence, tu n'y entends rien. »

Ainsi toute discussion restait impossible avec Charles X. Muré dans ses convictions, il ne voyait dans un contradicteur qu'« un esprit à l'envers ; » mais en revanche il écoutait avec complaisance les gens de son entourage qui, le connaissant, abondaient dans son sens. La plupart de ses familiers étaient d'intelligence ou étroite ou légère, en tout cas sans grande portée ; et le roi aussi ferme dans ses sympathies que dans ses antipathies se laissait conduire par eux. Jadis, sur leur conseil, il avait conspiré, esquissé vainement de grands gestes ou échafaudé d'irréalisables projets ; maintenant on lui persuadait qu'il se devait de rétablir la monarchie sur ses bases traditionnelles ; et, toujours à son côté, l'abbé Latil devenu archevêque lui prêchait, sinon la haine, tout au moins la défiance de la Charte. Sans doute Charles X « sentait le bon », mais il n'avait pas le courage de le vouloir ; on fortifiait son intransigeance, on anémiait sa bonne volonté, et l'esprit de cour dominait chez lui l'esprit national.

Pourtant l'image que les Français se faisaient de leur roi était-elle exacte ? Charles X ressemblait-il à ce jésuite couronné dont le masque en casse-noisette s'étalait à la devanture des marchands d'estampes, ou, plus bassement, à ce « mouton enragé » que décrivait un obscur journaliste : « les yeux à fleur de tête, les oreilles longues, la ganache lourde et pendante et montrant ses dents en signe de joie ? » Quelles habitudes, quelles occupations faisaient le fond de sa vie ?

PRÉLUDES DE LA CATASTROPHE

L'appareil royal est le même que sous Louis XVIII, car Charles X reste aussi persuadé que son frère de la nécessité du faste. La nomenclature de sa maison civile avec ses divers services : chapelle, chambre, écurie, vénerie, garde-robe et hôtel, comprend à elle seule quatorze pages de l'Almanach royal et en petit texte. Cela suppose une armée de fonctionnaires, d'officiers, de serviteurs ; encore la plupart d'entre eux — les gentilshommes de la chambre, les valets de chambre par exemple — ne font-ils leur service que par quartier, c'est-à-dire par trimestre ; et le nombre des solliciteurs à de tels emplois est si grand qu'il a fallu créer des gentilshommes de la chambre honoraires, qui ont le titre et l'uniforme mais ne sont pas rétribués. Tout ce monde est doré, argenté, chamarré sur toutes les coutures ; et le premier valet de chambre porte les épaulettes de colonel.

L'étiquette, que le roi respecte comme une loi fondamentale, est aussi stricte qu'autrefois ; il y a une gradation des salons : les officiers subalternes ne peuvent dépasser le salon bleu, les officiers supérieurs ont accès au salon de la Paix ; la salle du trône est réservée aux dignitaires. Et quels services d'honneur ! Dans l'intérieur du château, les gardes du corps avec le casque à chenille, au haut de l'escalier les Cent-Suisses et leur bonnet d'ourson, dans les vestibules intérieurs les gardes de la porte, dans les jardins ceux de la prévôté. Quand par hasard les régiments de ligne remplacent ces troupes privilégiées, la machine protocolaire si minutieusement réglée fonctionne mal : c'est ainsi qu'un jour un seigneur, arrêté par un soldat aux portes des Tuileries, lui dit : « Tu ne me connais donc pas ? Je suis le prince de Poix. — Eh ! répond le soldat en croisant la baïonnette, quand vous seriez le prince des haricots, vous ne passerez pas ! » Mais de tels scandales sont exceptionnels : dans l'ordinaire de la vie, tout se déroule ponctuellement, comme au temps heureux que regrettent les ultras.

Un dimanche aux Tuileries. Dehors la foule se presse pour voir passer les hommes du jour ; et dans la salle des maréchaux — dominée par la tour de l'horloge et placée au-dessus de la voûte qui sert de passage vers le jardin — les gardes du corps sont au port d'armes. Chaque fois qu'entre un ministre, un cardinal, un maréchal, un « cordon bleu, » un pair de France ou un grand officier de la couronne, le factionnaire donne trois coups de talon sur le parquet. Et, précédés de ce tintamarre, voici que

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

paraissent successivement un seigneur de haute mine, d'allure anglaise, le prince Jules de Polignac, l'ami du roi; un officier qui se glisse avec rapidité comme s'il craignait d'être reconnu, le général Bourmont, celui qui à la veille de Waterloo a abandonné la cause de Napoléon; puis, le cou engoncé dans son col, vêtu d'un habit râpé, voici M. de Chabrol, l'ancien préfet de 1815, que suit un homme fort élégant et portant beau, le baron d'Haussez; après eux un prélat décoré du cordon bleu, petit, l'air froid, Mgr de Frayssinous, le ministre des Affaires ecclésiastiques qui imprudemment avoua un jour en plein Parlement l'existence de la Congrégation.... Les plumes blanches et les habits rouges des chambellans, les habits bleu de ciel des gentilshommes de la chambre, les uniformes des officiers inférieurs « qui n'ont droit qu'à la plume noire, » les soutanes violettes, les hauts cols brodés des ministres, tout cela se mêle dans un désordre étincelant. En attendant l'heure de la messe, on cause assez librement, mais quand sonne midi, le silence se fait. Les deux battants de la porte du salon bleu s'ouvrent avec fracas et la voix sonore d'un suisse annonce : « Le roi ! »

D'abord paraît un groupe de valets de pied, puis les huissiers et menins de Monseigneur le dauphin, duc d'Angoulême; un page précède le prince lui-même qui s'avance avec ses grands pas si singuliers, la tête secouée de tics, les yeux clignotant derrière ses lunettes. Après lui, les huissiers, écuyers, gentilshommes, maréchaux, grands officiers; enfin le roi en uniforme vert à ganse rouge, les épaulettes ornées d'une couronne, la poitrine barrée du cordon bleu; il est accompagné de son capitaine des gardes, suivi de ses douze aides de camp et des quatre gentilshommes attachés à son état-major : les ducs d'Aumont, de Duras, de Blacas et de Maillé. Malgré son âge, Charles X a un air de jeunesse, « ce je ne sais quoi indéfinissable du gentilhomme français lorsqu'il a été très aimé des femmes. » Mais si sa taille est restée mince et souple, l'ovale allongé de son visage, sa lèvre tombante, son front fuyant, son regard indécis, ses cheveux blancs ramenés sur les tempes dénotent la fatigue et la caducité.

Et pourtant, ceux qui le regardent passer sont d'accord : l'ensemble est si noble et gracieux qu'il paraît impossible que le roi ait renoncé à plaire. Déjà on lui a prêté l'intention d'épouser une des filles du prince Max de Saxe, belle personne qui donnerait un peu de gaieté à la cour; maintenant on murmure qu'il est séduit

PRÉLUDES DE LA CATASTROPHE

par Delphine Gay « la Muse de la patrie », à laquelle il vient de donner une pension sur sa cassette; il écouterait même, assure-t-on, les insinuations des gens de sa maison qui lui rappellent le mariage de Louis XIV avec Mme de Maintenon.... Mais cette fois encore les courtisans font preuve de peu de clairvoyance : Charles X est resté marqué pour toute sa vie par le drame de Londres, par la mort de sa maîtresse.

Derrière le roi s'avancent la duchesse d'Angoulême : nez busqué, traits rudes, taille épaisse, air sévère; et à côté d'elle, faisant contraste, toute menue, blonde et perpétuellement agitée, la duchesse de Berry. Le service des princesses termine le cortège qui, par la galerie vitrée faisant suite à la salle des maréchaux, arrive à la tribune de la chapelle. Là, Charles X remet son chapeau au grand aumônier qui le passe à l'aumônier ordinaire et reçoit en échange le livre d'heures. Puis le prêtre officiant ayant salué d'abord l'autel, ensuite le roi, la messe commence....

Les réceptions avaient le même caractère de pompe et de magnificence; l'assistance était triée sur le volet et le roi ne se montrait que superbement habillé. On a gardé le souvenir du costume qu'il portait lors du bal donné en l'honneur du roi de Naples : il avait, ce soir-là, revêtu l'uniforme de la garde royale, « sur la poitrine, au collet, sur les parements, des rivières de diamants figuraient des brandebourgs blancs; ses épaulettes étaient en semis de diamants; son chapeau avait pour ganse une rivière de diamants retenue à sa base par le Régent qui en formait le bouton. » La duchesse d'Angoulême, fastueusement habillée elle aussi, sans pouvoir hélas! atteindre à la grâce, faisait les honneurs et s'efforçait d'être aimable; mais, quoi qu'elle fît, un ennui, un ennui majestueux régnait. Le roi, après avoir reçu les hommages des arrivants, rentrait dans son salon particulier... et chacun attendait avec impatience la fin de la cérémonie. Chez la dauphine, mêmes réceptions, aussi mornes et ternes; les invités se perdaient dans les galeries et les corridors, étaient assaillis tout d'un coup par une odeur de ragout s'exhalant des cuisines et s'estimaient heureux de retrouver le grand escalier, la voûte, l'air libre.

Si Charles X jugeait indispensable de paraître en gloire, il avait dans son particulier le goût de la simplicité. Ce prince, tout à l'heure couvert de diamants, faisait remettre des collets

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

neufs à ses habits, remplacer les parements de ses manches et ressemeler ses bottes ; avec la vieillesse, la prodigalité de Versailles avait disparu et fait place à l'esprit d'économie, à une conception bourgeoise de la vie.

De bon matin, son valet de chambre lui apportait sa tasse de chocolat ou de camomille. A huit heures et demie, le duc d'Angoulême et sa femme venaient le saluer, puis Mme de Gontaut lui amenait ses petits-enfants. Il était fort tendre grand-père ; et quand le duc de Bordeaux et sa sœur se trouvaient à Saint-Cloud, il les allait voir dans une petite voiture anglaise à quatre chevaux montés par deux jeunes postillons ; les enfants le voyaient arriver de loin et lui faisaient fête. Il s'amusait avec eux et prit en faveur le musicien Paër parce que celui-ci possédait un caniche nommé Carlo auquel il avait appris à chanter : « Allons, Carlo, disait Paër, chantez pour notre bon roi ! » et, après quelques accords, le chien dressé sur ses pattes de derrière, aboyait doucement et semblait chanter le *Domine salvum fac regem* comme un vieux chantre de campagne enrôlé. Les enfants, la duchesse de Berry riaient aux éclats, et le roi les imitait.

Facile avec ses serviteurs, il ne leur demandait que l'exactitude ; pour le reste il les laissait aller à leur guise, si bien qu'à Saint-Cloud, où une certaine licence était tolérée, il se trouvait parfois presque seul. A la différence de son frère, il était peu curieux de nourritures exquises et se contentait de repas sans somptuosité ; après son dîner qu'il prenait à six heures, il se rendait au grand salon, et la soirée familiale commençait à la lueur des bougies chaperonnées d'abat-jour verts. La dauphine faisait de la tapisserie et tirait ses points d'un geste saccadé ; ou bien elle découpait des cachets qu'elle donnait à des gens peu fortunés ; parfois même elle invitait les officiers de service à faire une partie de cartes dont l'enjeu était invariablement de cent sous, jamais plus. Avec sa voix rude et forte, son absence d'abandon, son attitude sèche, tendue, qui décelait « une volonté toujours debout » et le propos bien net de refouler toute sensibilité, elle n'attirait point la sympathie ; mais pouvait-on oublier la dignité avec laquelle elle avait supporté une série inouïe de malheurs ?

Non loin de sa femme, le dauphin jouait aux échecs — en dépit du bon sens, assure la chronique — ; et dans le fond du salon Charles X, après avoir assujetti ses lunettes, faisait une partie de whist avec un de ses gentilshommes.

PRÉLUDES DE LA CATASTROPHE

D'ordinaire le silence est profond, on n'entend que le bruit des jetons après chaque *rob*; et les étrangers sont frappés du « vide imposant du cercle de famille. » Mais tout d'un coup la voix du roi s'élève; il s'en prend à M. de Vérac son partner : « Vous êtes une coquecigrue ! » Blessé Vérac répond : « Non, Sire, je ne suis pas une coquecigrue. — Eh bien? monsieur, savez-vous ce que c'est qu'une coquecigrue? — Non, Sire, je ne sais pas ce que c'est qu'une coquecigrue. — Eh bien? monsieur, moi non plus ! » Et tous de rire, même la dauphine. Mais ces incidents ne se terminent pas toujours aussi gaîment. Que le roi soit mauvais joueur, cela ne fait pas question; chaque fois qu'il s'est mis en colère, il jure de ne plus recommencer, mais le naturel reprend le dessus. Un jour il est tellement hors de lui qu'il répète à plusieurs reprises le mot « cochon » adressé au duc de Blacas. Parfois, il est vrai, c'est le partner qui a tort : le duc de Maillé, mécontent de ne pas figurer dans une promotion de cordons bleus, jette ses cartes en s'écriant : « On ne peut servir un prince aussi ingrat ! » Le roi se lève et arpente le salon à grands pas, puis, redevenu calme, il appelle un de ses aides de camp : « Prenez la place de M. de Maillé; il la trouve trop mauvaise. »

Les scènes de ce genre rompent un peu la monotonie des soirées. A neuf heures, « l'ordre » a été donné par le roi, et dans le château les gardes, après avoir ouvert les banquettes renfermant les matelas, se sont endormis; à dix heures et demie, que sa partie soit finie ou non, le dauphin salue le roi, salue sa femme et va se coucher. Une demi-heure après, Charles X repousse son siège; aussitôt la dauphine, comme mue par un ressort, se dresse et d'un regard commande la dispersion; le roi fait « une inclination de tête générale » et sort.... Mais la famille royale partie, les courtisans restent; il y a un moment de satisfaction, un sentiment de délivrance; on se remet au jeu et cette fois « l'or roule sur la table. »

Charles X travaillait fort peu; les affaires sérieuses l'ennuyaient, et comme Louis XVIII il ne s'intéressait qu'aux dépêches des ambassadeurs qui racontaient des anecdotes, des scandales et gardaient un parfum de Dangeau ou de Tallemant des Réaux. Les séances du Conseil des ministres qui avaient lieu le mercredi et le dimanche après la messe se passaient de façon fort endormie, si l'on en croit Angoulême qui, pour tuer le temps, comptait les livres de la bibliothèque, annotait l'almanach militaire ou som-

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

nolait dans son fauteuil. Quant au roi, il s'occupait à découper des papiers en formes bizarres et les emportait à la fin de la séance; au vrai, il se souciait seulement d'être au courant de la situation du personnel, de placer ses créatures, ses amis, ceux dont il se croyait sûr; car il ne concevait le gouvernement que par les hommes d'un parti. A la longue cependant, il prit l'habitude des questions politiques et administratives, et ses ministres étaient frappés de la manière rapide dont il saisissait les principaux points d'une discussion, de la facilité avec laquelle il les résumait.

Ce témoignage, ainsi que certains propos tenus par Charles X et recueillis par des personnes qui ne lui étaient pas toutes favorables, montrent que, s'il eût été moins prisonnier de son entourage, s'il eût permis à ses idées de prendre de l'essor, de s'aérer au lieu de les maintenir soigneusement « cloîtrées, » le roi aurait peut-être laissé la réputation d'un prince ayant quelque largeur d'esprit. « On aura beau faire, confiait-il un jour à Hyde de Neuville, les gouvernements constitutionnels feront le tour du monde, » et cet instant de lucidité étonne de la part d'un ennemi déclaré de la Charte. Un autre jour, Macdonald, déjeunant aux Tuileries, expliquait son attitude politique et avouait qu'il adorait la Révolution. « Comment ne l'adorerais-je pas? C'est elle qui m'a élevé, grandi; sans elle aurais-je aujourd'hui l'honneur de déjeuner à la table royale? » Charles X, qui d'abord fronçait le sourcil, reprit son air de belle humeur, et frappant sur l'épaule du maréchal : « Eh! vous avez bien fait, j'aime cette franchise. » L'ancien émigré, l'ancien fugitif de Lyon savait à l'occasion oublier ses rancunes, et sous l'armature des préjugés sa bonté perçait; c'est ainsi qu'il nomma officier un certain Besson qui avait tenté à Rochefort de favoriser l'évasion de Napoléon : « Ah! ceci était un acte de courage et de dévouement, » dit-il en signant le brevet.

Parfois, il retrouvait le tour de Versailles, l'esprit d'à-propos, la répartie heureuse et prompte, et même une sorte de scepticisme léger qui rappelait le siècle passé. Au temps où les cours de justice se donnaient une allure de libéralisme et refusaient de condamner les auteurs de pamphlets contre les jésuites ou la Congrégation, il disait à un magistrat : « Bonaparte n'a pas voulu accorder la liberté de la presse, il avait bien raison! Il avait obtenu le respect des Français. — Sire, vous l'avez aussi. — Oui,

PRÉLUDES DE LA CATASTROPHE

oui, répondit Charles X avec un sourire, nous avons leur amour....» Pourtant il ne cultivait pas l'ironie, mais il avait de subits accès de finesse durant lesquels il savait juger les hommes, et ce qu'il dit un jour de Talleyrand, l'ancien évêque d'Autun, qu'il connaissait beaucoup et estimait peu, est remarquable : « Quoi qu'il ait fait, il y a encore en lui du gentilhomme. Mais, malgré tout son esprit, il me semble qu'il n'a pas pris la bonne voie. Il aurait dû, à notre arrivée, arranger ses affaires avec le Pape. Il serait resté dans l'église et aurait été fait cardinal. Je sais bien qu'on prétend qu'il a des goûts un peu jeunes. Je lui en fais mon compliment : *gaudeant bene nati*. » Ainsi ce prince, dont la pudeur tardive exigeait qu'à l'Opéra « les jupons des danseuses tombassent jusqu'à la cheville et fussent épaissis, » admettait fort bien qu'un évêque marié devînt cardinal et qu'un cardinal se divertît dans le siècle....

Mais ce qui manquait totalement à Charles X, c'était la curiosité des choses de l'esprit : à cet égard sa cervelle était comme amputée; et une histoire de sa vie n'a point à s'occuper du mouvement littéraire qui commence sous son règne. Le romantisme se développe, se transforme en dehors de lui; Lamartine et Hugo peuvent être pensionnés par ses soins, c'est tout. Il ne s'intéresse en aucune façon à leurs œuvres, à leurs tentatives; le bouleversement des règles traditionnelles, du « canon » classique, le nouveau régime de la langue, l'élan lyrique, dramatique, les manifestes de la jeune génération — celui de Jouffroy en 1825, d'Hugo en 1827, — le scandale que souleva dans la bourgeoisie *Henri III et sa cour* de Dumas, la bataille d'*Hernani* en 1830, tout cela lui a été, lui sera étranger. Poésie, drame, critique, autant de vains mots à son oreille. Quand les membres de l'Académie le prieront d'arrêter le débordement du romantisme au théâtre, il leur répondra : « Dans une question de ce genre, je n'ai comme tout le monde que ma place au parterre. » Propos de grand seigneur qui, tout spirituel qu'il est, dénote un superbe détachement.

Cette stérilité, cette espèce de mépris pour les jeux désintéressés de la pensée, pour les formes d'expressions, Charles X tient cela de son éducation et il le sait : « J'en veux à M. de La Vauguyon, disait-il, de m'avoir si mal élevé que je n'ai jamais pu lire quatre pages de suite, même quatre pages de *Gil Blas*, sans m'ennuyer. » Tout au plus, afin de ne pas paraître niais, s'est-il un

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

moment attaché un certain abbé Cornillon, dont la besogne consiste à lire tout ouvrage faisant un peu de bruit et à en rédiger un résumé de dix lignes qu'il remet au prince. Mais, alors que tout homme qui lit un peu admire le *Génie du Christianisme*, Charles X l'ignore; Chateaubriand s'en formalise mais devine parfaitement la cause de cette ignorance : « Quand on a beaucoup et longtemps souffert, on ne se souvient plus que de soi. L'infortune personnelle est une compagne un peu froide mais exigeante, elle vous obsède. » Et, en effet, le roi ne fait rien pour réagir contre cette emprise égoïste, contre cette paresse d'esprit; il a trop vu, trop vécu, trop pâti pour se plaire à des chimères; et ce n'est pas à soixante-dix ans qu'il va commencer à s'instruire.

Pour qu'il intervienne et se risque à donner son opinion en matière littéraire, il faut que l'ordre, le respect dû à la royauté soient en péril : il refuse d'autoriser la représentation de *Marion de Lorme* interdite par la censure.

... Vieillard à la tête blanchie,
Penché du poids des ans et de la monarchie,

il explique à Victor Hugo — qui n'est qu'élan, espoir en l'avenir, — les motifs de sa décision : « Tout ne s'en va-t-il pas dans trop de liberté? » puis, pour pallier sa sévérité, il lui offre maladroitement d'augmenter sa pension de 2 000 francs. Hugo refuse, comme jadis a refusé Vitrolles; et là reparaît un des côtés médiocres de la nature de Charles X : dès qu'il a offert de l'argent, il se croit quitte; c'est un travers qu'il a contracté depuis Versailles. Sans doute il restitue à Vitrolles le titre de ministre d'État, mais malgré les obligations qu'il a envers son ami, il lui ferme l'entrée du Conseil.

Généreux d'ailleurs et aumônier, mais avec des façons. Sollicité en faveur de Chateaubriand, qui toujours besogneux a besoin de quelques louis pour acheter une ânesse — car Mme de Chateaubriand doit boire du lait d'ânesse, — le roi ne se rend pas tout de suite. « Ah bah! dit-il, c'est à recommencer tous les jours avec lui. Voyez-vous, je n'aime pas ce qui revient continuellement; cela ressemble à une pension, et quand je vois venir une pension, moi, je fais la cabriole. » En réalité il faisait rarement la cabriole, donnait chaque année plus de cinq millions du sien; et

PRELUDES DE LA CATASTROPHE

ce jour-là il envoya 2 000 écus à l'auteur du *Génie du Christianisme*.

Mais avec le temps se découvraient en lui certains traits de son frère : sa franchise, que l'on vantait tant, ne l'empêchait pas d'avoir recours quelquefois à une prudence trop diplomatique qui n'équivalait pas à la duplicité mais qui la côtoyait. Après avoir félicité Hyde de Neuville des services rendus par lui à la bonne cause, il supprimait assez vilainement son ambassade de Portugal et le mettait en disponibilité. Avec le duc d'Orléans, même attitude : s'il lui rendait le titre d'Altesse Royale — faveur que Louis XVIII avait refusée obstinément, — si dans l'intimité il lui parlait amicalement de son père Philippe-Égalité, il ne se gênait point pour médire du futur Louis-Philippe devant ses familiers ; le duc absent, « c'était un changement de décoration. »

Comme Louis XVIII encore, il avait un sentiment très vif de la dignité royale, du droit divin de la monarchie et veillait à conserver toute pure la tradition ancestrale. On le vit bien le jour où, visitant Blois avec le duc d'Orléans, il lui fit observer que le duc de Guise n'avait pas été assassiné, mais tué, qu'Henri III exerçait un droit sur un sujet et ne se rendait pas coupable d'un meurtre. Mais, tandis que Louis XVIII par nécessité s'accommodait aux circonstances, Charles X mettait son orgueil à ne point transiger avec les principes, à rester tel qu'il avait toujours été. « Il n'y a, disait-il, que deux hommes qui n'aient point changé depuis 89 : La Fayette et moi. » Et, chose curieuse, cette permanence d'opinion créait une espèce de sympathie entre le libéral à tendances républicaines et l'absolutiste de tempérament. La Fayette détestait, méprisait Louis XVIII, et bien qu'il jugeât sans illusion aucune Charles X, il témoignait du goût pour lui.

Tout d'une pièce, sans aucune de ces nuances, de ces facettes qui rendent attachant le caractère d'un Louis XVIII ; doué d'une bonté naturelle mais refusant de voir clair autour de lui, de comprendre l'esprit de son temps, tel apparaît Charles X. Son univers est borné, et, à le regarder de près, on s'aperçoit qu'il n'a qu'une grande pensée : faire son salut, qu'une occupation essentielle : la chasse.

Sa dévotion est restée proverbiale et les contemporains ne se sont point fait faute d'en médire. L'anglais Hobhouse déclare

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

ex cathedra : « Il a renoncé à la domination des femmes pour se laisser gouverner par des courtisans et des prêtres. Sa dernière maîtresse, dans le tombeau de laquelle il paraît avoir déposé les passions de sa jeunesse, a fait place dans son cœur à une bigoterie aveugle. » Blacas, le disgracié de 1815 qui est revenu en faveur, n'y met guère plus de formes et qualifie assez librement la piété de son maître; quant aux libéraux, ils n'ont pas d'expressions assez fortes pour flétrir sa cagoterie et son jésuitisme. Quelquefois, il est vrai, Charles X donne prise à la critique. On parle un jour devant lui d'un vaisseau négrier qu'on vient de saisir à Nantes et dans la cale duquel on a découvert certaines dispositions de fers et de chaînes qui attestent les tortures réservées aux victimes. « Sans doute, dit le roi, tout cela est affreux, c'est révoltant!... Il n'y a qu'une chose à dire, c'est qu'ils reçoivent le baptême! » Conviction profonde mais qui se manifeste mal à propos.

Pourtant ce croyant ne semble pas avoir été le cafard, le Basile hypocrite que Béranger chanssonne. Sa piété est vraie et « l'emporte maintenant sur ses plaisirs; » il ne néglige aucune des pratiques de la religion, se montre, non en pénitent qui se flagelle ainsi que le faisait Henri III, mais en catholique sincère qui suit scrupuleusement les rites du culte. Cela ne signifie point qu'il soit jésuite; il a même pour cette société une certaine défiance, refuse toute affiliation secrète; et la haire dont l'opinion l'affuble est tout simplement un gilet de flanelle. — Il n'a point du tout donné aux Tuileries le caractère monacal qu'on lui prête; son confesseur est un abbé obscur, nommé Jocquart, qui est étranger à toute politique et qu'on ne voit guère. Mais Charles X connaît ses devoirs envers Dieu : il estime indispensable de propager la foi et de mettre son peuple sous l'égide de l'Église. Dans tout cela il ne faut voir « ni fanatisme, ni asservissement, » mais croyance étroite; et traiter Charles X, comme le fait la *Némésis*, pamphlet libéral, de « Tibère dévot » n'est qu'une absurdité de polémique.

Sa vie, toute simple en somme, n'était traversée, embellie que par un divertissement, plus exactement par un exercice royal : la chasse. — Cette passion venait de loin : née à Versailles, elle s'était développée, affinée, compliquée en Angleterre, pays des sports aristocratiques. Les grandes randonnées dans les forêts, la voix des meutes, l'ivresse de la poursuite des daims, des chevreuils, des sangliers, « les joies de l'hallali exaltaient Charles X comme le combat exalte le héros. » Il voyait là, outre un délasse-

PRÉLUDES DE LA CATASTROPHE

ment qui maintenait sa vigueur corporelle, une occupation digne d'un prince; il s'y donnait tout entier avec un sérieux, une conscience quasi professionnelle qui déconcertaient quelques-uns de ses serviteurs. Le maréchal Lauriston en savait bien que dire : fort peu chasseur, il trouvait difficile l'existence à la cour et confiait à la duchesse d'Abrantès : « Le roi suit une route mauvaise pour la gloire de son règne. On croit qu'il discute un budget trop fort, qu'il combat une loi. Peuh! il s'en inquiète bien vraiment! Ce qui lui importe, c'est de savoir si le veneur a bien fait son devoir, si le cerf qu'il a détourné avec son limier est un daquet, un jeune cerf, un dix-cors jeunelement, un dix-cors, un nouveau cerf; et pour cela, on étudie le pied, les voies, les fumées, les allures... et si le cerf se méjuge, comme il discute! Alors c'est pour devenir fou! » Et, en vérité, la chasse est une des institutions principales du règne, l'hallali d'un cerf une affaire d'État.

Les jours de chasse, le roi est réveillé de bonne heure par le valet de chambre de service : « Sire, il est six heures, voici la tasse de camomille de Votre Majesté. » A quoi Charles X répond invariablement : « Quel temps fait-il? » Après avoir lu attentivement les bulletins de police qu'on lui apporte, et déjeuné avec son capitaine des gardes, il monte dans un grand carrosse à huit chevaux que conduisent des postillons en bottes à chaudron et vêtus comme au temps de Louis XV; les officiers de la vénerie, le porte-arquebuse qui a la garde de la longue carabine destinée à « servir l'animal », suivent dans leurs chaises à deux chevaux, le commandant de vénerie dans une calèche jaune; les pages vont à cheval et précèdent le caisson qui transportera le cerf.

Le rendez-vous a été donné dans la forêt de Fontainebleau, et les invités qui savent que le roi exige l'exactitude sont déjà réunis; le dauphin lui-même arrive toujours exactement un quart d'heure avant son père. Tout le monde a l'uniforme officiel des chasses : chapeau rond noir, habit bleu à col et parements de velours de même couleur, gilet blanc, culottes longues et guêtres de peau à boutons recouvrant le genou. Les groupes se forment : voici le général Vincent, monté sur une jument bai clair; puis le baron d'Hannencourt qui, malgré ses soixante-dix ans, est toujours commandant de vénerie; M. de Vinfrais le porte-arquebuse et à côté de lui une amazone qui n'est plus de la première jeunesse et qui choisit le moment de la chasse pour faire sa cour au roi; voici enfin, guindé dans son habit, le comte de

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

Girardin, le grand veneur. Homme important dans le royaume. C'est lui qui, appliquant à la lettre les anciens règlements, a mis dans le cérémonial des chasses un ordre admirable, supérieur même à celui qui existait sous l'ancienne monarchie. Girardin n'est point beau, et son regard de travers lui a valu, un jour qu'il demandait à Talleyrand : « Comment vont les affaires ? » cette terrible réponse : « Comme vous voyez, général. » Mais, tel quel, il a la confiance de Charles X, le respect des courtisans qui admirent en lui le Colbert de la vénerie.

Un palefrenier amène au roi son cheval favori, Stranger, qui depuis longtemps est son cheval de chasse. Au moment de monter en selle, Charles X s'écrie gaîment : « Messieurs, vous allez voir deux vieillards l'un sur l'autre. » Et, si tout se déroule suivant les règles, sa gaîté, sa bonhomie ne se démentiront jamais. Aux haltes, dans les villages, il devient familier — étranger à la cour, — il reçoit le maire, le curé, donne des aumônes qu'il tire d' « une bourse de peau à coulants d'acier. » Mais le cérémonial garde ses droits : si le ciel menace, sur toute la ligne de chasse on entend crier : « Le chapeau du roi ! » car il y a dans le caisson destiné au gibier un vieux chapeau gris qui fait partie de l'équipage et que le roi porte quand il va pleuvoir. Le même caisson a un auvent mobile en toile cirée destiné à abriter la personne du prince.

Le cerf est à l'hallali. Alors M. de Vinfrains tend au roi la longue carabine dont il est dépositaire ; puis, l'animal tué, les fanfares éclatent. Le premier piqueur lève le pied droit du cerf, le natte, le donne au commandant de vénerie qui le remet au grand-veneur ; celui-ci, le chapeau à la main, le présente au roi qui se découvre lui-même pour le recevoir.

Sauf quelques variantes de costumes — encore les valets ont-ils gardé la livrée d'autrefois, — on croirait assister, dans ce décor de forêts, à une chasse de Louis XV, voir brusquement s'animer une de ces magnifiques tapisseries d'Oudry qui décorent le grand salon du château de Rambouillet.

Telles sont les grandes chasses, dites de « houraillement, » où le roi ne tire que le gros gibier soit en battue, soit dans les toiles ; mais il en est d'autres que Charles X n'affectionne pas moins.

Aux tirés de Sermaise, dans la forêt de Fontainebleau, un grand espace a été coupé « en buissons » et percé de trois allées. Celle de droite est réservée au duc d'Angoulême qui, pourvu que ses

PRÉLUDES DE LA CATASTROPHE

lunettes soient bien assujetties, se montre un tireur fort convenable; celle de gauche, au premier gentilhomme le duc de Maillé; celle du milieu, au roi. Celui-ci, flanqué d'un de ses valets de chambre ordinaire et de deux ramasseurs de gibier, est suivi de douze soldats suisses qui, placés les uns derrière les autres, se passent de main en main les armes dont se sert le prince, — armes peu modernes d'ailleurs, car Charles X n'a point adopté le fusil à piston et reste fidèle au fusil à pierre dont il a l'habitude depuis près de soixante ans. Hurlant, frappant les buissons, les batteurs font lever le gibier : un frémissement d'ailer, un vol d'oiseaux apeurés, puis des cris : « Au roi ! — A Monseigneur ! — Coq au roi ! » La mousqueterie éclate. Posément le roi vise et manque rarement son but ; il excelle surtout dans les « coups de haut, » les plus difficiles, et ne laisse point de répit au lieutenant des gardes de service qui, avec une épingle, pointe sur une carte à compartiments les pièces qui tombent. Le massacre fini, le gibier ramassé, les discussions entre le roi et son fils commencent ; ils ne sont jamais d'accord sur le nombre d'animaux qu'ils ont tués, comparent les cartes de contrôle et mettent une ténacité singulière à soutenir « leur chiffre. » L'amour-propre, la vanité du chasseur sont en éveil, mais à ce moment seul ; dans l'ordinaire de la vie, pas un dissentiment. Tandis qu'ils palabrent et vont jusqu'à se fâcher, le rythme officiel continue, et l'on voit arriver la voiture dite « du gobelet du roi » qui contient les rafraîchissements, puis la voiture du gibier, gigantesque gibecière à quatre roues où l'on entasse les bêtes mortes....

Ces tirés de plaine ou de bois ont lieu toute l'année, à Versailles, à Rambouillet comme à Fontainebleau, mais parfois le grand-veneur organise aux environs de Saint-Germain un tiré plus délicat et rare : le tiré du bord de l'eau. — Les rameurs en uniforme bleu à col cramoisi, la bandouillère galonnée d'argent, et coiffés d'un petit chapeau noir, rond et ciré, conduisent doucement la barque à l'arrière de laquelle Charles X est assis ; de temps à autre, un coup de fusil : le roi tire sur les bécasseaux qui se cachent dans les herbes de la rive. Parfois la barque aborde, les gens du pays viennent saluer le monarque — on est très royaliste aux environs des demeures royales — puis, au crépuscule, sur les eaux tranquilles, la barque rentre ; et le grand-veneur s'estime heureux si le roi profère la formule sacramentelle : « Vous m'avez fait faire un fort beau tiré. »

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

Charles X disait volontiers que la chasse l'aidait à supporter le fardeau de la monarchie; en réalité, cette occupation lui était devenue nécessaire et il fallait, coûte que coûte, qu'il s'y livrât. Il savait au besoin se contenter à peu de frais. Lorsque la cour résidait à Saint-Cloud il menait la vie d'un simple propriétaire : quelques marches à descendre, et de son cabinet il entraînait dans le parc réservé où il pouvait tirer des lapins. Le matin, on le voyait partir, vêtu d'un vieux costume et coiffé d'une casquette. Le fusil sous le bras, sans escorte, il se promenait dans le bois qui s'étendait le long de la route de Ville-d'Avray ou bien, tout en tiraillant, il s'en allait à Villeneuve-l'Étang rendre visite à la duchesse d'Angoulême qui possédait là une maison de campagne : c'était « une coutume paternelle, » qu'il observait pieusement. Bourgeois paisible, il passait sur la route sans être reconnu; et c'est ainsi qu'un jour, traversant un village, des paysans le prièrent à brûle-pourpoint de servir de parrain à un enfant qu'on baptisait; sûr de son incognito, Charles X accepta; et lorsque le curé lui demanda ses nom et prénoms, il répondit avec bonhomie : « Mon nom? Leroy. Mon prénom? Charles. » L'aventure divertit fort la cour.

L'opposition, elle, raillait cette manie innocente et en faisait un instrument de polémique. Pour les libéraux, le roi c'était « Robin des Bois » : on le représentait coiffé d'une vieille casquette à longue visièrè, aux couvre-oreilles noués sur la tête par des cordons, la gibecière au côté, les basques de son habit battant ses guêtres jaunes; en main son vieux fusil à pierre — autant dire une antiquaille, — et une meute aboyant à ses talons. Le budget de la vénerie était passé au crible : on additionnait les appointements des officiers du service d'honneur, ceux du personnel de « chasse au courre ou au tiré, » les frais d'habillement de la livrée, ceux de « la nourriture du fauve » qui nécessitait par an plus de quatre-vingt mille bottes de fourrage; bien mieux on recensait les bêtes tuées depuis les biches et sangliers jusqu'aux grives et aux cailles; et le total — fantaisiste sans doute — une fois obtenu, on criait au scandale : 695 595 francs dépensés, plus de onze mille pièces tuées, c'était une honte ! Le petit-fils d'Henri IV nourrissait des chiens quand son peuple mourait de faim !

Une caricature qui parut alors montre assez exactement l'état d'esprit de ces moralistes : le ministre Villèle est assis à une table, la tête tournée vers une porte entr'ouverte d'où surgit le profil

PRÉLUDES DE LA CATASTROPHE

de Charles X; et Villèle dit : « Mais laissez-moi donc tranquille ! Est-ce que je ne vous ai point donné un permis de chasse ? » Ainsi la messe et la chasse passaient pour occuper le roi d'une manière exclusive; et lorsqu'il se montrait dans Paris, on l'accueillait froidement.

De jour en jour, le mécontentement contre le ministère et la cour s'accroissait. Dès décembre 1824 on avait eu la maladresse de mettre d'office à la retraite cinquante-six lieutenants-généraux, anciens combattants de l'Empire, tandis que l'on conservait dans les cadres « de tristes invalides qui n'avaient point été au feu. » Cette mesure, prise lors de l'anniversaire d'Austerlitz, avait profondément blessé l'armée qui se détachait peu à peu de la royauté, et déjà le bénéfice de la guerre d'Espagne semblait compromis.

Après l'armée, on indisposa les intellectuels. Pour désarmer l'opposition, Villèle avait essayé d'acheter secrètement les journaux; mais Michaud, directeur de *la Quotidienne*, avait dévoilé la manœuvre. Alors, par les soins du garde des sceaux M. de Peyronnet, fut présenté un projet de loi qui soumettait au dépôt préalable et au droit de timbre le moindre imprimé, et qui prévoyait de lourdes amendes pour toute infraction : c'était en réalité la suppression de l'imprimerie. « Loi vandale ! » s'écria Chateaubriand, et Royer-Collard : « On veut élever l'humanité à l'heureuse innocence des brutes ! » L'Académie française, fort légitimiste cependant, osa protester, ce qui indigna Charles X : Michaud et Lacretelle perdirent leurs fonctions de lecteur du roi et de censeur dramatique, Villemain son titre de maître des requêtes. C'était fort maladroit, et le ridicule s'en mêla quand un complaisant qualifia la loi de « loi de justice et d'amour. » Pourtant l'œuvre ministérielle trouva une majorité à la Chambre des députés, mais, les pairs ayant nommé une commission hostile, le projet fut retiré aux acclamations des écrivains, des journalistes, des ouvriers imprimeurs menacés de perdre leur salaire (avril 1827); et la parodie d'un poème d'Hugo qui parut à ce moment « Un chant de fête de Néronnet » eut le plus grand succès :

« Ainsi, l'esprit nous tue, et le sage l'évite,
Venez tous admirer la fête où vous invite
Néronnet, chef des sceaux, des sceaux qui font la loi ! »

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

Villèle était exaspéré : « Des pairs, s'écriait-il, j'en ferai tant qu'il sera honteux de l'être et honteux de ne l'être pas ! » Mais il n'ignorait pas la force de l'opposition, et le moindre incident aggravait son impopularité qui rejaillissait sur le roi. La Cour de Paris, à laquelle M. de Montlosier avait adressé des mémoires contre les jésuites, proclamait illégal le rétablissement de cette société, et le président de la Cour Séguier répondait à Peyronnet qui lui demandait un service au nom du gouvernement : « La Cour rend des arrêts et non pas des services. » Devant cette manière de rébellion Charles X, habitué à la docilité de la magistrature, se désolait : « En vérité, cela est aussi ennuyeux que les Parlements. »

La célébration des obsèques du duc de La Rochefoucauld-Liancourt fut encore une mauvaise journée pour le ministère. Les jeunes gens de l'École des Arts et Métiers de Châlons, dont le duc avait été le protecteur, voulurent porter son corps sur leurs épaules ; mais à la sortie de l'église, la police ordonna de placer le cercueil sur le char funèbre ; il y eut une bagarre au cours de laquelle la bière tomba à demi brisée sur le pavé ; et l'indignation fut générale.

Alors, dans l'espoir de ramener la confiance, le roi résolut de passer en revue la garde nationale ; c'était la première fois depuis son avènement. Villèle apercevait les inconvénients de ce projet, et sur ce point il se trouvait d'accord avec Chateaubriand qui, oubliant ses griefs, signalait dans une lettre à Charles X les dangers auxquels il s'exposait. Un instant on songea à contre-mander la revue, mais le remède aurait été pire que le mal.

Le 29 avril 1827, la garde nationale tout entière est placée en ligne sur les quatre côtés du parallélogramme que forme le Champ de Mars ; derrière elle les talus et les tertres sont envahis par la foule. Quand, vers onze heures et demie, le roi, suivi de son état-major, passe sur le front des légions, quelques cris de : « A bas les ministres ! » se font entendre. « Clermont-Tonnerre, on vous salue ! » dit en souriant Charles X au ministre de la guerre qui l'accompagne. Tout à coup un garde national quitte les rangs, vient se camper devant le cheval du roi et avec un geste frénétique : « A bas les jésuites ! — Qu'on m'arrête cet homme ! répond Charles X. Je suis venu ici pour recevoir des hommages et non des leçons. » Mais un vent de fronde a soufflé : la duchesse d'Angoulême et la duchesse de Berry sont accueillies par des

PRÉLUDES DE LA CATASTROPHE

clameurs insolentes ; et comme la première, les larmes aux yeux, détourne la tête, les gardes nationaux ricanent : « Elle ne daigne même pas nous regarder ! » Un ouvrier furieux s'approche de sa voiture et vocifère : « A bas les prêtres ! Oui, Madame, à bas les prêtres ! »

Après la revue, les légions disloquées par petits groupes regagnent leur mairie en conspuant les ministres ; lorsque la onzième légion passe rue de Rivoli devant la présidence du Conseil, les tambours s'arrêtent soudain, un cri formidable s'élève : « A bas Villèle ! » cependant que, derrière les croisées de son hôtel, le ministre suit de salon en salon « la marche de ces forcenés. »

Quand le roi rentra aux Tuileries, sa petite-fille qui l'attendait lui dit : « N'est-ce pas, bon papa, vous êtes content ? » Charles X sourit : « Oui, à peu près content, » puis s'adressant à son entourage : « Apparemment ma mauvaise oreille m'a servi en amie, et je lui en sais gré, car je vous proteste que je n'ai pas entendu d'injures.... A tout prendre, il me semble que nous pouvons être satisfaits de la manière dont les choses se sont passées. S'il y a quelques brouillons, la masse de la garde nationale est bonne. » Et, faisant appeler le duc de Reggio, il lui ordonna de rédiger un ordre du jour de remerciement aux légions.

Villèle ne l'entendait pas ainsi : il avait de l'ascendant sur le roi, et le soir même, il lui disait : « La garde nationale est une institution révolutionnaire ; elle a insulté Votre Majesté. Il faut lui répondre en la cassant tout entière. » Le ministre de la guerre Clermont-Tonnerre objecta : « Ce n'est pas de la force, c'est de la violence. Il suffit de licencier les légions coupables. » Mais les exaltés eurent raison de la prudence de Charles X : « Il ne s'agit pas, lui dirent-ils, de frapper juste sur de pareilles têtes, il faut frapper fort. Leur Bonaparte dont ils parlent tant les menait bien autrement. Vous êtes trop bon, Sire. » Et le roi, oubliant le précepte de Talleyrand : on ne peut s'appuyer que sur ce qui résiste, se laissa convaincre. Le 30 avril 1827, la dissolution fut prononcée.

La nouvelle satisfait les gardes royaux qui méprisaient la milice bourgeoise et ricanaient : « Monsieur Pigeon — c'était le sobriquet de la garde nationale — a pris de bonne heure sa volée ce matin ! » Les ultras s'écriaient : « Voilà comment on gouverne ! » à quoi les sages répondaient : « Voilà comment on perd les monarchies ! » La garde nationale avait été l'un des instruments de la

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

Restauration en 1814; le roi n'avait pas été mis en cause mais bien les ministres : pourquoi, dès lors, consommer ainsi de gaieté de cœur le divorce entre la royauté et la bourgeoisie parisienne? Ne pouvait-il se trouver telle occasion où Charles X et les siens auraient besoin de s'appuyer sur cette bourgeoisie, et ne regretteraient-ils pas alors « d'avoir fait usage de verges contre elle en frappant la garde nationale? » Chateaubriand voyait dans ce coup de passion une faute immense, irrémédiable; et comme on parlait un jour devant lui de l'étrange parallélisme entre la destinée des Stuarts et celle des Bourbons, il dit : « Oui, sans doute, de part et d'autre on rencontre bonté et ineptie, malheur et restauration.... Mais les Stuarts ont régné vingt-huit ans avant leur expulsion définitive. Or, croyez-vous que ceux-ci avec leurs fautes, leurs sottises continuelles, en aient encore pour quinze ans dans le ventre? »

L'ordonnance de dissolution cependant ne provoqua aucun désordre, et Villèle en fut étonné : « Paris n'a pas bougé », écrivait-il; et un familier de la cour, Monsieur de Rivière, enhardi par le spectacle de cette résignation, concluait : « Le roi peut tout. » Mais en réalité la bourgeoisie, les commerçants, bien que le service de la garde ne fût qu'une gêne, ressentirent la dissolution comme une insulte et passèrent à l'opposition. « Ah! Monsieur, disait à un de ses clients un bijoutier, officier de la garde nationale, notre joue brûle encore du soufflet qu'elle a reçu; et dans dix ans elle sera encore chaude! » Et, dans les rues, on voyait pendus aux croisées des habits de gardes nationaux avec cette étiquette : « Habits à vendre, fusil à garder. » Ainsi, une à une, les classes les plus nombreuses se détachaient du gouvernement.

Villèle, pour obtenir la dissolution, avait fait valoir que l'armée apportait à la monarchie un appui bien plus solide que celui que pouvait offrir la garde nationale. Mais Charles X était troublé, car l'archevêque de Paris lui-même n'avait pas caché sa désapprobation du geste de Villèle. Alors, pour rasséréner le roi, le président du Conseil l'emmena au camp de Saint-Omer : là, quatorze mille fantassins et trois mille cavaliers, équipés de neuf, reluisants, superbes, manœuvrèrent devant le souverain par le plus beau temps du monde (septembre 1827). Dans ce milieu guerrier, Charles X reprit de l'aplomb : « Avec de pareilles troupes, dit-il au duc de Mortemart, un roi est bien maître chez lui. — Oui, Sire, quand il ne les emploie qu'au bien et à la gloire

PRÉLUDES DE LA CATASTROPHE

du pays, mais contre les lois il serait sans force. — Vous avez raison, il faudrait être à cheval comme Bonaparte. — Oui, Sire, à cheval, et n'en pas descendre, et toujours victorieux. » Accueilli avec allégresse dans les villages, passant sous des arcs de triomphe et le long de maisons pavoisées, le roi revint à Paris dans un état d'enivrement, et plus que jamais attaché au ministre qui lui avait procuré de si doux moments.

Villèle, lui, avait trop de sens pour ne point voir combien sa situation était précaire : s'il pouvait compter sur une majorité à la Chambre des députés, il se savait en butte à l'hostilité des pairs, et l'échec du projet de loi sur la presse avait suffi à l'édifier. Alors il eut recours aux grands moyens : le 5 novembre 1827 parurent trois ordonnances : la première dissolvait la Chambre, la seconde créait soixante-seize nouveaux pairs dont la plupart, disait-on, appartenaient à la Congrégation; la troisième, pour pallier l'effet des deux précédentes, abolissait la censure qu'on avait rétablie. C'était faire le pays juge du conflit.

La dissolution de la Chambre provoqua des troubles dans la rue; les troupes durent prendre d'assaut des maisons barricadées; et une nuit la duchesse de Berry, réveillée en sursaut par des hurlements, crut que la populace forçait sa porte et tentait d'enlever son fils. Les troubles cessèrent, mais la fièvre persista: les élections nécessitées par la dissolution allaient avoir lieu, et les partis s'y préparaient avec une fougue dont on avait perdu l'habitude. La gauche unie à la droite dissidente établissait des listes de coalition pour assurer la chute du ministère; et dans les cours des messageries les voitures publiques étaient assiégées, car chacun, par devoir de conscience, voulait se rendre à son poste pour voter.

Villèle semblait parfaitement tranquille; les élections ne pouvaient que lui donner la victoire : « Si nous n'en étions pas sûrs, disait-il, nous mériterions d'être mis aux Petites-Maisons. » Il ne négligeait d'ailleurs aucune précaution et prescrivait aux préfets d'exiger de tous les fonctionnaires le tribut de leur vote et de leur influence pour assurer le succès. Quant à Charles X, il traitait de « gens à paradoxes » ceux qui doutaient du triomphe de son ministre. Jouant un jour au billard avec le duc de Maillé, il lui demanda : « Eh bien ! que dit-on de Villèle ? — Ma foi, Sire, on ne l'aime pas et on voudrait le voir à bas. — Et qui est-ce qui gouvernerait la France ? Ce n'est pas toi, tu n'y entends rien.

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

Ce n'est pas moi non plus. Il en sait plus que nous deux. Laisse-le donc faire et finissons notre partie.» De quoi, d'ailleurs, avait-on à se plaindre ? La prospérité générale, les fonds publics à des cours élevés, la liberté individuelle respectée, les routes sûres : que voulait-on de plus ?

A cela, les libéraux par la voix de Benjamin Constant répondaient : « Quel est l'appui du gouvernement dans la population de Paris ? Il l'a outragée. Dans l'opinion ? Il l'a soulevée. Dans la pairie ? Il ne peut la dominer que par des nominations abusives. Dans la magistrature ? Elle lui résiste au nom de la justice. » Le roi, en vérité, ne pouvait se méprendre sur l'état de l'esprit public : lorsqu'il se montra, un soir, à un concert sur la terrasse des Tuileries, il fut accueilli par des cris de « A bas Villèle ! » si nourris que, mettant son chapeau, il dit : « Il fait froid » et se retira.

Les élections eurent lieu dans une atmosphère de panique ; on eût dit que la France avait mal aux nerfs ; l'idée d'une catastrophe possible hantait les cervelles, et Lamennais pouvait écrire : « Il y a une frayeur générale, on s'inquiète et l'on ne sait de quoi. C'est comme la terreur d'un rêve. » Profitant de ce malaise singulier, la coalition de la droite et de la gauche dénonça les ministres qui « destitués par le pays, effrayés par les responsabilités, étouffaient le cri de Vive le roi ! sur les lèvres de la garde nationale ; » et cette rhétorique fit son effet : l'opposition remporta la victoire ; elle compta dans la nouvelle Chambre soixante voix de majorité.

Cet échec irrita violemment le roi qui s'emporta contre « la coalition monstrueuse, comme un charretier après ses chevaux » et alla même, lui l'homme courtois par excellence, jusqu'à appeler Chateaubriand « canaille de journaliste. » Villèle garda son calme ; « un Gascon qui se possède triomphe des difficultés, » et il avait foi dans son influence sur l'assemblée, dans l'efficacité de sa parole limpide qui calmait les discussions les plus âpres : « un seau d'eau, disait-on, jeté au milieu d'un combat de dogues. »

Pourtant sa politique intérieure était condamnée, et sa politique extérieure, qu'il avait fait approuver par le roi, n'avait pas plus de succès. Pacifiste avant tout, persuadé qu'une guerre ne pouvait qu'être préjudiciable à la France, il était accusé de se faire le serviteur des Anglais, de ne point défendre l'honneur

PRÉLUDES DE LA CATASTROPHE

du pays, et Chateaubriand vitupérait contre « ce marin circonspect qui n'aurait jamais découvert le Nouveau-Monde » et voulait retenir la France sur le sol, « l'attacher en bas. » Enfin Villèle s'était opposé à une intervention en Grèce, et la cause des Hellènes, qui depuis sept ans luttait pour leur indépendance contre les Turcs, était extrêmement populaire : les massacres de Chio, les exploits de Kanaris, le siège de Missolonghi où Byron était allé mourir, le siège d'Athènes qu'un Français, le colonel Fabvier, défendait, toute cette succession de tragédies héroïques surexcitait l'opinion et réunissait dans un commun sentiment d'admiration les chefs des divers partis, Chateaubriand aussi bien que La Fayette.

Le roi même était converti à l'idée d'une intervention, car il comptait sur un succès à l'extérieur pour affermir sa popularité, et Villèle sans enthousiasme finit par se laisser entraîner. Mais quand la France, unie à l'Angleterre et à la Russie, détruisit la flotte turque à Navarin, quand la Grèce fut délivrée (octobre 1827), il ne recueillit de cette victoire aucun bénéfice politique. Le sentiment public fut satisfait, mais contre Villèle qui n'avait pas voulu la guerre.

La sagesse commandait au président du Conseil de démissionner, mais il s'estimait l'intendant-né des affaires de France ; et ayant pris l'habitude du pouvoir, il s'y cramponnait, refusait de tomber avec grâce. Sa situation cependant devenait intenable ; et un jour Charles X lui posa nettement la question : « Avez-vous une majorité ? — Non, Sire, s'il s'agit d'empêcher la Chambre de faire la demande de renvoi des ministres. Oui, pour tout le reste, si la demande est refusée par le roi et s'il n'est présenté que des lois d'intérêt général. » Cette assurance tranquillisa le roi qui, à la fin de 1827, partit pour chasser à Compiègne, en laissant à Villèle le soin de lui préparer un ministère pour son retour : « Je veux déclarer le 1^{er} janvier ce nouveau Conseil aux Chambres. » Il était persuadé que Villèle resterait et que, grâce à son habileté, le calme reviendrait ; mais les tentatives du ministre pour se rapprocher de la gauche furent vaines ; en même temps la situation financière devenait moins bonne, les impôts rentraient mal ; et du coup Villèle perdit sa réputation d'administrateur, celle qui pouvait encore lui permettre de surmonter la crise. Le 3 janvier 1828, il se résigna à donner sa démission.

La retraite d'un homme d'État de cette valeur, saluée avec

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

joie par l'opposition, n'était pas sans danger pour la monarchie ; mais aux Tuileries on ne semblait pas s'en rendre compte. Quand Villèle alla prendre congé du duc d'Angoulême, celui-ci ne trouva rien de mieux que de lui dire : « Vous étiez devenu trop impopulaire. — Monseigneur, répondit Villèle, Dieu veuille que ce soit moi ! »



CHAPITRE VII

LA RÉVOLUTION DE JUILLET

ESSAI D'UNE POLITIQUE LIBÉRALE || ANTIPATHIE DU ROI POUR MARTIGNAC || LE VOYAGE D'ALSACE || CHUTE DE MARTIGNAC || LE MINISTÈRE POLIGNAC || LA CONQUÊTE D'ALGER ET LES ORDONNANCES || LA RÉVOLUTION VUE DE SAINT-CLOUD || FUITE DE CHARLES X



APRÈS la chute de Villèle, une seule politique était possible : la politique modérée que Richelieu avait suivie jadis. Le roi dut se rendre à l'évidence, mais il n'accepta qu'avec peine la nécessité de ce changement de front ; il était persuadé au surplus que des jours meilleurs viendraient et, en les attendant, il ne voulut constituer qu'un ministère de comparses, « entrant par une porte, sortant par l'autre, un ministère de marionnettes, » dont Villèle dans la coulisse tiendrait les fils.

Mais l'homme qu'on lui désigna pour jouer ce rôle d'« utilité » n'était point du tout un médiocre, un talent de second plan. Avocat bordelais, d'un extérieur élégant, aimant les lettres et le théâtre, le vicomte de Martignac avait de quoi plaire à une assemblée : son éloquence était facile, parfois enjouée mais toujours prête aux grands effets de tribune ; et ses auditeurs se laissaient charmer par « sa voix douce et épuisée comme celle d'un homme à qui les femmes ont donné quelque chose de leur séduction et de leur faiblesse. »

De bonne foi et avec tout son courage, Martignac résolut de naturaliser en France la monarchie représentative, « en enlevant leurs préjugés aux royalistes et leurs préventions aux libéraux. » Mais, dès son arrivée au pouvoir, il comprit qu'il ne pourrait s'appuyer sur le roi. « Je dois vous déclarer, lui dit celui-ci, que je me sépare à regret de M. de Villèle. L'opinion a été trompée

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

sur son compte; son système était le mien et j'espère que vous vous y conformerez de votre mieux. » En fait Charles X avait peu de sympathie pour ces ministres qui n'étaient point de son choix. Il disait de Martignac : « Ce n'est qu'un bel organe, une jolie serinette, » ou lorsque le chef du gouvernement avait parlé à la Chambre : « Avez-vous entendu la Pasta? »

Bien qu'il connût depuis longtemps M. de La Ferronnays et eût insisté pour lui faire accepter le portefeuille des affaires étrangères. — « S'il y a des dangers, s'était-il écrié, refuseras-tu de les partager avec ton ami? » — il ne lui pardonnait point d'avoir eu jadis un différend grave avec le duc de Berry. Quant au ministre de la marine Hyde de Neuville, il avait à ses yeux un défaut plus grave encore : il était l'ami de Chateaubriand. En somme Charles X ne supportait que passagèrement cette réunion de « subalternes » destinés seulement à lui faire traverser un moment difficile et à exécuter aveuglement ses inspirations. « Un homme de cour ou un grand homme parlementaire manquait dans ce cabinet pour lui donner autorité sur son esprit. »

Le nouveau ministère fut néanmoins accueilli favorablement : il y avait une impression de détente, « un air de mieux. » Les libéraux semblaient regarder la Restauration comme un fait accompli, et le maréchal Soult, d'accord en cela avec le duc d'Angoulême, disait au roi : « Sire, il ne faut pas vous abuser. La France est centre gauche. » Mais Charles X ne se laissait pas convaincre; il ne lisait plus guère que *la Gazette de France* où il disait trouver la vraie pensée des royalistes; et lorsqu'on essayait de lui faire abandonner ce journal, il répondait avec une feinte bonhomie : « C'est une vieille habitude. » Entraîné par son goût des menées secrètes, il réunissait chaque soir dans son cabinet le dauphin, l'archevêque Latil et quelques ennemis de Martignac qui arrivaient par un petit escalier dérobé : conciliabules mystérieux où le monarque communiquait les plans arrêtés au Conseil, se confirmait dans la défiance de la Charte et conspirait en somme contre son ministère. Les propos qu'il tenait au dehors ne pouvaient laisser de doute sur ses sentiments : « On a donné une Charte aux Français, disait-il au juriste Portalis, mais enfin cette Charte ne peut pas m'empêcher de faire ma volonté. » Apprécient, un autre jour, la conduite de don Miguel l'usurpateur du trône de Portugal, il s'écriait : « C'est un misérable.... Il faut, pourtant convenir qu'il leur a escamoté bien adroitement cette sottise

LA RÉVOLUTION DE JUILLET

constitution. » Charte, responsabilité des ministres, cela lui paraissait absurde, en France tout au moins : « En Angleterre, expliquait-il, à la bonne heure ! Les ministres gouvernent et doivent être responsables. En France le roi gouverne et les ministres ne peuvent être punis de leur obéir : c'est leur devoir. » Et il ajoutait : « Pour moi je préférerais scier du bois plutôt que de régner à la façon du roi d'Angleterre. »

Tel était le comte d'Artois. Tel est Charles X. Aussi, lorsque dans son adresse la Chambre flétrit « le système déplorable » de Villèle, il s'indigne, refuse de recevoir cette adresse injurieuse : « Je ne souffrirai pas qu'on jette ma couronne dans la boue ! — Votre Majesté, répond Martignac, a sans doute pensé aux moyens de réprimer l'émeute. » Le roi a un haut-le-corps : « Croyez-vous que cela puisse avoir de pareilles conséquences ? — Oui, Sire, et tous mes collègues en sont convaincus comme moi. » Le lendemain, la colère de Charles X était apaisée ; Villèle sans doute lui avait conseillé de temporiser. Il n'y eut pas d'incident.

Cependant Martignac gouvernait avec peine ; il ne parvenait pas à satisfaire les libéraux qui critiquaient la nouvelle loi sur la presse ; et son ministère, qui venait de naître, semblait déjà atteint, selon le mot de Fontenelle à son lit de mort, « d'une difficulté d'être. » Alors, afin de désarmer la gauche une fois pour toutes, Martignac se décida à sévir contre les jésuites : le 16 juin 1828 parurent deux ordonnances qui interdisaient l'enseignement aux congrégations irrégulièrement établies et limitaient le nombre des écoles ecclésiastiques. C'était la mesure la plus révolutionnaire qu'on eût vue depuis 1814, et pourtant Charles X l'approuva. Tout pieux qu'il était, en effet, « la conscience royale parlait chez lui plus haut que la conscience religieuse ; » et, comme Louis XVIII, il n'aimait pas les contrariétés de quelque côté qu'elles vinssent. Il avait d'ailleurs pris conseil du ministre des Affaires ecclésiastiques, l'évêque Feutrier, et du supérieur des jésuites le P. Ronsin : « Laissez passer l'orage, » lui avait dit celui-ci ; et rassuré, le roi obtint du Pape qu'il prêchât l'obéissance au clergé qui protestait contre les ordonnances.

Mais lorsque se posaient des questions de personnes et non plus des questions politiques, Charles X n'était plus le même homme. La gauche reprochait à Martignac de ne point remplacer les

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

fonctionnaires de Villèle et soutenait qu'entre les mains d'agents bien décidés à ne point les appliquer, les lois libérales restaient lettres mortes. Martignac s'efforça donc d'obtenir des modifications dans les préfectures et les commandements militaires, mais là-dessus Charles X se montra intraitable. Une mutation quelconque lui était-elle présentée, il tirait aussitôt de sa poche un petit morceau de papier sur lequel un nom était inscrit : « Voilà celui qu'il faut nommer. » Et si Martignac insistait : « Vous voulez donc que je renvoie tous mes amis? — Non, Sire, ceux qui sont en opposition à mon ministère. — Ne faisons rien en masse; je veux voir chaque nom. Ne désorganisons pas le personnel; autrement ma couronne tombe à terre. » Il redoutait par-dessus tout les destitutions, les atteintes à « son parti; » et les concessions qu'il dut faire accrurent son antipathie pour Martignac. Revenant sur le passé, il disait à Clermont-Tonnerre : « Ces ministres-là ne sont pas comme vous étiez vous autres. Ce temps-là, c'était le bon temps! Vous n'exigiez de moi rien qui pût m'affliger, mais ceux-là à chaque instant me demandent des choses qui me sont désagréables, et je suis forcé d'y consentir pour éviter pis. »

Il se plaignait qu'on traversât sans cesse ses décisions. Lorsqu'il nomma gouverneur du duc de Bordeaux le baron de Damas, homme religieux, de grand nom, fort attaché à la royauté, et dont les services militaires étaient « à portée de donner à son élève le goût et le talent du grand art, » les ministres n'approuvèrent point ce choix. « Ne suis-je donc pas le maître de ma famille? » s'écria le roi. De fait, l'éducation du jeune duc, si l'on en croit certains contemporains, était absolument déplorable : on lui enseignait que la bataille de Marengo avait été gagnée par Louis XVIII et que le général Bonaparte, manquant à ses devoirs, avait été enfermé dans une île déserte. Mais de cela Charles X n'avait cure : ce qu'il désirait avant tout, c'est qu'on n'empiétât point sur sa volonté. Telle était sa rancune contre Martignac qu'il fit attaquer dans les journaux royalistes, et quand les rédacteurs de ceux-ci lui demandaient s'il ne les trouvait pas trop hostiles au ministère, il répondait : « Non, non, continuez! »

Un voyage qu'il entreprit au mois de septembre 1828 en Alsace lui donna la certitude qu'il était redevenu populaire. De Saverne à Mulhouse, ce fut une marche triomphale au milieu des ovations d'un peuple. — Jeunes filles montées sur des chariots

LA RÉVOLUTION DE JUILLET

rustiques, brandissant des étendards blancs et offrant des roses; bourgeois en habit de drap noir, gilet écarlate, culotte de peau et bottes molles, coiffés du chapeau de feutre à corne rabattue par devant; « victimes armés de haches et tenant de jeunes taureaux couronnés de fleurs; » paysans à cheval formant une garde d'honneur, tout ce monde se pressait autour du souverain qui répondait aimablement aux harangues même lorsqu'il ne les comprenait pas, serrait les mains, embrassait les enfants et assurait uniformément de sa protection ses bons Alsaciens catholiques, ses fidèles sujets israélites et ses loyaux sujets protestants. Des pigeons portant au cou de petits drapeaux blancs annonçaient son arrivée : il passait sous des arcs de verdure, était salué par des chants, et les maires lui apportaient les clefs de leur ville. Le soir, à Strasbourg, les feux de bengale faisaient rougeoyer la flèche de la cathédrale; dans les villages on dansait autour des feux de joie; les municipalités alsaciennes, si vivaces, particularistes, rivalisaient d'hommages, et leurs formules de bienvenue étaient naïvement éloquentes :

Digne héritier de la plus noble race,
Nos bras, nos cœurs, nos remparts sont à toi....
Au pied de ces remparts où ton peuple se presse,
Viens recevoir les vœux qu'il brûle d'exprimer....

Ces acclamations, ces protestations d'amour ravissaient Charles X : cela avait un autre ton que Paris! « Je me trouve si bien au milieu de ces braves gens, disait-il, que j'y veux rester le plus longtemps possible. Il y a ici un accent du cœur qui ne se commande pas et ne s'imité pas.... Ah! le bon peuple! l'excellent peuple! » Bien qu'arrêté à chaque village et astreint à de multiples réceptions, il ne se lassait pas : « C'est partout la même chose, confiait-il au préfet du Haut-Rhin, et partout à merveille. Je suis content, très content. »

Martignac, qui dirigeait tout, craignait qu'à Mulhouse l'accueil fût moins enthousiaste : cette « capitale de l'industrie française » était très peu monarchiste et en avait donné des preuves; on allait jusqu'à dire que si le roi y entraît, sa vie serait en danger. Charles X répondit : « Puisqu'il en est ainsi, j'arriverai sans escorte. » Et tout se passa fort bien. Le roi suivit une avenue jalonnée de trois cents mâts que surmontaient des flammes blanches aux armes de la ville; il reçut à l'hôtel Dollfus les diverses

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

délégations et sut trouver le biais pour leur plaire : « Henri IV vous appelait ses bons amis alors que vous étiez Suisses ; aujourd'hui vous êtes Français, et vous êtes toujours mes bons amis. » Cette bonhomie rompit la glace, Mulhouse fut conquise et le roi s'attendrit. « Vous entendez, dit-il à Martignac ; ces gens-là crient-ils : Vive la Charte ? Non, ils crient : Vive le roi ! »

Ce triomphe était l'œuvre de Martignac dont la politique donnait confiance aux Alsaciens, hier encore « carbonari » et toujours libéraux. Sa présence aux côtés du monarque signifiait que celui-ci avait définitivement renoncé aux « mesures rétrogrades » et acceptait sincèrement la constitution. Mais Charles X s'attribuait à lui-même tout le mérite de ces heureuses journées et marquait peu de bienveillance à l'égard de son ministre : lorsqu'on se hasardait à le lui faire remarquer, il répondait : « Que veut-il donc de moi ? Je suis pour lui aussi prévenant que possible. » Puis il finissait par avouer qu'il le trouvait « vulgaire comme un homme à succès de province. » Son antipathie grandissait et il la cachait d'autant moins qu'il voyait arriver le moment où Martignac ne serait plus nécessaire. La duchesse de Berry, au cours d'un voyage en Vendée, avait été acclamée par les anciens chouans, par ces « vétérans de guerre civile tout dévoués au trône et à la mitre » : les ovations de l'Alsace, de l'Ouest, prouvaient à n'en pas douter que les Bourbons avaient retrouvé le cœur du peuple ; et dans son contentement ingénu, Charles X disait à Casimir Perier : « Si j'avais su que je fusse tant aimé, j'aurais gardé Villèle. »

Vers la même époque, Lamennais écrivait au sujet du roi : « Le pauvre homme rêve, gare le réveil ! On ne manquera pas, d'ici à peu de temps, de lui faire voir bien du pays. » Cet avenir, Martignac l'appréhendait. La froideur de la Chambre, l'hostilité persistante de Charles X ne lui laissaient plus d'espoir, et il bornait maintenant ses efforts « à reconduire la monarchie jusqu'au bas de l'escalier, » tandis que, sans lui, on la jetterait par la fenêtre. Tout succès libéral lui était imputé à crime par le roi qui s'écriait en apprenant l'élection du général Clausel : « C'est un coup de canon tiré contre les Tuileries ! » Mais Martignac supportait le mauvais vouloir de son maître avec un stoïcisme rare chez les parlementaires, car il était désintéressé. Pour mettre sa conscience en repos, tenter une fois encore de réaliser

LA RÉVOLUTION DE JUILLET

l'union de la droite et de la gauche autour de la royauté, il déposa deux projets de lois qui, dans le mode de recrutement des conseils généraux et municipaux, substituaient l'élection à la nomination. Ces projets devaient raisonnablement plaire à la fois aux libéraux puisqu'ils inauguraient le gouvernement local, et à la droite dont ils favorisaient la thèse de décentralisation; mais la raison n'a que faire dans les luttes politiques et, grâce à l'union de l'extrême-droite et de la gauche, le ministre fut mis en minorité.

Charles X accepta en souriant cet échec : tout se déroulait comme il l'avait prévu et espéré : « Je vous le disais bien, confiait-il à Martignac, il n'y a aucun moyen de traiter avec ces gens-là; ils nous mèneraient plus loin que je ne veux aller. » Dans son esprit, l'instant était venu d'appeler au pouvoir son vieil ami le prince Jules de Polignac, alors ambassadeur en Angleterre; mais Polignac se trouvant malade à Londres, il fallut attendre; et le ministère Martignac traîna quelque temps encore son existence moribonde.

Ce furent les derniers sursauts du libéralisme monarchique. Martignac espérait conjurer l'orage, mais ses discours à la tribune étaient censurés par le roi qui l'accusait d'intervenir hors de propos : « Que diable aviez-vous besoin de parler! lui disait-il. C'est une faute que vous avez faite, *ils* ne vous le pardonneront point. » Mais Martignac persistait : dans un mémoire presque prophétique il exposait la nécessité de modifier le personnel de la haute administration, le danger d'une suspension même momentanée de la Charte qui entraînerait la chute du régime. Le roi traitait tout cela de rêveries; à Hyde de Neuville qui lui parlait dans le même sens que Martignac, il répondait en montrant au delà des Tuileries la place Louis XV : « On croirait que vous voyez des canons sur cette place! » Les ultras annonçaient tout haut la révolution monarchique et exaltaient le geste de Louis XIV qui serait arrivé, botté et le fouet à la main, pour réprimander le Parlement. Il est temps, écrivait *le Drapeau blanc*, de réintégrer le pouvoir constituant qui n'appartient qu'au roi et de couper dans sa racine « l'arbre-poison que des planteurs insensés ou perfides ont élevé. »

Le 6 août 1829, Martignac dînait en ville avec ses collègues quand on lui apporta un message des Tuileries; il l'ouvrit, le lut sans manifester la moindre émotion et dit : « C'est un ordre de chasse que le roi m'envoie et que je vous lirai au salon en prenant

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

le café. » Le dîner se termina gaîment, après quoi Martignac déclara à ses collègues qu'ils n'étaient plus ministres et que le roi avait déjà disposé de leurs portefeuilles.

Depuis l'arrivée de Polignac à Paris, le 28 juillet précédent, la décision de Charles X était prise. Il avait consulté Royer-Collard, l'oracle du Parlement, qui lui avait dit : « Au milieu des fractions qui morcellent la Chambre, il est impossible qu'un ministre, quel qu'il soit, puisse rallier une majorité forte et durable. Votre Majesté peut donc choisir ses ministres selon ses opinions personnelles et ses affections. Ces ministres n'auront ni plus ni moins de succès que les autres. » La cause était entendue : puisqu'il fallait subir un ministère, autant le composer d'amis ; et le roi résolut de n'admettre désormais à conduire les affaires que des hommes en plein accord avec ses convictions. Polignac — Jules, comme il l'appelait familièrement — lui semblait le plus propre à trancher définitivement le litige pendant entre le pouvoir législatif et l'exécutif en mettant la royauté hors de page : il l'appela à la présidence du Conseil.

Très élégant, mince et souple, un visage long, des traits nobles avec une nuance de mélancolie, un air d'aristocratie qui le faisait ressembler à Charles X dont on le disait fils, affable et banal à la fois, Polignac représentait pour un libéral la contre-révolution en personne, et à juste titre. Descendant de la charmante duchesse de Polignac, l'amie de Vaudreuil, émigré violent sous la Révolution, complice de Cadoudal et emprisonné sous l'Empire, ayant refusé de prêter serment à la Charte en qualité de pair de France, il semblait avoir accumulé sur sa tête toutes les causes d'impopularité, mais il ne s'en souciait pas. Son infatuation était extrême : « Je ne suis bon, disait-il, que pour les temps d'orage : comme les alcyons je fais mon nid sur les vagues de la mer en courroux. »

Doué d'aussi exceptionnelles qualités, il se vantait de rétablir l'autorité royale, de ramener la France à la sagesse par le moyen le plus simple : la concentration des principaux ministères entre ses mains ; puis, l'œuvre terminée, il se retirerait, et ses compatriotes « se reposeraient à l'ombre de ce qu'il aurait accompli. » Programme magnifique et sommaire. — Au vrai, Polignac avait une intelligence facile, la faculté de retourner assez bien les idées des autres, « ce qui ressemblait à une sorte d'universalité » et faisait croire chez lui à de la profondeur ; mais ceux qui le connais-

LA RÉVOLUTION DE JUILLET

saient n'étaient point dupes de cette apparence. Le nouveau président du Conseil ne se distinguait, en somme, que par la « superficie de la réflexion » et une audace toute niaise : non un homme d'État, disait Chateaubriand dès 1821, mais un homme entêté. Cependant il avait une force : la persuasion qu'il possédait la vérité ; pour réussir il ne comptait pas moins sur Dieu que sur le roi, « car il se tenait pour l'instrument prédestiné de l'un et l'ami personnel de l'autre. » Il y avait en lui du mystique et du visionnaire ; M. de Sémonville, le grand référendaire, l'appelait : « Un Jean d'Arc marqué pour sauver la monarchie. »

Charles X ne pouvait avoir de doutes ni sur la valeur ni sur l'impopularité de son ministre : « Polignac, disait-il autrefois, je l'ai élevé sur mes genoux. C'est un opiniâtre qui ne voit que devant lui comme un cheval qui a des œillères. » Mais cet opiniâtre n'en représentait pas moins pour lui « l'expression la plus complète d'une idée politique revêtue d'une sorte de caractère religieux ; » et c'est pourquoi, en dépit de l'opposition d'une partie de son entourage, il le choisit. En portant cet ultra notoire au premier rang, il faisait une profession publique de sa foi monarchique : « J'ai mes vieilles idées, je veux marcher avec elles. Je suis bien aise qu'on le sache. »

Quand, le 8 août 1829, parut au *Moniteur* la liste des membres du nouveau ministère, et qu'on lut à côté du nom de Polignac ceux de La Bourdonnaie et du général Bourmont, le public ressentit une impression d'inquiétude et de colère. Madame du Cayla, l'ancienne favorite de Louis XVIII, qui se trouvait à l'Opéra, sortit du théâtre en disant à une amie : « Madame, j'ai peur ! » Le peuple, lui, ne vit que la provocation : ce fut quelque chose comme « un drapeau rouge agité devant un taureau. » La Bourdonnaie, un impulsif qui voulait tout emporter de haute lutte, rappelait les violences de la Chambre introuvable contre les bonapartistes. Bourmont, c'était pis encore : il avait abandonné Napoléon à la veille de Ligny en 1815, et en faisant un ministre de la Guerre de cet homme regardé comme « dénationalisé, » on insultait l'armée. « Il y a, disait Lamartine, des situations qui sont des prophéties » : le choix du roi, aux yeux des moins avertis, « suait le coup d'État ; » il apparaissait comme une déclaration d'hostilité en pleine paix et détacha aussitôt l'opinion nationale de la monarchie, ainsi que « la hache détache l'écorce de l'arbre sans qu'on puisse jamais la recoller. »

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

Les ultras exceptés, le mécontentement, la haine même étaient unanimes. « Coblençe, Waterloo, 1815, s'écriait le *Journal des Débats*, voilà les trois principes de ce ministère. Pressez-le ! Tordez-le ! Il ne dégoutte qu'humiliations, malheurs et dangers ! » Les avisés murmuraient : « Ces gens-là ne voient-ils donc pas qu'ils pavent le chemin du trône aux Orléans ? » Et, plus simpliste, le charretier dans la rue fouettait son cheval en l'appelant Polignac.

Il semblait en effet que Charles X eût pris plaisir à surexciter les passions, et pourtant les avis ne lui avaient pas manqué. « Ceci est une entreprise, lui avait dit la duchesse d'Angoulême, et je ne les aime point. Elle ne nous ont jamais porté bonheur. » L'amiral de Rigny, le vainqueur de Navarin, ne voulant pas devenir le collègue de Bourmont, refusa le portefeuille de la marine ; lorsqu'il commença à expliquer les motifs de son refus, le roi l'interrompit avec vivacité : « Je vous comprends. Quand M. de Bourmont s'est trouvé face à face avec son roi, les armes lui sont tombées des mains. C'est un tort aux yeux de mes ennemis, aux vôtres. Aux miens, c'est un titre à ma confiance et à mon affection. » Et le duc d'Angoulême, gagné aux idées de son père, renchérisait : « Bourmont montera à cheval avec moi, s'il le faut ! »

On attendait le ministère aux actes, et les actes ne venaient point. C'était comme un grand drame, le rideau était levé mais les acteurs ne paraissaient pas. « Que voulez-vous attendre de ces gens-là ? » s'écriait alors un député de la droite. Ils se contentent de mettre des noms en avant comme des épouvantails ; ils n'ont pas l'esprit de comprendre que les actes devraient précéder les paroles. » Les libéraux étaient sur le qui-vive, attendant le signal des hostilités : « Nous sommes, disait M. de Barante, aux mains d'aventuriers et d'imbéciles, tous gens capables d'audacieuses sottises. »

En fait les ministres n'osaient rien parce qu'ils n'étaient d'accord sur rien. La Bourdonnaie qui croyait à l'influence du gendarme quand Polignac se fiait à celle du clergé, et qui enrageait de ne pas être président du Conseil, proposait des mesures radicales : la destitution pure et simple de toute l'administration, seul moyen à son sens de sauver la France ; et, comme on ne l'approuvait pas, il se plaignait d'être entouré « d'imbéciles qui ne savaient pas prendre un parti. » Charles X ne l'avait nommé que pour essayer de ces hommes qui se plaignent toujours ; et

LA RÉVOLUTION DE JUILLET

lorsque La Bourdonnaie déclara qu'il s'en allait, car « quand il jouait sa tête il aimait à tenir les cartes, » le roi le laissa partir sans regret.

Les jours passaient, le ministère s'émiettait et le roi le replâtrait vaille que vaille. Pour rassurer l'opinion, Polignac disait tout haut son attachement à la Charte, assurait que jamais il ne ferait un coup d'État. « Je m'en afflige, lui répondait Michaud le directeur de la *Quotidienne*. — Pourquoi? — Parce que, n'ayant pour vous que les hommes qui veulent un coup d'État, si vous n'en faites pas, vous n'aurez personne. » Mais, malgré ses déclarations, le président du Conseil allait vers son but avec persévérance : qu'il n'eût pas de majorité, peu lui importait ! Il n'aurait su qu'en faire ; quant à ses collègues, si certains le gênaient, « il en jetterait la moitié à la mer. »

Charles X, qui dictait maintenant sans difficulté toutes ses résolutions, trouvait son nouveau gouvernement fort agréable, et en effet les séances du Conseil des ministres étaient les plus paisibles du monde : Polignac et M. de Montbel couvraient de dessins les cahiers placés devant eux ; le comte Chabrol perçait des bâtons de cire avec un poinçon, et Bourmont restait silencieux de peur de se compromettre. Si quelqu'un s'endormait, le roi riait et défendait qu'on l'éveillât ; ou bien, pour interrompre son sommeil, il lui faisait passer sa tabatière.

Au dehors, le calme était moindre. Les aveux des journaux ultras ne laissent place à aucune ambiguïté : la lutte s'engageait entre la souveraineté royale et la souveraineté nationale, entre l'ancien régime et la Révolution, entre le drapeau blanc et le drapeau tricolore. La Charte n'avait pas résolu la question de savoir qui aurait le dernier mot du roi ou de la Chambre ; et cette incertitude pesait sur la politique depuis 1815. Le moment était venu de sortir de cette impasse, mais le pouvait-on autrement que par la force ?

A la tête de l'opposition parurent alors des hommes nouveaux : un jeune avocat d'Aix, Thiers ; un écrivain plein de fougue et de talent, Armand Carrel. Le premier trouva immédiatement le biais par lequel il fallait attaquer le gouvernement : « Enfermons, dit-il, les Bourbons dans la Charte, fermons exactement les portes, ils sauteront inmanquablement par la fenêtre. » De son côté Carrel, dans son journal *le National*, rappela le précédent de la révolution d'Angleterre : si Charles X violait la Charte, il aurait

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

le sort de Jacques Stuart, et « le peuple viendrait en curieux assister au départ d'un roi qu'il aurait voulu aimer. »

Polignac et son maître méprisaient ces avertissements et continuaient leur vie de cour. Aux Tuileries, les réceptions se succédaient aussi somptueuses qu'autrefois : un jour, c'étaient les nouveaux chevaliers de Saint-Louis; un autre, les chevaliers du Saint-Esprit qui défilaient en tunique blanche, manteau de soie verte et chapeau à la Henri IV. Mais les fêtes publiques étaient d'un autre ton; aucun cri d'allégresse n'accueillait le 15 août 1829 la procession du vœu de Louis XIII; « les cœurs étaient glacés, les visages froids et mornes » depuis l'avènement de Polignac.

Le roi, il est vrai, s'inquiétait parfois et tâchait de s'accoutumer à l'idée d'une lutte avec les factieux. Assistant un jour à une représentation de *la Muette de Portici*, « il se renfroigna, » car cet opéra était à son sens un peu bien révolutionnaire; mais quand, à la fin, la troupe tira sur le peuple, il se retourna en souriant vers ses familiers : « Ah! voilà la morale de la pièce! »

Le 2 mars 1830 les Chambres se réunirent. Le discours royal, malgré l'allure terne qu'a de nature ce genre d'éloquence, contenait une menace non déguisée; là où l'on espérait un programme, on n'entendit que ces paroles : « Si de coupables manœuvres suscitaient à mon gouvernement des obstacles *que je ne veux pas prévoir*, — et le roi appuya sur ces mots — je trouverais la force de les surmonter dans ma résolution de maintenir la paix publique, dans la juste confiance des Français et dans l'amour qu'ils ont toujours montré pour leur roi. »

Charles X avait mûrement réfléchi avant de s'exprimer ainsi; et à Mme de Gontaut qui trouvait son discours trop sévère : « Il est mérité, répondit-il; ignorez-vous les intrigues contre mon autorité? C'est à n'y pas tenir et à mettre la clef sous la porte. » Il comptait sur un grand effet, mais la Chambre ne se laissa pas impressionner. « Nous avons l'intention d'être modérés, dirent les libéraux, mais nous voyons bien qu'il n'y a pas moyen; » et Royer-Collard, président de la Chambre, se prononça lui-même en faveur d'une riposte énergique : « Il faut frapper vite et fort, ne pas laisser à la folie et à l'incapacité de quelques hommes le temps de détruire la liberté. » Par deux cent vingt et une voix, la Chambre vota une adresse en réponse au discours du roi qui contenait le passage suivant : « La Charte consacre comme

LA RÉVOLUTION DE JUILLET

un droit l'intervention du pays dans la délibération des intérêts publics.... Cette intervention fait du concours permanent des vues politiques du gouvernement avec les vœux de votre peuple la condition indispensable de la marche régulière des affaires publiques. Sire, notre loyauté, notre dévouement nous condamnent à vous dire que ce concours n'existe pas. »

Jamais couronne souveraine n'avait reçu pareil cartel, pas même la royauté de Louis XVI; et cette leçon de droit constitutionnel se terminait par une conclusion fort nette : « Renvoyez vos ministres. »

Dans le Conseil, les avis différaient sur la manière de répondre à cette adresse insolente. Le baron d'Haussez, ministre de la Marine, conseillait l'accommodement; il avait déjà proposé d'acheter une majorité, car le ministère connaissait « le tarif des consciences » et l'on pouvait consacrer à une aussi importante entreprise une partie des crédits de la liste civile. Quant au ministre de l'Instruction publique, Guernon-Ranville, il redoutait qu'une mesure violente ne plaçât le pays en opposition apparente avec la monarchie. Mais le roi ne voulut rien entendre : la seule conclusion qu'il eût tirée de la Révolution, c'est que les concessions perdent les princes. La Charte n'étant qu'une constitution bénévolement octroyée, la Chambre ne pouvait à son avis en faire la base d'un droit sans dépouiller la royauté de ses prérogatives. « C'est ici, dit-il à ses ministres, la cause du trône contre la révolution. Il faut que l'un ou l'autre succombe.... J'ai plus vécu que vous, Messieurs, votre âge ne vous a pas permis de voir comment procèdent les révolutions. J'ai le triste avantage de l'expérience et des années sur vous! » Et, après avoir expliqué que la première concession de Louis XVI fut le signal de sa perte, il conclut : « Je ne vous renverrai pas, Messieurs, d'abord parce que j'ai pour vous de l'affection et de la confiance; mais aussi parce que, si je vous renvoyais, ils finiraient par nous traiter tous (et le roi désigna le duc d'Angoulême) comme ils ont traité mon frère,... Non! ils ne nous tueront qu'à cheval! » Et le vieil homme s'apprêta à parler en maître « à ces députés. »

Quand la délégation de la Chambre lui apporta solennellement l'adresse, il la reçut assis, et « d'un geste peu royal il tira de dessous sa cuisse un papier qu'il déplia. » C'était un congé en bonne et due forme : « J'ai annoncé mes résolutions.... Elles sont immuables.... Mes ministres vous feront connaître mes inten-

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

tions. » La droite applaudit : « La voilà donc cette parole royale ! Ces gens-là ne savaient pas ce que c'est qu'un roi, ils le savent maintenant. Un souffle les a dispersés comme une paille légère ! » Et, de fait, les hésitants, les timorés crurent que la royauté avait cause gagnée ; ils se précipitèrent vers les Tuileries qu'ils avaient tout doucement abandonnées depuis quelques mois ; et Mme de Lage, inquiète du sort de son roi, constata avec ravissement que « la force a toujours la majorité. »

Le 19 mars 1830, une ordonnance prorogeait la Chambre aux cris de Vive le roi ! poussés par la droite ; le public répondit par Vive la Charte ! et la droite irritée demanda qu'on évacuât les tribunes. « Il n'y a plus de Chambre, » dit d'un air sombre le président Royer-Collard, et il descendit de son fauteuil. Le 16 mai suivant, la Chambre était dissoute, les électeurs convoqués pour la fin de juin et le commencement de juillet.

Si Charles X agissait de façon aussi catégorique, c'est qu'il comptait sur l'armée. A la fin de 1829 il avait passé une grande revue dans la plaine de Grenelle, et bien que les acclamations eussent été fort rares, il avait repris confiance. Lorsqu'on lui disait : « L'armée ne manquera jamais au roi pour la défense du trône et de la Charte, mais s'il s'agissait de rétablir l'ancien régime... » il interrompait : « La Charte ? qui veut la violer ? Qu'est-ce que l'armée a de commun avec la Charte ? » Mais dans l'intimité il prenait un ton différent : sans doute il avait juré la constitution, désirait la maintenir autant que possible, mais enfin « si cela ne pouvait plus marcher, si l'on attaquait son pouvoir, pourrait-il compter sur ses troupes ? » Certains, comme le vicomte de Caux, répondaient que l'armée n'était pas seulement composée de nobles et qu'il s'y trouvait des gens du peuple. Alors Charles X se taisait car il n'aimait point les vérités déplaisantes ; mais sa résolution paraissait ferme : si les électeurs faisaient de la sédition, il ne monterait pas en charrette comme son frère Louis XVI ; et afin que l'Europe entière sût à quoi s'en tenir sur ses intentions, il déclara aux représentants du corps diplomatique : « Je sais que j'entreprends une lutte difficile. J'ai la nation contre moi. Mais dites à vos maîtres que ma volonté est inébranlable. J'ai des devoirs envers le ciel. »

Cependant les libéraux, unis au petit groupe des républicains, se préparaient à soutenir le combat ; et les prophètes continuaient leurs prédictions sinistres : « Nous sombrons sous voiles tout

LA RÉVOLUTION DE JUILLET

doucement, » disait Beugnot ; Lamennais plus passionné croyait à des troubles : « Le malade périra dans les convulsions ! » Les étrangers s'étonnaient de l'apathie de Polignac, doué de « la fatale obstination des martyrs, genre de courage le plus dangereux de tous ; » et le ministère des Affaires étrangères leur rappelait le paradis des fous de Milton : « L'influence qui y règne est celle de Charenton. » Villèle assistait impuissant à cet effondrement de la monarchie, « place minée, contre-minée dans tous les sens, que la moindre étincelle peut faire sauter ; » et Royer-Collard résumait l'impression générale par ces mots : « Une fin ? Sûrement. Une issue ? Je n'en vois pas. »

Charles X commit une nouvelle faute : il intervint dans la bataille électorale par une proclamation, mit en jeu sa personne au lieu de la maintenir au-dessus des partis ; mais son optimisme redevenait absolu depuis qu'il entrevoyait dans les succès de sa politique extérieure un moyen de balancer les difficultés qu'il rencontrait à l'intérieur.

Depuis le xvi^e siècle nous possédions sur la côte d'Algérie des établissements, dits « concessions d'Afrique, » pour lesquels nous payions une redevance au dey d'Alger. Ces redevances, ainsi que les actes de piraterie commis par les barbaresques, étaient une cause perpétuelle de conflits qui, à partir de 1827, prirent un caractère aigu. Le dey Hussein se plaignit de n'avoir pas été payé, injuria le consul de France Deval et le frappa de son chasse-mouche. La conséquence de ce geste fut le blocus d'Alger par la flotte française ; en juillet 1829 on essaya de la conciliation, mais le vaisseau de l'amiral La Bretonnière fut bombardé par les batteries d'Alger. C'était la provocation directe, le *casus belli* classique : une expédition contre le dey fut préparée.

Elle ne passionna pas le peuple, car le ministre de la Guerre Bourmont, désireux peut-être de ne point participer aux mesures politiques que préparaient ses collègues, s'était mis à la tête du corps expéditionnaire ; et les soldats dans les chambrées chantaient :

Alger est loin de Waterloo,
On ne déserte pas sur l'eau !

Seuls les ultras accueillaient avec joie la décision de Charles X : « Nous allons escarmoucher contre le dey, mais la vraie et bonne

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

guerre sera au retour. » Et, en Vendée, on disait couramment que le roi allait conquérir l'Algérie pour donner des terres aux nobles.

Une difficulté subsistait cependant : l'Angleterre menaçait d'envoyer une escadre croiser sur les côtes d'Algérie. Mais Charles X ne se laissa pas émouvoir : « La France insultée, dit-il, n'a besoin de l'aide de personne pour se venger. Quant aux Anglais, nous ne nous mêlons pas de leurs affaires ; qu'ils ne se mêlent pas des nôtres » (21 mars 1830). Le baron d'Haussez fut plus catégorique encore et répondit à la protestation de l'ambassadeur anglais lord Stuart : « Je ne veux pas traiter l'affaire diplomatiquement. Vous en trouverez la preuve dans les termes que je vais employer : la France se f... de l'Angleterre. » A la fin de mai 1830, peu après la dissolution de la Chambre, la flotte française appareillait de Toulon pour Alger.

A ce moment, la famille royale de Naples visitait la France, et le duc d'Orléans donna en son honneur une grande fête au Palais-Royal. « Tous les partis avaient été conviés à ce noble rendez-vous, » et l'on admirait les douze salles, les deux grandes galeries parallèles tapissées d'étoffe nacarat et or, éclairées par cent mille bougies « qui en faisaient le Palais du Soleil. » Le peuple se pressait dans les jardins illuminés de lampions multicolores. — Charles X, après avoir gravi le grand escalier entre une haie de gardes du corps, parcourut les salons avec la famille royale de Naples ; puis il passa sur la terrasse dominant la galerie d'Orléans et convertie, ce soir-là, en un bois d'oranger. « La beauté d'une nuit pleine de parfums et parsemée d'étoiles rappelait les enchantements de Sorrente, » d'autant mieux qu'à travers les fenêtres des salons parvenait le rythme d'une tarentelle dansée par la duchesse de Berry et trente des plus jolies femmes du faubourg Saint-Germain.

Quand le roi s'approcha du balcon de la terrasse, la foule le reconnut à son grand uniforme de colonel-général de la garde et au cortège qui l'entourait. Il n'y eut ni Vive le roi, ni cris hostiles, « mais le brouhaha qui s'élève un jour de feu d'artifice lorsqu'éclate une belle pièce. » Le roi respira la brise du soir : « Les vents sont au Nord, Messieurs, bon présage pour ma flotte d'Alger ! » puis, saluant de la main : « Bonjour, mon peuple ! » dit-il moitié sérieux, moitié plaisant, et il s'en alla.

Presque immédiatement après son départ, la foule s'empara

LA RÉVOLUTION DE JUILLET

des chaises du jardin, les empila dans le parterre où se trouve « le canon de midi » et y mit le feu en criant : « A bas Polignac ! A bas les aristocrates, les habits dorés ! » En hâte les marchands des galeries fermèrent leurs boutiques, cependant que les lampions arrachés des arbres volaient en l'air, que les femmes criaient au feu ! et que des orateurs improvisés haranguaient le peuple. — A l'intérieur du palais, c'était la panique : le duc d'Orléans consterné tâchait de rassurer les danseuses éperdues, et M. de Salvandy observait : « Nuit napolitaine en effet. Comme à Naples nous dansons sur un volcan ! » La troupe intervint, fit évacuer le jardin ; mais ceux qui avaient assisté aux prodromes de la révolution de 1789 méditèrent : cette nuit du 31 mai 1830 ressemblait à une répétition d'émeute.

Quelques-uns des ministres avaient prévu ces troubles. Déjà le comte de Chabrol était démissionnaire, et M. de Montbel voulait le suivre dans sa retraite. Ces menaces de défection affligeaient Charles X ; il pressa Montbel dans ses bras en pleurant : « Que deviendrai-je si mes vrais amis s'éloignent de moi ? Restez. Je vous le demande par amitié, je l'exige comme roi. » Montbel sans enthousiasme obéit, et Chabrol fut remplacé par M. de Peyronnet. Choix significatif : Peyronnet était l'auteur du projet de loi sur la presse que les pairs avaient rejeté, et en le nommant le roi arborait plus franchement que jamais son drapeau.

Le nouveau ministre apportait avec lui une assurance au moins égale à celle de Polignac. Parlait-on de mauvaises élections, il disait : « Bah ! » et hochait la tête ; de perturbation dans l'État : « Ce ne sera rien ! » ; de l'opinion des Chambres : « Ces Chambres ! » et il haussait les épaules. L'intervention d'un pareil homme ne pouvait qu'accentuer l'imprévoyance et la légèreté du gouvernement.

Le vendredi 9 juillet, la prise d'Alger fut connue à Paris. Quand d'Haussez vint apprendre la nouvelle au roi, celui-ci lui tendit les bras. « Aujourd'hui on s'embrasse ! » Il était radieux, pressait sur son cœur le duc d'Orléans et ses deux fils aînés qui se présentaient pour le féliciter : ce succès magnifique lui faisait oublier « les élections épouvantables » qui avaient eu lieu, le triomphe de l'opposition qui comptait dans la nouvelle Chambre deux cent soixante-quatorze députés dont la plupart signataires de l'adresse. Après la victoire de ses troupes, Charles X croyait dominer la situation ; et dorénavant il ne songea plus qu'à la

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

résistance. Les encouragements lui venaient de toute part : le 11 juillet, jour du Te Deum à Notre-Dame, l'archevêque de Paris lui disait : « Puisse Votre Majesté venir bientôt remercier le Seigneur d'autres merveilles non moins douces et non moins éclatantes ! » et le porte-parole d'une délégation de charbonniers, — corporation toute royaliste — précisait : « Sire, charbonnier est maître chez lui. Soyez maître chez vous ! »

En réalité la prise d'Alger touchait peu le peuple qui, grâce à la propagande libérale, se préoccupait beaucoup moins de la défaite du dey que de la façon dont se terminerait la lutte entre la Chambre et le roi ; mais celui-ci ne voulait point reconnaître cette indifférence pour « sa victoire. » Lorsqu'on lui rapportait des exemples du mauvais esprit non seulement de Paris mais de la province, il refusait d'y croire et répétait ce que lui disait Polignac : il ne fallait pas accorder aux élections une importance exagérée ; la masse se préoccupait, non de politique, mais de ses intérêts matériels ; et les sachant garantis par la couronne, elle faisait confiance à son roi. On pouvait sans crainte aller de l'avant : seuls les bourgeois taquins seraient touchés, le peuple ne bougerait pas.

Pourtant, Charles X hésitait encore. Un jour, il disait à une dame qui admirait sa désinvolture de jeune homme : « Oui, oui, j'ai bien encore la force de donner un bon coup de sabre aux coquins ! » mais le lendemain l'inquiétude revenait. Sortir de la légalité, c'était nécessaire : Humann, — un libéral ! — avouait qu'avec la nouvelle Chambre et la liberté de la presse le gouvernement devenait impossible ; mais quel biais prendre ? Heureusement Polignac avait réponse à tout, et endormait son maître par des formules sybillines mais riches de sous-entendus : « Nous avons des ressources. Tout ira bien. Rien à craindre. Toutes nos mesures sont prises. » Ainsi le président du Conseil marchait vers l'abîme avec la rigidité d'un somnambule : la Sainte-Vierge venait de lui apparaître, le conduisant par la main et lui dictant ses résolutions ; « avec un si haut patronage, toute hésitation eût été criminelle. »

Ce qu'étaient les résolutions de Polignac, on le sut à Saint-Cloud le 25 juillet 1830. Ce jour-là, un dimanche, les ministres se réunirent après la messe dans le salon rouge qui servait à la fois de bibliothèque et de salle du Conseil. Là M. de Chante-

LA RÉVOLUTION DE JUILLET

lauze, garde des sceaux, donna lecture d'un long rapport exposant qu'en vertu de l'article 14 de la Charte qui reconnaissait à la couronne « le droit de faire toutes les ordonnances nécessaires pour la sûreté de l'État, » le roi avait le pouvoir, non sans doute de modifier les institutions existantes, mais de les consolider. « Nous ne sommes plus, ajoutait le rapport, dans les conditions ordinaires du gouvernement représentatif. Le moment est venu de recourir à des mesures qui rentrent dans l'esprit de la Charte mais qui sont en dehors de l'ordre légal, dont toutes les ressources ont été épuisées. » Suivaient cinq ordonnances que le roi se fit lire deux fois : la première suspendait la liberté de la presse; la seconde prononçait la dissolution de la Chambre, la troisième modifiait le système électoral en réduisant le nombre des représentants et en renforçant l'influence de l'administration; la quatrième convoquait les électeurs pour le mois de septembre; la cinquième enfin contenait la nomination d'ultras à de hauts emplois.

La lecture terminée, le roi regarda le duc d'Angoulême : « Vous avez entendu? — Oui, mon père. — Qu'en pensez-vous? — Lorsqu'un danger est inévitable, il faut l'aborder franchement et aller tête baissée. On périt ou l'on se sauve. — C'est votre avis, Messieurs? » dit le roi en regardant tour à tour chacun des ministres. Ceux-ci firent un signe d'assentiment, et Polignac assura de nouveau que les forces militaires casernées à Paris suffisaient à sauvegarder la paix; d'ailleurs le préfet de police Mangin répondait de l'ordre.

Charles X réfléchissait. La tête penchée, la main gauche voilant ses yeux, il prenait, reprenait sa plume, la tenait suspendue à quelques pouces du papier; quand il releva la tête, son visage était rouge, son souffle court; puis avec une nuance de tristesse : « Plus j'y pense, dit-il, plus je demeure convaincu qu'il m'est impossible de ne pas faire ce que je fais. » Et il signa. Les ministres après lui contresignèrent les ordonnances par ordre de préséance. Lorsque ce fut fini : « Voilà de grandes mesures, dit le roi. Il faudra beaucoup de courage et de fermeté pour les faire réussir. Je compte sur vous, vous pouvez compter sur moi. Notre cause est commune. Entre nous, c'est à la vie, à la mort. »

Le secret avait été scrupuleusement gardé. Avant de signer les ordonnances, Charles X avait attendu que la duchesse d'Angoulême, dont il craignait l'opposition, fût partie pour Vichy.

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

Marmont duc de Raguse, auquel il confiait le commandement de l'armée, le sous-secrétaire d'État de la Guerre Champagny n'étaient pas prévenus; et le duc d'Angoulême disait en se frottant les mains : « Champagny sera bien étonné demain en lisant le *Moniteur*. »

Il y avait peu de monde, ce dimanche-là, à Saint-Cloud, et parmi les initiés la plupart se montraient pleins de sérénité : Montbel admirait le courage imperturbable du roi, la détermination de son fils : il avait la conviction que la bonne cause triompherait. Mais d'autres marquaient moins d'assurance; Vitrolles répétait le mot de Catherine de Médicis : « C'est bien taillé, mais il faut coudre; » et le rédacteur du *Moniteur*, le vieux Sauvo, disait à Montbel qui lui remettait les ordonnances pour les faire imprimer : « Dieu sauve le roi! J'ai vu toutes les journées de la Révolution et je me retire avec une profonde terreur. » Polignac, lui, restait impavide, et, pour donner le change, préparait ostensiblement le discours que le roi prononcerait à l'ouverture des Chambres.

Le 26 juillet au matin, Charles X se sentant dispos fit ouvrir les croisées de sa chambre qui donnait sur les jardins et dit au valet de service : « Aubry, mettez de l'or dans ma bourse; je chasse aujourd'hui. » Il se fit apporter le *Moniteur*, le lut avec attention en murmurant : « Chantelauze a raison... » puis traversant le salon de Mars et la grande galerie, il entra dans la tribune de la chapelle et assista à la messe : peu de fidèles, jamais le palais de Saint-Cloud n'avait été si désert. La messe terminée, le roi aborda Mme de Gontaut et lui demanda si elle avait lu le *Moniteur*. « Non, Sire, il est ennuyeux et n'apprend rien. — Aujourd'hui il ne vous ennuerait pas.... Lisez-le; vous y verrez cinq ordonnances que j'ai signées hier, » et les comptant sur ses doigts : « Celle de la modification électorale.... Qu'en pensez-vous? » Mme de Gontaut fut atterrée : « Le roi n'a-t-il pas violé la Charte? — Non, je vous le jure, l'article 14 me donne un pouvoir en cas d'urgence. — Urgence! le roi en est-il là? » Elle pâlisait, Charles X lui fit des reproches, la rappela au calme, puis d'un ton plaisant : « Jouissez de cette journée; moi je vais la passer à Rambouillet. »

Le rendez-vous était pris au Poteau-de-Hollande dans la forêt; mais au moment de partir, tandis que les gardes du corps

LA RÉVOLUTION DE JUILLET

étaient rangés en bataille devant la salle des généraux, le roi fut retenu par la duchesse de Berry, qui haletante vint se jeter à ses genoux et lui baisa la main : « Enfin vous règne! Mon fils vous devra sa couronne! » Charles X sourit, l'embrassa et monta en voiture.

Le grand-veneur inquiet voulait mener cette chasse à la diable. En effet tout alla mal; les chiens perdant la voie du cerf poursuivirent une grande biche et le roi ne cacha pas sa mauvaise humeur. On lança un second cerf, les trompes sonnèrent « la Rambouillet » mais les chiens fatigués chassaient mollement. « C'est jour de malheur, s'écria Charles X, nous ne ferons donc rien aujourd'hui! » et il ordonna de reprendre le chemin de Rambouillet. En attendant l'heure du dîner il assista, l'esprit absent, à une partie de billard, et ses familiers essayèrent de l'égayer sans y réussir; à onze heures du soir il était de retour à Saint-Cloud. Marmont l'y attendait : « Y a-t-il quelque chose de nouveau? lui demanda précipitamment le roi. — Beaucoup d'inquiétude et d'agitation à Paris, Sire, et une forte baisse des fonds publics. — De combien sont-ils descendus? dit le dauphin. — De 4 à 5 p. 0/0, Monseigneur. — Ils remonteront. » Charles X donna l'ordre et le palais retomba dans le silence.

Lorsqu'il parlait de l'agitation de Paris, Marmont n'exagérait pas. Les ordonnances n'y avaient été connues qu'à dix heures du matin, mais aussitôt les libéraux s'étaient concertés. Malgré l'interdiction du préfet de police, *le National* paraissait et conseillait de refuser l'impôt; Thiers, au nom de quarante-quatre journalistes, rédigeait une protestation dans laquelle il déclarait : « Le régime légal est interrompu, celui de la force commence.... L'obéissance cesse d'être un devoir. » Vers cinq heures, des groupes d'ouvriers imprimeurs sans travail parcouraient les environs du Palais-Royal en criant : « Vive la Charte! A bas les ministres! » et quelques heures plus tard, Polignac et d'Haussez rentrant au ministère des Affaires étrangères, rue Neuve-des-Capucines, étaient reconnus et hués, les glaces de leur voiture brisées, d'Haussez blessé....

Le mardi 27, à Saint-Cloud, Mme de Gontaut, qui était au courant des événements, se présentait chez le roi à l'instant même où arrivait un courrier de Polignac. Pendant que Charles X cherchait ses lunettes, la duchesse lui racontait ce qu'elle avait

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

appris et tâchait de faire impression sur son esprit, mais la lettre du président du Conseil était rassurante. Charles X lisait : « Il est de mon devoir de dire au roi qu'entouré d'alarmistes cherchant à l'intimider, je le supplie instamment de ne croire que moi... une simple émeute... Si je me trompe dans mes prévisions, j'offre en holocauste ma tête à Votre Majesté. — Et ce sera un médiocre présent, » observa la duchesse. « Je vous aime beaucoup, mais vous êtes insupportable, » riposta le roi.

Charles X ne demandait qu'à croire Polignac; il se reposait d'ailleurs sur la présence de Marmont dans la capitale. Dès le matin il l'avait fait appeler : « Monsieur le maréchal, j'apprends qu'il y a quelques rassemblements à Paris. Vous allez vous y rendre pour prendre le commandement des troupes. Vous ferez disperser les attroupements, et si, comme je l'espère, tout est tranquille ce soir, vous reviendrez coucher à Saint-Cloud. En arrivant, vous passerez chez M. de Polignac. » A midi, Marmont trouvait au ministère des Affaires étrangères l'ordonnance qui le chargeait du commandement de l'armée. C'était pour lui une cruelle épreuve. Comme Bourmont il avait jadis abandonné Napoléon et n'ignorait pas combien il était impopulaire : pour les Parisiens « raguser » signifiait trahir, et, en nommant Marmont, le roi « avait jeté le peuple dans l'affaire. »

Le maréchal obéit cependant, mais tout lui manquait, car Polignac s'était trompé dans ses prévisions : le ministère comptait sur dix-huit mille hommes de troupe, et il ne disposait en réalité que de huit mille; la plupart des chefs absents par congé, un officier sur trois par compagnie, les soldats dispersés dans la ville : la désorganisation était complète. Avec les hommes qu'il put rassembler, Marmont fit occuper les boulevards, le Carrousel, la place Louis-XV et le Pont-Neuf : heureusement on ne rencontra aucune résistance sérieuse. A trois heures de l'après-midi pourtant, un homme fut tué près du Théâtre-Français, et plus tard des émeutiers brûlèrent le corps de garde de la Bourse. Ce n'était point la bataille mais ses préludes, et un officier de marine disait à d'Haussez : « Paris ressemble au pont d'un navire au moment du branle-bas. »

La journée à Saint-Cloud se passait dans le calme; les alarmistes qui auraient pu influencer le prince étaient soigneusement écartés et l'étiquette dressait autour de lui « une barrière de silence. » Quand le soir un valet signala que par les fenêtres du salon de la

LA RÉVOLUTION DE JUILLET

Vérité — où se tenait le jeu du roi — on apercevait un incendie (c'était le corps de garde de la Bourse qui brûlait), les courtisans le firent taire. Les officiers, eux, ne cachaient pas leur joie : « Eh bien, disait l'un d'eux, à Paris..., » et il faisait le simulacre de coucher en joue.

Le mercredi matin 28, un officier d'ordonnance arrivait au palais, porteur d'une lettre de Marmont ; mais le roi se rendait à la messe, et la lettre resta sur un tabouret de la galerie. Au sortir de la chapelle seulement, Charles X l'ouvrit : « Ce n'est plus une émeute, écrivait Marmont, c'est une révolution. Il est urgent que Votre Majesté prenne des mesures de pacification. L'honneur de la couronne peut encore être sauvé ; demain peut-être, il ne sera plus temps. J'attends avec impatience les ordres de Votre Majesté. » Le roi ne se troubla point : d'accord avec Polignac il venait de proclamer l'état de siège à Paris. Cela suffisait. Il ne répondit pas à la lettre du maréchal.

Celui-ci se maintenait difficilement au milieu de la révolution : ses soldats combattaient depuis sept heures du matin « sous un soleil blanc de chaleur où nageait un soleil de feu, » accablés du poids de leurs armes et de leur équipement, fusillés, lapidés de toute part. Aucun ravitaillement : le gouvernement n'avait rien prévu, la manutention militaire était aux mains des insurgés ; et lorsqu'on parlait à Polignac de la nécessité de la reprendre pour nourrir la troupe, le président du Conseil répondait : « Vous êtes un alarmiste ; quand on voudra agir, quatre hommes et un caporal suffiront. » En même temps par des billets fort tranquilles, il continuait à rassurer le roi.

La quiétude au palais paraissait absolue, et Charles X expliquait la situation à sa manière : « Les Parisiens sont dans l'anarchie. L'anarchie les ramènera à mes pieds. S'ils déposent les armes, ils peuvent compter sur le pardon le plus généreux. » Il n'avait point modifié d'une ligne ses habitudes, chargeait un page de lui rapporter de l'Observatoire une note exacte sur la température, car la journée était fort chaude ; il refusait même à la duchesse de Gontaut de monter dans son salon d'où, à l'aide d'un télescope, on apercevait distinctement le drapeau tricolore flottant sur les tours de Notre-Dame et, dans la rue de Rivoli, des hommes jetant du haut des toits des meubles sur la troupe.

Au commencement de l'après-midi, Vitrolles qui avait quitté

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

Paris en hâte demanda à parler au roi; mais celui-ci conférait dans son cabinet avec l'intendant de la liste civile. Vitrolles insista : un huissier osa gratter à la porte — l'étiquette interdisait de frapper — mais en vain. « Voilà cependant ceux qu'il faut sauver, si nous le pouvons ! » pensait l'ancien factotum du comte d'Artois. Enfin il fut introduit et tout de go supplia le roi de négocier avec l'opposition afin d'arrêter l'effusion du sang. « Je suis dans mon droit, répliqua Charles X. Les ordonnances peuvent ne pas être légales, mais l'article 14 les rend constitutionnelles. » Puis, baissant la voix et comme en confidence : « Au moment où je vous parle, les chefs de l'insurrection sont arrêtés. » Il n'y avait rien à faire contre un optimisme aussi tenace, et Vitrolles reprit le chemin de Paris où il trouva l'insurrection plus forte que jamais : aucun chef n'était arrêté.

Au palais on n'était point tendre pour Marmont, et un général l'accusait d'avoir engagé ses troupes dans les rues alors qu'il eût dû battre en retraite : « On ne compromet pas ses hommes dans une guerre de pots de chambre ! » Ainsi jugeaient les gens de cour; leur temps se passait à aller et venir, donner des ordres insignifiants, attendre de bonnes nouvelles de Paris, s'irriter des mauvaises, à bouder ceux qui les apportaient. On le vit bien quand, à quatre heures de l'après-midi, le colonel Komiérowski se présenta chargé d'un message de Marmont. L'étiquette, sous les espèces du duc de Duras, premier gentilhomme de la chambre, s'opposa longtemps à ce qu'il reçût une réponse du roi. Pourtant le message était d'importance : le maréchal venait d'avoir une entrevue avec les chefs de l'opposition, Casimir Perier, Laffitte et d'autres qui s'engageaient à obtenir la cessation des hostilités au cas où les ordonnances seraient rapportées. « Je pense qu'il est urgent, terminait le maréchal, que Votre Majesté profite sans retard des ouvertures qui lui sont faites. » Charles X ne l'entendait pas ainsi, et sans remettre au colonel aucun ordre écrit : « Dites au maréchal qu'il tienne bien, qu'il réunisse ses forces au Carrousel et à la place Louis-XV, et qu'il agisse par masses. » Il répéta deux fois le dernier mot, et, riche de ce viatique, le colonel alla se replonger dans la fournaise parisienne.

Le soir, dans le salon de la Vérité où les tables de whist sont dressées, le roi joue avec le duc de Duras, ainsi que cela se doit à pareille heure. Après la journée étouffante, la nuit a une espèce

LA RÉVOLUTION DE JUILLET

de fraîcheur, et par les fenêtres ouvertes arrive le bruit du tocsin et de la fusillade. La duchesse de Berry ne cache pas sa nervosité, va sans cesse du salon au balcon d'où l'on aperçoit les feux de Paris, et murmure : « Quel malheur d'être femme ! » Le roi, lui, reste imperturbable et dit à Duras qui joue en dépit du bon sens : « Vous n'êtes pas à votre jeu. » Seulement, quand une détonation plus forte se fait entendre, il donne une chiquenaude sur le tapis de la table comme pour en enlever la poussière. Pas une plainte, pas un reproche ; durant toute la journée il n'a laissé échapper qu'un mot d'inquiétude : « Cela va mal, » en lisant la seconde lettre de Marmont ; mais maintenant il a repris confiance : si les détonations de l'artillerie augmentent d'intensité, tant mieux ! Cela prouve que son armée se bat bien et ne craint pas de s'engager dans la lutte contre la révolution.

Ce soir-là est semblable aux autres soirs d'été : les courtisans viennent prendre le frais au dehors ; et dans les antichambres les valets couchés sur les banquettes parlent des événements de Paris : « On tire encore ! Ah ! voilà le tocsin, » tout cela sur un ton d'indifférence. Si un courrier survient, l'officier des gardes l'arrête. « Que fait le roi ? — Il joue au whist. — Le dauphin ? — Il fait sa partie d'échecs, » et les nouvelles alarmantes ne franchissent pas le seuil du salon royal. Puis, l'ordre donné, tout se prépare pour le repos de la nuit, et « les valets vont de chambre en chambre, soigneux de tout éteindre. »

Au même moment, Paris presque entier est aux mains des insurgés. Marmont concentre ses troupes qui n'en peuvent plus autour des Tuileries, et La Fayette réclame la nomination d'un gouvernement provisoire. Il ne s'agit plus du renvoi des ministres : l'avenir même de la dynastie est en jeu. Quant à Polignac, il continue à vivre dans les nuages, « le coude appuyé sur son portefeuille ministériel comme sur un lit de repos ; » et lorsqu'on lui annonce que la troupe commence à fraterniser avec le peuple, il répond : « Eh bien ! il faut tirer aussi sur la troupe. »

Le capitaine de la compagnie des Cent-Suisses, M. de Mortemart, était arrivé à Saint-Cloud le 28 au soir, et, comme tant d'autres, il n'avait pu parvenir jusqu'au roi. Le 29, à six heures du matin, il obtint de le voir, le supplia de faire des concessions ; mais Charles X savait par Polignac que la nuit s'était bien passée, que les Parisiens manquaient de poudre et que les libé-

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

raux désiraient un accommodement. Aussi, tout en caressant Mortemart de la main : « Vous êtes encore jeune, lui dit-il. Né dans la Révolution, vous voyez les choses d'après les nouvelles idées et le moindre bruit vous étonne; quant à moi, je n'ai pas oublié comment les événements se sont passés, il y a quarante ans... J'aime mieux, je l'ai dit, monter à cheval qu'en charrette. » C'était la formule qu'il avait adoptée; rien ne pouvait l'en faire démordre.

Mais quelques heures plus tard, des voitures sans armoiries s'arrêtaient dans la cour d'honneur du palais. C'étaient les ministres qui, menacés par l'insurrection, avaient quitté les Tuileries : Polignac restait imperturbable; Peyronnet en grand costume — bas de soie, culotte de casimir blanc, — affectait un air dégagé. « Comment, lui dit quelqu'un, pouvez-vous venir avec ce costume dans une pareille circonstance? — Pourquoi pas? Ce sera fini ce soir. » Tel était l'état d'esprit de ceux qui fuyaient devant l'émeute.

D'autres au contraire, soit par ambition, soit par fidélité désintéressée, essayaient d'arriver à un compromis et s'offraient comme intermédiaires entre la royauté et la révolte. M. de Sémonville, homme de souplesse « qui s'était aplati dans la considération publique mais insinué par son aplatissement même dans tous les gouvernements successifs depuis 89, » tenta de jouer ce grand rôle de conciliateur : il le joua tragiquement, se traîna aux pieds du roi, le suppliant de révoquer les ordonnances et de renvoyer ses ministres : « Si Votre Majesté ne veut pas prendre cette décision de son propre chef, elle est perdue. Demain elle n'est plus roi de France! » Charles X répondait en rappelant le sort de Louis XVI, il ne voulait pas comme lui monter sur l'échafaud : « Ce n'est pas que je craigne la mort. Quand on est toujours prêt à paraître devant Dieu, on ne craint pas la mort. — Mais la dauphine, Sire, songez aux dangers qu'elle pourra courir! » Brusquement le roi perdit sa fermeté; il pencha la tête, et à voix basse : « J'assemblerai le Conseil. »

Les tentatives auprès du monarque se succèdent, l'étiquette faiblit; et un peu de l'air extérieur pénètre dans cette atmosphère de sérail. Vitrolles apporte de Paris des propositions concrètes : un ministère nouveau dont le duc de Mortemart, connu pour ses opinions libérales, serait le chef. Mais Charles X ne se résigne pas; il semble, ainsi que son fils et ses ministres, frappé d'immobilité, se perd en palabres et ne décide rien.

LA RÉVOLUTION DE JUILLET

Cependant les nouvelles arrivent toujours plus inquiétantes : le général de Coëtlosquet, défiguré par la poussière et la sueur, entre haletant dans la salle du Conseil, et, appuyé sur les rayons de la bibliothèque, raconte d'une voix entrecoupée que le peuple s'est emparé du Louvre, des Tuileries, que les Suisses ont lâché pied.... « Comment êtes-vous venu? — Sur un caisson. — Vous croyez tout perdu? — Tout, non, Sire, mais bien Paris. » A peine le général parti, survient Marmont. « Sire, c'est une bataille perdue! Une balle dirigée contre moi a tué, à mes côtés, le cheval d'un de mes officiers. Je regrette qu'elle ne m'ait pas traversé la tête! »

Dans la cour, l'escorte de Marmont — des officiers, des soldats, le visage pâli par la fatigue, la barbe longue, les vêtements souillés — restent isolés au milieu des courtisans chamarrés, des valets dorés qui se défient d'eux; mais lorsqu'on apprend que le roi n'a pas mal reçu le maréchal, chacun s'empresse; on leur apporte de l'orangeade, de l'orgeat, des biscuits de Savoie : un ambigu de cour. « Croyez-vous que nous venons du bal? s'écrie le colonel Komiérowski. Donnez-nous plutôt un morceau de viande et un verre de vin. »

Angoulême, nommé commandant de l'armée, a ordonné à Marmont de ramener ses troupes sur Saint-Cloud; peu à peu, celles-ci affluent, lamentables, découragées; elles sont reçues sans grâce car, dans leur for intérieur, les gens de cour les accusent de ne pas avoir mieux soutenu la cause de la monarchie. Mais en même temps l'inquiétude vient : ce sont les seuls défenseurs de la couronne qui s'enfuient! Sans doute, les régiments du camp de Lunéville doivent se diriger sur Paris; mais Polignac porteur de l'ordre l'a gardé vingt-quatre heures dans sa poche.

Les ministres n'ont pris encore aucune décision : chacun donne son avis. Le général Saint-Chamans propose de marcher sur Paris avec deux régiments de cavalerie, deux d'infanterie; le général Talon, lui, se contenterait de six bataillons de grenadiers; le dauphin lui tourne le dos, va passer la revue des troupes sur la route de Paris; il ne trouve à leur dire que de pauvres paroles : « Combien avez-vous perdu d'hommes? demande-t-il à un colonel. — Beaucoup, Monseigneur, répond le colonel les yeux pleins de larmes. — Il vous en reste encore pas mal, vous en avez beaucoup.... »

Cependant Charles X reprend espoir : les élèves de Saint-Cyr

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

ont été réveillés à trois heures du matin et arrivent à Saint-Cloud, traînant avec eux quelques pièces de canon, Le roi, accompagné du duc de Bordeaux, va les recevoir : « Sont-ils bien fatigués, ces pauvres jeunes gens ? » dit-il, et leur présentant son petit-fils : « Veillez sur ce précieux enfant ; un jour, j'espère, il sera votre roi. » Un cri général : « Vive le roi ! » Charles X sourit, et quand le colonel commandant l'École, moins enthousiaste que ses élèves, lui exprime ses craintes pour l'avenir : « Allons, reprend le roi, je vois bien qu'il faut tout vous dire. En bien ! Polignac a encore eu des apparitions cette nuit ; on lui a promis assistance, ordonné de persévérer en lui promettant une pleine victoire. »

Mais, en attendant la réalisation de ces promesses, force était de parer au plus pressé. « Vous perdez bien du temps, disait-on à Peyronnet, la déchéance du roi peut être prononcée demain. » Alors le ministre, avançant la jambe, passant la main dans son gousset : « Oh ! je voudrais bien voir cela ! S'ils faisaient de pareilles folies, ils nous mettraient dans la meilleure des positions. »

Tout le monde ne partageait pas ces illusions, et Angoulême lui-même, après avoir inspecté les troupes, déclara ne pas s'opposer à la formation du nouveau ministère. Le roi fit donc appeler le duc de Mortemart dans son cabinet : « Vous aviez raison, la situation est plus difficile que je ne le pensais. On croit qu'un ministère dont vous seriez le chef pourrait tout arranger : je vous ai nommé. » Et tirant un papier de sa poche : « Voici votre nomination. » Mortemart se défendit, et les bras collés au corps, refusant de prendre le papier que le roi lui tendait, il recula vers le fond de la pièce. Charles X le suivit, l'adjura, le pressa si bien que le duc, le dos à la tapisserie, fut littéralement mis au pied du mur. « Vous refusez donc de sauver ma vie et celle de mes ministres ? » reprit le roi, et il lui passa le brevet dans sa ceinture d'officier-général, en murmurant par un singulier retour d'égoïsme : « Heureux encore qu'ils ne m'imposent que vous. »

C'était pour Charles X un dur sacrifice que le renvoi du ministère ; et lorsque Vitrolles, Sémonville et M. d'Argout, chargés d'annoncer à Paris la création du nouveau gouvernement, vinrent prendre congé de lui, il les reçut, le visage profondément grave, la main droite passée dans sa veste comme s'il eût voulu comprimer les battements de son cœur : « Messieurs, vous allez vous rendre à Paris, vous y ferez ce que vous jugerez nécessaire

LA RÉVOLUTION DE JUILLET

pour calmer les esprits et arrêter l'effusion du sang en conservant l'honneur et la dignité de la couronne. » Puis quittant le ton solennel et étendant le bras, il ajouta rapidement : « Au reste, en cédant peut-être à tort à l'empire des circonstances, je dois vous dire qu'au fond de mon cœur je suis convaincu que, dans la voie où nous sommes entraînés, il n'y a rien à faire de bien pour l'avenir de la France et le salut de la monarchie. »

Lorsque les envoyés furent partis : « Me voilà, soupira le roi, dans la position où était mon malheureux frère en 1792. » Mais peu à peu il se tranquillisa et assura à la duchesse de Berry que dans vingt-quatre heures tout serait arrangé. La soirée se passa comme celle de la veille : le roi joua au whist dans le salon de la Vérité. Aucun bruit au dehors, Paris semblait redevenu calme. A un moment cependant, un coup de fusil se fit entendre. « Est-ce qu'on tire encore ? dit Charles X. — Non, Sire, c'est un fusil qu'on décharge. »

Le même soir, Alfred de Vigny écrivait dans son journal : « Ils ne viennent pas à Paris. On meurt pour eux. Race de Stuarts. »

Le 30 juillet, vers une heure et demie du matin, Vitrolles revenant à Saint-Cloud trouve le palais fermé. Le silence le plus profond, pas une lumière ; depuis le roi jusqu'au dernier homme de service, tout le monde dort. Avec peine Vitrolles pénètre dans les appartements déserts, obtient qu'on réveille le duc de Mortemart et lui annonce l'échec de sa mission : la Commission municipale insurgée a refusé de le recevoir ainsi que ses deux compagnons, et les députés réunis chez Laffitte attendent, pour fixer leur attitude, la venue du nouveau président du Conseil. Après cette bataille de trois jours, un changement de ministère ne suffit plus : il faut immédiatement rapporter les ordonnances, rétablir la garde nationale et convoquer la Chambre.

Mortemart décide de voir le roi. Tâche malaisée, car l'étiquette a repris ses droits. Enfin, après mille difficultés, la consigne est forcée. Charles X, couché dans son lit, la tête couverte d'un bonnet de coton, reçoit le duc puis Vitrolles. Celui-ci raconte de nouveau l'insuccès de ses démarches, et à mesure qu'il parle, l'impatience de Charles X se trahit. Quand Vitrolles propose le rétablissement de la garde nationale, le roi fait deux bonds dans son lit ; et lorsqu'il s'agit du retrait des ordonnances, le rouge lui monte au visage : « On n'en est pas là, murmure-t-il, c'est aussi trop fort ! » Mais

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

Vitrolles ne cède pas et carrément déclare que, si Mortemart peut s'installer à Paris, ce sera un miracle, qu'il serait peut-être sage d'atteindre dès maintenant, avec des troupes fidèles, une région où le peuple se lèverait pour la défense de la monarchie. Le roi est anéanti; peu à peu sa résistance faiblit. On lui présente les nouvelles ordonnances pour qu'il les signe; mais il n'y a pas de plume dans la chambre à coucher; on se hâte d'aller en chercher une; et, assis sur son lit, la tête penchée sur la poitrine, Charles X signe sans regarder.

Dans le palais qui s'est enfin peuplé, on ne semble pas se douter que les minutes sont précieuses; les courtisans « lambinent, » vont et viennent, s'arrêtent « devant un fromage posé sur une table; » et Polignac en grand uniforme — habit bleu, passepoil amarante, épaulettes de maréchal de camp, chapeau à plume blanche — déclare : « Quel malheur que mon épée se soit brisée dans ma main ! Encore un peu de patience et de courage, et j'établissais la Charte sur des bases indestructibles. » A sept heures du matin seulement, Mortemart se résout à partir pour Paris, et « la voiture d'emprunt chargée de la dernière planche de salut » dégringole le long de la rampe de Saint-Cloud. Le soleil à demi voilé jetait une clarté verdâtre semblable à celle d'un jour d'éclipse.

Pendant que la cour tergiversait, Thiers et ses amis allaient de l'avant et lançaient la candidature au trône du duc d'Orléans. Sur les murs de Paris s'étaient des affiches exaltant les vertus de ce prince « dévoué à la cause de la Révolution, » et La Fayette lui-même se prononçait en sa faveur. Quant à Mortemart, retardé dans sa marche, partout éconduit, il avait fini par échouer, malade, au Luxembourg.

A Saint-Cloud, la journée se traînait tristement dans l'inaction. On attendait des nouvelles du président du Conseil dont la nomination devait tout pacifier, mais rien ne venait. Marmont, plus clairvoyant que les autres, conseillait au roi d'abandonner Saint-Cloud qui, environné de bois, n'était pas une position militaire, et de se retirer derrière la Loire, à Blois par exemple. « Pourquoi pas Tours ? — Tours ou Blois, peu importe, Sire. — Mais il faut attendre le résultat du voyage de Mortemart. — Puisqu'à l'heure qu'il est, il n'a rien produit, il n'y a rien à en espérer. » Mais Charles X se refusait à croire que le sacrifice qu'on lui avait imposé serait vain.

LA RÉVOLUTION DE JUILLET

Cependant l'armée, manquant de vivres, ignorant ce que l'on voulait d'elle, commençait à se décourager : il aurait fallu lui parler, la reconforter ; mais aucune des personnes royales ne possédait ce don d'improvisation, cette verve du moment, spontanée, chaleureuse, qui agissent sur les masses ; et les désertions se multipliaient. Marmont prit alors sur lui d'adresser aux troupes un ordre du jour, pacifique, annonçant les négociations engagées ; mais en même temps le duc d'Angoulême, commandant en chef, faisait rédiger une proclamation toute belliqueuse par laquelle il conviait ses fidèles soldats à continuer la lutte. Le conflit était inévitable.

Furieux, Angoulême appelle Marmont dans son cabinet, et à peine la porte fermée, il le saisit à la gorge : « Traître ! Misérable traître ! Vous vous avisez de faire un ordre du jour sans ma permission ! » Marmont le prend par les épaules, le repousse. « Rendez-moi votre épée ! » crie Angoulême. « Monseigneur, on fait fusiller un homme comme moi, mais on ne lui met pas la main dessus ! » Le duc se jette sur le maréchal, essaie de lui arracher son épée, se coupe les doigts ; alors sa fureur ne connaît plus de borne, il renverse Marmont sur un canapé en criant à tue-tête : « A moi gardes ! Saisissez ce traître ! » Le maréchal, conduit dans son appartement, est gardé à vue.

Déjà dans le palais le bruit court que Marmont, convaincu de trahison, a tiré l'épée contre le dauphin. Mais Charles X heureusement n'ajoute point foi à ces absurdités et, entourant le maréchal de ses bras, il le supplie d'aller trouver son fils, de se réconcilier avec lui. Marmont obéit avec répugnance, et quand Angoulême, la main bandée, lui dit : « Embrassez-moi, » il fait un pas en arrière, s'incline, et sort sans répondre.

Cette scène donne le ton : Charles X, sa cour vont à la dérive. Dans le salon de la Vérité, la table de whist a disparu ; on parle, on conseille, on ne flatte plus ; et aux portes du palais des soldats blessés demandent du pain. De Paris, toujours rien. La nuit vient. Aucune disposition de défense n'est prise.... Tout à coup, vers dix heures, alerte : des officiers signalent que mille cinq cents individus armés s'avancent d'Auteuil et de Boulogne vers Saint-Cloud. La duchesse de Berry prend peur, court chez le dauphin, le supplie avec des larmes et des cris de décider le roi à partir....

Charles X dormait, les rideaux de son lit fermés malgré

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

l'extrême chaleur. Son valet de chambre le réveille. « Qu'est-ce que c'est? — Sire, Monseigneur le dauphin fait prier Votre Majesté de partir pour Versailles. » Le roi ne fait aucune objection et répond : « Je vais me préparer. »

Alors c'est la panique. Chacun songe à sa sûreté : l'un s'empare d'un poignard, l'autre d'un pistolet, d'autres plus pratiques et moins audacieux d'un passeport ou d'une défroque pour se déguiser; les familiers s'empressent de s'éloigner de cette cour dont les heures sont comptées; on les voit s'esquiver dans toutes les directions, emportant leur petit bagage et soucieux de mettre à l'abri leur prudente personne. Quelques instants après, les personnages titrés, les dévouements les plus fastueux se sont évanouis comme par enchantement.

Dans le palais tout est en mouvement et pourtant tout est silencieux. A chaque pas, au milieu des corridors mal éclairés, on se heurte à des malles, à des paquets que les domestiques vont entasser dans des fourgons. A trois heures du matin, le roi monte en voiture avec la duchesse de Berry; Marmont est à cheval près de la portière. Pêle-mêle, les gardes du corps, les élèves de Saint-Cyr, les chasseurs à cheval de la garde suivent, et l'on se met en marche dans la nuit. Une nuit superbe. Au bord de la route, des fusils, des gibernes, abandonnés par les déserteurs; un groupe d'officiers et de soldats passe, serré autour d'un drapeau : c'est ce qui reste d'un régiment; plus loin deux cents lanciers de la garde, dont on distingue à peine l'uniforme sous la couche de poussière qui le couvre, rejoignent la maison royale.... Parfois une calèche, une diligence sur laquelle flotte le drapeau tricolore dépassent la colonne. « Faut-il les arrêter? demande-t-on au roi. — Non, ce serait illégal. »

L'ordre peu à peu se rétablit. Ce n'est plus une fuite éperdue mais une sorte de convoi funèbre : même silence, même gravité. Et lorsque le cortège traverse les villages, le piétinement des chevaux, le roulement des voitures réveillent les habitants qui, en simple appareil, viennent regarder aux fenêtres.



CHAPITRE VIII

LE VOYAGE DE CHERBOURG

TRIANON ET RAMBOUILLET || L'ABDICATION || MARCHÉ DU PEUPLE
SUR RAMBOUILLET || LE SACRIFICE EST ACCOMPLI || L'ITINÉRAIRE DE
L'EXIL || VIRE, VALOGNES, CHERBOURG || EN VUE DES CÔTES
D'ANGLETERRE



EN entrant à Versailles, le général Saint-Chamans aperçut un bourgeois armé et ordonna de lui enlever son fusil. Le bourgeois ne fit aucune difficulté : « Je n'en veux pas faire un mauvais usage, expliqua-t-il. C'est seulement pour le duc de Raguse ; si je le rencontre, je lui ferai son affaire. » Par prudence le cortège longea le boulevard de la Reine et parvint à Trianon vers cinq heures du matin (31 juillet).

Rien n'était prêt pour recevoir le roi et sa suite : appartements presque démeublés, cuisines vides. Seuls Charles X, la duchesse de Berry et ses enfants trouvèrent des lits et un repas. Les ministres disgraciés qui avaient suivi leur maître erraient affamés de pièce en pièce à la recherche d'un morceau de pain ; et leur présence inquiétait le marquis de Vérac, gouverneur du château, qui communiqua ses craintes au roi : « Eh ! puis-je les renvoyer ? » répondit celui-ci. Ce serait les livrer à la fureur de la populace. D'ailleurs ils ne sont plus rien, je ne les consulte plus. »

En effet Charles X ne consultait personne et demeurait sourd aux prières de la duchesse de Berry, qui, bien qu'ayant revêtu un costume d'homme fort martial, suppliait qu'on s'éloignât. Il avait ses raisons pour cela : son fils était resté à Saint-Cloud « pour tâter les troupes » et protéger la retraite ; aucune décision ne serait prise avant son retour. Mais les ministres ne renonçaient pas : il faut, disaient-ils, isoler Paris en brisant tous les télégraphes,

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

convoquer le corps diplomatique, les Chambres; et dans un beau zèle, ils se mirent à rédiger les ordonnances nécessaires.

A une heure de l'après-midi, le duc d'Angoulême fit son apparition : ses troupes, et notamment les Suisses qui se souvenaient du 10 août 1792, avaient lâché pied ou passé à l'insurrection; courageusement il avait tâché de les ramener dans le devoir, mais en vain; il revenait, troublé, hésitant entre la résistance ou la retraite; et dans la cour de Trianon, on le voyait successivement descendre de cheval puis y remonter.... A ce moment des coups de feu éclatent : ce sont des Versaillais qui viennent tirer aux avant-postes; quelques balles tombent dans les allées du parc. Cela tranche la question : la cour se dirigera sur Rambouillet.

Aussitôt les ministres déchirent les ordonnances qu'ils avaient préparées et en jettent les morceaux dans le bassin du jardin; les gardes se rassemblent, les voitures sont sorties des remises et le duc de Duras va prévenir le roi que tout est prêt pour le départ. Lorsque le duc est introduit, il voit un prêtre qui referme une armoire contenant une chapelle : Charles X venait d'entendre la messe.

Lentement, comme à regret, le roi se prépare à sortir; mais avisant un aide de camp de Marmont, il l'interroge longuement, lui demande de ses nouvelles, s'attarde. « Votre Majesté, dit un des gentilshommes de la suite, oublie qu'elle veut partir. — Ah! oui, » répond le roi qui s'avance à tout petits pas vers la porte, regardant à droite et à gauche la galerie presque déserte. — Trianon! que de souvenirs! — Sur les marches du péristyle, il s'arrête encore, puis, prenant brusquement son parti, il monte à cheval.

Derrière lui les ministres démissionnaires se précipitent : ils voudraient avoir place dans les voitures, mais assez rudement un officier leur déclare que leur présence compromettrait la sûreté du roi et qu'ils doivent voyager à part....

Il est quatre heures. Sur le chemin de Saint-Cyr, sept cents gendarmes d'élite font la haie et leur chef, M. de Foucault, sollicite l'honneur d'accompagner le roi. Celui-ci refuse. Il semble que le départ de Trianon l'ait complètement abattu; ayant repris place en voiture, il regarde par la portière les paysages qui lui sont familiers mais qu'à ses yeux la révolution a déjà souillés : des équipements abandonnés, des groupes de soldats

LE VOYAGE DE CHERBOURG

qui vont à la débandade, et, dans les villages, des enseignes sur lesquelles le mot « royal » est gratté.... Vers neuf heures et demie, le cortège arrive à Rambouillet. La lune voilée éclaire faiblement la vieille tour où mourut François I^{er}. Point de flambeaux, point de cris. Les huit voitures de cour dont les armoiries sont effacées passent devant le petit pavillon du portier et, traversant la cour d'honneur, viennent se ranger devant le perron.

Le roi descend le premier. Sa figure immobile, comme frappée d'apoplexie, a un ton violâtre, et ses yeux seuls gardent une expression, celle du découragement et de la douleur; sur ses vêtements poussiéreux les larmes ont tracé des sillons. La présence de tant de gens qui l'observent semble le contrarier; et quand la duchesse de Berry est à son tour descendue de voiture, il lui donne aussitôt le bras, traverse le vestibule, et suivi des autorités de la ville, monte les cinq marches qui conduisent au grand salon de la reine. Il salue d'un signe de tête, marche un instant sans parler, puis s'approchant du maire de Rambouillet : « Eh bien ! M. Delorme, vos habitants sont-ils toujours sages ? — Oui, Sire. — Pourquoi n'est-ce pas de même partout ? » A ce moment, on amène le duc de Bordeaux endormi, le roi l'embrasse, regarde sa montre : « Il est dix heures, je croyais qu'il était plus tard. » Et, accompagné de ses aides de camp, il se dirige vers sa chambre à coucher, située au premier étage et donnant sur la cour d'honneur. Dans cette même chambre, Napoléon, après son départ de la Malmaison, avait passé la première nuit de son exil.

Au dehors, l'avant-garde composée de deux mille cavaliers, trois cents fantassins et huit canons campait à sa guise, car personne ne donnait d'ordres. Les quatre compagnies des gardes du corps s'installèrent dans le jardin neuf et les quinconces; la cavalerie, l'artillerie dans le parc; les gardes à pied sur les pelouses, dans l'avant-cour. Point de ravitaillement : il avait fallu recourir à la bonne volonté de « deux habitants qui possédaient des provisions » pour nourrir la famille royale. Le maire ordonna d'arrêter les voitures de farine qui allaient vers Paris, réquisitionna les boulangeries et tâcha d'organiser trois manutentions à la Ferme royale, à la Vénérerie et à l'hospice; mais les fournisseurs craignaient de n'être pas payés, et avec raison : le roi n'avait point emporté d'argent. Le secrétaire d'État de la

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

Guerre, sachant qu'il y avait 60 000 francs dans une caisse au ministère, proposa d'aller les chercher, mais on lui refusa une escorte. L'armée souffrait de la faim et les désertions augmentaient.

Parmi les ministres démissionnaires, la plupart avaient déjà quitté la cour. Vers huit heures et demie du soir, on avait vu passer à Rambouillet le prince de Polignac pâli, défait, ayant peine à se soutenir : le temps de boire un verre d'eau, d'avalier une bouchée de pain, d'écrire un mot et il était reparti, fugitif. Peu après Peyronnet fuyait à son tour, et, chaussé de petits escarpins de salon, tâchait de gagner Chartres. Montbel restait, et cette nuit-là, comme les nuages s'étaient dissipés, il admirait en artiste le scintillement des feux de bivouac sous la pureté du ciel.

Le dimanche 1^{er} août, vers neuf heures du matin, une calèche attelée de quatre chevaux s'arrête devant le perron du château. Une femme, vêtue très modestement, en descend avec précipitation : c'est la duchesse d'Angoulême. A Mâcon elle a appris la publication des ordonnances et s'est écriée : « Les malheureux ! Ils ont tout perdu. » En hâte elle a repris la route de Paris, mais comme à Tonnerre la nouvelle de la révolution lui est parvenue, elle a revêtu un costume de paysanne et, évitant le relais de Versailles, est arrivée à Rambouillet.

Charles X va à sa rencontre dans le grand salon de la reine. La duchesse paraît sur le seuil : « Ah ! mon père, qu'avez-vous fait ? » Il s'avance vers elle, les mains tendues : « Me le pardonneriez-vous ? » Elle se jette dans ses bras, et d'un accent à la fois désespéré et résigné : « Laissons le passé.... Du moins, nous ne nous séparerons plus. » Mais le moment n'est pas favorable aux doléances, aux attendrissements. Un huissier annonce le comte de Girardin qui apporte des nouvelles de Paris : le duc d'Orléans prend figure de souverain, nomme des ministres sous le nom de commissaires, remplace le drapeau blanc par le drapeau tricolore et convoque les Chambres pour le 3 août....

Il faut aviser. Dans l'ancien cabinet de travail de Napoléon — un cabinet à pans coupés dont les deux fenêtres s'ouvrent sur les canaux et les quinconces, et qu'on appelait naguère le salon de Marie-Antoinette — le roi réunit le conseil de famille. Après discussion, on décide de nommer le duc d'Orléans lieutenant-

LE VOYAGE DE CHERBOURG

général du royaume et d'approuver la convocation des Chambres. Aux yeux du roi, c'est la suprême habileté : en couvrant de son nom les actes de Louis-Philippe, il réserve son autorité; et toute la journée il vit sur cette illusion.

La monarchie compte beaucoup plus de fidèles qu'elle ne le croit, et sur la route de Rambouillet les régiments se succèdent : gendarmes à cheval, lanciers, chasseurs de la garde, infanterie de ligne. Le dimanche soir, douze mille huit cents hommes bivouaquent à Rambouillet et dans un rayon de deux lieues. Mais le roi n'a point le désir d'user de cette force : « Je ne veux point recommencer une nouvelle lutte, dit-il, assez de sang français a été répandu. » Sa tristesse ne s'exprime qu'au moment où le colonel du 15^e léger suivi d'une douzaine d'officiers et de caporaux vient lui remettre son drapeau. Alors, pour se donner une apparence de pouvoir, un air de majesté, Charles X nomme le colonel commandeur de la Légion d'honneur, ce qui ne tire pas à conséquence.

Autour du château, les troupes enfin ravitaillées — le roi fait fondre et vendre son argenterie pour acheter de la farine — commencent à prendre leurs aises : elles arrachent les treillages du jardin, abattent les arbres et avec les branches construisent des cabanes, des quartiers : il y a la Quinconce des Tuileries, la Rotonde du Palais-Royal, la Petite-Provence; une manière de gaité insouciant en marge du drame.

A Rambouillet, même atmosphère qu'à Saint-Cloud : le roi affligé et impassible, le dauphin ne s'occupant que de chevaux et de minces détails de service, la duchesse de Berry exaltée, passant de l'espérance au découragement, et le jeune duc de Bordeaux étonné de l'étrange attitude de ces grandes personnes. Quant à la dauphine, elle dissimule son désespoir sous un masque de rigidité.

Comme toujours les conseillers abondent ; ils parlent de conduire sous bonne escorte le duc de Bordeaux à Saumur, de soulever la Vendée, mais personne ne songe sérieusement à réaliser ce projet magnifique. Charles X a une idée plus simple et peut-être plus judicieuse : à sept heures du soir, il va avec son petit-fils se montrer aux soldats qui campent dans les jardins. L'enthousiasme est grand parmi les gardes du corps qui croisent leurs sabres au-dessus de la tête de leurs princes en criant : « Vive le roi ! Mourons pour le roi ! » Mêlé à la troupe, un prêtre vocifère

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

inlassablement : « A la Vendée! A la Vendée! » et Charles X s'efforce de sourire. Pressé par une foule frénétique, il rentre au château par la porte qui s'ouvre sur le parterre; mais les acclamations continuent, et il faut que du balcon un officier commande le silence.

Réconforté par cette explosion de fidélité, le roi se couche; mais son sommeil est troublé par des coups de fusil.... Les tirés de Rambouillet ont été, dit-on, mis à la disposition de la troupe, et aussitôt celle-ci, forçant la clôture de la faisanderie, a commencé la chasse. A l'aube, on dirait que le château subit un siège en règle; la mousqueterie est désordonnée; on tue tout : daims, chevreuils et jusqu'aux moutons du troupeau royal; des soldats sont blessés.

Cependant les diligences traversaient librement les lignes et portaient au loin les proclamations et les ordres du gouvernement provisoire; seul Charles X ignorait tout. Le 2 août au matin, le maire de Rambouillet obtint qu'on lui remît *le Constitutionnel*; le roi encore couché écouta la lecture du journal avec attention et conclut : « Que veut-on que j'y fasse maintenant? » Mais peu après arrivait une lettre du duc d'Orléans; celui-ci, avec des formes affectueuses, refusait l'investiture royale; dûment intronisé à l'Hôtel de Ville, il déclarait tenir ses pouvoirs non du roi, mais de la Chambre.... Alors Charles X réunit de nouveau son conseil intime, non de ministres et de généraux, mais « de cœur et de sang » : son fils, ses belles-filles. Que se dirent-ils? Quels furent leurs sentiments à cette heure tragique? Reproches, imprécations contre les maladresses commises, contre l'injustice du sort, résignation? Personne ne l'a révélé. Mais, lorsque la porte du salon de Marie-Antoinette s'ouvrit, l'abdication du roi et celle du duc d'Angoulême étaient décidées.

Charles X chargea M. de Damas de rédiger l'acte, car il ne trouvait point les termes appropriés; et quand ce fut fait : « Voilà mon abdication, dit-il fort posément à Mme de Gontaut, la rédaction ne m'en plaît pas complètement. » Dans cette lettre adressée au duc d'Orléans, Charles X ordonnait à son cousin de proclamer l'avènement au trône du duc de Bordeaux sous le nom de Henri V et de régler la forme du gouvernement pendant sa minorité. La lettre relue, le roi la signa sans sourciller; Angoulême après avoir hésité s'écria : « Puisqu'ils ne veulent pas de moi, qu'ils s'arrangent! » et signa à son tour. Puis, M. de Damas

LE VOYAGE DE CHERBOURG

fort cérémonieusement alla annoncer son avènement au duc de Bordeaux; celui-ci jouait au cocher avec sa sœur et répondit à son gouverneur : « C'est impossible ce que vous me dites là! Allons, ma sœur, jouons! »

L'armée inactive, incertaine du lendemain, se démoralisait. « Un tel est parti du casque, disait-on, un tel des bottes, » ce qui signifiait : un tel est devenu fou, un tel a déserté. Et ces nouvelles effrayaient Charles X; dans la nuit il avait fait ses adieux à Montbel, et maintenant il se voyait à la veille d'être abandonné par ses serviteurs. « Je ne veux pas, avouait-il à ses familiers, tomber entre les mains de La Fayette; il vient de me faire dire qu'il se rendrait ici demain pour s'emparer de moi. » Ainsi, sous la majesté du roi, la pusillanimité du vieillard apparaissait.

Après le dîner, Charles X, en simple frac, sans insignes, et tenant par la main le duc de Bordeaux, sortit de la cour d'honneur et s'avança vers les troupes qui campaient sur la pelouse en face du château : il venait leur présenter le nouveau roi Henri V. Depuis quatre heures de l'après-midi, l'acte d'abdication était imprimé, distribué, affiché dans la ville; et la scène de la veille se renouvela plus délirante encore, car l'étiquette était oubliée. A petits pas la famille royale fit le tour des canaux, accompagnée des cris de « Vive le roi! » et ce soir-là, Henri V, qui avait compris la valeur de sa nouvelle dignité, donna l'ordre à la place de son grand-père. « Vous devez être bien content, dit-il à son domestique le fidèle Colas qui le déshabillait, vous voilà valet de chambre d'un roi. »

La nuit était tranquille. Les Suisses au bivouac chantaient les chants de leurs montagnes; parfois une diligence, une estafette passaient. Mais vers neuf heures et demie, on prévint le roi que des commissaires envoyés par le duc d'Orléans demandaient à être reçus; ces messieurs offraient au roi de lui servir de sauvegarde au cas où il quitterait Rambouillet. « Une sauvegarde! s'écria Charles X. Pourquoi faire? Je n'en ai pas besoin. Je suis au milieu de mon armée, d'une armée fidèle; j'ai fait connaître mes intentions à mon lieutenant-général... Qui sont ces commissaires? — M. de Schonen. — Ah! oui, ce gros juge! — M. Odilon Barrot. — L'avocat, le fameux avocat. » Mais si fameux que fût Odilon Barrot, le roi refusa de le recevoir ainsi que ses collègues; et les commissaires repartirent pour Paris.

Pourtant Charles X est touché. Cette démarche l'impressionne.

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

Que faire? Abandonner Rambouillet? Résister? Trois nouveaux régiments de cavalerie sont arrivés dans la journée : il peut se défendre. Mais va-t-il encore faire tuer du monde, guerroyer? Et si le sort était contraire, si la main de Dieu se retirait de lui?

Le vieil homme ne sait à quoi se résoudre; mais, dans son désarroi, tout à coup une idée lui vient : il se rappelle les prophéties d'un visionnaire, d'un simple laboureur, nommé Martin, qui habite une ferme non loin de Rambouillet, à Gallardon. Jadis Martin a prédit que d'affreux malheurs accableraient la monarchie si l'on ne se conformait pas aux ordres d'un archange qui vient le visiter. On ne l'a pas écouté, et le duc de Berry a péri assassiné. La Providence veut-elle éprouver pour la seconde fois la maison de France? Martin le sait sans doute. Il faut le consulter.

M. de La Rochejaquelein part à franc étrier pour Gallardon, y arrive en pleine nuit, frappe à la porte de la ferme, réveille Martin et lui explique ce qu'on attend de lui. Alors, du haut des marches de sa maison, le prophète, à peine vêtu, vaticine : « Charles X ne remontera pas sur le trône; il y a derrière lui comme une main qui le repousse; il n'a d'autre parti à prendre que de sortir de France au plus vite.... Le duc d'Angoulême et lui mourront à l'étranger sans avoir revu la France. Henri V ne sera jamais roi. »

Lorsqu'il apprit cet oracle funeste, Charles X ne récrimina point : il s'apprêta à subir les décrets de Dieu.

Le 3 août, à six heures du matin, les commissaires éconduits de Rambouillet arrivent au Palais-Royal où Louis-Philippe les reçoit au saut du lit. « Monseigneur, lui disent-ils, l'attitude de Charles X paraît hostile. Il est urgent de frapper un coup décisif pour l'effrayer. — Comment voulez-vous que ce soit moi qui prenne des mesures de rigueur contre la famille royale? » Mais les commissaires insistent : une démonstration armée sur Rambouillet est nécessaire.

La générale bat dans les rues, la garde nationale se réunit. « C'est Charles X, crie-t-on, qui ne veut pas s'en aller de Rambouillet, qui va marcher sur Paris et faire couronner Henri V! » L'effet produit est immédiat : au commencement de l'après-midi, une horde indisciplinée, armée de fusils, de sabres, de hallebardes, voire de broches de cuisine, et traînant à sa suite les véhicules les plus hétéroclites : omnibus, cabriolets, haquets,

LE VOYAGE DE CHERBOURG

voitures de boueux et de blanchisseurs, carolines, coucous — se dirige vers Rambouillet. Partie de plaisir, « dérouté à rebours, » procession grotesque comme on en voit dans le Nord aux jours de fête; mais, plus sûrement encore, expédition dirigée par des politiciens, semblable à celle des journées d'octobre 1789 contre Versailles. Mais ceux qui conduisent la milice parisienne, forte de vingt mille hommes environ, ne se font pas d'illusions sur la force qu'elle représente. « A la première volée de mitraille, ils f... le camp comme des moineaux, » dit le colonel Jacqueminot.

Les commissaires Schonen, Barrot, auxquels s'est joint le maréchal Maison, précèdent la horde et parviennent à Rambouillet vers huit heures et demie du soir. Une estafette a déjà annoncé leur arrivée. Reçus par Marmont dans la cour d'honneur — où les gardes du corps sont alignés à la tête de leurs chevaux, la bride au bras, le pistolet au poing, — ils traversent le grand salon encombré de fonctionnaires et d'officiers de tout ordre qui s'écartent sur leur passage et font comme une haie autour d'eux. Important, Barrot dit à ceux qui l'interrogent : « Espérez ! »

Charles X, dans sa chambre à coucher, se promène de long en large. Quand les commissaires entrent, il les regarde à peine et continuant sa promenade : « Qu'est-ce qu'ils veulent ? Qu'ils me laissent tranquille ! Tout est réglé maintenant. » Maison prend la parole : « Les Parisiens soulevés marchent sur Rambouillet ; dans une heure ils envahiront le château. — Ils veulent me tuer ! s'écrie le roi. Je saurai bien mourir. » Alors, avec de grands gestes d'avocat, Barrot intervient, supplie le roi, au nom de sa famille, de ne point faire verser le sang inutilement, ce qui serait perdre les chances du duc de Bordeaux. Le danger est imminent, une foule exaspérée s'avance... « Enfin, que faut-il faire ? » dit Charles X ébranlé. Barrot lui prend les mains : « Sire, il faut partir et partir sur-le-champ ! — Nous sommes suivis par soixante mille hommes, » renchérit le maréchal. Le roi très agité, très sec, marche à grands pas, se fait répéter chaque phrase qu'on lui adresse, car tout le monde parle à la fois et il entend mal. Tout à coup il s'arrête et déclare qu'il veut avoir un entretien particulier avec Maison. Celui-ci n'y consent qu'à regret.

Lorsque les commissaires se sont éloignés : « Vous êtes militaire, dit le roi à Maison, incapable par conséquent de me tromper. Combien sont-ils ? — Sire, je ne les ai pas comptés, ils sont bien soixante à quatre-vingt mille. — Vous croyez que tout ce monde

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

veut nous attaquer avant le jour? — Sire, vous le seriez si vous restiez ici. » Charles X essaie de faire dévier la conversation sur les événements, mais le maréchal se dérobe : sa position exige beaucoup de prudence, il ne peut s'expliquer seul. Alors, devant cet homme qu'il a comblé d'honneurs, Charles X a un mouvement de recul : « Quoi, vous ! » puis : « Vous pouvez vous retirer. Je vais partir. »

Barrot, en rentrant dans le grand salon de la reine, a dit aux généraux et officiers de la couronne : « Messieurs, sauvez le roi, sauvez le roi ! Tout Paris est à Coignières ; dans deux heures, soixante à quatre-vingt mille Parisiens seront ici ! » Ces paroles déclanchent la panique ; les courtisans, oubliant sur les meubles leurs chapeaux à plumes blanches, s'esquivent ; et les ordres de départ donnés par les derniers fidèles sont exécutés avec une célérité qui tient du prodige.

Le roi, pendant ce temps, recevait Marmont qui lui disait que le nombre des Parisiens était sans doute fort exagéré, mais qu'il ne fallait pas rester à Rambouillet « un entonnoir au milieu des bois » : avec un encombrement de cent cinquante voitures ou carrosses, on risquait une échauffourée et l'on ne pouvait faire fond sur le moral de la troupe ; la sagesse commandait de se retirer sur l'Eure, puis sur la Loire pour y faire un essai du gouvernement d'Henri V. « Eh bien, dit le roi, allons à Maintenon. Nous verrons là ce que nous aurons à faire. »

Il est dix heures passées. Dans la cour d'honneur à peine éclairée par les grands réchauds où l'on fait fondre l'argenterie royale, les voitures viennent se ranger. Successivement paraissent le duc de Bordeaux, sa mère, le dauphin et leur suite — enfin Charles X, appuyé sur le bras du sous-préfet Frayssinous. Au moment où il met le pied dans son carrosse, Marmont s'approche : « Sire, je vais rester encore deux heures. Vous n'avez pas d'ordre à me donner. — Non, monsieur le maréchal, non ! » reprend le roi qui monte avec effort et salue d'un signe de tête. Les comparses montent à leur tour. Entre une double haie de troupes, le cortège sort par la grille de Guéville et s'engage sur la grande route de Maintenon que bordent les murs du domaine royal. Quinze ans auparavant, Napoléon partant pour l'exil avait suivi le même chemin.

Rambouillet est vide, le parc désert ; devant le château, de

LE VOYAGE DE CHERBOURG

gardes nationaux veillent et le drapeau tricolore flotte sur la vieille tour. A minuit les commissaires vont rejoindre le roi ; ils sont satisfaits, car en traversant le camp, « ils l'ont trouvé beaucoup plus fort qu'ils ne se l'étaient imaginé » : près de treize mille hommes, cinq mille huit cents chevaux et trois cent quatre-vingts bouches à feu. Charles X avait de quoi résister, mais l'épouvantail populaire a fait son effet. Vers deux heures du matin, l'avant-garde des Parisiens se présente : un millier de jeunes gens qui tirent des coups de fusil dans le parc, tuent un des leurs et finissent par emmener comme trophée les sept carrosses de la cour. Ils s'y entassent par groupe de trente ou quarante, et, soucieux de bien vivre jusqu'à Paris, placent sans façon des quartiers de viande sur les coussins de taffetas blanc des voitures du sacre. Telle fut la victoire de Rambouillet.

... Sur la route de Maintenon, l'artillerie, la cavalerie, l'infanterie défilent en désordre dans la nuit, comme après une défaite. Les villages sont obstrués par les déserteurs que les chefs tâchent de retenir par de bonnes paroles, mais bientôt ils y renoncent. Chacun va à sa guise, « la famille royale ressemble à des personnes tombées du cinquième étage et qui tout étourdies ne peuvent se retrouver dans leur position. » Seule la duchesse de Berry parle encore de résistance et regrette de ne s'être point montrée aux Parisiens en compagnie de son fils : qui sait ? cette audace aurait peut-être changé la face des choses. Parmi les officiers on commente avec indignation ce départ précipité, et le duc de Luxembourg dit à Barrot : « Je ne suis pas un grand militaire, mais parbleu ! je vous aurais fait tâter. On ne s'en va pas devant une pareille cohue sans savoir ce que c'est. »

Depuis Rambouillet, le cortège est passé devant bien des châteaux, tous soigneusement, prudemment fermés ; mais à Maintenon où l'on arrive à deux heures du matin, le duc de Noailles reçoit royalement son seigneur. Sur le ciel très clair se détachent les tours « coiffées de bonnets de prêtre » et illuminées comme un soir de fête ; au delà de la voûte d'entrée, le parc magnifique dessiné par Lenôtre et si ingénieusement embelli par les eaux de l'Eure est éclairé lui aussi ; plus loin, les arches immenses de l'aqueduc que fit construire Louis XIV et qui donnent à ce paysage un aspect de campagne romaine ferment l'horizon.

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

Accablé, la tête tombant sur la poitrine, les traits décomposés par la douleur, Charles X descend de voiture; cette marche de quatre heures à petits pas et dans la nuit a appesanti ses esprits. Avec peine, encadré par ses gardes du corps, il gravit le grand escalier que monta jadis Louis XIV et arrive dans l'appartement qui fut celui de Mme de Maintenon : chambre à coucher royale, balustrade, baldaquin... mais il paraît insensible à tout cela et dit au duc de Noailles : « Que va-t-il arriver? Le duc d'Orléans n'est pas sûr d'avoir sa tête quinze jours sur les épaules. Tout Paris est là sur la route, marchant contre moi.... »

Chacun va se reposer, cependant que, sur le balcon qui fait communiquer extérieurement la grande tour du château avec la chambre du roi, un garde du corps veille; et, au dire d'un témoin, cette silhouette guerrière découpée sur le fond gris de la muraille est d'un aspect assez romantique. Les commissaires veillent, eux aussi; Marmont les a prévenus que le roi renonçait à se rendre à Blois; et assis autour d'une table ronde, penchés sur une carte, ils tracent l'itinéraire de l'exil : Dreux, Argentan, Vire, Saint-Lô, Valognes, Cherbourg.

A sept heures et demie du matin, le duc de Bordeaux paraît, suivi de sa sœur et va jeter du pain aux poissons dans les canaux du parc; puis c'est Charles X qui se dirige vers la chapelle du château pour y entendre la messe. Après dix heures, l'ordre de départ est donné. Sur la route, les troupes sont rangées en bataille : le roi passe devant elles, les remercie de leur fidélité; mais il reste froid, cache son chagrin, désireux avant tout de préserver la majesté royale. La duchesse de Berry rit et sanglote, parle tour à tour de Vendée et de trahison. La dauphine tâche de sauver la face en affirmant que « cette fois du moins elle part avec honneur; » mais sa douleur est plus forte; aux soldats elle dit : « Ce n'est pas ma faute, mes amis! » avec les officiers elle s'attendrit : « Croyez bien, Messieurs, oh! croyez bien que je n'ai été pour rien dans ce qui s'est fait, » et désespérément elle les tient serrés, « pleurant sur eux pendant qu'ils lui baisent la main. » Des larmes encore, des imprécations, un immense Vive le roi! puis l'armée s'apprête à prendre la route de Chartres, tandis que l'escorte de Charles X, réduite à mille huit cent soixante-dix gardes du corps ou gendarmes d'élite et à une section d'artillerie avec deux pièces de canon, s'engage sur le chemin de Dreux. A ce moment un grenadier fend la foule et vient se placer devant

LE VOYAGE DE CHERBOURG

le roi : « Que voulez-vous? — Sire, répond le soldat en saluant, je voulais vous voir encore une fois. » Le roi ému se jette dans sa voiture; les troupes s'ébranlent. Le sacrifice est accompli.

Parmi les courtisans on maudissait les responsables de la catastrophe, « l'imbécile baron de Damas, le niais prince de Polignac » qui s'était chargé de tout sans rien savoir, sans rien prévoir, le duc de Duras qui avait cru de sa dignité de refuser à tout le monde l'entrée de la chambre du roi, le maréchal Marmont qui causait la perte de son maître comme il avait causé celle de Bonaparte. On accusait, et avec raison, l'Angleterre qui, ne nous pardonnant ni la guerre d'Espagne ni l'expédition d'Alger, accueillait avec sympathie la révolution dans l'espoir que celle-ci suspendrait la marche des affaires en France et profiterait au commerce britannique : n'avait-on pas vu l'ambassadeur lord Stuart parcourir sous un déguisement les lieux fréquentés par le bas-peuple et soudoyer les factieux? On accusait enfin le corps diplomatique qui, à l'exception du nonce du pape, ne s'était point montré à Saint-Cloud.

Charles X, lui, paraissait résigné; il avait espéré, en abdiquant et en proclamant son petit-fils, « parer le coup porté à sa race, » mais l'événement lui donnait tort : il n'avait plus qu'à suivre son destin, à obéir à l'oracle; mais il entendait que son départ fût honorable, noble et lent, digne d'un roi enfin et comme entouré d'un reflet de grandeur. Cette préoccupation ne l'abandonnera point de Maintenon à Cherbourg.

Le cortège suivait la grande route qui semble comme le prolongement champêtre des splendeurs de Versailles et approchait de Dreux, lorsque le comte de Geslin, maréchal des logis du palais, qui était parti en avant, revint désespéré : les habitants refusaient de recevoir Charles X. « Faut-il, disait le comte, que j'aie entendu traiter de cette manière mon maître et mon roi! » et pleurant à chaudes larmes, tenant sa tête dans ses mains, il répétait : « Mon roi! mon roi! » Que Dreux fût orléaniste, cela n'avait rien de surprenant, car depuis 1816 les maçons travaillaient à édifier la nécropole princière qui se dresse aujourd'hui, dans une gloire un peu maniérée, sur le plateau qui domine la ville : c'était le fief de la branche cadette des Bourbons.

Barrot et le maréchal Maison haranguèrent le peuple qui accepta enfin de laisser passer Charles X, à condition que la

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

ville restât pavoisée aux couleurs nationales. « Cela m'est égal, dit le roi à Barrot, pourvu que j'entre. » Il n'y eut point de scandale; mais les voyageurs étaient énervés, inquiets; certains d'entre eux, indisposés — dans ces gîtes de rencontre on ne pouvait ignorer les malaises de son prochain — croyaient être empoisonnés, car le bruit courait qu'on avait découvert un paquet d'arsenic dans la cuisine de la maison où ils logeaient.

Le 5 août au matin, leurs craintes s'accrurent quand ils furent réveillés par des cris et des protestations dans la rue; heureusement ce n'était que des moissonneurs qui, saisis de l'esprit de révolte, réclamaient une augmentation de salaire. Au départ de Dreux, une partie des troupes de la garde, commandée par le général Saint-Chamans, quitta le cortège; le roi se contenta de dire au général en lui serrant la main : « Les dragons sont bien beaux! » mais il ne protesta point contre cette diminution d'honneurs, et, rencontrant l'ancien ministre de la Guerre Clermont-Tonnerre, il lui expliqua que la révolution était un grand malheur qui ne pouvait pas ne pas arriver. « J'ai abdiqué, conclut-il, le dauphin a abdiqué : c'est comme si nous étions morts. »

On se remit en route. A l'avant-garde, deux compagnies et deux canons, puis les carrosses de la cour : dans le premier, le duc de Bordeaux et son gouverneur M. de Damas, son sous-gouverneur et son premier valet de chambre; dans le second, la dauphine, la duchesse de Berry, sa fille et Mme de Gontaut; dans le troisième, encadré par le dauphin et Marmont à cheval, le roi et son capitaine des gardes; enfin le reste des troupes, les fourgons et bagages escortés par les gendarmes des chasses. La chaleur était lourde et l'on marchait dans un nuage de poussière; parfois le roi quittait sa voiture, faisait une partie du chemin à cheval, ou, pour se distraire et par vieille habitude, tirait sur les moineaux. Le dauphin semblait éberlué, parlant tout haut et secoué de gestes convulsifs. La dauphine, lorsqu'elle ne se sentait pas observée, « pleurait à fendre le cœur, » et si l'on passait devant une ferme, elle s'arrêtait pour demander un verre d'eau. Mais, sous sa tristesse la nervosité perçait : ce voyage surveillé par les hommes du nouveau gouvernement lui rappelait le retour sinistre de Varenne en 1791; et la vue du commissaire Schonen la mettait dans un état d'exaspération qu'elle ne parvenait pas à dissimuler. A Verneuil où l'on coucha, elle le croisa dans l'escalier : « Toujours! s'écria-t-elle. J'étouffe. » Depuis

LE VOYAGE DE CHERBOURG

Rambouillet elle n'avait eu qu'un instant de satisfaction, celui où on lui avait annoncé que ses voitures arrêtées à Tonnerre venaient d'arriver : « J'en suis bien contente. Au moins, à présent, j'aurai des chemises. »

Le 6 août on arriva à Laigle, petite ville manufacturière, bordée de forêts et dominée par le charmant clocher gothique de son église. Contre l'attente des commissaires qui savaient la population fort peu légitimiste, la réception ne fut pas hostile. Charles X logea au château — un château assez modeste, rebâti au ^{xvii}^e siècle — et cette étape lui fut agréable. Il voulait que, jusqu'au bout, l'étiquette fût strictement respectée et que « sa maison civile et militaire » l'entourât. Même dans la plus simple auberge, un huissier de service, revêtu de la livrée réglementaire, se tenait en permanence devant sa porte, et l'on ne pouvait être reçu par Sa Majesté qu'après avoir obtenu l'autorisation du capitaine des gardes. Mais à Laigle une difficulté se présenta qu'on n'avait point encore eu à résoudre : il n'existait dans la salle à manger du château qu'une table ronde ; or, autour d'une table ronde, tous les convives sont au même rang, et une table carrée permet seule de conserver au roi sa prééminence. Pour sortir d'embarras, on fit scier la table ronde afin d'en faire une carrée — et l'étiquette fut sauvée.

Malgré tout la simplicité s'imposait, car la cour n'était pas riche. Un jour, la duchesse de Berry laissa tomber devant Mme de Damas un sac d'argent, et comme elle la voyait surprise : « Combien croyez-vous que les bourses réunies de la famille royale peuvent former en masse ? — Plusieurs centaines de mille francs. — Nous possédons tous ensemble 40 000 francs. » Avec une suite nombreuse, c'était peu de chose ; il fallait vivre chichement, et les enfants royaux comprenaient mal la médiocrité de cette existence vagabonde. « Mademoiselle, disait Mme de Gontaut à la sœur du duc de Bordeaux, aura soin de plier elle-même sa serviette, parce que nous n'en avons pas d'autre pour demain. » Cela ne se passait pas ainsi jadis, aux Tuileries !

Après avoir traversé de beaux herbages, le cortège parvint au Merlerault, petit bourg aimable et « centre d'élevage des meilleurs chevaux de Normandie. » Le roi y fut reçu par un ancien garde du corps M. de La Roche, qui mit à sa disposition une chambre au rez-de-chaussée de sa maison ; mais, en dépit de cette hospitalité modeste, le roi se sentait environné de respect ; il s'habitua

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

peu à peu à sa nouvelle vie : chaque soir, les commissaires venaient prendre ses ordres pour les haltes, le coucher du lendemain ; ils lui apportaient, outre sa correspondance qui semblait n'avoir point été ouverte, les journaux arrivés par estafette. On ne le tourmentait pas, il allait paisiblement, à petites journées : dans sa détresse, c'était une consolation.

Or, le 7 août dans la nuit, le roi étant couché, on vint le prévenir qu'un attaché de l'ambassade d'Angleterre, le colonel Caradoc, sollicitait une audience : il s'agissait d'une mission importante. Le colonel fut introduit, et tirant un billet du collet de son habit où on l'avait cousu, il le présenta au roi. Le billet, de la main du duc d'Orléans, était ainsi conçu : « Croyez, Sire, ce que le colonel Caradoc vous dira de ma part. » Louis-Philippe proposait à Charles X de confier au messager le duc de Bordeaux : celui-ci serait ramené à Paris où l'on proclamerait ses droits à la couronne. Le roi se montra affable, hésitant, et finit par déclarer qu'il ne pouvait répondre sans prendre l'avis de la mère du jeune prince ; mais la duchesse de Berry n'eut pas plus tôt appris l'offre de Louis-Philippe qu'elle éclata en propos violents, criant que jamais elle ne confierait son fils aux Orléans.... La mission de Caradoc était terminée ; il se retirait, ému par la vieillesse et le dénûment du roi, quand celui-ci le retint, se mit à parler des ordonnances rendues nécessaires par une conspiration ourdie contre lui : « Si j'étais debout et que j'eusse le loisir de chercher dans mes papiers, je vous montrerais des preuves irrécusables de ce que j'avance. »

Cet incident, qui demeura longtemps secret, altéra l'humeur de Charles X ; il avait maintenant de subits accès de colère : « Je vous déteste, dit-il brusquement un jour à Damas, je déteste les pairs de France. — Pourquoi, Sire, me détestez-vous ? » Mais Charles X continuait sur le même ton, comme un homme égaré.

Les tracasseries d'ailleurs commençaient. On était inquiet à Paris de la lenteur de ce voyage, de cette promenade aisée et comme oisive à travers la Normandie : cela ne cachait-il pas quelque dessein mystérieux ? Charles X espérait peut-être un soulèvement dans le Midi ou dans l'Ouest ; il gagnait du temps en attendant les nouvelles de ses émissaires. Et cet interminable exode présentait un autre danger, celui d'indisposer les populations dévouées au nouveau régime, de les exaspérer par cette manifestation de « cocardes blanches. » Les commissaires reçurent

LE VOYAGE DE CHERBOURG

l'ordre de toujours porter la cocarde tricolore pour apaiser le peuple, et, si le roi refusait de presser son voyage, de suspendre les paiements. Procédé peu élégant mais efficace : la cour errante ne pouvait plus faire face à ses dépenses, et Barrot fut chargé des négociations avec elle.

Barrot était jeune, avec une sorte de gravité qui recouvrait l'habileté; et comme il n'avait point prêté serment aux Bourbons en qualité de fonctionnaire, Charles X l'écoutait volontiers. Pourtant, lorsque Barrot exposa que cette escorte nombreuse et ces canons offusquaient la population, qu'il était de l'intérêt même du monarque de se contenter d'une garde d'honneur, le roi se récria : on montrait peu d'égards pour ses cheveux blancs, il voulait voyager en roi et était par ailleurs bien aise de passer quelques jours de plus en France. Mais Barrot insista; il fallut céder et réduire l'escorte aux quatre compagnies de gardes du corps.

Le 10 août, à Argentan, dans cette petite ville si familière et calme dont les maisons se pressent et moutonnent autour du dôme de l'église, on vit s'éloigner du cortège royal les deux canons auxquels le roi semblait tenir comme au dernier symbole de sa puissance.

Le même jour, un courrier apportait la nouvelle de la proclamation du duc d'Orléans par les Chambres sous le nom de Louis-Philippe I^{er}; « deux cent dix-neuf députés, qui en temps ordinaire n'auraient formé qu'une majorité de deux voix, modifiaient la constitution, prononçaient la déchéance d'une dynastie et érigeaient une dynastie nouvelle. » Charles X était trop grand seigneur pour marquer du dépit : « Vous aurez beau faire, dit-il simplement à Barrot, la légitimité est la seule garantie d'ordre et de tranquillité; vous verrez que vous serez obligés d'y revenir. » La duchesse de Berry, elle, ne parvenait pas à se contraindre; et, au dire d'un témoin, « ses traits étaient contractés par le déplaisir. »

Pour éviter la rencontre des étrangers et des marchands attirés par la foire de Guibray, on brûla l'étape de Falaise; et le 10 août, à quatre heures du soir, on arriva à Condé-sur-Noireau. Le roi prit gîte avec les siens dans une belle maison dont le propriétaire était protestant; celui-ci s'excusait presque de cette qualité, craignant que la famille royale ne fût mal à son aise chez lui : « Protestant! mais Henri IV le fut, » répondit Charles X aimablement.

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

Au dehors régnait moins de courtoisie. La population de Condé passait pour « mauvaise » et à juste titre : Marmont, reconnu par un ancien soldat, fut hué; la foule s'amassa devant la maison où il habitait et l'on vit le moment où il allait être traité comme le maréchal Brune à Avignon; il dut enlever ses décorations et s'esquiver secrètement. Par surcroît de précaution, ordre fut donné aux valets d'ôter leur livrée galonnée et de se vêtir d'habits bourgeois.

Le 11 août au matin, le cortège partit pour Vire. L'état d'esprit dans le pays qu'on traversait était tout autre qu'à Condé : les habitants sur le bord de la route saluaient respectueusement le roi et sa famille; un innocent s'avança même près du duc de Bordeaux et lui remit « une baguette de coudre enrubannée » que le jeune prince porta désormais avec autant de gravité que si c'eût été le sceptre royal. Charles X se méprenait sur les sentiments de ces villageois : là où il n'y avait qu'une sorte de pitié, il voyait de la tristesse et répondait à M. de Schonen qui lui demandait comment il se trouvait : « Pas mal physiquement, mais ce qui m'afflige c'est la douleur de toutes ces populations. » A son sens, si celles-ci ne laissaient pas plus éclater leur sympathie, c'était par crainte de la police!

Auprès du Coisel, dans le Val de Vire, le vieux poète Chênedollé, l'ami de Chateaubriand, vint apporter son hommage au roi; il l'attendait sur le chemin, entouré de sa famille, les bras chargés de gerbes de lis comme s'il eût voulu, dans cette heure dernière de la monarchie, illustrer le vers de Virgile : *Manibus date lilia plenis*. Quand Charles X parut, il se jeta à ses genoux en s'écriant : « Ah! Sire, en Vendée! et nous vous suivrons! — M. de Chênedollé, il est trop tard, » dit le roi en le relevant.

A Paris en effet certains craignaient que la famille royale ne voulût se jeter en Vendée; et la police, à l'insu du gouvernement et des commissaires, envoya secrètement l'ordre de soulever la population de Normandie. Le général Hulot se chargea de cette besogne; il fit réunir les gardes nationaux de Saint-Lô, de Carentan, de Bayeux, de Cherbourg et leur persuada qu'il fallait empêcher les gardes du corps et les Suisses d'accompagner le roi et de fomenter la guerre civile dans l'Ouest. En fait, les Suisses ne faisaient plus partie de l'escorte; mais leur nom suffisait à exciter la colère du peuple : c'était l'expédition de Rambouillet qui recommençait.

LE VOYAGE DE CHERBOURG

Charles X ne s'en doutait pas ; il faisait alors son entrée dans Vire. Cinquante-trois ans auparavant, en 1777, se rendant à Brest, il était passé là au milieu des vivats et des acclamations des habitants et de l'armée. Maintenant l'aspect de la petite ville était bien différent : les boutiques fermées, la population entière dans la rue, la garde nationale formant la haie, mais pas un cri : une curiosité mêlée de commisération pour ce monarque déchu mais encore accompagné de soldats, de courtisans fidèles, d'un reste et comme d'un témoignage de grandeur passée. Le défilé lent, majestueux, dura près de deux heures ; et à mi-chemin de la grande rue qui monte au beffroi, la voiture royale s'arrêta devant la belle grille en fer forgé du château du Cotin appartenant à M. de Peyronny.

La maison de pierre d'un gris verdâtre, à deux étages surmontés d'un fronton classique, encadrée de beaux arbres et précédée d'un double escalier, a gardé une sorte d'aristocratie provinciale, une majesté de second ordre. Même impression à l'intérieur : le vestibule décoré à l'italienne, le salon avec ses glaces, ses trumeaux, ses lambris blancs sur lesquels se détachent de fines sculptures dorées : instruments de musique, houlette de bergère, cage d'oiseleur, cornemuses et pipeaux ; l'oratoire tout proche, puis la curieuse chambre dite « des Chinois » enluminée de peintures d'une irréalité délicieuse : Chinois jonglant, jouant de la mandoline, buvant du thé en compagnie de jeunes personnes auxquelles il ne manque que des paniers pour figurer à la cour de France ; toutes ces élégances, ces attributs gracieux ou baroques avaient un air de Versailles.... Ainsi Charles X allait s'éloignant du trône, se rapetissant dans un cadre qui, tout de même, n'était pas indigne de lui.

Dans le jardin, le duc de Bordeaux courait après les papillons ; et les dames de la ville, le trouvant pâle et de faible complexion, pleuraient en le regardant. Chênedollé, frappé du dénûment de la famille royale, apportait des vêtements, des provisions, et le vieux roi se sentait entouré, non seulement de respect, mais de sympathie. Il se plaisait dans cette chambre d'où il apercevait, entre les arbres, l'horizon bleu du Val de Vire et parlait de rester, de se reposer dans cet aimable endroit.

Mais la police veillait. Huit cents hommes cantonnés dans les environs étaient prêts à empêcher Charles X de s'attarder ou de se détourner de son chemin ; s'il se dirigeait du côté de la

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

rue du Pont, c'est-à-dire du côté de la Vendée, ordre était donné de couper le pont de Sainte-Anne. Le roi eut-il vraiment cette pensée? C'est peu probable. Le projet d'enlever le duc de Bordeaux jusqu'à Saumur semblait abandonné, et aucun appel ne venait de la Vendée; en admettant qu'il fût possible de forcer le passage, on courait à d'incertaines aventures. Il fallut prendre la route du Nord, laisser derrière soi et ce château hospitalier et les dames royalistes qui s'attendrissaient devant le pâle Henri V.

Il faisait très chaud, et une fois dans la campagne, on fit halte; l'escorte et les chevaux se reposèrent à l'ombre des arbres, et la famille royale déjeuna sur l'herbe. Cette station champêtre fut agréable au roi qui se laissa aller à parler d'une question qui le préoccupait fort : la question d'argent. Il avait deux millions d'économies chez des banquiers à Paris et entendait rembourser Louis-Philippe qui venait de se décider à lui faire quelque avance. La duchesse de Berry, de son côté, s'inquiétait de savoir si elle toucherait ce qui lui était dû sur la liste civile avant l'abdication; mais sa rancune à l'égard de « l'oncle Philippe » ne désarmait pas; et lorsqu'on lui apprit que, grâce à la reine Marie-Amélie, elle allait recevoir une partie de sa garde-robe, elle ricana : « Oui, ils ont grand soin de nos rippes, et ils nous volent notre couronne! »

Ces soucis d'argent paraissaient aux commissaires un heureux symptôme de résignation, et Barrot écrivait à Louis-Philippe en lui conseillant d'avoir la main large, ce qui était de bonne politique. Au surplus le voyage touchait à sa fin.

À Saint-Lô où l'on arriva le 12 août au soir, Charles X fut reçu à la préfecture par M. d'Estourmel qui venait de donner sa démission et avait revêtu l'habit de gentilhomme ordinaire de la Chambre. Là encore, les exilés furent entourés d'égards. La préfecture était vaste, se prêtait à un certain cérémonial; et le comte Hoquart, resté seul maître d'hôtel, put régler les détails du service de la table avec le même soin que si l'on se fût trouvé aux Tuileries.

Mais, après Saint-Lô, l'hostilité se manifesta de nouveau, et les orléanistes fervents parlèrent d'arrêter les princes qui serviraient d'otages en cas d'agression étrangère. Charles X méprisa ces procédés d'intimidation : « Je ne puis croire que mes enfants et moi soyions en péril au milieu des Français. » Quand les habitants de Carentan refusèrent de le recevoir si ses gardes du corps ne

LE VOYAGE DE CHERBOURG

prenaient point la cocarde tricolore, il se montra intraitable : « Non certainement ! C'est impossible ! » Jamais il n'imposerait à de fidèles serviteurs les insignes de la révolte et de la trahison. Et les commissaires durent encore haranguer, discuter, apaiser....

La traversée de la ville fut pénible. Partout des drapeaux tricolores, au haut de la flèche de l'église, aux fenêtres des maisons ; la garde nationale jetait des regards furieux sur les voitures ; Charles X cachait son inquiétude sous une apparence d'impassibilité, mais ses petits-enfants, habitués à distribuer des saluts et des sourires, mettaient la tête à la portière et envoyaient des baisers à la foule ; cela était si naïvement fait qu'à la fin les gardes nationaux s'humanisèrent : « Ils sont cependant bien gentils, ces pauvres innocents ! » Les femmes pleuraient. On passa.

Sur le chemin de Valognes, point d'incident. Le cortège avance toujours avec la même majestueuse lenteur. Parfois la duchesse d'Angoulême, fatiguée de la voiture, marche seule, absorbée dans sa douleur ; elle revoit les drames qu'elle a traversés : la Révolution, le Temple, l'exil, la fuite aux Cent-Jours, l'exil encore.... A sa vue, le silence se fait, et malheur à qui la distraira de ses pensées ! Quand maladroitement Schonen essaie de lui adresser la parole, elle répond d'une voix mauvaise : « Suis-je donc condamnée à avoir toujours devant moi la figure de cet homme ? » Seule la duchesse de Berry parvient à la dérider en plaisantant avec elle sur la pauvreté de leur mise.

Dans ce beau pays vallonné du Cotentin, les villageois se montrent d'ailleurs bienveillants : « Vive le duc de Bordeaux ! crient des femmes. Revenez bientôt, mon bel enfant ! » Et à Valognes, où l'on arrive le 13 août vers six heures du soir, l'accueil est presque cordial.

Valognes : Versailles de la Normandie. On n'y bâtit plus de maisons neuves, on s'abrite sous de vieux toits et les rues sont toutes à l'ancienne mode. Là habitent « plus de cent familles de noblesse distinguée dont le dévouement au roi est légendaire » et dont l'esprit, les habitudes d'aristocratie ne se retrouvent pas ailleurs. Lorsque Lesage dans *Turcaret* dit : « Savez-vous qu'il faut trois mois de Valognes pour achever un homme de cour ? » ce n'est point plaisanterie pure, et un monarque pouvait trouver en cet endroit une atmosphère fort respirable.

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

Durant deux jours, Charles X et les siens vécurent à l'hôtel du Mesnildot de la Grille, rue des Religieuses, tout près de la vieille église Saint-Malo. Une cour plantée de tilleuls, un bâtiment principal à un étage avec combles, précédé d'un petit perron de trois marches avec une rampe de fer et flanqué de deux avant-corps; derrière, des communs, et au delà un double escalier conduisant à des jardins. L'ensemble est modeste, comparé aux magnificences de Valognes, à l'hôtel de Beaumont vraiment royal avec sa façade circulaire et ses jardins en terrasse, à l'hôtel Grandval qui semble transporté pierre à pierre de Toscane en Normandie, à l'hôtel du Trésor, à tant d'autres qui s'alignent maintenant encore le long des rues solitaires.... Mais les du Mesnildot avaient fait leurs preuves, et l'on gardait le souvenir d'une dame de cette famille arrêtée en 1793 comme « à la fois impérieuse et aristocrate. » Charles X, en recevant cette hospitalité, était sûr de ne point déchoir.

Les commissaires avaient décidé que le roi partirait le 16 août de Valognes et que, sans s'arrêter à Cherbourg par crainte de troubles, il s'embarquerait immédiatement. Valognes était donc la dernière étape sur la terre de France. Déjà Charles X avait écrit au roi d'Angleterre une lettre fort simple dans laquelle il demandait un asile temporaire pour lui, sa famille « et ses pauvres petits-enfants. » Il passa ces deux jours dans une sorte de tranquillité, d'intimité familiale, allant voir le duc de Bordeaux qui occupait un petit entresol au-dessus des remises et qui lui criait en l'apercevant : « Ah! bon papa, allez-vous-en! Il y a des puces ici, mais il y en a! » et le grand-père répondait : « Que veux-tu, mon enfant! Tu en sentiras bien d'autres! » Parfois on sonnait à la grille : c'étaient de vieux officiers en uniformes défraîchis mais décorés de la croix de Saint-Louis, qui demandaient à faire leur cour au roi; puis le soir, comme aux Tuileries, on disait la prière en famille, et les courtisans à genoux entouraient Henri V....

Un grand calme, un crépuscule paisible. Sur la promenade de Valognes, ombragée d'arbres, la garde bivouaquait sans être inquiétée, et derrière les rideaux « brodés en œillets, » les jeunes filles coiffées de leur bonnet semblable à des ailes de libellule regardaient avec sympathie passer les derniers serviteurs du roi déchu. Il n'y avait dans toute la ville qu'un drapeau tricolore : à la mairie.

Le 15 août — jour jadis solennel où le roi, en souvenir du vœu

LE VOYAGE DE CHERBOURG

de Louis XIII, se rendait en pompe à Notre-Dame — a lieu la remise des étendards. Les états-majors des gardes du corps suivent l'étroit couloir qui conduit au grand escalier dont le plafond bleu et or s'encadre d'une frise sculptée; les talons des bottes, les éperons frappent régulièrement les dalles comme naguère aux réceptions des Tuileries, puis la colonne se déploie dans le grand salon tendu d'étoffe jaune. Le roi au milieu, vêtu d'un simple habit bleu sans aucune décoration, tient par la main le duc de Bordeaux; derrière lui sa famille, sa suite.

Un silence immense, pesant sur les poitrines; puis des sanglots, et brusquement les rangs se rompent, les gardes se précipitent vers les princes, les princesses et leur baisent les mains avec une sorte de frénésie. C'est un moment de confusion, de délire douloureux; certains s'évanouissent; mais la voix du roi s'élève : « Allons, mes amis, calmez-vous! Faudra-t-il que ce soit moi qui vous console? » Aussitôt les rangs se reforment, et cérémonieusement cette fois, chaque porte-étendard s'avance à son tour vers Charles X et lui remet le drapeau de sa compagnie. Le roi en touche la soie blanche, puis : « Messieurs, je prends ces étendards. Vous avez su les conserver sans tache; j'espère qu'un jour mon petit-fils aura le bonheur de vous les rendre. »

Il est deux heures de l'après-midi. Les gardes sortent en désordre, et le grand escalier de l'hôtel retentit « d'un tonnerre de paroles incohérentes; » les uns protestent et menacent, d'autres pleurent comme des enfants, se jettent par terre de rage; d'autres enfin semblent fous de désespoir. Ce même soir un garde se tua. Dans le salon, les fidèles sont pressés autour de leurs maîtres, les assurant de leur dévouement, et Charles X a pour chacun une parole aimable. Il discute même presque gaîment avec Barrot et tâche de lui persuader qu'il n'a fait que prendre l'initiative sur une conspiration machinée contre lui : « Je pourrais vous nommer le banquier qui a soldé tout le mouvement populaire! » L'autre se perd dans de grandes considérations sur les sociétés secrètes qui n'ont jamais réussi qu'à profiter à la monarchie; et le roi avec un demi-sourire, hoche la tête. Mais Barrot a seul le privilège de pouvoir parler ainsi; quand le maréchal Maison essaie d'expliquer sa conduite et affirme qu'il n'a accepté que par reconnaissance pour Sa Majesté la mission dont il s'est chargé, Charles X l'arrête d'un geste et sèchement : « Brisons là-dessus, maréchal. »

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

Le dauphin va de groupe en groupe, ne sachant que dire, que faire, hagard. La dauphine a repris son calme et froidement répond à ceux qui l'encouragent : « Quoi qu'il arrive, jamais plus je ne reverrai la France : » Quant à la duchesse de Berry, toute maternelle, elle roule dans ses mains la tête de son fils et l'embrasse passionnément en lui disant avec son accent italien : « Je suis contente, tu te portes mieux qu'hier ; mais demain, mon pauvre enfant, tiens-toi bien car la mer va te secouer. »

Le lendemain, avant dix heures du matin, quatre voitures viennent se ranger dans la cour de l'hôtel du Mesnildot. Voitures peu royales : les armes des panneaux sont grattées ou grossièrement barbouillées de blanc ; les chevaux n'ont plus ces rubans couleur de feu et d'azur qui décoraient naguère leur crinière et leur harnachement ; et les cochers revêtus d'habits bourgeois assez mal en ordre portent des chapeaux ronds fort délabrés.

Les battants de la porte d'entrée s'ouvrent et le roi paraît sur le perron. La foule qui encombre la cour et reflue jusque dans la rue reste silencieuse ; par instinct personne ne crie Vive le roi ! Charles X regarde autour de lui, semble se recueillir comme s'il voulait adresser quelques mots de remerciement, d'adieu ; tous les visages haletants sont tendus vers lui ; les minutes passent.... Le roi se tait, et descendant les trois marches du perron, il se dirige vers sa voiture.

Une délégation de vingt-cinq gardes seulement devait l'accompagner, mais tous les officiers et soldats avaient formellement refusé d'abandonner « l'auguste exilé » avant Cherbourg ; et les commissaires avaient dû céder, exigeant toutefois qu'aussitôt après l'embarquement, personne ne porterait la cocarde blanche. La maison du roi s'était d'ailleurs singulièrement amoindrie au cours du voyage : alors qu'à Argentan on prévoyait le départ de deux cents personnes de la suite, il ne s'en trouva guère qu'une dizaine à Cherbourg. Évidemment l'orléanisme faisait des progrès, et seule l'armée maintenait la majesté du prince.

On le vit bien en quittant Valognes. Tout le long de la route les paysans se découvraient avec respect, mais ce qui les intéressait surtout, c'était de voir le duc de Bordeaux. Les Anglais et les commis-voyageurs du nouveau gouvernement avaient en effet raconté à qui voulait l'entendre que le jeune prince était un bâtard dont les traits n'offraient aucune ressemblance avec ceux des Bourbons ; et méfians les villageois voulaient se

LE VOYAGE DE CHERBOURG

rendre compte; ils étaient vite édifiés, et leur salut devenait plus respectueux encore.

Mais à l'instant où la voiture du roi arrivait au haut de la côte d'où l'on aperçoit Cherbourg, le cortège s'arrêta soudain : « Eh bien! qu'y a-t-il? demanda le roi au marquis de Courbon, major des gardes. — Sire, un rassemblement assez considérable en avant de la ville, et l'on craint que l'aspect de la cocarde blanche.... — Marchez toujours, les commissaires doivent y avoir pourvu. »

Charles X ne pouvait croire qu'il rencontrât de difficultés sérieuses, et il avait raison. Le 64^e de ligne en garnison à Cherbourg était mécontent de la révolution, et plusieurs de ses officiers refusaient même d'arborer la cocarde tricolore : une malchance pour les mutins. Toutefois, par précaution, le cortège après avoir franchi la barrière, ne pénétra pas dans la ville, et longeant la mer, arriva sur le port. Il était une heure de l'après-midi : un temps magnifique, un soleil splendide. Les vaisseaux s'alignaient, amarrés aux quais; et sur la poupe de l'un d'eux, un navire à trois ponts alors en construction, on lisait ces mots : *Duc de Bordeaux*.

La foule se pressait contre la grille de fer qui séparait la cité du port militaire, mais elle semblait assez calme; il y eut quelques cris de : Vive la Charte! A bas la cocarde blanche! La troupe repoussa les plus turbulents, et l'escorte royale entra sans encombre dans l'arsenal. La grille refermée, il n'y avait plus rien à craindre : Charles X quitterait paisiblement son royaume.

Une sonnerie de trompettes. Les quatre compagnies des gardes du corps se rangent en bataille face à la mer. Il y a dans le port militaire deux paquebots américains, le *Great Britain* et le *Charles Carroll* appartenant aux Bonaparte et loués 50 000 francs par le gouvernement; puis deux bâtiments de guerre français : la flûte la *Seine*, capitaine Thibaut, et le cutter le *Rôdeur*. Les instructions données au commandant Dumont d'Urville sont catégoriques : s'il hisse le pavillon rouge sur le *Great Britain*, paquebot réservé au roi, cela indiquera que violence a été faite à l'équipage pour le forcer à prendre une route interdite, et dans ce cas la *Seine* canonnera le navire.

Charles X ignore ces mesures de défiance et ne met qu'une condition, mais formelle, à son embarquement : il ne veut voir à bord aucune cocarde tricolore; on lui donne satisfaction et

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

aussitôt sa courtoisie reparaît. Il remercie les commissaires et leur remet une lettre constatant qu'il n'a eu qu'à se louer de leurs procédés : un certificat de bonne conduite ; puis, comme la question financière le préoccupe toujours, il se met à parler des créanciers qu'il laisse en France : « L'argent du dey d'Alger m'appartient par droit de conquête. Il doit être employé à éteindre mes dettes. » Un dernier salut aux gardes du corps immobiles sous les armes, et Charles X s'engage sur la passerelle couverte d'étoffe bleue qui conduit au *Great Britain*.

La famille royale suit. Voici le duc de Bordeaux en veste bleu clair avec collerette rabattue, « pantalon blanc boutonnant sur la veste, » et coiffé d'un chapeau gris ; son gouverneur, M. de Damas, le porte dans ses bras et passe l'air si affairé et inquiet que l'un des commissaires ne peut s'empêcher de lui dire : « Soyez tranquille, monsieur, il n'arrivera rien au prince. » Voici mademoiselle, la sœur du duc, charmante dans sa robe rayée rose et bleu ; la duchesse de Berry vêtue d'une amazone couleur nankin ; la dauphine en robe de soie couleur aventurine avec un petit chapeau brun ; puis le dauphin tout en noir, avec bottes à la russe et chapeau blanc ; Marmont en uniforme sans broderie et bicorne à plume blanche.

Comme la marée est à moitié basse, les spectateurs, élevés au-dessus du navire, distinguent aisément ce qui se passe sur le pont. Il y règne quelque confusion : les marins coudoient les princes, les commissaires se mêlent aux courtisans, puis chacun reprend sa place. « Le vent est-il bon, monsieur le capitaine ? » demande le roi à Dumont d'Urville. — Oui, Sire, nous avons vent arrière pour sortir de la rade et même du grand bassin. » A deux heures et demie, Charles X donne l'ordre du départ ; les derniers visiteurs quittent le bord, la passerelle est enlevée ; et le *Great Britain* remorqué par un bateau à vapeur s'éloigne lentement vers la haute mer. Sur le pont on aperçoit encore la duchesse d'Angoulême tenant serrés contre elle les deux enfants de France.

Les commissaires, fort satisfaits de l'issue de ce long voyage — on avait mis près de quinze jours à franchir quatre-vingts lieues — rédigeaient des dépêches à l'adresse du gouvernement, quand on leur apprit que le *Great Britain* rentrait en rade. L'agitation fut grande : le roi, si résigné tout à l'heure, s'était-il

LE VOYAGE DE CHERBOURG

ravisé? Et comment d'Urville, orléaniste insoupçonnable, avait-il consenti à lui obéir? Heureusement le préfet maritime vint dissiper l'inquiétude; le *Great Britain* était abondamment pourvu de vivres de choix — volailles, truffes, vin de Champagne — on n'avait oublié que le pain. Le temps de quérir quelques kilos de cette précieuse denrée, d'embarquer un boulanger à bord, et le paquebot repartait. Les commissaires respirèrent.

Dumont d'Urville, qui se vantait de n'avoir pas « des façons de cour, » s'était établi en maître sur son navire; il avait distribué les cabines, les places sans rencontrer la moindre objection. La famille royale accepta avec élégance cette domination un peu rude; et la mer étant calme, la vie s'organisa comme s'il se fût agi d'une croisière de plaisance. Le roi, vêtu d'une redingote bleue assez mal faite, chaussé de bottes et coiffé d'un vieux chapeau rond, errait le long des bastingages et, tout en prisant du tabac, s'extasiait sur la beauté du *Great Britain*. D'Urville lui répondait que dans soixante ou quatre-vingts ans les Américains pourraient disputer aux Anglais « le sceptre des mers. — C'est pourtant à nous, observait le roi, qu'ils doivent tout cela. — Oui, Sire, c'est au frère de Votre Majesté, au roi Louis XVI; ils ne l'ont pas oublié. » Le roi devint pensif : « Ce fut une faute, une très grande faute de la part de Louis XVI; » puis il ajouta en soupirant : « Mais qui n'en fait point dans sa vie? »

Charles X n'aimait point épuiser les sujets, et ses conversations avaient lieu le plus souvent à bâtons rompus; il questionnait d'Urville sur son fameux voyage de l'*Astrolabe* et étonnait l'explorateur par son incompétence et son ingénuité; ou bien il revenait sur les récents événements, et, fidèle à son idée, répétait qu'il était victime d'un coup monté, que la révolution devait éclater le 17 septembre. D'Urville ne se laissait pas convaincre et affichait son libéralisme, sur quoi le dauphin s'écriait : « Vous êtes un savant! Tous les savants sont libéraux! » et le roi concluait que le duc d'Orléans ne pourrait jamais gouverner la France. Puis on parlait d'autre chose, notamment de ces deux petits bateaux qui accompagnaient le *Great Britain* et semblaient fort intriguer Charles X.

La duchesse de Berry avait pris une autre attitude. Les changements de costumes lui plaisaient; habillée en homme à

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

Trianon, en amazone à Cherbourg, elle avait adopté maintenant un vêtement mi-partie : blouse de mérinos carmélite, bonnet surmonté d'un chapeau d'homme. Ainsi faite, et quoique incommodée par la traversée, elle affectait de tricoter des jarretières pour ses enfants; mais quand d'Urville passait à côté d'elle : « Je ne serais pas bonne pour faire un long trajet, n'est-ce pas, capitaine? — Madame, avec le courage que vous montrez, vous auriez bientôt surmonté cela. » Alors on entendait la voix grave de la duchesse de Gontaut qui disait : « Monsieur, il ne faut jamais flatter les princes. Cela les perd. » Mais la flatterie n'enlevait pas à la mère du duc de Bordeaux sa présence d'esprit; familière et sans morgue, elle était sympathique aux hommes de l'équipage; et l'un d'eux, subjugué, murmura à son oreille : « Nous sommes presque tous de Dieppe; dites un mot et nous faisons passer par-dessus bord nos officiers et tous ceux qui résisteraient. Nous vous conduirons ensuite où vous voudrez aller. » Ce projet n'effrayait pas la duchesse; il lui convenait même, car elle avait une âme romanesque, éprise d'aventures. Mais il était trop tard : le *Great Britain* arrivait en rade de Spithead et mouillait devant Cowes, dans l'île de Wight (17 août).

Le roi et le dauphin avaient appris à connaître le pays durant leur premier exil et s'amusaient à nommer un à un les villages de la côte. Autour du paquebot, des barques chargées de provisions accostaient, et la duchesse de Berry apparut, portant un gros fromage de Chester. « Fi donc, dit le roi, comment pouvez-vous tenir cela dans vos mains? — C'est excellent! » répondit la duchesse qui retrouvait son appétit. Aux vivandiers succédèrent des officiers anglais; le roi accourut au-devant d'eux, tête nue, et les accueillit par ces mots : « Voici, Messieurs, la récompense de mes efforts pour rendre la France heureuse. Poussé à bout par les factions, j'avais tenté un dernier moyen de rétablir dans le royaume l'ordre et la tranquillité, mais les factions ont été plus fortes.... » Les Anglais écoutaient froidement et répondaient par des formules banales.

Charles X n'ayant pas encore reçu l'autorisation de résider en Angleterre, le séjour devant Cowes se prolongea. Les princesses et les enfants descendirent à terre; quant au roi, resté sur le *Great Britain*, il devint un objet de curiosité. Des étrangers montaient à bord, se plantaient devant lui, le regardaient fixement sans rien dire et s'en allaient. Il fallut faire cesser ces

LE VOYAGE DE CHERBOURG

inconvenantes visites. Marmont, lui, errait comme une âme en peine, « les traits renversés, » car ce perpétuel contact avec le dauphin, depuis la scène de Saint-Cloud, lui était insupportable. « Je plains le roi, disait-il à Dumont d'Urville, mais son fils ne m'inspire aucune pitié. C'est un malheureux, un fou...; » et de son côté le dauphin confiait au commandant du *Great Britain* : « Je n'ai qu'un regret, c'est de ne pas m'être fait tuer à Paris, à la tête de la garde. »

Les heures passaient lentement. Pour s'occuper, Charles X jetait les tire-veilles (cordes servant de rampe) quand une barque accostait, et comme on s'étonnait qu'il descendît à cette besogne de matelot, il répondait bonnement : « Je n'ai rien à faire ici, je puis bien me rendre utile. » Quelques incidents rompaient cependant la monotonie de l'existence à bord. Un jour on annonça l'archevêque Latil et l'ancien ministre d'Haussez; le premier, disait-on, s'était enfui de France sous des vêtements de femme; et en apprenant sa venue, le dauphin s'écria : « Latil! Ah! est-il encore déguisé? » Avec d'Haussez — qui, plus heureux que ses collègues Polignac, Chantelauze, Peyronnet et Guernon-Ranville, avait pu échapper aux espions orléanistes — Charles X perdit peu à peu le calme dont il ne s'était guère départi depuis Saint-Cloud : « Comme ils m'ont méconnu, disait-il, comme ils me traitent dans les journaux! Ils m'appellent tyran! Qu'ai-je fait pour mériter ce nom? Jamais je n'ai songé à renverser la Charte. » Et voyant d'Haussez accablé : « Allons, il ne faut pas se laisser abattre! Si vous avez besoin d'objets de comparaison, nous sommes là, mon ami.... Vous reverrez la France. Et moi?... »

Puis ce fut le départ de Marmont, auquel Charles X fit cadeau de l'épée « qu'il portait au temps où il voyait les troupes françaises. » Un autre jour enfin, le capitaine Thibaut, commandant la *Seine*, fut présenté au roi qui lui parla aussitôt de la révolution. Le capitaine répondit qu'avant les ordonnances la marine était dévouée aux Bourbons mais que depuis.... Il parlait avec beaucoup de chaleur, en vrai marin, la bouche embarrassée par le tabac qu'il chiquait : « Sacré mille tonnerres de Dieu! Sire, qu'on me coupe le cou sur la bitte (le billot du vaisseau) si l'on conspire contre vous! » Flegmatique le roi répondait : « Mon cher ami, vous êtes dans l'erreur; il y avait une conspiration contre moi. » Mais Thibaut ne voulait rien entendre et il partait,

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

jurant comme un païen contre l'obstination de Charles X.
« Paix donc ! lui disait-on, le roi peut vous entendre. »

☛ L'étiquette cependant était observée aussi strictement que possible : pas une fois, d'Urville ne fut prié à la table royale, et Charlex X continuait à vivre dans une sorte de majesté chimérique. Depuis Saint-Cloud, en effet, son attitude n'avait été ni médiocre ni condescendante ; il était passé fièrement, posément, au milieu du peuple, « inspirant à tous une sainte idée de la royauté, » sachant ne point « mêler l'ignominie au malheur. » Respecté jusqu'au bout, il avait le sentiment d'emporter avec lui quelque chose d'immense : le principe du droit divin de la monarchie, car seul il était revêtu de l'onction divine sans laquelle les rois ne sont rien aux yeux de Dieu et du monde. Peu lui importait dès lors que la sanction populaire eût remplacé les traditions mystiques, qu'un contrat « librement consenti » eût transformé la Charte octroyée. Tout cela ne pouvait raisonnablement, logiquement durer. Et, s'il avait parfois des doutes sur l'excellence de sa conduite, au fond il ne s'accusait point ; le coup de force dont il était victime ne recevait point d'ailleurs l'approbation de l'Europe : « Ce pavillon, disait-il à Dumont d'Urville en montrant les trois couleurs, est fort mal vu en Angleterre. »

Le cabinet britannique accepta enfin de donner l'hospitalité à Charles X sous la réserve qu'il serait traité en simple particulier, sans aucun honneur. Et le 23 août, à sept heures et demie du matin, la famille royale s'embarqua sur un bateau à vapeur qui devait la transporter à Weymouth. Le roi, assis sur un petit banc à dossier placé au milieu du gaillard d'arrière, prit sa petite fille sur ses genoux, son petit-fils sur son épaule, et se mit à jouer avec eux....



CHAPITRE IX

LE DERNIER EXIL

LULWORTH || LE RETOUR A HOLY-ROOD || L'AVENTURE DE LA DUCHESSE DE BERRY || PRAGUE || LA MAISON DIVISÉE || LA NOUVELLE ENTREVUE DE LÉOBEN || AUTOUR D'HENRI V || LE DÉCLIN ET LA MORT DE CHARLES X || CONCLUSION



SIR Thomas Weld, qui appartenait à une famille jacobite et catholique, avait offert à Charles X un refuge dans son château de Lulworth non loin de Weymouth. Le roi avait accepté, et le 24 août 1830 il arrivait dans la propriété de Sir Th. Weld : le château entouré de hautes murailles était assez délabré; lorsqu'il faisait beau on pouvait y dormir à l'aise, mais s'il pleuvait, il était prudent de ne se coucher qu'avec un parapluie. La famille royale se logea tant bien que mal; et pendant qu'un jésuite le P. Moutardier donnait des leçons d'anglais au duc de Bordeaux, le roi écrivait à l'Empereur d'Autriche pour confirmer son abdication, celle du dauphin et consacrer les droits de son petit-fils. Préoccupation touchante. En réalité les cours étrangères se souciaient peu du monarque déchu; en Angleterre même, lord Brougham glorifiait la nation française « qui, réveillée sous le poids d'une oppression intolérable, s'était levée dans sa puissance et avait chassé le tyran du trône qu'il souillait; » et un ancien diplomate assurait que les chancelleries « ne feraient pas les frais d'un enfant monté sur un âne » pour ramener les Bourbons en France.

Charles X ne semblait s'apercevoir ni de cette hostilité ni de cette indifférence : il s'était, une fois pour toutes, remis dans les mains de la Providence; et bien que médiocre humaniste, peut-être comprenait-il la valeur de la devise gravée au fronton de Lulworth : « *Nil sine numine* ». Rien sans Dieu.

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

Mais la situation devenait difficile. Les 600 000 francs avancés par Louis-Philippe s'épuisaient, et le dénûment était tel qu'à la table royale on ne se servait que de fourchettes de fer ; par mesure d'économie on renvoya un certain nombre d'officiers de la maison ; on éconduisit impitoyablement les Français qui venaient offrir leurs services ou demander des secours ; mais au même moment les créanciers reparurent. C'était, pour la plupart, d'anciens fournisseurs de l'armée de Condé, des officieux qui s'étaient chargés de protéger l'émigration et qui poursuivaient Charles X depuis des années : deux anglais Lloyd et Drummond, surtout un ancien « chanoine tréfoncier de Liège, » le comte de Pfaffenhofen dont la réclamation avait été écartée en 1816 mais qui ne démordait pas, saisissait les tribunaux et accablait les ministres de ses mémoires et de ses doléances. Le roi se contentait de répondre que Pfaffenhofen était un drôle, mais cela n'avancait point les affaires.

Un jour, au cours d'une promenade, Charles X se trouva en présence d'étrangers qui, forts de la loi anglaise, menacèrent de le faire arrêter. Il fallait aviser. Retourner dans un lieu d'asile, à Holy-Rood, où il avait vécu tant d'années autrefois, tant d'années sans gloire mais alors embellies par la présence de Mme de Polastron, le roi repoussait cette pensée. Il comptait, pour sortir d'embarras, sur les dix millions que Louis XVIII, craignant un nouvel exil, avait en 1814 placés en Angleterre ; mais Pfaffenhofen devenait plus pressant. Rester à Lulworth, c'était s'exposer aux plus fâcheux, aux plus ridicules déboires ; et comme le gouvernement britannique mettait de nouveau Holy-Rood à sa disposition, le roi se résigna à repartir.

Moins de deux mois après son arrivée chez sir Thomas Weld, le 20 octobre 1830, il s'embarquait pour Edimbourg. Il revit les grosses tours du château, à l'entour le parc, le village.... Devant la porte un piquet de quinze gardes écossais ; puis les grandes salles sombres et les effigies des rois, les vieux meubles d'acajou recouverts d'indienne, les rideaux de même étoffe, le vieux papier tapissant les parois, les escaliers à peine blanchis à la chaux. Bien peu de choses avaient changé depuis trente ans ; l'ensemble seulement était plus fané, décoloré, décrépit. Séjour sinistre, rendu plus sinistre encore par les souvenirs que le roi retrouvait « appendus aux murs » comme de vieilles gravures jaunies par le temps. » Pourtant il fallait vivre là, au milieu des images, des

LE DERNIER EXIL

fantômes, ne sortir que le dimanche. Le vieillard accepta. Mais son entourage eut moins de constance : la dauphine et la duchesse de Berry louèrent des maisons dans le faubourg de Canongate.

Et la vie reprit sur un rythme languide, paresseux. Le roi qui n'avait jamais aimé les affaires « céda à l'antipathie qu'il avait pour elles » : ses devoirs religieux, le whist et parfois la chasse remplissaient ses journées ; et lorsqu'on essayait de lui persuader qu'il avait encore de grands devoirs, qu'il devait par une déclaration solennelle trancher la question de la régence durant la minorité du duc de Bordeaux, il opposait une inertie merveilleuse. « Que faire d'un pareil homme ? » disait le baron de Damas découragé.

Les visiteurs n'arrivaient point à secouer la torpeur qui régnait à Holy-Rood ; on espérait qu'ils amèneraient du mouvement, mais l'atmosphère les saisissait ; au bout de quelque temps, ce n'étaient que « des ennuyés de plus. » Lorsque d'Haussez rendit visite à la dauphine, les paroles qu'ils échangèrent eurent quelque chose de funèbre. « La révolution l'emporte, disait en pleurant la princesse. Tout est-il fini pour le roi ? — Je le crois.

— Et pour nous ?... Plus encore ? » Le ministre gardait le silence. « Mais au moins pour le duc de Bordeaux ? — C'est pour lui que les royalistes emploieront leurs efforts. — Pour lui... seul ? — Pour lui seul, » répondit d'Haussez à voix basse.

En effet, le nombre des fidèles de Charles X semblait diminuer chaque jour. Sans doute Mme de Lage, immuablement dévouée, refusait de rentrer en France, d'entretenir même des relations à l'étranger avec « les diplomates de l'infâme » — c'est-à-dire de Louis-Philippe. — Dans un admirable article intitulé *Le Départ*, Balzac déplorait la chute des Bourbons qui signifiait pour lui le deuil des arts, le triomphe des marchands d'orviétan politique ; et montrant le vaisseau qui emportait le roi, il s'écriait : « Là est le droit et la logique, hors de cet esquif sont les tempêtes. » En Irlande, les prêtres catholiques priaient pour le monarque que la France athée avait chassé.... Mais c'était là de bien faibles soutiens ; il semblait que « la fatalité des Stuarts pesât sur la maison de Bourbon. »

Seule la duchesse de Berry jugeait les événements d'un autre point de vue. Ce protocole de façade qui est tout l'héritage des rois détrônés, cette toile pompeuse derrière laquelle il ne se passait rien, cette vie austère, morne, désenchantée que l'on

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

menait à Holy-Rood lui étaient odieux. Elle saisit toutes les occasions de voyager, fit de longs séjours aux bains de Bath, pour sa santé, disait-elle — pour ses affaires les plus intimes et les plus privées, affirmaient les mauvaises langues — et tout en promenant avec ostentation « ses royales infortunes, » elle échappa à l'air confiné, clausttral qui enveloppait les siens. Bientôt elle se crut appelée à une grande entreprise.

La situation de Louis-Philippe était fort chancelante. Son trône ne s'appuyait ni sur l'appel au peuple, ni sur le droit de la légitimité : il restait en l'air.

Polignac, arrêté à Granville au moment où il s'apprêtait à s'embarquer pour Jersey, Chantelauze, Peyronnet et Guernon-Ranville arrêtés sur la route de Tours, allaient être jugés ; leur procès suscitait des troubles, et des bandes parcouraient les rues de Paris en criant : « Mort aux ministres ! ou la tête du roi Philippe ! » La duchesse de Berry, tenue au courant par ses correspondants, vit dans l'émeute l'amorce d'une insurrection : pourquoi une nouvelle Restauration serait-elle impossible ? Alors dans son cerveau simpliste toute chose s'arrangea : le roi et son fils ayant abdiqué, elle sera nommée régente en attendant la majorité du duc de Bordeaux, mènera la lutte contre l'usurpateur en Vendée, dans le Midi. C'est à sa mère qu'Henri V devra son trône.

Mais ce beau projet ne convenait pas à tout le monde, et notamment à l'homme qui dirigeait maintenant la politique d'Holy-Rood, au duc de Blacas. Ce gentilhomme provençal, favori disgracié de Louis XVIII, puis pourvu d'une ambassade, avait gagné la confiance de Charles X ; dans ce simulacre de cour où la carence d'administrateurs et de diplomates était évidente, il avait fini par occuper la première place. La figure immobile, décolorée sous une perruque trop blonde, irréprochable de tenue et cela dès le matin, haut de taille, volontiers dédaigneux et « d'une gravité qui prenait l'apparence des pensées réfléchies, » il n'était point aimé, mais on le craignait, car on savait son ascendant sur Charles X. La lutte s'engagea entre Blacas et la duchesse de Berry : elle devait durer plusieurs années sous l'œil inquiet, hésitant, puis désolé du vieux roi.

Blacas s'opposait à ce que la régence fût dévolu à la princesse parce qu'il appréhendait sa légèreté, les excès de son entourage ;

et il expliquait à Charles X que la légitimité se trouverait exposée aux pires aventures si on abandonnait la direction du parti à une femme versatile, influençable et sans expérience: Pressé par sa bru, retenu par son favori, le roi balançait entre diverses résolutions et finit par adopter un moyen terme : le 27 janvier 1831, il conféra conditionnellement la régence à sa belle-fille pour le cas où elle débarquerait en France; mais en même temps, et par une sorte de contre-lettre, il nommait Blacas chef du conseil de régence et premier ministre. La duchesse n'avait donc aucun pouvoir effectif, mais elle n'était pas femme à s'embarrasser de ces distinctions, et sous un faux nom elle quitta l'Angleterre; au mois de juin 1831 elle arrivait en Italie, et là elle attendit l'appel de la Vendée.

Tandis que la mère du duc de Bordeaux se lance dans l'action, Holy-Rood stagne, et seul l'écho des nouvelles de France donne à la nécropole écossaise une manière de vie. Si Louis-Philippe paraît s'affermir, le roi prie les chancelleries de ne point favoriser les tentatives de sa belle-fille; si au contraire « le trône de juillet » semble en péril, il laisse entendre que la duchesse — à laquelle d'ailleurs il reconnaît du courage — aura toute initiative : c'est à cette petite politique que se borne l'audace des exilés. Les mois passent. Voici l'anniversaire de juillet, et la dauphine murmure : « Maintenant nous devons survivre à notre déshonneur. Pauvre infanterie, pauvres troupes, de si braves gens ! » Mais au même moment on apprend que « Louis-Philippe est tombé dans le mépris le plus complet et la déconsidération la plus générale ; » qu'au dire du président du Conseil Casimir Perier « tout s'écroule et qu'il n'y peut rien. » Alors l'espoir renaît, on ne loue plus les logements des officiers que par quinzaine, et Charles X s'écrie : « Ah ! si j'avais donné des pouvoirs à Casimir Perier ! Il a prouvé qu'il avait caractère et talent. »

Au commencement de 1832, l'échec du « complot des Prouvaires » qui unissait légitimistes et républicains contre Louis-Philippe, replonge Holy-Rood dans la consternation : cette alliance publique des partisans de Charles X, des carlistes avec les révolutionnaires est déplorable pour la cause. Puis, brusquement, les événements se précipitent : d'Italie, la duchesse de Berry débarque près de Marseille le 28 avril 1832; le Midi ne bouge pas; elle passe en Vendée où l'insurrection éclate, mais la répression est prompte, la dernière chouannerie écrasée; et au

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

commencement de juin 1832, la duchesse déguisée en paysanne est obligée de fuir, de se cacher à Nantes.

Elle a échoué, elle a tort. C'est l'opinion générale à Holy-Rood. On voit trop maintenant où conduisaient « ses onéreux projets, » et Blacas triomphe. Mais il compte sans la duchesse : celle-ci ne se tient pas pour battue, elle échappe à la police de Louis-Philippe, et, de la mansarde où elle a trouvé un refuge, elle continue à correspondre avec ses fidèles, à entretenir chez eux le feu sacré. En vain Charles X lui écrit que son inutile persévérance dans une entreprise manquée dès le principe est aussi dangereuse pour elle que funeste pour la cause commune, et qu'elle n'a désormais d'autre parti à prendre que de se réunir à sa famille. La régente de France ne veut rien entendre : retourner en Angleterre, retrouver la servitude, ce Blacas qu'elle hait, cela jamais ! Et d'ailleurs n'est-elle point la seule de sa famille qui ose tenter quelque chose, qui veuille en tout cas montrer aux Vendéens — à ces Vendéens que le roi a jadis privés de sa présence — que les Bourbons ne sont pas coupables d'ingratitude ?

La trahison finit par avoir raison de cette femme indomptable : vendue par Deutz, la duchesse est arrêtée le 7 novembre 1832 et enfermée dans la citadelle de Blaye. A ce moment Charles X n'était plus à Holy-Rood.

La diplomatie de Louis-Philippe avait travaillé en conscience ; les liens entre le roi d'Angleterre et « le roi-citoyen » étaient devenus si étroits qu'ils rendaient impossible le séjour des Bourbons en Écosse ; et Charles X, se sentant surveillé, entouré d'espions, prétextait que sa santé l'obligeait à s'éloigner. Il connaissait les avatars de l'exil et stoïquement il se remit en route.

L'Empereur d'Autriche François II, sollicité de mettre à la disposition de l'ancien roi de France son palais du Hradschin à Prague, n'y avait consenti qu'avec répugnance : ce monarque déchu était importun et sa présence mettait la cour de Vienne dans l'embarras ; on aurait bien voulu qu'il choisît un autre asile. Mais il y a, même dans les relations entre princes, un minimum de concessions nécessaires, un simulacre de solidarité ; et l'Empereur se résigna à accueillir Charles X.

Celui-ci, débarqué à Altona le 20 septembre 1832, reçu à Hambourg, ville libre, avec une espèce de cérémonial auquel il n'était plus habitué, arriva en octobre à Prague. Il traversa la

LE DERNIER EXIL

Moldau sur le large pont qui conduit au Hradschin ; des deux côtés s'alignaient les statues colossales de saints, parmi lesquels l'effigie de saint Jean Népomucène « nimbée de rayons d'or, resplendissait plus somptueusement ; » les habitants se découvraient devant elle. Le roi, ayant gravi la côte du Hradschin, aperçut au-dessous de lui la cité, le fleuve, les maisons aux toits d'un rouge vif s'étagant jusqu'au pied du palais, les tours et les clochers qui éveillent l'idée d'une ville de la Renaissance, puis les pentes douces des collines, les vergers, les arbres roussis par l'automne. Sur le plateau, se dressait une masse énorme, sorte de citadelle précédée d'une cour, à laquelle se rattachaient d'autres bâtiments divisés par d'autres cours et englobant une cathédrale.

Bien que l'Empereur d'Autriche se fût réservé le premier étage, la résidence paraissait honorable et le roi, d'accord avec Blacas, s'attacha aussitôt à faire revivre dans ce château de Bohême les usages des Tuileries. — Au guichet extérieur, un poste d'infanterie, puis de longs corridors, vrais labyrinthes éclairés de place en place par des lanternes de verre accrochées aux parois : cela tient à la fois de la caserne et du couvent. Au bout d'un corridor, l'escalier gardé par deux sentinelles ; et au second étage l'appartement du roi devant lequel deux grenadiers autrichiens habillés de blanc sont en faction ; vis-à-vis, l'appartement du duc de Bordeaux. L'espace ne manque pas, et les hôtes sont plus éparpillés qu'entassés dans les pièces innombrables meublées modestement de chaises de paille. Mais quelle dignité, quel respect superstitieux de l'étiquette ! Blacas veille à tout, n'accorde les audiences qu'après un sévère contrôle ; et les visiteurs ont tout le temps de méditer sur les grandeurs du monde, lorsqu'ils attendent dans l'immense antichambre ornée de vieux tableaux noircis.

La vie princière se déroule chaque jour dans la même inflexible uniformité. Le matin, le valet de chambre Gros, après avoir habillé le roi, va prendre des nouvelles du duc de Bordeaux ; le gouverneur rend compte et demande les ordres pour la première visite de famille qui a lieu à neuf heures un quart. Puis, par une galerie intérieure qui, comme au Tuileries, communique avec la cathédrale, le roi se rend à la messe. A dix heures, déjeuner suivi d'une réunion au salon ; sur la table sont placés des journaux surtout français ; chacun lit, s'assied : c'est un moment de liberté. La dauphine brode, ou, s'approchant d'une fenêtre, elle regarde et rêve : ce château, cet horizon lui sont presque sympathiques ;

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

elle retrouve là le souvenir de ses aïeux, de Marie-Thérèse, et elle sait jouir de ce grandiose : « Tout cela est bien convenable, » dit-elle à ses intimes. Le dauphin, « vêtu d'un habit bleu râpé, boutonné jusqu'au menton et qui, trop large, semble acheté à la friperie, » apparaît toujours gêné, honteux : « Il n'y a pas de trou de souris assez petit pour me cacher, » dit-il ; puis, lorsqu'il a repris un peu d'assurance, il hasarde des réflexions politiques telles que : « Le duc d'Orléans est habile, il pourra faire aller quelque temps la machine, mais le *culbutis* arrivera. » Son grand souci, c'est la santé de son père : dès qu'il l'aperçoit, il lui baise la main, s'informe de sa nuit, ramasse son mouchoir, lui fait mettre ou ôter une redingote suivant le degré de froid ; s'il fait beau, il sort avec lui ; et on voit passer sur le pont de la Moldau le vieillard, son parapluie sous le bras, accompagné de son fils « comme d'un cicérone de louage. »

A quatre heures et demie invariablement, Charles X assiste au salut, puis à six heures il préside le dîner : à sa droite Angoulême, à sa gauche le duc de Bordeaux ; en face Blacas, et au hasard les autres convives ; derrière chacun d'eux, solennel, un valet vêtu de noir. Le repas offre un singulier « mélange de frugalité et d'abondance, d'économie et d'opulence, » car il y a, à l'office, une furieuse dilapidation ; le vin très commun est payé fort cher ; et la famille royale, bien que revenue à meilleure fortune et malgré les 800 000 francs de rentes dont elle dispose maintenant, mène un train d'existence relativement simple : la colonie d'exil est lourde. Toujours affable et fidèle aux traditions, Charles X distribue les parts qu'il fait envoyer à chaque commensal ; il a de l'appétit et parfois Angoulême intervient pour l'empêcher de manger ce qui l'incommoderait. Cependant les valets rôdent dans la salle à manger « comme des frères lais dans un réfectoire ; » puis au bout de trois quarts d'heure, — le dîner ne dure jamais plus longtemps — tout le monde retourne au salon.

Le duc de Bordeaux, vêtu d'une veste de drap vert à collet de velours, une fraise plissée encadrant sa figure blonde, s'assied à une table et découpe des soldats en papier ; il parle avec volubilité, et son grand-père s'approche : « Qu'est-ce que tu peux raconter comme cela, cher enfant ? » puis, sans attendre la réponse, le roi revient vers Blacas en répétant : « Enfant ! il est bien heureux de l'être. » La sœur du duc de Bordeaux coud, assise entre sa tante et Mme de Gontaut ; c'est la favorite de Charles X qui la

LE DERNIER EXIL

prend sur ses genoux en l'appelant : « Petite chiffon ! » vocable de Versailles.

Mais la pendule sonne le premier coup de huit heures. Aussitôt Blacas étend les cartes sur la table, éclairée de deux bougies, et annonce le jeu du roi. Celui-ci est aussi mauvais joueur qu'autrefois ; et comme à Saint-Cloud on entend le mot « cochon » qui s'adresse à Blacas ; mais le premier ministre sans sourciller laisse passer l'orage. Pendant ce temps les invités restent debout ; si le roi disparaît un instant, la dauphine leur dit : « Messieurs, profitez du moment. Asseyez-vous ; » et elle se laisse aller à quelques brèves confidences : « La noblesse de cour s'est bien mal conduite envers nous. » Le roi revenu, chacun reprend la position ; mais à neuf heures, comme mues par un déclic, les tables à jeu et à ouvrage se ferment avec ensemble ; les assistants saluent le roi qui les congédie par ces mots : « Adieu, mes amis, encore un jour de passé. »

S'il n'écoutait que son désir, Charles X resterait encore au salon. L'âge ne l'a point touché, sa taille est toujours haute, à peine une légère inclinaison du côté gauche qui provient sans doute de son habitude de prêter aux gens « sa bonne oreille. » Sa vieillesse paraît « un bel hiver, froid mais sain. » Il se promène de long en large dans le salon vide puis disparaît à son tour suivi de Blacas ; et le dialogue se prolonge jusqu'à onze heures dans la chambre à coucher. « Que pouvez-vous traiter de bien sérieux chaque soir ? demandait-on au premier ministre. — Rien. Le roi cause et j'écoute ses calembredaines. »

Après onze heures, le Hradschin s'assoupit, et l'on n'entend plus que le pas des grenadiers blancs sur le palier.

Le lendemain, la vie recommençait sur le même mode. Il n'y avait pas moyen de se tromper. Tous les appartements étaient pourvus d'une pendule qui, à chaque quart d'heure, répétait l'heure entière et annonçait impérieusement que la minute était venue de manger, de causer, de jouer ou de dormir. « A midi, c'était une sonnerie assourdissante. » Mais Charles X appréciait ce déroulement mécanique de la vie, et la dauphine « devançait l'exactitude des autres en exagérant la sienne. » Ce qui distinguait en somme la famille royale du commun, c'était ce respect volontaire, constant de l'étiquette, dont l'archevêque Latil — petit, pâle et replet comme jadis — donnait la raison : « Il faut bien tracer une ligne autour du roi. »

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

L'humeur de Charles X, sauf au jeu, était toujours aussi égale. Aucune parole d'amertume, de regret : une dignité imperturbable. « Je n'en veux à personne, disait-il, chacun se conduit comme il l'entend. » Et, lorsqu'on lui parlait de Louis-Philippe : « Ah ! M. le duc d'Orléans... il a jugé.... Que voulez-vous ? Les hommes sont comme ça ! » Une seule préoccupation semblait lui rester : la crainte des progrès de l'esprit révolutionnaire ; il accueillait le plus souvent les voyageurs qui venaient de France par ces paroles : « Êtes-vous tranquilles dans votre département ? Étiez-vous placé avant les événements ? Que faites-vous maintenant ? » Ses distractions consistaient à recevoir des voisins, des étrangers : la reine douairière de Bavière, le prince de Löwenstein, le général prince de Windisgratz ou « l'illustre colonie française des Rohan. » Quatre ou cinq fois par an, il chassait, passait impunément une journée dans la neige ; et lorsque par hasard ses projets de chasse échouaient, il retrouvait ses désespoirs de jeunesse.

Cette vie lugubre qui doublait la tristesse de l'exil, cet abandon sur une terre étrangère ne semblaient point le décourager. Il eût même goûté une sorte de quiétude crépusculaire, si de nouveaux tourments n'étaient venus l'assaillir.

Au commencement de 1833, dans le ciel bleu de la légitimité, éclate une étonnante nouvelle : la duchesse de Berry captive à Blaye est enceinte. Le faubourg Saint-Germain refuse de croire à cette calomnie orléaniste, mais le 22 février la duchesse, par une déclaration publique, avoue qu'elle s'est mariée secrètement pendant son séjour en Italie. Jusqu'alors, Charles X, son fils, la dauphine ont gardé une certaine estime pour leur aventureuse parente ; mais que peuvent-ils penser maintenant de cette écervelée qui semble se faire un jeu de ridiculiser la cause sainte de la légitimité ? La douleur de Charles X est profonde : il souffre de ce scandale sans précédent, de cette publicité malheureuse qui éclabousse tous les siens : « une nouvelle lie » pour lui. Personne ne croit au mariage, et avec raison ; seul Blacas, le victorieux Blacas, n'est pas de cet avis : « Une faute aurait pu s'oublier, dit-il, un mariage retranche Mme de Berry de la famille royale. » Et cette formule adoptée par la majorité devient l'arme des exilés de Prague.

Après son accouchement, la duchesse quitte Blaye, arrive à

LE DERNIER EXIL

Palerme et y rencontre son pseudo-mari, le comte Lucchesi-Palli, que les palermitains appellent Saint-Joseph. Elle veut retourner auprès de ses enfants, récupérer son titre de régente et forcer le passage vers Prague. Mais elle se heurte au bloc familial, à ceux qui ont gardé les saines traditions de la monarchie. Les hôtes du Hradschin ne considèrent plus leur parente comme la veuve du duc de Berry, assassiné en 1820, mais comme une princesse dévoyée qui doit justifier de son nouvel état civil. Tragédie intime, dissensions, ambassades, négociations : c'est de cela qu'est faite désormais la vie de Charles X. Ce vieillard qui a droit au repos est harcelé chaque jour par une question d'honneur domestique, qui intéresse l'avenir même de sa race.

Deux partis se forment à Prague. Pour le premier, la nouvelle situation de la duchesse de Berry n'a pas porté atteinte à ses droits de régente durant la minorité d'Henri V, et celui-ci appelé à régner sur les Français doit être élevé dans les principes constitutionnels : c'est l'opinion de Mme de Gontaut, du duc de Gramont et aussi de M. Barande, un polytechnicien, professeur du jeune duc, qui s'efforce de donner à son élève une éducation positive et non chimérique. Ce parti est faible, et dans l'atmosphère de Prague, semble presque un anachronisme. Pour Blacas au contraire, le dauphin, qui n'a point signé la confirmation faite par Charles X de sa renonciation au trône, est le roi de droit sous le nom de Louis XIX, mais il a délégué l'exercice de ce droit à son père. Quant à la duchesse de Berry, elle n'est plus que la comtesse Lucchesi-Palli, et de ce fait elle a perdu tout pouvoir de contrôle sur son fils, qui sera nourri des sages principes de la monarchie légitime sans jamais dévier de « la ligne de vérité. » Ce parti, de beaucoup le plus nombreux, a l'appui de l'archevêque Latil, des jésuites et du mathématicien Cauchy, professeurs du duc de Bordeaux; et, ce qui est de plus grave conséquence, sa politique se trouve d'accord avec celle de « deux réalistes de marque » : Louis-Philippe et Metternich qui, pour assurer le repos de l'Europe, veulent mettre un terme aux entreprises de la duchesse de Berry. Ainsi, dans la vie cloîtrée du Hradschin, les deux clans, sans cesse en présence, engagent une lutte quotidienne; chacun d'eux a ses espions, ses délateurs: c'est la maison divisée.

Au mois de mai 1833, Chateaubriand, ayant fait radoubler une vieille calèche qui a appartenu à Talleyrand, fait irruption à

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

Prague : il se présente comme le porte-parole de la duchesse de Berry et plaide pour son auguste cliente. Charles X le reçoit avec urbanité et penche vers lui sa bonne oreille, mais il reste intraitable : « Si je ne considérais que les fautes de ma vie passée, je ne devrais point refuser à la duchesse de Berry la plus grande indulgence ; mais j'ai des devoirs de dignité et d'honneur à remplir envers mes enfants, envers ma situation, envers le pays et le souverain qui m'ont donné asile.... Que la duchesse vive maritalement avec M. Lucchesi à la vue de tout le monde ; alors on dira aux enfants que leur mère est mariée, elle viendra les embrasser. » De la dauphine, alors à Carlsbad, Chateaubriand obtient moins encore : « Je plains beaucoup ma belle-sœur. »

Mais l'ambassadeur ne renonce point. Introduit auprès du duc de Bordeaux, il se jette à genoux, criant : « Vous êtes mon roi ! C'est de vous que je viens prendre les ordres, de vous seul que je dois les recevoir. » Devant cette exaltation l'enfant pâlit, prend peur et s'enfuit, laissant Chateaubriand à genoux et fort décontenancé. Alors, en manière de consolation, Blacas « l'entrepreneur des pompes funèbres de la monarchie » dit avec un rire chevrotant : « Sa Majesté n'a point de conseil, il n'a que moi, absolument que moi. » Et ce n'est que trop vrai : dans ce Muséum de Prague, parmi cette collection de grandeurs périmées, Blacas seul maintient « l'inflexibilité de l'armure » sans laquelle le corps tomberait.

Là où Chateaubriand a échoué, M. de La Ferronnays tente de réussir. Le 29 août 1833, il apporte une lettre de la duchesse de Berry, des paroles de conciliation ; mais à peine est-il entré dans l'antichambre du roi que chacun s'esquive : le nom seul de la duchesse provoque la panique. Charles X reçoit mal ce messenger officieux ; très pâle d'abord, son visage devient cramoisi, son corps tremble, sa voix est rauque, « son œil humide de colère et de larmes. » « Je ne recevrai pas la duchesse avant d'avoir en main la preuve positive de son mariage. Elle ne mettra jusque-là les pieds ni chez moi, ni dans les États autrichiens. Voilà ma seule réponse. » La Ferronnays essaie de justifier sa propre conduite dans cette affaire délicate, mais Charles X ne discute plus ; il est tombé épuisé dans un fauteuil : « Depuis longtemps, murmure-t-il, tout ce qui m'arrive de la duchesse me fait mal. »

Le roi n'était pas au bout de ses peines. Déjà par une lettre du 25 août, il avait demandé à sa belle-fille « l'acte de mariage

LE DERNIER EXIL

avec le comte Lucchesi ou du moins une copie de cet acte authentique et légalisée. » Cette lettre lui avait causé bien du souci : comment appeler la duchesse ? Il ne pouvait plus la nommer son enfant, et le terme de madame l'affligerait ; il se décida pour « ma chère petite. » Mais la lettre resta sans effet : la chère petite avait quitté Palerme pour Rome et persistait à vouloir se rendre auprès de ses enfants librement, sans conditions. Les négociations recommencèrent : Blacas avait obtenu de Metternich que les frontières d'Autriche fussent strictement fermées à la comtesse Lucchesi, car il craignait un coup de tête, une arrivée sous un déguisement : avec une pareille personne, il fallait s'attendre à tout ! Enfin l'ancien ministre Montbel partit pour Rome et revint porteur d'une déclaration écrite du mariage que lui avait remise le cardinal-vicaire.

En conscience Charles X ne pouvait plus refuser de voir sa belle-fille, mais son entourage ne se rendait pas. Le dauphin disait : « Si elle vient, je me hâte de partir. » La dauphine craignait qu'on ne lui enlevât son neveu ; le roi, lui, resta fidèle à sa parole : la duchesse ayant produit la preuve demandée, il lui écrivit sur un mode presque tendre qu'il la rencontrerait à Léoben.

Cependant le 29 septembre 1833 approchait : à cette date le duc de Bordeaux devait acquérir « la majorité royale ; » et parmi les légitimistes de France l'agitation était grande : ils se préparaient à aller saluer Henri V, leur roi en exil. Charles X et Blacas, redoutant l'invasion de ces exaltés qui sans doute « mettraient en paroles la couronne sur le front du jeune duc » et l'appelleraient Sire et Majesté, intervinrent auprès du gouvernement autrichien afin qu'il refusât tout passeport ; mais, en dépit de la police, quelques Vendéens réussirent à traverser la frontière.

Charles X prit alors un parti héroïque ; il s'évada du Hradschin et se réfugia à Butschirad, à six lieues de Prague. Butschirad était une villa du grand duc de Toscane, plus exactement une grande métairie entourée de champs et à laquelle on accédait par une allée plantée de pommiers. Le bêlement des troupeaux, le mugissement des bœufs, les cris des canards et des oies pataugeant dans l'étang voisin, tout cela plaisait à la famille royale : Butschirad fut « le Trianon de la vieillesse de Charles X. » Il y passait l'été, lorsque l'Empereur d'Autriche venait prendre posses-

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

sion du Hradschin; mais en ce mois de septembre 1833, comme il fuyait « devant une poignée de Vendéens, » ce villino à l'italienne perdu en pleine Bohême lui servit de refuge.

Chateaubriand qui voulait obtenir la proclamation d'Henri V vint l'y relancer. « Si, disait-il avec raison, le roi et le dauphin renoncent au trône, qu'ils nous fassent reconnaître Henri V et qu'ils ne nous laissent pas dans une situation douteuse. Il nous faut un des trois, mais point les trois en même temps. » Charles X fit petit accueil à l'ambassadeur, le renvoya à Blacas qui éluda toute question; et le 19 septembre au soir, tandis que Chateaubriand reprenait « tout bêtement » le chemin de Paris et qu'à Prague les fidèles d'Henri V attendaient en vain leur roi, Charles X courait sur la route de Léoben pour « montrer à la dérobee » le duc de Bordeaux à sa mère.

Voyage pénible. Le roi fatigué, déprimé, secoué par une toux violente, déclarait qu'il ne recevrait pas sa belle-fille; et lorsqu'à l'étape il gravissait avec peine l'escalier de l'auberge, il faisait pitié. Pourtant, dans les premiers jours d'octobre, il entra à Léoben — dans la ville même qui avait vu jadis Bonaparte triomphant. — La duchesse de Berry se faisait attendre; des fenêtres de l'*Hôtel de l'Empereur* où logeait la famille royale, le duc de Bordeaux guettait l'arrivée de sa mère; il savait maintenant que celle-ci s'était remariée, que le comte Lucchesi l'accompagnerait, et pour dissimuler son agitation, il chantait.

Le 13 octobre, une calèche attelée de quatre chevaux fringants, qui contrastait avec la voiture de louage et les « deux chevaux communs » du roi, s'arrête devant l'hôtel de l'Empereur. La duchesse de Berry en descend, visiblement nerveuse, et s'approche de Charles X qui, entouré de la dauphine et de ses petits-enfants, l'attend au haut de l'escalier; elle veut lui baiser la main, mais le roi ne s'y prête pas et affecte de recevoir avec grâce le comte Lucchesi, un bel homme à la barbe en collier, d'allure un peu britannique. Cependant la duchesse s'est précipitée vers son fils et sa fille, les embrasse avec transport, et pour garder une contenance les embrasse de nouveau. Lorsqu'elle se trouve dans le salon face à face avec son beau-père, elle est si désespérée qu'elle peut à peine articuler un mot, puis brusquement elle éclate, et c'est alors un flot de paroles, des cris, des adjurations, une véhémence tout italienne. La dauphine a beau faire fermer les portes; à travers la cloison, la voix de la duchesse

LE DERNIER EXIL

s'élève impérieuse, furieuse : « Si je ne suis pas reçue à Prague, je suis déshonorée ! » Après le roi, c'est la dauphine qui subit le choc : « Vous vous montrez bien pour mes enfants et je vous en remercie ; mais à mon égard vous êtes indigne ! »

Partie sur ce ton, la vie à Léoben devenait impossible. On négociait de chambre à chambre ; la duchesse exigeait un pacte en bonne forme qui l'autoriserait à se réunir à ses enfants et proclamerait la majorité d'Henri V ; mais « le Conseil » de Charles X objectait que ce serait là une parodie ridicule du traité de Léoben et la dauphine ajoutait : « Le roi ne peut nous sacrifier, le dauphin et moi, à la duchesse de Berry. » Celle-ci tempêtait, accusait Blacas son ennemi et finissait par se trouver mal.... Mais Charles X restait ferme : il ne pouvait, disait-il, y avoir place pour le comte Lucchesi et les siens parmi les Bourbons ; c'était « deux intérieurs incompatibles ; » et la duchesse, privée en fait de la tutelle sur son fils, retranchée de la famille royale, dut quitter Léoben sans avoir obtenu autre chose que de vagues promesses pour l'avenir.

Rentré à Prague le 22 octobre 1833, le roi goûte un apaisement qui ne lui est pas coutumier : l'éviction de sa bru a ramené le calme, mais ce n'est qu'une trêve. Le Hradschin ne peut vivre sans discorde, et la lutte reprend bientôt autour du duc de Bordeaux.

Déjà le parti Blacas triomphant a expulsé le professeur Barande et interdit l'entrée du palais au duc de Gramont et à sa femme suspects de libéralisme. Maintenant, deux jésuites, les PP. Druihet et Deplace dirigent en maîtres l'éducation d'Henri V : le premier a pour lui les grâces du langage, le second la vivacité de l'enseignement ; mais leur besogne est difficile, car « Bordeaux, » comme on l'appelle, a hérité de son père une arrogance et une irritabilité singulières : dans les rues de Prague il faut que chacun lui cède le pas ; travailler l'ennuie prodigieusement et il n'admet guère les réprimandes. C'est ainsi qu'il jette à la porte, en le tenant par le collet, le mathématicien Cauchy pourtant fort complaisant ; et M. d'Hautpoul, le nouveau gouverneur, a bien de la peine à faire comprendre à son élève qu'on ne traite pas de la sorte un savant que toutes les académies d'Europe seraient heureuses de posséder.

Bordeaux reste d'ailleurs plus enfant qu'on ne l'est d'ordinaire à son âge, et Blacas qui, tout en feignant de rester étranger aux questions d'éducation, est quotidiennement renseigné par un

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

homme à lui nommé Guignard, semble prendre soin de prolonger cet état d'enfance. Lorsque le jeune prince est puni, après l'avoir tenu à genoux longtemps, on l'enveloppe d'une chemise en forme de sac, on le consigne dans son lit et son confesseur lui fait peur du diable. Sanctions inutiles : Henri V n'est point d'un naturel craintif ; il a déjà une haute idée de sa race, refuse d'apprendre la menuiserie qui n'est pas « un métier de roi » et adopte en revanche un juron pour ressembler à Henri IV.

Charles X ne voit point d'un mauvais œil cette éducation timorée et comme piétinante. Son indulgence est grande pour son petit-fils, et quand celui-ci a une indigestion : « Ah ! c'est comme moi à son âge, s'écrie-t-il. Je ne pouvais résister à un bon morceau et je me donnais des indigestions presque tous les jours ; c'est au point que le jour même de mon mariage, je n'avais alors que seize ans, je mangeai tellement au repas de noce que je fus horriblement malade toute la nuit. » Si Bordeaux se roule sur le tapis et que son gouverneur lui fasse une observation, le roi intervient : « J'aime mieux qu'il soit enfant que pédant ; à son âge il doit s'amuser. » Qu'Henri V ne fasse point de progrès en latin, cela ne touche guère son grand-père : « Au fait, à quoi sert le latin ? Pourvu qu'il en sache assez pour comprendre la messe, c'est bien tout ce qu'il en faut. » Le dessin ? Utile seulement pour les artistes de profession. Mais, lorsqu'il s'agit de l'équitation, le roi ne plaisante pas : il se fâche même quand Bordeaux, en sautant la barre, tombe de cheval.

Au fond, ce qui préoccupe Charles X et les siens, c'est « qu'on ne monte pas la tête au jeune roi. » Parmi les légitimistes venus de France certains avaient fini par être reçus : ils apportaient à Henri V des éperons d'or garnis de pierres précieuses, une épée semblable à celle du Béarnais, et leur enthousiasme était grand ; Bordeaux prévenu et bien stylé avait remercié sans se compromettre. Il ne fallait pas que de pareilles scènes se renouvelassent : ces gens-là « voulaient chasser Charles X de sa place ; » et le cercle autour de l'enfant se rétrécit. Le moindre incident prenait les proportions d'une catastrophe ; c'est ainsi que, le jour des Rois, Bordeaux goûtant avec de jeunes amis eut la fête, et aussitôt la famille royale fut terrifiée : cela n'allait-il pas lui donner des idées ?

Le choix des jésuites avait été sévèrement critiqué en France, même par les légitimistes qui voyaient là une lourde faute poli-

LE DERNIER EXIL

tique. « Bah! disait Charles X quand on lui rapportait ces propos, en sont-ils encore aux jésuites? » Pourtant il fallait le reconnaître : le choix faisait mauvais effet. Les jésuites furent renvoyés. C'était un échec pour le parti de Blacas qui chercha à prendre sa revanche : à la suite d'intrigues misérables, le gouverneur du duc, M. d'Hautpoul, suspect à son tour de libéralisme, fut mis dans l'obligation de s'éloigner, et le roi ne fit rien pour le retenir; il cédait à l'emprise de son entourage et disait d'un air las : « Tout est si mal engagé! »

Restait Mme de Gontaut, tenace dans son opposition. Avec elle Blacas eut recours aux grands moyens, fit intercepter une lettre dans laquelle la duchesse jugeait sans indulgence la conduite de Charles X et faisait des vœux pour une alliance avec les Orléans. La lettre fut portée au roi. Déjà Mme de Gontaut avait donné prise sur elle par ses propos en faveur de la Charte, par ses façons de parler à voix basse au duc de Bordeaux; pis encore, elle avait de sa propre autorité donné des laissez-passer aux légitimistes logés à Prague! Maintenant la faute était capitale. La duchesse attaqua au lieu de se défendre, dit son antipathie pour Blacas, montra au roi les périls qu'il courait; mais le siège de Charles X était fait. Bien qu'il eût une vieille affection pour la gouvernante de ses petits-enfants, — elle l'avait suivi si longtemps et à travers tant de périls! — il lui dit avec tristesse : « Il faut nous séparer. » Quelques heures après, Mme de Gontaut quittait le Hradschin.

La place était nette, l'opposition vaincue. Mais la question principale demeurait en suspens : qui était roi? Quand il prit congé de Charles X, M. d'Hautpoul lui demanda : « Qu'aurai-je à dire aux royalistes sur le représentant de la légitimité? — Il ne faut désigner personne. — Sire, au nom de la France, dites-nous qui est roi? — Je ne puis le dire; il ne faut parler qu'au nom de la légitimité. » Cette indécision favorisait les projets de la duchesse de Berry qui s'était fixée à Brandeïs, à quelques lieues de Prague, et manifestait son existence par des demandes d'audience, des reproches, ou plus simplement par des cadeaux à ses enfants. Son nom plongeait toujours le Hradschin dans l'inquiétude; le roi se refusait obstinément à la recevoir et ne faisait rien pour inculquer à Bordeaux le respect de sa mère : l'enfant enlevait de sa chambre à coucher une miniature représentant la duchesse de Berry et disait avec humeur d'un homme portant favoris : « Cet individu ressemble à M. Lucchesi. »

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

Les jours passaient dans ce calme relatif. Le visage du roi pâlisait, sa taille se courbait, mais sa sérénité ne disparaissait point. Il parlait maintenant en toute liberté de sa chute : « On ne voulait plus de nous en France et nous ne pouvions nous imposer par la force. » Il ne se faisait point de reproches, se félicitait encore du silence gardé sur les ordonnances, n'accusait ni Marmont ni les ministres et regardait ce qui était arrivé comme le résultat de la volonté de Dieu. Il n'admettait toujours pas qu'on médît devant lui de Bonaparte ou de Louis-Philippe et exprima un jour son mécontentement d'une lettre adressée à son petit-fils dans laquelle de jeunes légitimistes parlaient de « mettre à la porte des Tuileries les animaux qui s'y trouvent. » Parfois cependant il regrettait de ne pas s'être défendu à Rambouillet « car il avait encore de grandes ressources, » mais fallait-il faire verser le sang ? Lorsque, de hasard, ses souvenirs se reportaient vers la Vendée, il semblait qu'il eût comme un regret, un remords — revoyait-il son échec de 1795 ? — puis, songeant à la tentative manquée de la duchesse de Berry, il se consolait : « La Vendée a donné la mesure de ce qu'elle pouvait ! » La lecture des journaux l'occupait fort, et un jour on l'entendit s'écrier : « *Le National* lui-même trouve que j'avais le droit de faire les ordonnances ! » Exclamation de victoire, mot touchant de la part de ce vieillard qui, dans son habit râpé, offrait l'image de l'adversité toute pure.

La santé de « M. le doyen » — c'est ainsi que Blacas appelait son maître, — restait bonne : à peine quelques rhumatismes qu'il allait soigner aux eaux de Tœplitz. Il déclinait sans heurts, débonnaire et paisible, « attendant tout du temps et d'une volonté suprême ; » mais son antipathie à l'égard de la duchesse de Berry ne désarmait pas : celle-ci, qui se plaignait en mars 1835 que « la porte du juge » (Charles X) restât toujours close, obtint à force d'insistance de voir deux fois ses enfants, mais elle ne put se faire d'illusions : tout cela n'était que du replâtrage, « le système d'aveuglement persistait et le juge était pire que jamais. »

Le roi espérait finir ses jours à Prague, où il avait pris ses habitudes depuis plus de trois ans ; mais, au commencement de 1836, il apparut que le palais était trop étroit pour contenir à la fois la maison royale de France et la maison impériale d'Autriche. Charles X comprit qu'il devait s'effacer et, au mois de mai, il quitta Prague avec sa famille. Lorsqu'il laissa derrière

LE DERNIER EXIL

lui la cité, le pont sur la Moldau, et que disparurent les dômes, les tours, les flèches des églises, il soupira : « Nous quittons ce château sans bien savoir où nous allons, à peu près comme les patriarches qui ignoraient où ils planteraient leur tente. Que la volonté de Dieu s'accomplisse ! » Puis, reprenant une manière de gaité, il dit à M. de Montbel qui l'accompagnait : « Savez-vous, Montbel, que vous cumulez actuellement à vous seul les charges de premier gentilhomme de la chambre, de capitaine des gardes et de premier écuyer ? »

A Tœplitz où il s'arrêta, il eut le plaisir de rencontrer des Français, de parler de la campagne d'Espagne, de la conquête d'Alger ; mais sa plus grande joie fut de retrouver Mme de Lage, l'amie de Louise de Polastron, toujours dévouée, fidèle ; et ensemble ils ressassèrent leurs souvenirs. Au moment de monter en voiture pour partir, il lui prit les mains avec affection. « Au revoir, Sire, dit-elle, à l'année prochaine ! — Oui, au revoir, si.... Vous êtes aimable d'être venue, cela me fait plaisir de vous revoir encore. » Mme de Lage le regardait à travers ses larmes ; le roi se retourna une fois encore, lui serra la main, et la voiture s'éloigna.

Charles X avait été obligé de quitter Tœplitz, parce que le roi de Prusse venait occuper la maison qu'il habitait : le déchu cédait la place aux grandeurs régnantes ; et proscrit, octogénaire, il errait « le bâton d'Œdipe à la main » parmi les peuples étrangers. Blacas alors, pour abriter son maître, acheta au comte d'Orsay une terre à quelques postes de Budweiss, Kirchberg. C'était un château bâti sur une éminence assez aride, mais précédé de grandes terrasses en granit qui lui donnaient un aspect imposant. Là le roi retrouva de la lumière, de la propreté et même une manière d'élégance ; il semblait aller parfaitement bien, montait à cheval et recevait des visiteurs.

A ce moment le choléra fit son apparition en Autriche. On pensa à retourner à Prague mais l'épidémie s'y était déjà déclarée, elle s'avancait même vers Budweiss. Il fallait fuir, mais où ? Charles X choisit Goritz, qui avait sous la Révolution servi d'asile à ses tantes et était renommé pour la salubrité de son climat et de ses eaux ; il y loua le château de Grafenberg appartenant au comte Coronini et se mit en route le 8 octobre 1836.

Le temps était doux, le soleil brillait. A Lintz où les voyageurs firent halte, le roi célébra son soixante-dix-neuvième anni-

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

versaire et se montra presque gai; pourtant, après que sa petite-fille lui eût débité un compliment, il s'assombrit et dit à ses familiers : « Il ne s'écoulera pas longtemps d'ici au jour où vous ferez les funérailles du pauvre vieillard. »

L'air de Goritz lui réussit. Chaque jour il parcourait à pied la petite ville, ou bien il gravissait la colline escarpée qui domine la vallée de l'Isonzo et au haut de laquelle était bâti un couvent de franciscains. Il semblait invulnérable, mais on remarquait qu'il était plus préoccupé que jamais des événements de France : la grâce accordée par Louis-Philippe à Peyronnet et Chantelauze détenus dans la prison de Ham, la mort de l'ancien ministre Chabrol l'émurent particulièrement. « Cette perte, dit-il, m'avertit de ma fin prochaine. » Il aimait se renseigner sur les gens qu'il avait connus jadis, demandait si le vieux Talleyrand était encore de ce monde et rappelait ses souvenirs d'autrefois avec une vivacité singulière : en vérité, il avait le mal du pays; et on l'entendait parfois murmurer avec l'accent d'un homme habitué aux sacrifices : « Ah! la famille, la famille! »

Le 3 novembre, il reçut, assis à sa table de whist, M. de Clermont-Tonnerre qui, frappé de sa présence d'esprit, de sa curiosité, de l'attention qu'il prêtait à la conversation, dit en le quittant : « Le roi n'a pas pris un jour! » De fait, ce soir-là, Charles X fit sa partie après dîner comme de coutume; mais le lendemain, ayant pris froid durant la messe, il se sentit mal à l'aise en rentrant au Grafenberg, et, quoique ce fût le jour de sa fête, la Saint-Charles, il ne dîna point. Lorsque, après le café, il parut au salon, il étonna par le changement subit de sa personne : sa voix éteinte avait quelque chose de caveux, ses yeux étaient enfoncés, entourés d'un cerne violet; sa physionomie semblait frappée d'une caducité soudaine. « Je ne me sens pas bien, dit-il après quelques instants, je vais me coucher. » Dans la nuit, il eut des vomissements, des douleurs d'entrailles, des crampes et il fit appeler son confesseur. Pourtant le Dr Bougon, qui n'avait pas quitté Charles X depuis l'exil, ne se prononçait pas : il s'agissait peut-être d'une violente attaque de goutte.

Le 5 novembre le mal empira et l'on rapporta ce mot du roi : « Je ne croyais pas que cette maladie tournât si court. » Le salon du Grafenberg était rempli de gens attendant les nouvelles; vers huit heures et demie, Bougon sortit de la chambre à coucher et dit : « Le roi a le choléra. » Le choléra! On n'en signalait aucun

LE DERNIER EXIL

cas à Goritz. A la stupeur succéda l'inquiétude : fallait-il renvoyer le duc de Bordeaux ? L'épidémie de 1832 qui avait ravagé la France était un terrible précédent, mais la dauphine intervint : « Le duc de Bordeaux ne doit rien craindre. » A midi, le danger parut moindre et l'on commençait à reprendre confiance, quand le Dr Bougon dit à M. de Clermont-Tonnerre : « Si le roi avait quarante ans, je ne désespérerais pas ; il touche à quatre-vingts, il n'y a pas de ressource. Ce soir, il va décliner ; il n'atteindra pas l'aurore. » Et cette fois, on attendit la fin.

Au chevet du moribond, l'archevêque Latil et Bougon — ceux-là même qui en 1820 avaient assisté le duc de Berry à son lit de mort — veillaient. Le roi avait toute sa lucidité : « Il faut mettre cela au pied de la croix, » disait-il — c'était une de ses phrases coutumières. Puis, se souvenant du jour où il avait vu mourir Mme de Polastron, il se tournait vers Latil : « Je vous dois la résignation de ma vie et le calme dont je jouis en présence de la mort. » Il pouvait en effet se rendre ce témoignage qu'il n'avait pas manqué à son serment : il était resté tout à Dieu.

On amena le duc de Bordeaux et sa sœur qu'il embrassa avec tendresse, puis il parut s'assoupir. Dans la chambre un grand calme. Rien qui ressemblât au rôle d'un mourant ; point de mouvements convulsifs, point de gémissements. Le visage de Charles X gardait une étonnante sérénité : il ne se contracta pas, même au dernier moment.

La famille royale était réunie au pied du lit. A une heure et demie du matin, Bougon se pencha vers le duc de Blacas et lui dit quelques mots à voix basse. Le duc regarda le cadavre, et s'adressant au dauphin : « J'attends les ordres de Votre Majesté. »

Lors de l'embaumement, le corps du roi apparut sain, d'une blancheur parfaite, presque jeune ; et comme l'action des spiritueux avait assoupli la rigidité des muscles, les praticiens autrichiens n'eurent point de peine à enfermer le cadavre dans sa bière. C'était une grande figure mate, entourée de brandelettes, qui avait à la lueur des lampes des reflets d'ivoire. Le cercueil était orné de figures emblématiques peintes à la détrempe : le génie de l'Espérance s'appuyant sur la croix, une tête de mort couronnée.

L'enterrement eut lieu au cimetière des franciscains, et le cortège d'exil, privé de son chef, gravit la côte que Charles X montait allégrement quelques jours auparavant. Sépulture

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

médiocre : dans le souterrain gisaient déjà les dépouilles oubliées des Colloredo; les planches vermoulues des cercueils laissaient déborder les ossements, et « la poussière des corps, jonchant le sol humide, se prenait aux chaussures. » Charles X fut enterré à côté, dans un caveau convenable.

Quand il apprit la mort du roi, Chateaubriand écrivit : « Cette race sait admirablement mourir. Soixante ans de malheurs ont paré la victime. » Et, en vérité, depuis les jours heureux, sans soucis, de Versailles, l'expiation avait été longue. En France, aucun écho : les gazettes légitimistes parurent encadrées de noir; le *Journal des Débats* parla de ce long exil supporté avec une sorte de grandeur religieuse; et en Vendée les prêtres récitèrent des prières pour l'âme du roi « qui avait fait pendant son règne le bonheur de la France. » Ce fut tout.

Comme les victimes des révolutions, le dernier des Bourbons a été sévèrement traité. L'espion Montgaillard écrivait à un hôte du Hradschin : « Vous voyez toujours un roi dans le prince qui s'est banni lui-même trois fois. Moi, je n'y vois qu'un auguste sot. » C'était l'opinion des jacobins, des anciens révolutionnaires : à leurs yeux, Charles X n'avait qu'une vanité d'ostentation, de la fausseté sous les apparences de la franchise, de la poltronnerie sous les apparences de la chevalerie; s'il eût possédé des talents, on aurait eu tout à craindre de lui : il serait devenu le prédicant de la tyrannie, et l'absolutisme lui aurait dû son triomphe. Par bonheur les dons de l'intelligence lui manquaient, et il ne fut qu'« un invalide du despotisme et du libertinage. » Fouché le régicide ne parlait pas autrement et confiait à son ami Thibaut : « Tu n'as pas idée de la stupidité du comte d'Artois. »

Les politiques, qui tâchaient de prononcer un jugement moins sommaire, critiquaient la conduite de Charles X en 1830. Henri V proclamé roi, c'était une faute de l'emmener à l'étranger, de mettre sous la main de Metternich un gage de cette importance; et ils appelaient la semaine de juillet « la honteuse semaine. » Les anciens ultras eux-mêmes avaient depuis longtemps perdu la foi légitimiste, et l'un d'eux essayait d'expliquer son état d'esprit à l'égard des Bourbons : « Ils nous ont conduits depuis quinze ans à cette indifférence, à ce dégagement d'âme qui nous ont rendus si froids sur leur chute. Encore s'ils avaient suivi

LE DERNIER EXIL

un système, bon ou mauvais ! Mais ils adoptaient tous les systèmes les uns après les autres ; ils les ont pris, quittés, repris. Faiblesse, nullité, voilà tout l'esprit de leur gouvernement. »

Quant aux libéraux comme le duc de Broglie, ils dogmatisaient sur leur victoire : « Charles X avait violé son serment ; il nous avait relevés du nôtre ; il avait attaqué le pays à mains armées, il avait été vaincu, il n'avait plus pour lui ni le droit ni la force. » Et ce qui ajoutait du poids à ces jugements, c'était la campagne qui se poursuivait contre Charles X et sa famille, campagne démagogique, ordurière : fleur de fumier qui s'épanouit au soleil de juillet. Vie privée de Charles X, histoire scandaleuse, politique, anecdotique et bigote de Charles X, crimes des Bourbons ! Lorsqu'il a lu ces pamphlets, le peuple ne peut plus avoir de doute : sous le gouvernement de ce tyran vicieux, il aurait immanquablement succombé ; et grâce à Louis-Philippe il l'a échappé belle !

Mais voici la contre-partie. Ceux qui ont connu Charles X parlent de lui avec sympathie, avec même une espèce de tendresse. Quand elle apprend sa mort, Mme de Lage s'écrie : « Ah ! celui-là peut bien dire qu'il a été aimé ! S'il a été le prince qui a éprouvé le plus d'ingratitude, il a été aussi le prince le plus tendrement servi, sans aucun intérêt, le prince qui a eu le plus de vrais amis et les plus aimables amis en hommes et en femmes ! » Pour elle la mort de Charles X marque un terme, un tournant de la société française : dans les générations nouvelles, il y aura probablement la même somme de vertus, la même part d'esprit, autant et peut-être plus d'instruction ; mais ces élans de l'âme, ce dévouement, cet esprit chevaleresque, cet oubli de soi-même, cette société familière sans être moins respectueuse, cela ne se retrouvera point. La fin des Bourbons, c'est pour elle la fin de l'idéalisme !

Qu'une légitimiste aussi passionnée s'exprime ainsi, cela n'a rien que de naturel ; mais un libéral, une victime des ultras comme Villemain, avoue son goût pour Charles X qui, à ses yeux, tient de Henri IV ces grâces du cœur auxquelles on n'échappe pas, qui a reçu de Louis XIV cette dignité qui frappe de respect et qui pourtant séduit. — Quant à ses erreurs politiques, quelles furent-elles ? Les ordonnances étaient justifiées par les menées libérales ; il fallait qu'on sortît de l'impasse où les insuffisances de la Charte avaient fourvoyé le pays. Il ne manqua à Charles X qu'une loi sur les attroupements et la garde nationale pour la faire exécuter.

Chateaubriand, établissant un jour le bilan de ce règne de

LE COMTE D'ARTOIS, CHARLES X

six ans, écrivait : « Si l'on faisait une liste des princes qui ont augmenté les possessions de la France, Bonaparte n'y figurerait pas : Charles X y occuperait une place remarquable. » En supposant non seulement Alger mais l'Algérie conquise, le bilan est exact. Mais, selon d'autres écrivains, le bienfait de cette conquête ne serait pas le seul : Stendhal, et son témoignage n'est pas suspect car il n'a aucune prédilection pour la légitimité, déclare qu' « il faudra peut-être des siècles à la plupart des peuples de l'Europe pour atteindre au degré de bonheur dont la France jouit sous le règne de Charles X. »

Pourquoi ce bonheur n'a-t-il point duré? Louis XVIII, obstinément fidèle au système de modération, à la Charte qui lui paraissait convenir à ses sujets, assurer l'équilibre et l'ordre, était parvenu à rallier les hommes de l'Empire comme Napoléon avait rallié ceux de la République. Lorsqu'il mourut, la France était riche, prospère, débarrassée peu à peu des factions; et l'on pouvait espérer que le développement du mécanisme constitutionnel se poursuivrait sans heurts. On sait ce que devint entre les mains de son successeur cette œuvre de sagesse.

Il aurait fallu pour la continuer une souplesse d'intelligence, une faculté d'adaptation, une connaissance des hommes, « un sens des temps » dont Charles X était totalement dépourvu. La cristallisation de préjugés qui recouvrait son cerveau l'empêchait de voir clair, de juger sainement; et il allait dans la vie, il gouvernait avec des œillères. Homme de coterie, esprit étroit, il crut qu'il se devait de méconnaître la France nouvelle, de la ramener, par des voies obliques et sans se soucier des droits octroyés ou des habitudes de liberté, sous le joug d'une sorte d'absolutisme. Restauration était pour lui synonyme de retour à l'ancien régime.

Sentant l'opinion contre lui, biaisant, combattant ses propres ministres — ce que Louis XVIII n'eût jamais fait — il se laissa entraîner vers une politique d'aventure. Lui qui se disait victime d'une conspiration fut le premier conspirateur; mais son essai de coup de force, mal conçu, mal préparé, le conduisit tout droit à sa chute, à celle de sa dynastie. Et Polignac fut l'homme du destin.

Roi-chevalier! répètent ses admirateurs; et en effet c'est là le côté noble, élégant de son caractère; mais c'est aussi sa faiblesse. Là où il faudrait du bon sens, il n'a que de la bonne grâce, et son

LE DERNIER EXIL

esprit n'est jamais à la hauteur de son âme. Sa légèreté naturelle a été nourrie, amplifiée par l'éducation qu'il a reçue; et Versailles n'a pas cessé de peser sur sa vie : les fautes de Charles X sont celles du comte d'Artois.

Sa passion pour Mme de Polastron, qui fut le roman de son existence, le vœu de se consacrer à Dieu qu'il prononça devant le lit de mort de son amie, ne parvinrent pas à le transformer. Comme l'a dit Lamartine « la pureté du cœur qu'il trouva dans l'amour, la piété qu'il trouva dans la mort ne firent que changer de nature à ses faiblesses; ses nouvelles vertus rétrécirent son intelligence sans élever son courage. » Au moment critique de 1830, lorsqu'une décision forte peut encore tout sauver, il s'immobilise, s'en remet à la Providence, aux oracles. Alors la révolution qui n'est pourtant qu'un accident sans préparation, sans direction, triomphe; une royauté hardiment improvisée occupe le trône vide... et l'œuvre de Louis XVIII s'écroule.

« A une époque ordinaire, roi convenable. A une époque extraordinaire, homme de perdition, non de malheur. » Tel est le jugement qu'a rendu Chateaubriand sur Charles X; et en somme le jugement est acceptable. Mais ce qu'on ne peut oublier, c'est la grandeur avec laquelle le dernier des Bourbons supporta l'exil. Jamais la dignité de ce monarque, qui vécut plus longtemps qu'aucun roi de sa race, ne s'abaissa d'une ligne devant l'adversité. Jusqu'à son dernier moment, les respects, les sympathies l'entourèrent, car il était doué d'une bonté naturelle, chaleureuse, d'une allure de majesté courtoise, et aussi de je ne sais quel rayonnement de l'être qui ravissait les cœurs. Il eut des amis, Louis XVIII n'eut que des favoris.

Dans son hôtel de la rue des Ursulines, le comte de Talleyrand-Périgord, un des fidèles du roi mort en exil, avait placé, à côté du portrait de sa maîtresse, le portrait de Charles X. Chaque matin, il les saluait, les ornait de fleurs; et, confondant les souvenirs de son roi et de sa dame, il restait en contemplation.





TABLE DES CHAPITRES



CHAPITRE PREMIER

« ARTOIS, NOTRE ESPÉRANCE »

L'Insouciance jeunesse de Galaor. — Son mariage. — Divertissements princiers. — Artois compromet la reine. — Impopularité naissante. — Le coup de foudre. — Don Juan et Roland furieux.

Page 7

CHAPITRE II

LE SOUTIEN DE LA MONARCHIE

Artois champion de l'absolutisme. — Sa fuite donne le signal de l'émigration. — La vie à Turin : désillusions. — Coblenze : les princes contre le Roi. — Valmy : l'effondrement et la retraite. — La Trappe de Ham.

Page 34

CHAPITRE III

L'ÉPOPÉE MANQUÉE

Quiberon. — La croisière du Jason. — Artois renonce à débarquer. — Holy-Rood. — Louis XVIII et Monsieur. — La cour de Londres. — Mort de madame de Polastron et de la comtesse d'Artois.

Page 59

CHAPITRE IV

LE FOURRIER DU ROI

Les Bourbons oubliés. — Le chemin de Paris. — Vitrolles. — L'entrée de Monsieur. — Le gouvernement occulte. — Les Cent-Jours : Monsieur à Lyon, à Gand. — Waterloo. — Renaissance du petit.

Page 87

CHAPITRE V

LE PAVILLON DE MARSAN

Monsieur chef des Ultras. — Lutte contre les ministres du Roi. — La mort du duc de Berry et le triomphe du parti de Monsieur. — Madame du Cayla. — Mort de Louis XVIII. — Les jours fériés du règne de Charles X. — Le sacre de Reims.

Page 115

TABLE DES CHAPITRES

CHAPITRE VI.

PRÉLUDES DE LA CATASTROPHE

Le ministère de Villèle. — La vraie image de Charles X. — Ses habitudes et ses goûts. — La vie aux Tuileries. — Les chasses. — Commencement de la désaffection. — La Garde nationale est dissoute. — Chute de Villèle Page 143

CHAPITRE VII

LA RÉVOLUTION DE JUILLET

Essai d'une politique libérale. — Antipathie du Roi pour Martignac. — Le voyage d'Alsace. — Chute de Martignac. — Le ministère Polignac. — La conquête d'Alger et les ordonnances. — La Révolution vue de Saint-Cloud. — Fuite de Charles X Page 169

CHAPITRE VIII

LE VOYAGE DE CHERBOURG

Trianon et Rambouillet. — L'abdication. — Marche du peuple sur Rambouillet. — Le sacrifice est accompli. — L'itinéraire de l'exil. — Vire, Valognes, Cherbourg. — En vue des côtes d'Angleterre. Page 201

CHAPITRE IX

LE DERNIER EXIL

Lulworth. — Le retour à Holy-Rood. — L'aventure de la duchesse de Berry. — Prague. — La maison divisée. — La nouvelle entrevue de Léoben. — Autour d'Henri V. — Le déclin et la mort de Charles X. — Conclusion. Page 231



O U V R A G E S
DE M. J. LUCAS-DUBRETON

La disgrâce de Nicolas Machiavel, 1913.

(Couronné par l'Académie française.
Prix Bordin.)

L'Espagne au XV^e siècle : Le Roi Sauvage, 1922.

Louvel le Régicide, 1922.

Ferrante Pallavicino ou l'Arétin manqué, 1923.

La petite vie de Samuel Pepys Londonien, 1923.

La Princesse Captive : La Duchesse de Berry, 1924.

Louis XVIII : Le Prince errant, Le Roi, 1925.

(Couronné par l'Académie française.
Prix Théroutanne.)

L'évasion de Lavallette, 1926.

La Restauration et la Monarchie de Juillet, 1926.

L'affaire Alibaud ou Louis-Philippe traqué, 1927.

IMPRIMERIE

PAUL BRODARD

COULOMMIERS

I 9 2 7

92.

Lucas-Dubreton, J. C 3827

Le comte d'Artois.

Charles X

92

C 3827

